

AUTRES INFORMATIONS
RELATIVES AUX CARACTÉRISTIQUES, NOTAMMENT JURIDIQUES,
FINANCIÈRES ET COMPTABLES DE LA SOCIÉTÉ



**DANS LE CADRE DE L'OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT VISANT LES ACTIONS DE
LA SOCIÉTÉ BOUYGUES CONSTRUCTION**

INITIÉE PAR BOUYGUES S.A.



Le présent document, relatif aux autres informations notamment juridiques, financières et comptables, de Bouygues Construction a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») le 3 février 2021, conformément aux dispositions de l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF et de l'article 6 de l'instruction 2006-07 du 25 juillet 2006 de l'AMF, modifiée le 10 février 2020. Ce document a été établi sous la responsabilité de Bouygues Construction.

Le présent document d'information complète la note en réponse de Bouygues Construction visée par l'AMF le 2 février 2021, sous le numéro n°21-024, en application d'une décision de conformité du 2 février 2021 (la « **Note en Réponse** »).

Le présent document d'information ainsi que la Note en Réponse sont disponibles sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et de Bouygues Construction (www.bouygues-construction.com) et peuvent être obtenus sans frais auprès de :

Bouygues Construction
1 avenue Eugène Freyssinet
78280 Guyancourt

Table des matières

1	PRÉAMBULE.....	2
2	INFORMATIONS REQUISES AU TITRE DE L'ARTICLE 231-28 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF.....	3
2.1	Rapport annuel 2019 de Bouygues Construction	4
2.2	Éléments en date du 30 juin 2020.....	4
2.3	Éléments en date du 30 septembre 2020.....	5
3	INFORMATIONS RELATIVES AUX AUTRES ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS LA PUBLICATION DU RAPPORT ANNUEL.....	6
3.1	Résultats annuels de Bouygues Construction	6
3.2	Composition de l'actionnariat de la Société	6
3.3	Évènements exceptionnels et litiges.....	6
3.4	Gouvernance	9
3.5	Communiqués de presse.....	9
4	PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DU PRÉSENT DOCUMENT .	13
	Annexe 1- Rapport annuel 2019 de Bouygues Construction	14
	Annexe 2 - Rapport semestriel 2020 de Bouygues.....	15
	Annexe 3 - Communiqué des neuf premiers mois 2020 de Bouygues en date du 19 novembre 2020	16

1 PRÉAMBULE

Le présent document est établi par Bouygues Construction S.A., société anonyme de droit français ayant un capital social de 127 967 250 euros, dont le siège social est sis au 1 avenue Eugène Freyssinet, 78280, Guyancourt, France, immatriculée sous le numéro 552 045 999 R.C.S. Versailles (« **Bouygues Construction** » ou la « **Société** »), conformément aux dispositions de l'article 231-28 du règlement général de l'AMF, dans le cadre du dépôt de l'offre publique de retrait, visant à acquérir la totalité des actions Bouygues Construction non détenues directement ou indirectement par Bouygues S.A. (l'« **Offre Publique de Retrait** ») qui sera immédiatement suivie d'une procédure de retrait obligatoire (le « **Retrait Obligatoire** » et, avec l'Offre Publique de Retrait, l'« **Offre** »), initiée par Bouygues S.A., société anonyme de droit français ayant un capital social de 380 759 842 euros, dont le siège social est sis au 32 avenue Hoche, 75008, Paris, France et immatriculée sous le numéro 572 015 246 R.C.S. Paris (« **Bouygues** » ou l'« **Initiateur** »), au prix de 3 950 euros par action et portant sur la totalité des actions de la Société non détenues directement ou indirectement par l'Initiateur.

À la date du présent document,

- Bouygues détient 1 705 200 actions et droits de vote de la Société, représentant 99,93 % du capital et des droits de vote de la Société¹ ; et
- SFPG détient 600 actions et droits de vote de la Société, représentant 0,04% du capital et des droits de vote de la Société.

L'Initiateur agit de concert avec la Société Française de Participation et de Gestion, société anonyme de droit français ayant un capital social de 40 000 euros, dont le siège social est sis au 16-18 impasse d'Antin, 75008, Paris, détenue à hauteur de 99,88 % par Bouygues (« **SFPG** »), actionnaire de la Société.

L'Offre vise la totalité des actions non détenues directement ou indirectement par Bouygues ou SFPG à la date des présentes, soit un nombre de 430 actions ordinaires (soit 0,03% du capital et des droits de vote de la Société).

La durée de l'Offre sera de 14 jours de négociation, conformément aux dispositions de l'article 236-7 du règlement général de l'AMF.

À l'issue de l'Offre, la procédure de retrait obligatoire prévue à l'article L. 433-4, II du code monétaire et financier sera mise en œuvre après la clôture de l'Offre. Les actions Bouygues Construction qui n'auront pas été apportées à l'Offre seront transférées à l'Initiateur en contrepartie d'une indemnité en numéraire égale au Prix de l'Offre, soit

¹ Sur la base d'un capital composé de 1 706 230 actions représentant 1 706 230 droits de vote théoriques conformément aux dispositions de l'article 223-11 du règlement général de l'AMF

3 950 euros par action ordinaire, nette de tous frais.

L'Offre s'inscrit dans le cadre d'une opération de simplification de la structure capitalistique de Bouygues Construction par l'acquisition du solde du capital de la Société tout en offrant une opportunité de liquidité immédiate et intégrale de leurs actions Bouygues Construction aux actionnaires minoritaires de la Société.

En effet, le 31 mars 1990, en application de l'article 7.2.3 du Règlement Général du Conseil des Bourses de Valeurs et des dispositions de l'article 20 du règlement du 29 septembre 1989 de la Commission des Opérations de Bourse, Bouygues, qui détenait à cette date, avec ses filiales (ensemble le « **Groupe Bouygues** »), 96,7 % du capital de la Société, a décidé de déposer une offre publique de retrait portant sur la totalité des actions de la Société (anciennement dénommée Dragages et Travaux Publics) non détenues par des sociétés du Groupe Bouygues pour un prix de 600 francs par action (soit environ 91,5 euros). À l'issue de cette offre publique de retrait, le Groupe Bouygues détenait 99,50% du capital de la Société et la Société a été radiée de la cote officielle. L'avis de radiation de la cote officielle de la Société est paru le 4 mai 1990 (avis SBF n°90-1385) et la radiation a pris effet le 9 mai 1990 à l'issue de la séance de bourse. La mise au nominatif de l'ensemble des actions de la Société a été décidée à l'occasion de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société du 21 juin 1990.

La Société figure (sous son ancienne dénomination sociale Dragages et Travaux Publics) sur la liste des sociétés figurant le 1^{er} juillet 1998 au relevé quotidien du Hors Cote dont les titres ont été radiés d'un marché réglementé (communiqué 198C0583 du Conseil des marchés financiers en date du 1^{er} juillet 1998).

Bouygues a procédé, entre la date de radiation et la date de dépôt de la présente Note en Réponse, au rachat d'un certain nombre d'actions Bouygues Construction auprès d'actionnaires minoritaires lui ayant permis d'atteindre son niveau actuel de participation. La dernière acquisition auprès d'un actionnaire minoritaire est intervenue le 24 juin 2016. Depuis la radiation, Bouygues n'a pas acquis d'actions Bouygues Construction à un prix unitaire supérieur à 3 950 euros.

Le contexte et les motifs de l'Offre sont décrits dans la note d'information relative à l'Offre établie par Bouygues et visée par l'AMF le 2 février 2021, sous le numéro n° 21-023, en application d'une décision de conformité du 2 février 2021.

2 INFORMATIONS REQUISES AU TITRE DE L'ARTICLE 231-28 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF

Conformément aux dispositions de l'article 231-28 du règlement général de l'AMF et de l'article 6 de l'instruction n°2006-07 du 28 septembre 2006, telle que modifiée le 10 février 2020, le présent document relatif aux caractéristiques notamment juridiques,

financières et comptables de la Société constitue une mise à jour des éléments significatifs de l'information préalablement publiée par la Société.

2.1 **Rapport annuel 2019 de Bouygues Construction**

Les informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de la Société, au sens de l'article 231-28 du règlement général de l'AMF, figurent dans (i) le rapport financier annuel de la Société incluant les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019 (le « **Rapport Annuel** »), reproduit en intégralité en Annexe 1, et (ii) la Note en Réponse.

Ce document est disponible en version électronique sur le site internet de Bouygues Construction

(www.bouygues-construction.com/sites/default/files/b_rafi2019_fr_v4_bd_0.pdf)

et peut être obtenu sans frais auprès de la Société au 1 avenue Eugène Freyssinet, 78280 Guyancourt.

Le Rapport Annuel est par ailleurs complété par les informations détaillées ci-après et celles contenues dans les communiqués de presse publiés et mis en ligne sur le site Internet de Bouygues Construction (www.bouygues-construction.com).

À la connaissance de la Société, aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de Bouygues Construction n'est intervenu entre la date de la publication du Rapport Annuel et la date de dépôt du présent document, sous réserve des informations figurant dans le présent document.

2.2 **Éléments en date du 30 juin 2020**

Une mise à jour au 30 juin 2020 figure dans le rapport financier semestriel 2020 de Bouygues en date du 27 août 2020 (le « **Rapport Financier Semestriel** ») et est reproduit en intégralité en Annexe 2. Les parties du Rapport Financier Semestriel relatives à Bouygues Construction sont notamment les suivantes :

- Les agrégats financiers relatifs à Bouygues Construction détaillés page 12 à 16 du Rapport Financier Semestriel ;
- La partie du rapport semestriel d'activité de Bouygues consacrée à Bouygues Construction (section 3.1 du Rapport Financier Semestriel, page 19 à 23 du Rapport Financier Semestriel) ;
- La partie Risques et Incertitudes consacrée à Bouygues Construction (section 3.8.1 du Rapport Financier Semestriel, page 37 à 38 du Rapport Financier Semestriel) ;
- La partie Événements récents – événements depuis le 1er juillet 2020 consacrée à Bouygues Construction (section 3.10 du Rapport Financier Semestriel, page 40 du Rapport Financier Semestriel) ; et

- La partie Faits significatifs, y compris les conséquences de l'épidémie du Covid-19, consacrée à Bouygues Construction (section 1.1 de la Note 1 du Rapport Financier Semestriel, page 47 à 50 du Rapport Financier Semestriel).

Le Rapport Financier Semestriel est disponible en version électronique sur le site internet de Bouygues (www.bouygues.com/wp-content/uploads/2020/08/le-rapport-financier-semestriel-2020_fr.pdf).

Depuis la publication du Rapport Financier Semestriel de Bouygues et sous réserve des informations figurant dans le présent document, la Société n'a identifié aucun nouvel élément justifiant une mise à jour des facteurs de risques de la Société.

2.3 Éléments en date du 30 septembre 2020

Une mise à jour au 30 septembre 2020 figure dans le communiqué de presse de Bouygues relatif aux résultats des neuf premiers mois en date du 19 novembre 2020 (le « **Communiqué des neuf premiers mois 2020** »), disponible sur le site Internet de Bouygues (www.bouygues.com), et est reproduit en intégralité en Annexe 3. Les parties du Communiqué des neuf premiers mois 2020 relatives à Bouygues Construction sont notamment les suivantes :

- L'analyse détaillée pour les activités de construction (page 3 à 4 du Communiqué des neuf premiers mois 2020) ;
- Les agrégats financiers relatifs à Bouygues Construction détaillés page 9 à 14 du Communiqué des neuf premiers mois 2020, y compris la partie impact estimé de la Covid-19 au premier semestre 2020 consacrée à Bouygues Construction.

3 INFORMATIONS RELATIVES AUX AUTRES ÉVÉNÈMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS LA PUBLICATION DU RAPPORT ANNUEL

3.1 Résultats annuels de Bouygues Construction

Bouygues publiera le 18 février 2021 les résultats annuels du Groupe Bouygues dont ceux de Bouygues Construction.

L'Offre sera ouverte du 5 février 2021 au 24 février 2021.

3.2 Composition de l'actionnariat de la Société

À la connaissance de la Société, selon les dernières informations disponibles à la date du présent document, le capital et les droits de votes de la Société sont répartis comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote*
BOUYGUES	1 705 200	99,93	1 705 200	99,93
Société française de participation et de gestion	600	0,04	600	0,04
Autres actions au nominatif	430	0,03	430	0,03
Auto-détention	-	-	-	-
Total	1 706 230	100	1 706 230	100

**Conformément à l'article 223-11 du règlement général de l'AMF, le nombre total de droits de vote est calculé sur la base de toutes les actions auxquelles sont rattachés des droits de vote, en ce comprises les actions dépourvues de droits de vote.*

Il n'existe aucun titre de capital, ni aucun instrument financier émis par la Société ou droit conféré par la Société pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital ou aux droits de vote de la Société, autres que les actions existantes de la Société. Il n'existe en outre aucun plan d'options de souscription d'actions, ni aucun plan d'attribution d'actions gratuites en cours au sein de la Société.

Il est précisé que l'Initiateur n'a pas procédé à l'acquisition d'actions Bouygues Construction au cours des douze (12) mois précédant le dépôt du projet d'Offre.

3.3 Évènements exceptionnels et litiges

À la connaissance de la Société, il n'existe, à la date du dépôt du présent document, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, pendante ou dont la Société est menacée, ni fait exceptionnel, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois une incidence significative sur l'activité, le patrimoine, les résultats ou la situation financière de la Société.

3.3.1 France : METP Île-de-France

A la suite d'une décision du Conseil de la concurrence intervenue le 9 mai 2007, la Région Ile de France a initié, courant 2008, une série de procédures visant à obtenir réparation du préjudice qu'elle estimait avoir subi du fait des pratiques anticoncurrentielles des entreprises du secteur à l'occasion de l'attribution des différents marchés de rénovation des lycées en Île-de-France.

Le Tribunal des conflits ayant jugé, le 16 novembre 2015, que ce litige relevait des juridictions administratives, la Région Ile de France avait, le 28 mars 2017, saisi le Tribunal administratif de Paris de plusieurs requêtes indemnitaires (une par lycée concerné) aux fins de condamnation in solidum des co-auteurs du dommage au paiement d'une indemnité d'un montant de 16,4% du prix payé pour chaque lycée.

Par plusieurs jugements en date du 29 juillet 2019, le Tribunal administratif de Paris a déclaré prescrite les actions indemnitaires engagées. En octobre 2019, la Région Ile-de-France a interjeté appel de ces décisions.

Le 4 décembre 2020, la Présidente de la Cour d'appel de Paris a invité les parties à soumettre le différend à une procédure de médiation placée sous son égide.

3.3.2 France : EOLE

A la suite d'une décision du 21 mars 2006 du Conseil de la concurrence ayant sanctionné plusieurs sociétés pour ententes à l'occasion de l'attribution de différents lots relatifs au projet EOLE (Est-Ouest-Liaison Express), la SNCF a engagé, le 21 mars 2011, un contentieux indemnitaire devant le Tribunal administratif de Paris visant à obtenir réparation du préjudice qu'elle estime avoir subi de ce fait.

Par décisions du 31 mai 2016 et du 29 décembre 2017, le Tribunal administratif de Paris et la Cour administrative d'appel de Paris ont rejeté l'ensemble des demandes de la SNCF, estimant que la prescription était acquise.

Saisi par SNCF Mobilités, le Conseil d'Etat, par une décision en date du 22 novembre 2019, a annulé l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris, au motif que l'action en nullité du contrat était prescrite, mais pas l'action quasi-délictuelle.

Le Conseil d'Etat a renvoyé l'affaire devant la même Cour d'appel. L'échange de mémoires est en cours.

3.3.3 International : Centennial Tower, Singapour

Ce litige fait suite à la chute en 2004, puis en 2011, de panneaux de façade de la tour Centennial, livrée en 1997.

Le 3 juillet 2019, le Tribunal d'appel de Singapour a confirmé la décision de première instance mettant à la charge de Dragages Singapour les coûts de réfection de l'ensemble du bardage de la façade de la tour. Cette décision est insusceptible de recours. Le quantum reste à déterminer par le Tribunal de Singapour.

3.3.4 International : Alpiq Engineering Services

Ce contentieux arbitral fait suite à l'acquisition par Bouygues Construction, le 31 juillet 2018, des titres des sociétés Alpiq Intec AG et Kraftanlagen München GmbH auprès du groupe suisse Alpiq.

Le 12 février 2019, Bouygues Construction a saisi l'Association des Chambres de commerce suisses pour l'arbitrage et la médiation d'une demande portant sur (i) l'ajustement du prix d'acquisition au titre du mécanisme des comptes de closing prévu au contrat d'acquisition, et (ii) le non-respect par le groupe Alpiq de déclarations et garanties contractuelles.

Le 24 décembre 2020, les parties ont conclu une transaction.

À toutes fins utiles, il est précisé que le montant de la transaction relative à cet arbitrage est intégré dans les prévisions de trésorerie au 31 décembre 2020 prises en compte par l'expert indépendant dans son rapport figurant en annexe de la Note en Réponse.

3.3.5 International : data centre, Irlande

Fin 2016, St Stephen's Green Funds ICAV a confié à Bouygues E&S Ireland Limited un marché portant sur la conception et la construction d'un Data Centre.

L'alimentation en énergie du chantier dépendait de l'installation d'une sous-station de production d'électricité. L'installation de cette sous-station, confiée par ICAV à un tiers, a connu des retards. Cette situation a eu un impact sur l'exécution du marché et a conduit ICAV à appliquer des pénalités, à résilier le marché et à réclamer à Bouygues E&S Ireland l'indemnisation d'un préjudice allégué.

Dans ce contexte, trois adjudications ont été menées, reconnaissant in fine le droit d'ICAV à appliquer des pénalités de retard à Bouygues E&S Ireland. Le 4 novembre 2019, Bouygues E&S Ireland a initié un arbitrage en vue de contester l'application des pénalités et de formuler une demande indemnitaire. L'échange des mémoires est terminé.

L'audience est attendue en avril 2021 et devrait durer environ 4 semaines.

3.3.6 Monaco – Extension en Mer

Dans le cadre du projet d'extension en mer de Monaco, Bouygues Travaux Publics (dans le cadre d'une joint-venture) a confié, le 9 janvier 2017, à Jan de Nul un contrat de sous-traitance portant sur des prestations de dragage et de remblais d'assise technique et hydraulique.

Jan de Nul n'ayant pas livré des matériaux conformes au cahier des charges contractuel, Bouygues Travaux Publics a procédé à la substitution de Jan De Nul pour cette tâche. Le 20 décembre 2019, Jan De Nul, contestant cette démarche, a résilié le contrat aux torts de Bouygues Travaux Publics.

En conséquence, un litige est né entre les parties, chacune réclamant à l'autre l'indemnisation des préjudices qu'elle a subis. Ce différend fait l'objet d'un arbitrage selon les règles de la Chambre de commerce internationale.

Un Tribunal arbitral a été constitué le 13 mai 2020.

3.4 Gouvernance

À la date du présent document, le conseil d'administration de la Société est composé comme suit :

- Monsieur Philippe Bonnave, Président-Directeur-Général ;
- Monsieur Olivier Roussat ;
- Bouygues, représentée par Monsieur Pascal Gange ;
- Madame Valérie Agathon ;
- Madame Charlotte Bouygues.

Il y a, par ailleurs, trois censeurs qui assistent aux réunions du conseil d'administration de la Société : Monsieur Olivier Bouygues, Monsieur William Bouygues et Monsieur Arnould Van Eeckhout.

Par ailleurs, il a été indiqué dans le Communiqué des neuf premiers mois 2020 que le 1^{er} avril 2021, Monsieur Pascal Minault rejoindra Bouygues Construction aux côtés de Monsieur Philippe Bonnave afin de se préparer à lui succéder au poste de président-directeur général. Il sera soumis au Conseil d'administration de Bouygues Construction la nomination de Monsieur Pascal Minault comme directeur général de Bouygues Construction au 1^{er} juillet 2021, puis, comme président-directeur général au conseil d'administration du mois d'août 2021. Monsieur Philippe Bonnave exercera les fonctions de président du Conseil d'administration de Bouygues Construction entre le 1^{er} juillet 2021 et ce dernier conseil d'administration.

3.5 Communiqués de presse

Bouygues Construction publie ses communiqués de presse en ligne sur son site Internet (www.bouygues-construction.com).

Depuis le 31 décembre 2019, Bouygues Construction a publié les communiqués de presse ci-dessous :

<i>Date du communiqué</i>	<i>Titre du communiqué</i>
12 janvier 2021	Bouygues Travaux Publics, associé à Barletta Heavy Division, réalisera le tunnel de Pawtucket dans l'état de Rhode Island aux Etats-Unis
12 janvier 2021	Communiqué relatif au dépôt d'un projet de note d'information établi par Bouygues Construction en réponse au projet d'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire visant les actions de la société Bouygues Construction initiée

<i>Date du communiqué</i>	<i>Titre du communiqué</i>
	par Bouygues SA
21 décembre 2020	Bouygues Travaux Publics va réaliser une 5e phase de l'Autoroute d'Istrie en Croatie
15 décembre 2020	Bouygues Construction lance la construction d'un pont ferroviaire sur la nouvelle ligne North-South Commuter Railway aux Philippines
10 décembre 2020	SUEZ et Bouygues Construction testent leurs premiers modèles d'Assistant Numérique pour les Opérateurs du Bâtiment et de l'Industrie (ANOBI®)
9 décembre 2020	Le conseil d'administration de Bouygues Construction désigne le cabinet Eight Advisory en qualité d'expert indépendant dans le cadre de l'offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire déposée par Bouygues
23 novembre 2020	Nominations chez Bouygues Construction Nicolas Borit, Directeur général délégué de Bouygues Construction, en charge de Bouygues Bâtiment France-Europe et président de Bouygues Bâtiment Ile-de-France Pierre-Éric Saint-André, Président de Bouygues Bâtiment International
12 novembre 2020	Accord stratégique de coopération en Recherche et Développement entre Lextan et Bouygues Construction
15 octobre 2020	Bouygues Construction investit dans PowiDian, spécialiste de la production autonome d'énergie à base d'hydrogène
12 octobre 2020	Bouygues Construction renforce sa participation au programme PEAK pour soutenir l'innovation de ses fournisseurs stratégiques en régions
1 ^{er} octobre 2020	Bouygues Construction s'engage avec FACE Yvelines en faveur du retour à l'emploi de femmes en lançant sa deuxième Job Academy
17 septembre 2020	Keys Asset Management et Bouygues Construction s'associent pour développer le BTR (Build to Rent) en France

<i>Date du communiqué</i>	<i>Titre du communiqué</i>
8 septembre 2020	Bouygues Construction choisi pour réaliser le projet Grand Ida à Monaco
23 juillet 2020	Dassault Systèmes et Bouygues Construction renforcent leur engagement à réinventer le secteur de la construction
7 juillet 2020	Bouygues Construction choisi pour réaliser la phase 3 de la régénération de la municipalité de Newham à Londres
30 juin 2020	Pierre Vanstoflegatte, directeur général du pôle Energies & Services de Bouygues Construction
30 juin 2020	Bouygues Construction choisi pour la construction et l'exploitation de l'Arena porte de la Chapelle (Paris)
9 juin 2020	Bouygues Bâtiment International choisie pour réaliser le centre hospitalier universitaire d'Abomey-Calavi au Bénin
2 juin 2020	Bouygues Travaux Publics, Saipem et Boskalis choisis pour réaliser les fondations gravitaires du parc éolien en mer de Fécamp
14 mai 2020	Bouygues Construction choisie pour la construction du futur centre d'exploitation des lignes 16 et 17 du Grand Paris Express à Aulnay-sous-Bois
23 avril 2020	Kraftanlagen, filiale allemande de Bouygues Construction, choisie pour moderniser la centrale de production d'énergie d'InfraLeuna
15 avril 2020	Bouygues Travaux Publics réalisera le tronçon C1 de la ligne à grande vitesse HS2 au Royaume-Uni
2 mars 2020	Bouygues Construction signe un accord historique en matière de prévoyance pour ses compagnons en France
27 février 2020	Sandrine Brissart, nouvelle directrice des ressources humaines de Bouygues Construction
11 février 2020	Bouygues Construction et FEIN s'associent pour développer une meuleuse très haute sécurité pour tous les opérateurs sur les chantiers

<i>Date du communiqué</i>	<i>Titre du communiqué</i>
5 février 2020	Point sur la cyberattaque
31 janvier 2020	Information sur une cyberattaque
29 janvier 2020	Avec TopSite, le premier label RSE du secteur du BTP, Bouygues Construction garantit l'excellence sur tous ses chantiers

L'intégralité des communiqués listés ci-dessus sont disponibles sur le site Internet de Bouygues Construction (www.mediaroom.bouygues-construction.com).

4 PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DU PRÉSENT DOCUMENT

« J'atteste que le présent document qui a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 février 2021 et qui sera diffusé au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'Offre, comporte l'ensemble des informations requises par l'article 231-28 du règlement général de l'AMF et par son instruction n°2006-07, dans le cadre de l'offre publique de retrait initiée par Bouygues et visant les actions de la société Bouygues Construction.

Ces informations sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée »

Monsieur Philippe Bonnavé

Président Directeur Général de Bouygues Construction

Annexe 1- Rapport annuel 2019 de Bouygues Construction

INNOVANT RESPONSABLE ENGAGÉ

RAPPORT FINANCIER 2019

BOUYGUES
CONSTRUCTION

Shared innovation

RE PR A M S

04

RAPPORT DE GESTION

26

COMPTES CONSOLIDÉS

32

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

- 32 Faits significatifs de l'exercice
- 34 Principes et méthodes comptables du Groupe
- 45 Actif non courant
- 55 Actif courant
- 57 Capitaux propres
- 58 Provisions non courantes et courantes
- 59 Actifs et passifs d'impôt différé
- 61 Dettes financières non courantes et courantes
- 63 Obligations locatives non courantes et courantes
- 64 Principaux éléments de variation de l'excédent financier net
- 65 Autres éléments de passifs courants
- 66 Chiffre d'affaires
- 68 Résultat opérationnel et EBITDA après loyer
- 69 Produit de l'excédent financier net et autres produits et charges financiers
- 70 Impôts sur le résultat
- 71 Résultat net part du groupe des activités poursuivies et résultat dilué par action
- 72 Information sectorielle
- 75 Instruments financiers
- 77 Engagements hors bilan au 31 décembre 2019
- 78 Effectif moyen et engagements envers le personnel
- 80 Informations sur les parties liées
- 81 Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie
- 83 Impacts liés à la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » et de l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »
- 89 Honoraires des Commissaires aux comptes
- 90 Liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2019

94

RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES

97

COMPTES INDIVIDUELS

Bouygues Construction est un leader mondial de la construction. Présent dans plus de 60 pays, il conçoit, réalise, rénove, exploite et déconstruit des ouvrages dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et de l'industrie.



**BOUYGUES
CONSTRUCTION :**

L'INNOVATION PARTAGÉE



CONTRATS MAJEURS SIGNÉS

- Deux tunnels routiers dans la péninsule de Kowloon (Hong Kong)
- Écoquartier *Issy Cœur de Ville* à Issy-les-Moulineaux (France)
- Nouvelle résidence étudiante de l'université de Brighton (Royaume-Uni)
- Extension du port de Port-la-Nouvelle (France)



FAITS
MARQUANTS



CHIFFRES CLÈS

AU 31 DECEMBRE 2019

OUVRAGES LIVRÉS

- Tunnel de Liantang à Hong Kong
- Projet *Ocean Cay* aux Bahamas
- Nouveau sarcophage du réacteur accidenté de Tchernobyl (Ukraine)
- Ensemble immobilier *17^e Ciel* à Paris (France)
- Tunnel d'assainissement à Doha (Qatar)



OUVRAGES EN COURS

- Grand Paris, ligne 15, lots T2A et T3A (France)
- Extension en mer de Monaco
- Métro de Melbourne et tunnels NorthConnex et WestConnex à Sydney (Australie)
- EPR d'Hinkley Point (Royaume-Uni)
- Tunnel de Tuen Mun – Chek Lap Kok (Hong Kong)



Collaborateurs

58 149



Chiffre d'affaires

13 355 M€

(+ 8% vs N-1)



Marge opérationnelle
courante

2,8%

(- 0,3 points vs N-1)



Résultat net
part du Groupe

325 M€

(296 M€ en 2018)



Carnet de
commandes

21,6 Md€

(- 3% vs N-1)

RAPPORT DE GESTION

INTRODUCTION

Bouygues Construction est un leader mondial de la construction. **Présent dans plus de 60 pays, il conçoit, réalise, rénove, exploite et déconstruit des ouvrages dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et de l'industrie.**

Acteur de référence en matière de construction durable, Bouygues Construction réalise de nombreux écoquartiers, des bâtiments bas carbone (construction bois), des ouvrages aux meilleurs standards écologiques mondiaux ou des réhabilitations de sites visant à atteindre l'énergie positive¹. L'entreprise développe des modèles économiques circulaires, de la phase de conception des projets jusqu'au recyclage de leurs déchets.

Bouygues Construction est de plus en plus présent sur des ouvrages de grande ampleur à forte valeur ajoutée et sur des projets à plus grande échelle allant du quartier à la ville connectée.

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ET OPPORTUNITÉS

La stratégie de Bouygues Construction s'articule autour de trois axes :

- **être un acteur global dans les pays où il est implanté de manière pérenne** (Australie, Canada, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Suisse, etc.) en s'appuyant sur des offres innovantes ;
- **développer des projets d'exception avec des partenaires locaux ;**
- **rééquilibrer ses activités vers l'industrie et les énergies et services.**

Plus particulièrement, Bouygues Construction a pour ambition de :

- renforcer ses activités de développement immobilier en s'appuyant sur son réseau Linkcity ;
- se positionner comme un acteur leader de la conception et de l'exploitation de *smart cities* ;
- rester un acteur de premier plan sur le marché des grandes infrastructures : ponts, tunnels, concessions et partenariats public-privé (PPP) en France et à l'international, et développer ses activités de réparation d'ouvrages, dont les besoins sont croissants ;
- élargir ses compétences dans les domaines du processus et de la maintenance industriels, et développer ses compétences de pointe (robotique, automatisme, bâtiments intelligents, Internet des objets, etc.) ;
- développer des offres d'infrastructures de télécommunication en France et à l'international ;
- poursuivre son développement dans les fermes solaires, en particulier à l'international.

Dans ces différentes activités, Bouygues Construction :

- propose des offres globales répondant aux besoins de ses clients, en capitalisant sur ses connaissances des marchés dans les secteurs clés (réhabilitation, santé, hôtellerie, etc.) ;
- veille à la satisfaction de ses clients dans la durée, notamment par la maîtrise de l'exécution, la qualité des réalisations et l'accompagnement après-vente ;
- fait du numérique un axe stratégique de développement, à travers la conception de nouvelles offres et l'utilisation de solutions numériques dans ses métiers.

Par ailleurs, l'entreprise investit pour une productivité accrue et pour améliorer sa performance dans l'acte de construire.

FORCES ET ATOUTS

Innovant, responsable et engagé, Bouygues Construction dispose de solides atouts dans l'ensemble de ses métiers :

- **un savoir-faire** qui repose sur le talent de ses collaborateurs, répartis dans plus de soixante pays et partageant les mêmes valeurs au service des clients ;
- **un positionnement sur toute la chaîne de valeur de la construction ;**
- **une forte présence internationale** : présent sur les cinq continents, Bouygues Construction intervient de façon pérenne grâce à ses filiales locales bien implantées, mais aussi sur des projets à forte expertise technique. Ces deux approches complémentaires lui donnent la flexibilité nécessaire pour mobiliser rapidement ses ressources sur les marchés à fort potentiel. Bouygues Construction réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'international ;
- **des offres différenciantes et à forte valeur ajoutée** en se basant sur une longue expérience en gestion de projets complexes, une connaissance spécifique dans la construction durable et une innovation constante sous toutes ses formes ;

1. Se dit d'un bâtiment qui, dans son fonctionnement, produit plus d'énergie qu'il n'en consomme.

- **une capacité d'adaptation aux évolutions des marchés** : le niveau du carnet de commandes offre une bonne visibilité à moyen terme et permet d'adapter les coûts, tout en concentrant les investissements commerciaux sur les marchés les plus dynamiques ;
- **un niveau de trésorerie élevé.**

POSITIONNEMENT CONCURRENTIEL

L'organisation des groupes concurrents rend difficiles les comparaisons au niveau du périmètre de Bouygues Construction.

- **Monde** : selon le classement 2019 de l'étude ENR, le pôle activités de Construction du groupe Bouygues, représenté par ses trois métiers Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas, se place **sixième constructeur international**. Ce classement est établi sur la base du montant de chiffre d'affaires réalisé à l'international en 2018.
- **Europe** : selon le classement 2018 du magazine Le Moniteur publié en décembre 2019, le pôle activités de Construction du groupe Bouygues (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas) est le **troisième constructeur européen** devant Eiffage (France) et Skanska (Suède), et derrière Vinci (pôle « Contracting et Immobilier ») et l'espagnol ACS.
- **France** : selon ce même classement², pour ses activités Bâtiment et Travaux Publics, Bouygues Construction est **l'une des trois majors** devant Eiffage et derrière Vinci, sur un marché de plus de 250 milliards d'euros (estimation d'Euroconstruct – décembre 2019).

PERFORMANCE COMMERCIALE

UNE PRISE DE COMMANDES QUI S'ÉTABLIT À UN BON NIVEAU

En 2019, la prise de commandes atteint 12,3 milliards d'euros, en retrait de 2,2 milliards d'euros par rapport à 2018, qui avait été une année record. Ce recul reflète principalement une sélectivité commerciale accrue, notamment en France, et un repli du volume de grands projets. Cette prise de commandes inclut dix contrats d'un montant supérieur à 100 millions d'euros, dont six à l'international.

À périmètre et change constants, la prise de commandes est en retrait de 14 % (-5 % en France et -19 % à l'international).

En France, la prise de commandes s'établit à 5,1 milliards d'euros, en baisse de 13 % par rapport à 2018. Elle comprend le projet d'écoquartier *Issy Cœur de Ville* à Issy-les-Moulineaux pour une surface à construire de plus de 100 000 m², le déploiement d'un réseau *Fiber to the home* (FTTH) en Bretagne, l'agrandissement du port de Port-la-Nouvelle (Aude) en Occitanie ou encore la construction d'un nouveau Marché d'intérêt national (MIN) à Nice.

À l'international, la prise de commandes s'élève à 7,2 milliards d'euros, enregistrant une baisse de 17 % par rapport à 2018. Elle comprend entre autres deux projets de tunnels routiers à Hong Kong, une résidence étudiante pour l'université de Brighton (Royaume-Uni), la nouvelle mairie d'arrondissement de Tower Hamlets à Londres, une tour de bureaux à Bangkok (Thaïlande) ou encore la réalisation d'un centre de données pour Airtrunk en Australie.

UN CARNET DE COMMANDES OFFRANT UNE VISIBILITÉ À LONG TERME

Fin 2019, le carnet de commandes s'établit à un haut niveau de 21,6 milliards d'euros (-3 % par rapport à fin décembre 2018, -4 % à périmètre et change constants), dont 60 % à exécuter à l'international. L'Europe et l'Asie-Pacifique sont les deux zones d'activité les plus importantes à l'international. Fin 2019, l'activité acquise s'établit à 10 milliards d'euros pour 2020 et 11,6 milliards d'euros au-delà, offrant ainsi une bonne visibilité sur l'activité future.

UN CHIFFRE D'AFFAIRES TIRÉ PAR L'INTERNATIONAL

En 2019, le chiffre d'affaires s'établit à 13,4 milliards d'euros répartis entre les métiers Bâtiment et Travaux Publics (72 %) et Énergies et Services (28 %). Il est en hausse de 8 % sur l'année (+2 % à périmètre et taux de change constants).

En France, le chiffre d'affaires, en recul de 5 % par rapport à 2018, s'établit à 5,3 milliards d'euros. Il représente 40 % du chiffre d'affaires total. À l'international, le chiffre d'affaires atteint un niveau record de 8,1 milliards d'euros, en progression de 19 % par rapport à 2018. Cette performance s'explique en partie par :

- l'acquisition mi-2018 d'Alpiq InTec en Suisse (devenue Bouygues Énergies & Services InTec), de Kraftanlagen München en Allemagne et d'AW Edwards en Australie ;
- l'effet en année pleine de ces intégrations.

À périmètre et change constants, la progression du chiffre d'affaires est de 3 %.

DES PERFORMANCES OPÉRATIONNELLES EN AMÉLIORATION³

À 378 millions d'euros, le résultat opérationnel courant est stable par rapport à 2018. La marge opérationnelle courante s'élève à 2,8 %, en légère diminution de 0,3 point par rapport à 2018, mais en progression de 0,6 point retraitée de la plus-value liée à la cession partielle d'Axione. Le redressement des activités Energies & Services est significatif : la marge opérationnelle courante passe de -0,4 % à 2,1 %, en lien avec l'achèvement des chantiers difficiles en Irlande et au Royaume-Uni et l'amélioration de la rentabilité du fonds de commerce, notamment en France chez Bouygues Energies & Services. Dans les activités Bâtiments et Travaux Publics, la marge opérationnelle courante s'élève à 3,1 %, en retrait de 1,2 point par rapport à 2018. Ce niveau est proche du niveau normatif du secteur.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 325 millions d'euros, contre 296 millions d'euros en 2018. Cette hausse s'explique principalement par l'impact de la cession de parts dans des concessions aéroportuaires et autoroutières. La marge nette reste stable à 2,4 %.

UN EXCÉDENT FINANCIER NET ÉLEVÉ

L'excédent financier net à fin 2019 s'établit à 3,1 milliards d'euros, stable par rapport à fin 2018.

ÉVOLUTION DES MARCHÉS ET DE L'ACTIVITÉ DE BOUYGUES CONSTRUCTION

ACTIVITÉ BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le chiffre d'affaires pour le Bâtiment et les Travaux Publics atteint 9,6 milliards d'euros, en hausse de 4 % par rapport à 2018. La part de l'international dans le chiffre d'affaires continue de progresser et atteint désormais 58 % (contre 55 % en 2018).

France

En France, les activités de bâtiment évoluent dans un environnement budgétaire globalement plus contraint dans le secteur du logement social, notamment en régions. En Île-de-France, la demande en bâtiment tertiaire et les projets de rénovation urbaine et d'écoquartiers présentent des opportunités intéressantes. De la même façon, les travaux publics restent dynamiques et les projets du Grand Paris Express constituent un marché de plus de trente milliards d'euros à horizon 2030. Hors Île-de-France, l'activité en travaux publics se maintient, à la faveur de la bonne tenue de la commande publique dans un contexte pré-électoral.

Chiffre d'affaires 2019 : 4 milliards d'euros (-3 %)

Dans le secteur Bâtiment, le retrait de l'activité de 3 % est consécutif à la diminution du carnet de commandes en région, en lien avec une sélectivité commerciale accrue.

En Île-de-France, en dépit d'une baisse dans le secteur résidentiel, l'année 2019 est marquée par le démarrage d'affaires significatives prises en commande en 2018, telles que la rénovation du 17, *boulevard Morland* à Paris (IV^e) et le projet *Chapelle International* au nord de la capitale (XVIII^e). Bouygues Construction poursuit la réalisation de grands projets d'ouvrages fonctionnels tels que le centre commercial « Les 3 Fontaines » à Cergy-Pontoise (Île-de-France) et la réhabilitation de La Poste du Louvre à Paris. Plusieurs opérations ont été livrées en 2019 telles que, à Paris, l'ensemble immobilier 17^e *Ciel Paris-Batignolles* dans le nouveau quartier des Batignolles et l'immeuble de bureaux *Grand-Central Saint-Lazare* à proximité de la gare Saint-Lazare.

En région, l'entreprise a livré *Biotope* à Lille, ouvrage de 30 000 m² accueillant le siège de la métropole lilloise (MEL). Elle poursuit la construction du centre événementiel et sportif *CO'Met* à Orléans.

Dans le secteur Travaux Publics, l'activité se maintient en région parisienne, notamment portée par les activités du « Grand Paris », tels que la réalisation de la ligne 15 (lots T2A et T3A) et du RER E EOLE, de la gare Paris-Saint-Lazare à La Défense.

En région, Bouygues Construction réalise de grands ouvrages complexes tels que les travaux de génie civil des ports de Calais et de Brest. Les travaux du tramway T2 de Nice se sont achevés en 2019. Par ailleurs, Bouygues Construction dispose d'agences régionales spécialisées dans le petit génie civil et le terrassement.

Europe

La construction en Europe a connu une croissance de près de 2,5 % en 2019, en léger recul par rapport à 2018 (3 %).

Les principaux facteurs de cette croissance sont la forte urbanisation et le rattrapage des investissements, après plusieurs années de report faisant suite à la crise financière de 2008. À moyen terme, le ralentissement de la croissance économique dans certains pays européens, en lien notamment avec le ralentissement des échanges internationaux et les incertitudes politiques, pourrait toutefois peser sur le marché de la construction.

En Europe de l'Ouest, les filiales de Bouygues Construction sont particulièrement actives sur les marchés britannique et suisse. Au Royaume-Uni, le marché de la construction reste marqué par les incertitudes liées au Brexit. En Suisse, après avoir longtemps été tiré par le bâtiment, le marché de la construction est un peu moins dynamique, notamment dans le secteur résidentiel.

Chiffre d'affaires 2019 : 2 milliards d'euros (stable)

Au **Royaume-Uni**, Bouygues Construction participe à plusieurs programmes de rénovation urbaine tels que *Canning Town* et *Lutton Street* à Londres, et *Castle Park View* à Bristol. L'entreprise travaille par ailleurs sur des projets à forte valeur ajoutée dans les domaines de l'éducation et de la recherche, tels que la construction d'un campus « Innovation » à l'université de Cardiff – celle-ci doit accueillir deux centres de recherche –, ou encore la réalisation d'une nouvelle résidence étudiante à l'université de Brighton.

Il poursuit également la construction de la centrale nucléaire Hinkley Point C. Celle-ci fournira à terme 7 % de la consommation d'électricité du Royaume-Uni et permettra d'approvisionner plus de cinq millions de foyers.

En **Suisse**, Bouygues Construction renforce son expertise dans les activités de développement immobilier, en particulier à Bâle, Zurich et Delémont, où plusieurs projets d'écoquartier ont obtenu le label « 2 000 Watts »⁴.

En **Europe centrale**, l'activité de bâtiment est assurée par des implantations locales en Pologne et République tchèque.

D'autres grands projets d'infrastructures en Europe font appel de manière ponctuelle à l'expertise de Bouygues Construction. À **Monaco**, la réalisation du grand ouvrage d'extension en mer du territoire se poursuit, avec la fin de la pose des dix-huit caissons en 2019.

Asie et Pacifique

Le continent asiatique connaît une croissance dynamique, en partie tirée par l'économie chinoise qui se rapproche du premier rang mondial. Hong Kong, Singapour et les Philippines restent des pays à fort potentiel.

En Australie, le marché du bâtiment est tiré par la construction de logements et de commerces, ainsi que par des investissements publics dans la santé. Par ailleurs, le marché de la construction d'infrastructures devrait rester soutenu par les investissements du gouvernement, en particulier dans le secteur de la route et des télécommunications.

Chiffre d'affaires 2019 : 2,6 milliards d'euros (+18 %)

En **Asie-Pacifique**, Bouygues Construction a développé son expertise à travers ses filiales de Bâtiment et de Travaux Publics, lui permettant de disposer d'implantations locales fortes.

À **Hong Kong**, plusieurs grands ouvrages souterrains sont en cours de construction, dont le tunnel routier sous-marin Tuen Mun Chek Lap Kok et l'extension de la ligne de métro *Shatin to Central Link*. Bouygues Construction a livré en 2019 le tunnel 2x2 voies de Liantang.

En **Australie**, Bouygues Construction poursuit la réalisation d'infrastructures telles que les tunnels autoroutiers NorthConnex et WestConnex à Sydney, ou encore le métro de Melbourne. À la suite du rachat d'AW Edwards en juillet 2018, sa présence s'est étendue dans ce pays où il réalise également des centres de données des hôpitaux, comme celui de Blacktown dans la région de Sydney.

À **Singapour** et en **Thaïlande**, Bouygues Construction est reconnu dans les activités de bâtiment, notamment dans les tours de grande hauteur, à l'exemple des projets résidentiels *Project Glory* à Singapour et *The Esse at Sukhumvit* à Bangkok.

Au **Myanmar**, Bouygues Construction poursuit la construction de la deuxième phase du complexe résidentiel multi-usages *Yoma Central*.

Afrique – Maghreb – Moyen-Orient

En Afrique où sont attendus des développements économiques importants, liés en particulier à l'urbanisation rapide, l'environnement géopolitique reste toutefois fragile. Au Moyen-Orient, les variations du prix du pétrole conditionnent largement la situation économique des pays. Toutefois, les besoins en infrastructures font de ces régions des marchés à fort potentiel. Bouygues Construction développe une approche sélective des opérations sur cette zone géographique.

Chiffre d'affaires 2019 : 542 millions d'euros (+2 %)

En **Égypte**, après avoir participé à la réalisation des lignes de métro 1 et 2 du Caire, Bouygues Construction poursuit la construction de la nouvelle phase de la ligne 3.

Il dispose également d'une implantation pérenne au **Maroc** où il excelle dans des ouvrages de grand standing et il a achevé la rénovation des aéroports d'Antananarivo et de Nosy Bé à **Madagascar**.

En **République démocratique du Congo**, en **Côte d'Ivoire** et au **Mali**, il met à profit son expertise en terrassement de mines à ciel ouvert pour l'exploitation des mines d'or, respectivement celle de Kibali, de Tongon et de Goukoto. Il intervient aussi ponctuellement dans d'autres pays africains sur des projets d'infrastructures routières.

Enfin, au **Moyen-Orient**, Bouygues Construction a livré deux tunnels d'assainissement à Doha au **Qatar**.

4. Le concept de « Société à 2000 Watts » repose sur l'objectif de diviser par trois la consommation énergétique globale et par huit la production de gaz à effet de serre d'ici à 2050, grâce à un recours massif aux énergies renouvelables. Délivrée par l'association Cité de l'énergie, cette distinction récompense les sites en développement, quartiers et zones urbanisés qui adoptent un comportement conforme à ces principes.

Amériques – Caraïbes

Le continent américain présente des opportunités, en particulier au Canada et aux États-Unis, où les pouvoirs publics affichent leur volonté de relancer les infrastructures. Le développement du tourisme dans les Caraïbes constitue également un potentiel intéressant pour Bouygues Construction.

Chiffre d'affaires 2019 : 463 millions d'euros (+38 %)

La zone **Amériques – Caraïbes** connaît un fort développement. Bouygues Construction intervient de façon pérenne à **Cuba** où son expertise est reconnue dans la construction clés en main de complexes hôteliers de luxe, un secteur en croissance grâce à la hausse régulière de la fréquentation touristique. De nouvelles opérations ont été prises en commande en 2019. Aux **Bahamas**, Bouygues Construction a terminé le chantier d'aménagement de l'île artificielle *Ocean Cay*, projet d'une superficie de quarante hectares, accueillant notamment un embarcadere de paquebots de croisière.

ACTIVITÉ ÉNERGIES ET SERVICES

À la suite du rachat en juillet 2018 des entreprises Alpiq InTec et Kraftanlagen München, un pôle Énergies et Services (E&S), incluant en outre Bouygues Energies & Services, a été constitué. Il bénéficie de l'expertise de ces deux entreprises, dans le génie électrique et thermique, le développement de centrales électriques et les services à l'industrie.

Les besoins industriels grandissants font appel à l'usage de compétences de pointe (robotisation, bâtiment intelligent, etc.), de processus complexes et de maintenance industrielle. De plus, les enjeux environnementaux, l'accroissement démographique et la raréfaction des matières premières placent la performance énergétique des bâtiments au cœur des préoccupations. En parallèle, les besoins en télécommunications favorisent le développement des infrastructures de réseaux. Ces grandes tendances du marché des énergies et des services offrent au pôle Énergies et Services des perspectives de croissance dans ses principaux pays d'implantation (Canada, France, Royaume-Uni, Suisse), mais aussi dans les pays émergents, notamment en Asie et en Afrique.

L'activité Énergies et Services a généré un chiffre d'affaires de 3,7 milliards d'euros en 2019, en forte hausse par rapport à 2018, du fait de l'intégration de Alpiq InTec et Kraftanlagen.

France

Chiffre d'affaires 2019 : 1,3 milliard d'euros (-11 %)

Retraitée de l'impact de la cession partielle d'Axione, l'activité France est en progression de 12 % par rapport à 2018, en lien avec un niveau de commandes élevé, principalement dans le domaine des infrastructures de réseau (*Fiber to the home* ou FTTH).

Bouygues Energies & Services déploie ce type d'infrastructures dans le cadre des politiques d'aménagement numérique du territoire par les collectivités. Ces activités sont conduites en partenariat avec Axione qui fait désormais l'objet d'une gouvernance partagée avec le fonds d'investissement Mirova. Un nouveau contrat de grande ampleur a été remporté en 2019, avec pour objectif l'installation d'un million de prises de fibre optique en Bretagne dans les zones rurales. Avec plus d'un million de prises installées fin 2019, Bouygues Construction est un acteur majeur du secteur FTTH en France.

Bouygues Energies & Services intervient également dans le domaine du génie électrique et thermique, à l'exemple de l'installation des systèmes de CVC (chauffage, ventilation, climatisation) dans le cadre de la rénovation de l'îlot Gaité à Montparnasse. Il est aussi reconnu pour son expertise dans la conception et la réalisation de fermes solaires, dont celle de Piolenc (Vaucluse), baptisé *O'Mega1*, première ferme installée en flottaison sur un lac.

Bouygues Energies & Services est chargée de l'exploitation et de la maintenance de plusieurs sites publics et privés en France, tels que le tribunal de Paris, le ministère de la Défense ou encore la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) de la Loire à Saint-Étienne. Il exécute également le contrat d'éclairage public de la Ville de Paris à travers sa filiale Evesa.

En collaboration avec Citelum (filiale d'EDF), Suez et Capgemini, Bouygues Energies & Services pilote la conception, la réalisation et l'exploitation de la première ville intelligente (*smart city*) française à Dijon. Ce projet, d'une durée de douze ans, permettra la gestion connectée de l'espace public des 250 000 habitants de l'agglomération.

International

Chiffre d'affaires 2019 : 2,5 milliards d'euros (+43 %)

L'évolution significative du chiffre d'affaires à l'international est liée essentiellement à l'acquisition en juillet 2018 des entreprises Alpic InTec (devenue Bouygues Energies & Services InTec) et Kraftanlagen München. Celle-ci a permis à Bouygues Construction de renforcer sa présence en **Suisse** et en **Italie du Nord**, et de s'installer en **Allemagne**. À périmètre et change constants, l'évolution est de -20 millions d'euros, soit -1 %.

Ces deux entreprises disposent d'une expertise reconnue en ingénierie énergétique et industrielle. Elles proposent également des solutions de centrales électriques, notamment hydrauliques.

Dans le domaine des grands projets d'infrastructure de réseaux électriques, Bouygues Energies & Services développe des solutions photovoltaïques clés en main, comme au **Vietnam** où il a achevé en 2019 la construction d'une centrale solaire d'une superficie de 243 hectares. Il a également récemment débuté les travaux de construction d'une nouvelle ferme solaire au **Japon**.

Les activités de *facility management* de Bouygues Construction se développent notamment au **Royaume-Uni** à l'exemple du contrat des bureaux du Département de police du sud-est de Londres ou encore celui de l'hôpital de Southmead à Bristol. En Amérique du Nord, au **Canada**, l'entreprise assure le *facility management* de l'hôpital de Surrey et du quartier général de la Gendarmerie Royale. Cette activité assure à Bouygues Energies & Services une source de revenus de long terme.

ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

L'INNOVATION PARTAGÉE AU SERVICE DES CLIENTS

L'innovation partagée est le meilleur atout de Bouygues Construction pour s'adapter continuellement au service de ses clients. L'innovation se retrouve à toutes les étapes de la chaîne de valeur :

- **En phase de conception**, Bouygues Construction met particulièrement en avant ses savoir-faire dans l'usage de la maquette numérique (*Building Information Modeling*), dans laquelle toutes les informations permettant de concevoir et de construire un ouvrage sont gérées. Par ailleurs, Bouygues Construction a développé un *serious game* permettant à toutes les parties prenantes de se projeter dans les usages du quartier de demain.

Bouygues Construction vise également les principes de l'économie du partage et de la conception évolutive du bâtiment : optimisation de l'usage des biens et des services, plus de réversibilité des bâtiments afin de faciliter leur adaptation aux usages futurs comme par exemple sur le projet de Linkcity, le « Bâtiment K » à Lyon dans le nouveau quartier *Eureka Confluence*.

- **En phase de construction**, Bouygues Construction valorise l'usage de méthodes et de matériaux innovants, ou biosourcés – à l'exemple du programme ABC (*Autonomus Building for Citizens*), dont la première pierre a été posée en octobre 2018 et qui vise l'autonomie des bâtiments en eau, en énergie et en déchets – ou encore la construction d'immeubles en bois.

Bouygues Construction confirme sa position de leader sur le marché du modulaire, comme en témoigne le projet mené par Bouygues International et sa filiale Dragages Singapour : les 2 bâtiments « Clement Canopy » de 40 étages sont les plus hautes tours du monde en modulaire béton.

- **En phase d'exploitation**, Bouygues Construction répond aux attentes de ses clients en matière d'usage, de performance énergétique et de gestion optimale des infrastructures ou des services à la ville.

L'offre Wizom Connected (plus de 3 000 logements équipés), qui s'appuie sur les dernières technologies en matière d'IoT (objets connectés) et de gestion prédictive, permet de rendre les bâtiments plus performants et plus économes, avec des logements plus sécurisés et confortables.

Bouygues Energies & Services développe aussi des solutions innovantes pour le quartier. La solution Citybox® transforme le réseau d'éclairage en infrastructure intelligente et communicante. Elle module notamment l'éclairage en fonction de la météo, de l'heure, de la vie du quartier, de la maintenance et réduit ainsi la consommation énergétique. En complément, l'offre Alizé®, s'appuie sur des services de gestion intelligente en temps réel pour proposer des bornes de rechargement pour les véhicules électriques destinés aux collectivités et aux entreprises.

Bouygues Construction met le numérique au cœur de ses préoccupations dans le projet de smart city « OnDijon », développé en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum (EDF), Suez et Capgemini. L'objectif est de mieux piloter, les grandes fonctions de l'espace urbain sur le territoire de la Métropole : éclairage public, signalisation tricolore, vidéo protection, contrôle d'accès, etc.

Bouygues Construction veut également s'orienter vers une culture de la data. Après avoir créé, en 2016, un centre d'expertise, les équipes du Tunnel Lab hébergées chez Bouygues Travaux Publics ont remporté en décembre 2018, le Grand Prix du Jury lors des Trophées de la Fédération Nationale des Travaux Publics. Ce prix récompense le projet « Indicateur Interaction Sol Machine », une innovation où l'analyse et la modélisation de la data contribuent à développer des outils d'aide à la décision sur les chantiers de tunnel.

Enfin, avec le soutien de la Métropole de Lille et de la Région Hauts-de-France, Bouygues Construction et l'École Centrale de Lille poursuivent leur partenariat au sein de la Chaire 4.0. Cette collaboration réunit une équipe de recherche mixte (doctorants, jeunes chercheurs et collaborateurs de Bouygues Construction) afin de préparer la transition digitale du secteur de la construction et d'en améliorer sa productivité via le numérique et l'industrialisation.

UN LEADERSHIP DANS LA CONSTRUCTION DURABLE

Au cœur de sa stratégie d'entreprise responsable et engagée, Bouygues Construction met l'accent sur différentes thématiques environnementales telles que l'énergie, le carbone, la biodiversité ou l'économie circulaire.

Dans un contexte d'épuisement des ressources Bouygues Construction développe des solutions alternatives comme le béton de marinage, en réutilisant les terres excavées pour de nouvelles constructions.

Bouygues Construction conçoit et construit des bâtiments auto-alimentés en énergies 100 % renouvelables et des réseaux électriques intelligents (*Smart Grids*). L'entreprise accompagne les industriels dans la production d'énergies renouvelables. Elle propose à ses clients des infrastructures innovantes, telles que les écoquartiers.

Ainsi, Bouygues Construction a été précurseur en réalisant les toutes premières rénovations d'immeubles tertiaires contemporains sous certification HQE™ (Haute Qualité Environnementale), de tours de bureaux d'immeubles haussmanniens (label énergétique BBC-effinergie®), et de bâtiments sous certification BEAM Plus⁵, BREEAM®⁶ et LEED®⁷. Bouygues Construction a par ailleurs réalisé des opérations avec les nouvelles labellisations BBCA ou E+C-, et des rénovations de logements à zéro énergie garantie sur 30 ans.

Le projet de la Maillerie, à Lille, illustre la volonté de Bouygues Construction de réduire ses déchets de chantier par l'utilisation de méthodologies comme la déconstruction sélective, la conception-construction « zéro déchets » ou encore par le recours à des outils de calcul d'investissement pour la prévention des déchets de chantier.

Pour ses chantiers, Bouygues Travaux Publics teste actuellement une solution de traçabilité en temps réel des évacuations de déblais. Grâce à la géolocalisation des flottes de véhicules, Ubysol permet de suivre l'itinéraire des déchets (plus de 220 000 tonnes de terres suivies), leur nature, leur tonnage et les lieux de déchargement. Ce système permet non seulement de gagner en productivité mais aussi de fiabiliser et d'améliorer le processus de gestion des déchets.

ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

Contrôle interne et informations sur les risques (Article L. 225-100-1, I-3° à 6° du Code de commerce)

CONTRÔLE INTERNE

ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE

En 2019, la campagne a concerné plus de 650 personnes dans plus de 130 structures, qui couvrent 92 % du chiffre d'affaires de Bouygues Construction. En moyenne, chaque structure a évalué 85 principes du référentiel de gestion des risques et de contrôle interne.

6 thèmes ont été retenus par Bouygues SA :

- PG.04 - Ressources Humaines,
- PG.05 - Systèmes d'Information (partiel, orientation sécurité),
- PG.09 - Lutte contre la corruption,
- PG.10 - Respect du droit de la concurrence,
- PG.13 - Promotion de l'éthique dans le Groupe,
- PG.14 - Embargos et restrictions à l'export.

Bouygues Construction a choisi d'évaluer les thèmes complémentaires suivants, en relation notamment avec le plan stratégique et la cartographie des risques :

- PG.034 - BYCN - Développement Immobilier,
- PG.0341 - BYCN - Maîtrise des enjeux des grands projets,
- PG.035 - BYCN - Partenariats Internes,
- PG.036 - BYCN - Fiscalité,
- PG.041 - BYCN - Sécurité,
- PG.07 - Gestion de Trésorerie, Financements et opérations de marchés,
- PG.11 - Garanties (partiel),
- PG.122 - BYCN - Sous-Traitance,
- CF.03 - Application des Règles Comptables,
- CF.04 - Maîtrise des Règles Comptables,
- CF.124 - BYCN - Sociétés en Participation,
- CF.13 - Investissements, Désinvestissements, R&D.

5. BEAM Plus : Building Environmental Assessment Method (certification hongkongaise).

6. BREEAM® : Building Research Establishment Environmental Assessment Method (certification anglaise).

7. LEED® : Leadership in Energy and Environmental Design (certification américaine).

La campagne d'auto-évaluation se déroule au printemps-été, et les synthèses sont présentées en fin d'année. L'exploitation des données permet d'établir un constat sur l'efficacité du contrôle interne au sein de Bouygues Construction, ainsi que de définir et de mettre en œuvre des plans d'action destinés à inscrire le dispositif dans une dynamique d'amélioration continue et de maîtrise des risques.

Chaque entité définit ses propres plans d'action. Au niveau de Bouygues Construction, les responsables des filières fonctionnelles pilotent les plans d'action sur les thèmes communs retenus par BYSA à savoir les Ressources Humaines, l'informatique (Bouygues Construction IT) et le juridique pour la conformité.

La campagne 2019 a permis de poursuivre la déclinaison du dispositif de contrôle interne dans des structures au plus près du terrain tout en identifiant des champs de progrès dans l'exigence des notations de l'auto-évaluation. La qualité de l'échange entre les intervenants, ainsi que la mise en commun des résultats, sont autant d'atouts qui permettent de faire du contrôle interne un outil de formation, d'animation et de management.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES

La cartographie des risques est intégrée au cycle de management de Bouygues Construction. Elle est présentée au comité d'audit et au Conseil d'administration.

Ce processus managérial permet, au sein de Bouygues Construction, de partager une vision commune des grands risques afin d'en accroître la maîtrise dans une dynamique de réduction de l'exposition de l'entreprise. Les synergies entre la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne sont également porteuses de valeur ajoutée pour les processus de contrôle de l'organisation. Le plan annuel de l'audit interne intègre ainsi plusieurs missions orientées vers les grands risques de la cartographie.

La campagne d'actualisation de cette cartographie est conduite à l'été-automne. Le travail réalisé auprès des entités est complété par celui auprès des filières fonctionnelles afin d'établir la cartographie des risques du groupe Bouygues Construction..

Les principales fiches de risques, qui identifient les plans d'action, sont mises à jour à cette occasion.

MOYENS ET RESSOURCES MIS EN ŒUVRE

Les modalités retenues par Bouygues Construction pour le déploiement du contrôle interne correspondent à son organisation décentralisée, et au choix de s'appuyer sur des filières fonctionnelles fortes et structurées. L'environnement de contrôle est adapté en conséquence :

Rôle de la holding Bouygues Construction

Le pilotage du dispositif est assuré par une ressource dédiée au sein de la direction générale adjointe Affaires Juridiques, Assurances, Audit, Contrôle Interne et Conformité Juridique. La holding assure l'animation de la démarche et coordonne les campagnes d'auto-évaluation. Elle fournit aux entités un appui méthodologique. Elle établit la synthèse métier et assure le suivi des plans d'action transverses. Elle élabore la cartographie des risques.

Rôle des entités

Dans les entités, le dispositif du contrôle interne est du ressort du secrétariat général. Des animateurs du contrôle interne sont responsables du déroulement des campagnes d'auto-évaluation. Dans les unités opérationnelles, le relais du déploiement est assuré par les secrétaires généraux.

Rôle des filières fonctionnelles

En complément du travail des entités, l'implication des filières fonctionnelles assure le maillage du dispositif. Les responsables des filières fonctionnelles et pôles d'expertise valident un certain nombre de principes, établissent une synthèse et suivent des plans d'action transverses.

Actions d'animation réalisées au cours de l'année

De nombreuses actions de formation et d'information rythment la campagne : réunions d'échange et de retour d'expérience, comités des directions fonctionnelles, information des comités de direction. Le comité de coordination des animateurs du contrôle interne des entités permet d'assurer un échange d'information transverse entre les entités de Bouygues Construction.

DISPOSITIFS DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les entités disposent de moyens spécifiques, aussi bien pour la comptabilité que pour le contrôle financier. Selon les situations, les équipes comptables peuvent être centralisées ou décentralisées. Les contrôleurs financiers, présents à tous les niveaux de l'organisation, sont proches des responsables opérationnels.

La filière contrôle financier et la filière comptable sont placées sous l'autorité du secrétariat général. Des centres de ressources partagées sont en place dans les principales implantations de Bouygues Construction. Ces centres de ressources partagées mutualisent les moyens comptables des filiales présentes sur un même périmètre géographique et permettent de renforcer l'application stricte des principes et règles communs.

RISQUES LIÉS AUX OPÉRATIONS ET À L'ACTIVITÉ DE BOUYGUES CONSTRUCTION

RISQUES OPÉRATIONNELS LIÉS AUX GRANDS PROJETS

La complexité et la taille des projets peuvent exposer Bouygues Construction à des risques en matière d'études et de conception d'une part et à des risques en matière de réalisation d'autre part.

Ces risques peuvent trouver leur origine en particulier dans :

- des erreurs de conception, de chiffrage ou de méthodes ;
- la défaillance technique de la société ou de ses partenaires (cotraitants, sous-traitants, prestataires et/ou fournisseurs) ;
- des difficultés de coordination et d'interfaces, en particulier en cas de co-activité ou de travaux en site occupé ;
- le manque de maîtrise d'engagements contractuels forts.

La survenance de ce type de risque peut se traduire, en particulier, par des surcoûts supportés par l'entreprise au titre des retards causés au chantier (coûts de mobilisation supplémentaires, pénalités de retard...), du déploiement de moyens techniques et humains additionnels, de la réalisation de prestations de conception et/ou de travaux non prévus, de la substitution d'un partenaire défaillant, de réclamations et de contentieux, et une image ou une réputation dégradée.

Bouygues Construction a mis en place une organisation qui comporte des procédures de sélection, d'engagement, de validation et de contrôle stricts, menées aux niveaux les plus pertinents de l'entreprise, de façon de plus en plus centralisée en fonction de la taille des projets.

Ainsi la procédure de validation de l'engagement commercial impose-t-elle, pour tous les grands projets, d'établir dès le lancement de l'affaire, une note de synthèse (*Risk Executive Summary*) qui identifie et évalue de manière chiffrée les risques majeurs. Des audits internes sont en outre régulièrement conduits sur les projets de grande ampleur afin de s'assurer de la maîtrise des risques en cours de réalisation.

Enfin, les entités de Bouygues Construction s'appuient sur des moyens humains hautement qualifiés dans les domaines technique (mise en place de pôles de compétences techniques) et fonctionnels (organisation par filière pôle d'expertise).

RISQUES LIÉS À UNE FORTE EXPOSITION INTERNATIONALE

Bouygues Construction exerce plus de 60 % de son activité à l'international, dans plus de 60 pays, ce qui l'expose à des risques résultant de situations d'instabilité politique ou sociale affectant certains États ou régions, leur économie ou leur devise, de tensions diplomatiques entre certains États, et/ou de tensions économiques et commerciales.

De manière générale, la survenance de ce type de risque peut notamment conduire Bouygues Construction à :

- supporter des surcoûts pour poursuivre ses activités et/ou sa présence dans la zone concernée du fait, par exemple, de réglementations plus strictes, de la mise en place de taxes, d'embargos et/ou de gel des avoirs ;
- supporter des surcoûts pour se retirer d'une zone ou d'un pays ;
- se priver de certains marchés.

Concernant plus particulièrement le « Brexit », Bouygues Construction intervient au Royaume-Uni, au travers de ses filiales locales, sur des marchés publics ou privés, principalement dans le grand Londres. Par ailleurs, Bouygues Travaux Publics, en joint-venture avec une entreprise locale (Laing O'Rourke Plc), réalise la centrale nucléaire EPR de Hinkley Point.

À cet égard, les conditions de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne pourraient avoir un effet sur la dynamique du marché de l'immobilier, les coûts de la main-d'œuvre, les coûts de certains matériaux ou l'accès au financement.

Enfin, Bouygues Construction est présent à Cuba, au travers de sa filiale Bouygues Bâtiment International. Les conditions de cette présence à Cuba ainsi que la nature des activités conduites (secteur des hôtels et *resorts*) sont parfaitement conformes au droit international, au droit français ainsi qu'au droit communautaire. Néanmoins, l'activation du Titre III de la législation américaine dite « Helms Burton » est sans conséquence majeure à date.

Les risques liés à l'exposition internationale de Bouygues Construction sont contenus du fait :

- du redéploiement progressif de nos activités vers l'Europe (France, Allemagne, Suisse...), l'Amérique du Nord (États-Unis, Canada...), l'Australie et l'Asie (Hong Kong, Singapour, Philippines, Thaïlande...) ;
- des moyens mis en œuvre pour prévenir leur occurrence et limiter leur incidence, parmi lesquels :
 - une procédure de sélection rigoureuse, par le Comité Exécutif, de tout pays dans lequel les entités de Bouygues Construction ne sont pas encore implantées ou ne sont pas intervenues récemment ;
 - dans certaines régions, un mode d'intervention nomade avec des opérations ponctuelles pour réaliser des grands projets spécifiques ;

- l'introduction de dispositifs contractuels protecteurs et la mise en place de mesures préventives sur les plans juridique, financier et assurantiel ;
- le paiement dans des devises stables ;
- un pilotage des prévisions, rendu possible par une profondeur du carnet de commandes suffisante, permettant d'anticiper les évolutions défavorables et de réallouer en conséquence les moyens de production sur les marchés ou les activités moins affectés.

Concernant plus spécifiquement le « Brexit », Bouygues Construction reste vigilante et a mis en place une cellule de veille. Tous les contrats signés ces derniers mois comportent un dispositif contractuel de protection contre les effets du Brexit.

RISQUES LIÉS AUX PARTENARIATS

La capacité des contreparties (client, cotraitants, sous-traitants et fournisseurs) de Bouygues Construction à assumer leurs obligations est essentielle. Les conséquences de la survenance d'un risque de contrepartie peuvent s'avérer importantes, en raison de la taille et de la complexité des projets auxquels le Groupe participe.

Le risque de non-paiement, en raison de l'insolvabilité d'un client, apparaît modéré voire faible, dès lors que :

- les clients de Bouygues Construction sont majoritairement des clients publics (État, collectivités locales) ;
- chaque opération fait l'objet d'une procédure de sélection qui tient compte de la qualité de la contrepartie et comporte des aménagements contractuels et financiers permettant de se prémunir contre le risque de non-paiement ;
- les opérations réalisées dans des États susceptibles de poser des difficultés en matière de paiement sont essentiellement financées par des organismes de financement multilatéraux (banque mondiale...).

Les risques liés à la défaillance des sous-traitants et des fournisseurs les plus importants sont maîtrisés grâce à un processus de sélection, de référencement et de suivi mené par la direction des achats de Bouygues Construction.

Les risques liés à la défaillance des cotraitants sur les opérations majeures ou complexes sont atténués par un processus de sélection adapté et, le cas échéant, par la mise en place de garanties appropriées.

MUTATION/UBÉRISATION

La capacité de Bouygues Construction à innover et à s'adapter aux évolutions du marché, des techniques et des technologies est essentielle.

L'absence d'adaptation et d'innovation est de nature à affecter l'amélioration de la productivité et la réduction des coûts de production. Elle peut également conduire à une perte d'opportunité et à la sortie de certains marchés.

Ce risque apparaît toutefois limité dans le contexte de Bouygues Construction, qui a mis en place une organisation dédiée à l'innovation, en charge notamment :

- d'accompagner les activités R&D de ses filiales et de centraliser les enjeux transverses ;
- d'assurer une veille en matière d'innovation ;
- de rechercher et de nouer des partenariats avec les start-up pertinentes du marché ;
- de favoriser les initiatives internes.

RISQUES JURIDIQUES, RÉGLEMENTAIRES ET ÉTHIQUES

Atteintes à l'éthique ou à la conformité

Bouygues Construction est exposé à des risques d'atteinte à l'éthique et de conformité pouvant résulter de non-respect des référentiels du Groupe, eu égard notamment :

- aux relations qu'elle entretient avec des autorités publiques en tant que donneuse d'ordres, ou des autorisations qu'elle doit obtenir de leur part pour les besoins des projets ;
- aux sollicitations dont ses collaborateurs peuvent faire l'objet (apporteurs d'affaires, fournisseurs ou partenaires locaux) pouvant déboucher sur des pratiques anti-concurrentielles, des conflits d'intérêts, des infractions aux règles d'embargo ;
- au nombre d'intervenants à une opération, en phase commerciale ou d'exécution ;
- à l'importance de ses implantations internationales.

La violation de normes en matière d'éthique et de conformité peut conduire à d'importantes sanctions financières, la privation de l'accès à certains marchés, certains financements et/ou couvertures d'assurance, une image dégradée, une désorganisation interne et l'imposition de programmes de surveillance (monitoring) spécifiques et contraignants.

La politique éthique et conformité de Bouygues Construction est soutenue par engagement fort du Président-directeur général, auquel est rattaché le Responsable Éthique et Conformité qui dispose de moyens dédiés à ces missions en central, relayés par les directions juridiques dans les entités. Elle s'appuie sur le Code d'Éthique et les 5 Programmes de Conformité du groupe Bouygues, complétés par des mesures spécifiques.

RISQUES EXTRA-FINANCIERS

Risque RH, perte d'expertise et de talents

Les activités de Bouygues Construction s'appuient sur les compétences, le savoir-faire et l'expertise de ses collaborateurs, en particulier dans le cadre de projets dont la réalisation s'inscrit sur le moyen ou long terme.

Le risque consisterait donc à ne pas être en mesure d'attirer et de fidéliser les meilleurs profils en termes de savoir-faire et/ou de potentiel, de former et faire monter en compétence efficacement l'ensemble des collaborateurs, ou d'allouer les ressources de manière pertinente.

La réalisation de ce risque contribuerait à :

- une baisse du niveau global d'expertise de Bouygues Construction susceptible de fragiliser son positionnement sur le marché ;
- une désorganisation découlant de la difficulté à planifier la disponibilité des ressources pertinentes ;
- une dégradation de la qualité et des délais de conception et/ou de réalisation des projets et, par voie de conséquence, la génération de surcoûts ;
- une dégradation de l'image et de la réputation de Bouygues Construction.

Des actions préventives et correctives sont déployées. Elles portent sur l'identification des compétences et des talents, l'analyse des données et l'attractivité du métier et de l'entreprise au moyen de :

- la création d'une grille de disponibilité des ressources (pays/régions/marché) ;
- la création de nouveaux outils interactifs pour répertorier les compétences et les capacités de remplacement ;
- l'évolution du modèle de management et de rémunération/récompense ;
- l'analyse des données : analyse des entretiens individuels, enquêtes préventives ;
- l'évolution du profil cible des candidats ;
- l'identification des besoins par chantier.

RSE

La réponse aux attentes croissantes en matière de la responsabilité sociale, d'exemplarité environnementale, de risque climatique et de décarbonation des activités de Bouygues Construction constitue un enjeu important.

L'absence de traitement de ces enjeux peut conduire à des pertes d'opportunités et un déficit réputationnel.

Pour répondre à cet enjeu et limiter les risques y afférents, Bouygues Construction a mis en place une organisation spécifique et poursuit sa démarche dénommée « Responsable & Engagé » comportant 12 thématiques d'engagement : Prévention santé et sécurité ; Éthique ; Droits humains fondamentaux ; Exemplarité des opérations ; Énergie/Carbone ; Diversité et qualité de vie au travail ; Économie circulaire ; Biodiversité ; Approvisionnement en ressources responsables ; Employabilité et ancrage local ; Ouverture à la société et Solidarité.

Bouygues Construction a également mis en place pour ses chantiers une labellisation interne d'excellence dénommée « TopSite », qui couvre 5 thématiques : Santé et Sécurité, Environnement, Social, Sociétal, Qualité et Satisfaction client. Tous les chantiers de plus de 6 mois et 3 millions d'euros doivent impérativement tenter la labellisation.

ASSURANCES – COUVERTURES DES RISQUES

Bouygues Construction s'emploie en permanence à optimiser et à pérenniser les contrats d'assurance souscrits pour son compte et celui de ses filiales, non seulement pour se protéger contre d'éventuels sinistres, exceptionnels par leur ampleur ou leur nombre, mais aussi pour que cette protection soit et reste à un niveau de coût qui préserve la compétitivité de la société.

Cette politique d'assurance sur le long terme nécessite un partenariat avec des assureurs de qualité, ayant une excellente solidité financière. Pour le maintenir et pour éviter que certaines informations puissent être utilisées au préjudice des intérêts de Bouygues Construction, notamment dans le cadre de contentieux, Bouygues Construction veille à garder une grande confidentialité sur le montant des primes et sur les conditions de garantie, tout spécialement sur les contrats d'assurance de responsabilité.

Outre les contrats d'assurance légalement obligatoires, Bouygues Construction souscrit des assurances de responsabilité y compris pour le risque Cyber, garantissant les dommages aux tiers dont pourraient être responsables les sociétés du groupe Bouygues Construction. Les activités et les tailles de ces sociétés étant très diverses, les montants des garanties sont adaptés aux risques encourus ; ils sont généralement supérieurs à cinq millions d'euros par sinistre.

Par ailleurs, les locaux permanents (tels que siège social, agence, dépôt-atelier) font l'objet d'une protection d'assurance par le biais de contrats d'assurance multirisques. Cette protection est apportée à hauteur d'une valeur contractuelle de reconstruction, définie en accord avec les assureurs et prenant en compte l'hypothèse de survenance d'un sinistre maximum probable.

Les travaux en cours font généralement l'objet d'une protection par des contrats Tous Risques Chantier, garantissant les dommages matériels pouvant les affecter. Le montant de la garantie est, le plus souvent, égal à la valeur du marché.

Toutefois, ce montant est parfois limité par la capacité totale disponible sur le marché mondial de l'assurance en fonction de certains critères tels que la zone géographique concernée, la nature des travaux (ex. : tunnel), le risque couvert (ex. : cyclones, tremblements de terre), la nature des garanties (ex. : risque décennal pour les très grands ouvrages).

Pour l'ensemble de ces contrats, les franchises sont adaptées afin d'optimiser le coût global pour Bouygues Construction en fonction d'une part de la probabilité de survenance des sinistres, d'autre part des diminutions de prime qu'il est possible d'obtenir de la part des assureurs en augmentant les franchises.

Enfin, Bouygues Construction et ses filiales poursuivent et développent des mesures de prévention et de protection pour réduire encore la survenance d'accident et de sinistres, et pour en limiter l'ampleur.

RISQUE DE CRÉDIT ET/OU DE CONTREPARTIE

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE COMMERCIALE

La trésorerie d'exploitation positive de nos projets et de nos unités opérationnelles est un principe fondamental de sécurité financière de nos activités. Des courbes prévisionnelles de trésorerie et de risques financiers sont établies sur les grandes affaires dès la phase commerciale et font l'objet de mises à jour régulières.

La qualité et la surface financière des clients, des associés, des partenaires, des fournisseurs et sous-traitants sensibles font l'objet d'analyses. Suivant le cadre contractuel et commercial dans lequel s'inscrit le projet, il peut notamment être fait appel à :

- des avances de démarrage versées par les clients, des retenues de garantie sur les situations sous-traitants ;
- la délivrance de garanties bancaires (de paiement par les clients, de bonne fin par les sous-traitants...) ;
- de la cession de créances sans recours ;
- l'assurance risque exportateur (couverture des risques pays & politiques) ;
- l'assurance-crédit.

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de dépendance vis-à-vis d'un client spécifique.

Dans les associations momentanées d'entreprises, les répartitions temporaires de trésorerie entre associés s'effectuent contre garantie bancaire de restitution.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE BANCAIRE

Tout placement effectué auprès d'un tiers est préalablement avalisé par la Direction Trésorerie & Financement, tant sur le choix de la contrepartie bancaire (analyse du rating de l'établissement financier) que sur la nature de l'instrument à souscrire.

Les supports de placement sont principalement :

- des certificats de dépôt et des dépôts à terme dont la maturité n'excède pas 3 mois auprès de contreparties de premier rang ;
- des comptes à terme et des comptes rémunérés ouverts auprès de banques de premier rang et offrant une liquidité quotidienne ;
- des OPCVM monétaires purs présentant une liquidité quotidienne et une rémunération positive.

Ils font l'objet d'un recensement et d'une surveillance mensuels.

Aucune perte n'a été constatée sur 2019 sur les instruments de placement souscrits.

Au 31 décembre 2019, aucune banque ne concentrait plus de 6 % des liquidités disponibles. Les placements sont effectués à plus de 91 % auprès de contreparties présentant une notation minimum investment grade (Standard & Poors BBB+ minimum).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

À fin décembre 2019, la trésorerie nette s'élève à 4 204 M€ et les lignes de crédit à court terme confirmées et non utilisées à cette date sont de 224 M€.

RISQUE DE TAUX

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX

Le risque de taux d'intérêt porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable. Bouygues Construction négocie avec ses clients des avances de démarrage pour les chantiers. Bouygues Construction dispose en conséquence d'une trésorerie nette importante qui est placée à court terme avec une sensibilité à la variation des taux d'intérêt.

RÈGLES DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : swaps de taux d'intérêt, caps et tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe est de couvrir, au niveau du groupe Bouygues Construction, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent. Étant donné le niveau d'endettement brut de Bouygues Construction et les investissements à réaliser par Bouygues Construction, la mise en place des instruments financiers susvisés est limitée à un usage de couverture des risques pris par la société.

RISQUE DE CHANGE

EXPOSITION AU RISQUE DE CHANGE

Bouygues Construction est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise.

C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part des dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs de Bouygues Construction en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

RÈGLES DE COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe appliqué au sein du groupe Bouygues Construction est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux futurs sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire. Par ailleurs, les titres de participations des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

RISQUE SUR ACTIONS ET AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS

Bouygues Construction n'est pas exposé au risque sur actions.

Des instruments financiers peuvent ponctuellement être souscrits pour couvrir un risque sur matières premières sous réserve que les marchés financiers proposent un instrument adéquat. Ces instruments ne sont souscrits qu'à des fins de couverture auprès de banques de premier rang.

DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ - ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX - ACCORDS COLLECTIFS - CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce modifié par la Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018, les informations relatives à :

- la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité, en ce compris les conséquences sur le changement climatique de son activité et de l'usage des biens et services qu'elle produit,
- ses engagements sociétaux en faveur du développement durable, de l'économie circulaire, de la lutte contre le gaspillage alimentaire, de la lutte contre les discriminations et en faveur de la promotion des diversités,
- les accords collectifs conclus dans l'entreprise et leurs impacts sur la performance économique de l'entreprise,
- les conditions de travail des salariés,

figurent dans le document de référence 2019 de la société Bouygues, disponible sur www.bouygues.com à compter du 19 mars 2020.

PLAN DE VIGILANCE

Conformément à l'article L. 225-102-4 du Code de commerce modifié par l'ordonnance n°2017-1162 du 12 juillet 2017, les informations relatives :

- aux droits humains et libertés fondamentales,
- à la santé et à la sécurité des personnes ainsi qu'à l'environnement,

figurent dans le document de référence 2019 de la société Bouygues, disponible sur www.bouygues.com à compter du 19 mars 2020.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Le 30 janvier 2020, Bouygues Construction a été victime d'une attaque informatique de type *ransomware* causée par un logiciel malveillant. Dans un premier temps, et par mesure de précaution, Bouygues Construction a arrêté son système d'information pour éviter toute propagation et des mesures spécifiques ont été prises pour assurer la continuité des activités, tant en France qu'à l'international. Rapidement, des premières remises en service d'équipements et d'applications ont été réalisées. Au fur et à mesure de leur rétablissement, la sécurité de l'intégralité du système d'information est renforcée avec l'aide d'experts internes au Groupe et externes. L'activité commerciale et l'activité opérationnelle des chantiers sont très faiblement impactées. Les polices d'assurance ad hoc sont activées et une plainte a été déposée auprès des autorités compétentes.

PERSPECTIVES 2020

Dans un marché français porté principalement par le Grand Paris et un marché international présentant de nombreuses opportunités, Bouygues Construction dispose d'une bonne visibilité renforcée notamment par :

- **une activité acquise au 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020** de 10 milliards d'euros ;
- **une activité internationale soutenue**, dans des pays aux perspectives économiques favorables (Singapour, Canada, Suisse, Australie, etc.), bien classés par l'organisation non gouvernementale Transparency International ;
- **un carnet à moyen terme** (2 à 5 ans) de 9,3 milliards d'euros au 31 décembre 2019 ;
- **une structure financière saine**, forte d'un excédent financier élevé de 3,1 milliards d'euros ;
- **une avance dans le domaine de la construction durable** à laquelle une grande partie du budget de R&D est consacrée ;
- **un fort engagement dans l'innovation partagée** au service de ses clients.

En 2020, la maîtrise de l'exécution des grands chantiers, la sélectivité dans les prises de commandes et l'innovation resteront au cœur des priorités de Bouygues Construction, tout en préservant la santé et la sécurité des collaborateurs et partenaires des projets.

EXAMEN DES COMPTES CONSOLIDÉS ET DES COMPTES INDIVIDUELS

COMPTES CONSOLIDÉS

Le périmètre de consolidation est composé de 422 sociétés dont 56 % à l'international, à comparer à 411 fin 2018.

Les principaux faits significatifs et variations de périmètre sont :

Alpiq Engineering Services

À la suite de l'acquisition en 2018 d'Alpiq Engineering Services, Bouygues Construction a introduit, le 12 février 2019, une procédure d'arbitrage contre Alpiq qui faisait suite aux divergences de vue sur le montant d'ajustement final du prix d'achat payé établi dans le cadre de la vente des activités de services et d'ingénierie conclue en 2018. À ce titre, Bouygues Construction réclamait un montant de 205,1 millions de francs suisses, soit 186 millions d'euros, tandis qu'Alpiq réclamait un paiement de 12,9 millions de francs suisses, soit 12 millions d'euros.

Bouygues Construction a déposé le 20 janvier 2020 son mémoire en demande dans le cadre de la procédure d'arbitrage et a augmenté le montant initialement réclamé. Celui-ci est passé de 205 MCHF à 319 MCHF plus les intérêts. Ce montant comprend les réclamations de Bouygues Construction au titre du mécanisme d'ajustement de prix ainsi que des demandes au titre des garanties Actif / Passif consenties par Alpiq dans le cadre du contrat de cession.

Une décision du tribunal arbitral n'est pas attendue avant l'année 2022.

Par ailleurs, la période de douze mois d'allocation du prix d'acquisition à la juste valeur des actifs et passifs acquis étant terminée, le goodwill est désormais définitif et s'élève à 570 millions d'euros.

Concessions aéroportuaires de Chypre et Zagreb

Dans le cadre du développement de son portefeuille de concessions aéroportuaires, Bouygues Construction a créé la société Bouygues Construction Airport Concessions Europe qui regroupe les participations du Groupe dans les aéroports de Chypre et Zagreb.

L'entrée d'un partenaire dans le capital de cette nouvelle société a généré une plus-value globale de 49 millions d'euros comptabilisée en « résultat des entités associées » ainsi qu'un résultat financier de 9 millions d'euros.

Concession autoroutière Transjamaican Highway Limited

Le 20 décembre 2019, Bouygues Construction a cédé sa participation de 48,89 % dans la concession autoroutière Transjamaican Highway Ltd. Le résultat de cession s'élève à 32 millions d'euros, comptabilisé en « résultat des entités associées ».

ACTIF

Les immobilisations corporelles (746 M€) et incorporelles (16 M€) ont augmenté de 20 M€ par rapport à fin 2018. Cette variation s'explique notamment par :

- les investissements de période de 247 M€ dont 155 M€ à l'étranger (notamment 33 M€ relatifs au chantier du métro de Melbourne et 32 M€ pour le chantier Westconnex), et 92 M€ investis en France (dont 7 M€ relatifs au chantier EOLE et 26 M€ au global sur les chantiers T2A et T3A) ;
- les dotations aux amortissements de la période (-184 M€) ;
- les cessions des immobilisations corporelles et incorporelles (donnant lieu à une augmentation de la trésorerie de 58 M€).

Le poste goodwill s'établit à 1 157 M€. L'acquisition des activités Alpiq Engineering Services génère un goodwill définitif de 570 M€, le montant de ce goodwill ayant été revu, conformément aux préconisations de la norme IFRS 3, lors de l'établissement des comptes des trois premiers trimestres de 2019.

Les coentreprises et entités associées, 105 M€ (103 M€ à fin 2018), correspondent aux participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Le poste est principalement composé de la part conservée dans la société Axione (51 %) pour 83 M€ et de la participation de 33 % dans le Consortium Stade de France pour 8,5 M€.

Les autres actifs financiers non courants, 221 M€, sont constitués de 40 M€ de participations non consolidées, et de 181 M€ de prêts, de créances rattachées à des participations et de dépôts et cautionnements. Leur montant s'élevait à 247 M€ fin 2018.

Le poste « impôts différés actif et créances fiscales non courants » est de 71 M€ ; il ne correspond qu'à des impôts différés.

L'actif courant hors trésorerie, 4 789 M€, augmente de 55 M€ par rapport à fin 2018 (4 734 M€).

La trésorerie nette des concours bancaires courants, 4 204 M€, augmente de 45 M€ par rapport à fin 2018 (4 159 M€).

PASSIF

Les capitaux propres totaux (y compris les « participations ne donnant pas le contrôle », qui correspondent aux intérêts minoritaires) augmentent de 74 M€ par rapport à fin 2018 (898 M€). Cette variation s'explique notamment par :

- 325 M€ de résultat net part du Groupe de la période ;
- (220) M€ de distribution de dividendes aux actionnaires du Groupe ;
- (35) M€ de variations des écarts actuariels sur les provisions pour engagements envers le personnel.

Les dettes financières non courantes s'élèvent à 1 082 M€, soit une augmentation de 54 M€ par rapport à fin 2018, principalement du fait des acquisitions du second semestre.

Les provisions, poste important dans les activités de BTP, sont présentées en normes internationales selon leur exigibilité : provisions non courantes, 857 M€ et provisions courantes, 742 M€.

Les impôts courants, 136 M€, correspondent aux impôts sociétés à échéance court terme, dus par les filiales françaises et étrangères.

Les dettes fournisseurs représentent 3 039 M€ fin 2019 par rapport à 3 108 M€ fin 2018.

Le poste Passif sur contrats clients s'élève à 2 638 M€ à fin décembre 2019 (contre 2 688 M€ à fin décembre 2018). Il répond aux préconisations de présentation de la norme IFRS 15 et correspond au cumul des avances et acomptes reçus et des produits constatés d'avance.

Les autres passifs courants s'élèvent à 1 750 M€. Ce poste regroupe principalement les dettes fiscales et sociales.

COMPTE DE RÉSULTAT

Le chiffre d'affaires s'élève à 13 355 M€, en augmentation de 8,1 % par rapport à 2018.

40 % du chiffre d'affaires est réalisé en France contre 45 % en 2018. Les activités de BTP représentent 72 % du total du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 378 M€ (368 M€ en 2018). Après déduction de 128 M€ de charges d'impôt, le résultat net part du groupe ressort à 325 M€.

COMPTES INDIVIDUELS

COMMENTAIRES

L'augmentation de 187 M€ de l'actif immobilisé net (1 809 M€ fin décembre 2019 contre 1 622 M€ fin 2018) s'explique principalement par l'augmentation de capital en faveur de Bouygues Travaux Publics pour 150 M€ et par les diverses opérations relatives au financement des filiales.

La diminution de 9 M€ de l'actif circulant (432 M€ fin décembre 2019 contre 441 M€ fin 2018) correspond principalement à la diminution des comptes courants pour un montant de 16 M€, compensés par l'augmentation des écarts de conversion actif de 6 M€.

Les capitaux propres s'élèvent à 798 M€ fin décembre 2019, en augmentation de 90 M€ compte tenu d'une distribution de dividendes pour 219 M€ et d'un résultat de l'exercice d'un montant de 310 M€.

Les dettes financières représentent 1 246 M€ fin décembre 2019 (1 214 M€ fin 2018). Ce poste correspond à la trésorerie empruntée auprès des sociétés de compensation de trésorerie du groupe Bouygues et affectée au financement d'actifs à long terme, dans la mesure où Bouygues Construction bénéficie de lignes de crédit à long terme confirmées, disponibles et non utilisées.

Le passif circulant s'élève à 187 M€ fin décembre 2019 par rapport à 162 M€ fin 2018, soit une augmentation de 25 M€ principalement due aux comptes courants.

La trésorerie ressort à (1 239) M€ fin décembre 2019 (notion d'endettement financier net). Elle était de (1 182) M€ fin 2018, soit une variation de (57) M€.

SITUATION D'ENDETTEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2019, la trésorerie nette s'élève à 7 M€ et les lignes de crédit à court terme confirmées et non utilisées à cette date sont de 151 M€.

MONTANT DES PRÊTS À MOINS DE TROIS ANS CONSENTIS PAR LA SOCIÉTÉ À TITRE ACCESSOIRE À SON ACTIVITÉ PRINCIPALE

(ARTICLE L. 511-6, 3 BIS AL.1 ET ART. R. 511-2-1-1 ET R. 511-2-1-2 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER)

La Société n'a consenti aucun prêt à moins de trois ans à titre accessoire à son activité principale, au cours de l'exercice écoulé.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 et L. 247-1 du Code de commerce, la présentation de l'activité et des résultats du groupe Bouygues Construction figurant dans le présent rapport inclut celle des filiales de la Société et des sociétés contrôlées par elle.

Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan de la Société et figure en page suivante.

SUCCURSALES – ÉTABLISSEMENTS SECONDAIRES

Conformément à l'article L. 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société possède 3 établissements secondaires ouverts dans le cadre de l'organisation fonctionnelle et comptable de la Société. Il s'agit des CRP Comptabilité à ROUEN et SAINT-HERBLAIN et du CRP Paie à LYON.

INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

Conformément aux dispositions des articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après, les informations sur les délais de paiement :

- des fournisseurs, portant sur factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ;
- des clients, relatives aux factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats(4)	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés(1)(2)											
Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)	-	-	-	1274	1255	800	75	-	-	-	
DTP	10	1	100,00%	24	24	-	-	4	-	13	
Bouygues Bâtiment International	25	155	100,00%	85	85	122	43	944	83	25	
Bouygues Bâtiment Île-de-France	13	36	99,70%	103	103	-	-	1522	23	34	
Bouygues Travaux Publics	191	9	98,29%	243	243	85	2	1 235	(53)	16	
BYTES	51	40	100,00%	158	158	292	9	2 509	22	-	
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	16	100,00%	35	35	-	-	391	9	6	
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	10	100,00%	11	11	-	-	158	6	2	
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	21	100,00%	6	6	-	-	366	22	4	
Fichallenge	2	(7)	100,00%	2	-	-	-	-	-	-	
Challenger	-	-	99,99%	15	15	-	-	19	3	-	
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	2	45	100,00%	4	4	-	-	399	12	5	
Bouygues Construction Central Europe	-	22	100,00%	25	25	38	-	-	(1)	-	
VSLI (Suisse)	2	3	100,00%	32	32	66	-	16	8	-	
Losinger Holding (Suisse)	15	11	99,96%	22	22	-	-	-	62	66	1 CHF = 0,921319
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	197	100,00%	6	6	69	-	57	84	150	1 HKD = 0,114321
Acieroid (Espagne)	1	-	93,81%	18	1	-	-	23	-	-	
BYTES Intec Ag (Suisse)	30	95	100,00%	394	394	108	-	-	(17)	-	1 CHF = 0,921319
Kraftanlagen München GmbH (Allemagne)	25	-	100,00%	88	88	20	21	363	(18)	-	
Participations (10 à 50 % du capital) - à détailler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.											
Total	-	-	-	33	10	11	-	-	-	-	
Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	2	1	10	-	-	-	2	
Filiales étrangères (ensemble)(3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Participations dans des sociétés françaises	-	-	-	30	9	1	-	-	-	1	
Participations dans des sociétés étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total global	-	-	-	1 307	1 265	810	-	-	-	-	

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation.

Montants exprimés en milliers d'euros	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
A/ Factures concernées, par tranches de retard de paiement												
Nombre de factures	361					3	425					19
Montant total TTC	17 444	10	-	-	-	10	22 059	644	1	2 456	47	3 148
% du total achats TTC	11,33 %	0,01 %	-	-	-	0,01 %						
% du CA TTC							9,13 %	0,27 %	0,00 %	1,02 %	0,02 %	1,31 %
B/ Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures			3						0			
Montant total TTC			6						0			
C/ Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : sauf cas particuliers, le délai contractuel généralement utilisé est 45 jours fin de mois						Délais contractuels : sauf cas particuliers, le délai contractuel généralement utilisé est à 30 jours le 15 du mois suivant					

Pour mémoire :

- le poste « fournisseurs et comptes rattachés » (39 M€) comprend également les charges à payer et les effets à payer non présentés,
- le poste clients et comptes rattachés (30 M€) comprend également les factures à établir.

INFORMATIONS RESSOURCES HUMAINES

À fin décembre 2019, les effectifs consolidés de Bouygues Construction étaient de **58 149** collaborateurs (**y compris BYES Intec et Kraftanlagen**) se répartissant de la façon suivante :

- **Effectifs en France** **21 617**
 - Compagnons 5 762
 - ETAM 6 176
 - Cadres 9 679*Y compris collaborateurs cadres en détachement à l'international*
- **Effectifs à l'international** **36 532**
 - Expatriés 765
 - Effectifs locaux à l'international 35 767

Le taux de fréquence des accidents avec arrêts (**hors BYES Intec et Kraftanlagen**) au 31 décembre 2019 s'élève à 3,59.

Le taux de gravité atteint 0,27.

AFFECTATION DU RÉSULTAT 2019

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice s'élevant à un montant de 309 573 850,16 euros en totalité au poste report à nouveau qui serait ainsi porté d'un montant de 333 028 652,53 euros à un montant de 642 602 502,69 euros, étant précisé que la réserve légale est déjà dotée à son maximum.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

EXERCICE	2016	2017	2018
Nombre d'actions	1 706 230	1 706 230	1 706 230
Dividende par action	158,26 €	187,26 €	128,45 €
Dividende total	270 027 959,80 €	319 508 629,80 €	219 165 243,50 €

RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Conformément aux dispositions de l'article R.225-102, alinéa 2, du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices a été annexé au présent rapport.

PRISES DE PARTICIPATIONS ET PRISES DE CONTRÔLE

PRISES DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

Conformément aux articles L. 233-6 et L. 247-1 du Code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pris aucune participation directe (en capital ou en droits de vote) représentant plus de 5 %, 10 %, 20 %, 33,33 % ou 50 % du capital de sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française.

PRISES DE CONTRÔLE DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

Conformément aux articles L. 233-6 et L. 247-1 du Code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pris aucun contrôle direct ou indirect dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française.

INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

OPÉRATIONS MODIFIANT LE CAPITAL SOCIAL

Aucune opération n'a eu pour effet de modifier le montant du capital social au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

IDENTITÉ DES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES DÉTENANT PLUS DU VINGTIÈME DU CAPITAL SOCIAL OU DES DROITS DE VOTE

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues, en application de l'article L. 233-12 dudit code, nous vous informons qu'au 31 décembre 2019, le capital social de Bouygues Construction est détenu à hauteur de 99,93 % par la société Bouygues, Société Anonyme au capital de 365 104 531 € dont le siège social est sis à PARIS (75008) – 32, avenue Hoche, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 572 015 246.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES ET AUX ACTIONS D'AUTOCONTRÔLE

Conformément à l'article L. 233-13 du Code de commerce, au 31 décembre 2019, la Société ne détient pas d'actions d'autocontrôle.

ALIÉNATIONS D'ACTIONS EFFECTUÉES EN VUE DE RÉGULARISER LES PARTICIPATIONS CROISÉES

Dans la mesure où la Société ne détient aucune participation réciproque avec une autre société, les régularisations par voie d'aliénation imposées par les dispositions de l'article L. 233-39 du Code de commerce ne trouvent pas à s'appliquer.

Ainsi, aucune aliénation d'actions n'a été réalisée en vue de régulariser des participations réciproques au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

ACTIONS ACHETÉES ET VENDUES AU TITRE DE L'INTÉRESSEMENT DES SALARIÉS AUX FRUITS DE L'EXPANSION DE L'ENTREPRISE (ARTICLES L. 225-208, L. 225-209-2 ET L. 225-211 DU CODE DE COMMERCE)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucune action n'a été achetée ou vendue au titre de l'intéressement des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise.

DÉPENSES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux articles 223 quater et 223 quinquies du code général des impôts, aucune dépense ni charge non déductible fiscalement, telles que visées au 4 de l'article 39, du code général des impôts, n'a été engagée au cours de l'exercice, de même qu'aucune réintégration de frais généraux visés au 5 de l'article 39 dudit code n'a été opérée.

PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, il est indiqué que, à la date de clôture de l'exercice, soit le 31 décembre 2019, la part du capital de la Société détenue par les salariés de la Société, ainsi que par les salariés des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, est nulle.

Il est en revanche précisé que, conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce, un rapport spécial sur les attributions ou les levées d'options de souscription ou d'achat d'actions dont ont bénéficié, durant l'exercice, les mandataires sociaux de la Société ainsi que les dix principaux bénéficiaires parmi les salariés de la Société, est présenté à l'Assemblée Générale.

OBSERVATIONS DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Le Comité social et économique n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'article L. 2323-8 du code du travail.

AUTORISATIONS DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Conformément aux dispositions des articles L. 225-35 et R. 225-28 du Code de commerce, le Conseil d'administration a autorisé, lors de sa réunion du 18 février 2020, le Président-directeur général à consentir des cautions, avals et autres garanties dans la limite d'un montant de 300 millions d'euros.

Ces autorisations ont été données pour une période d'un an.

RÉSOLUTIONS

Dans les résolutions qui vous sont soumises, nous vous proposons de vous prononcer sur les points suivants figurant à l'ordre du jour ci-après :

De la compétence de l'assemblée générale ordinaire :

- Lecture du rapport de gestion et du rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'administration et des rapports des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes annuels portant sur l'exercice 2019 et des opérations de l'exercice 2019 – Quitus aux administrateurs ;
- Approbation des comptes consolidés portant sur l'exercice 2019 et des opérations de l'exercice 2019 ;
- Affectation des résultats de l'exercice 2019 ;
- Approbation des conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce ;
- Constatation de la fin du mandat d'administrateur de M. William BOUYGUES ;
- Constatation de la fin du mandat d'administrateur de M. Arnaud VAN EECKHOUT ;
- Constatation de la fin du mandat d'administrateur de M. Gilles ZANCANARO ;
- Renouvellement, pour une durée de trois ans, du mandat d'administrateur de M. Olivier ROUSSAT ;
- Renouvellement, pour une durée de trois ans, du mandat d'administrateur de la société BOUYGUES, représentée par Pascal GRANGÉ ;
- Nomination, pour une durée de trois ans, de Mme Charlotte BOUYGUES, en qualité d'administratrice ;
- Nomination, pour une durée de trois ans, de Mme Valérie AGATHON, en qualité d'administratrice ;
- Constatation de la démission de M. Olivier BOUYGUES de son mandat d'administrateur ;
- Nomination, pour une durée de trois ans, de M. Olivier BOUYGUES en qualité de censeur, sous la condition suspensive de l'adoption de la dix-neuvième résolution de la présente assemblée générale ;
- Nomination, pour une durée de trois ans, de M. William BOUYGUES en qualité de censeur, sous la condition suspensive de l'adoption de la dix-neuvième résolution de la présente assemblée générale ;
- Nomination, pour une durée de trois ans, de M. Arnaud VAN EECKHOUT en qualité de censeur, sous la condition suspensive de l'adoption de la dix-neuvième résolution de la présente assemblée générale.

De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :

- Instauration de censeurs – Modification corrélative de l'article 18 des statuts ;
- Pouvoirs pour dépôt et formalités.

Nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur les résolutions qui sont soumises à votre vote.

AUTRES INFORMATIONS

Administration et contrôle de la Société

Au 31 décembre 2019, la Société est dirigée par un Président-directeur général et trois Directeurs Généraux Délégués.

Nous vous informons que :

- les mandats de commissaire aux comptes titulaire d'ERNST & YOUNG et de commissaire aux comptes suppléant d'AUDITEX arriveront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- les mandats de commissaire aux comptes titulaire de MAZARS et de commissaire aux comptes suppléant de Loïc WALLAERT arriveront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

COMPTES CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ

Actif (en millions d'euros)	Notes annexe	31/12/2019 net	31/12/2018 net retraité (a)
Immobilisations corporelles	3 et 17	746	721
Droits d'utilisation des actifs loués	3 et 17	262	249
Immobilisations incorporelles	3 et 17	16	21
Goodwill	3 et 17	1 157	1 044
Coentreprises et entités associées	3 et 17	105	103
Autres actifs financiers non courants	3	221	247
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	7	71	83
Actif non courant		2 578	2 468
Stocks		286	276
Avances et acomptes versés sur commandes		155	188
Clients et comptes rattachés		2 143	2 339
Actifs sur contrats clients		1 078	862
Actifs d'impôt courants		110	125
Autres créances courantes		1 012	939
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 629	4 652
Instruments financiers - Couverture des dettes financières		-	-
Autres actifs financiers courants		5	5
Actif courant	4 et 18	9 418	9 386
Actifs ou activités détenus en vue de la vente		-	-
Total actif		11 996	11 854

(a) Le bilan au 31 décembre 2018 a été retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23.

BILAN CONSOLIDÉ

Capitaux propres et passif (en millions d'euros)	Notes annexe	31/12/2019	31/12/2018 retraité ^(a)
Capital social		128	128
Primes et réserves		503	459
Réserve de conversion		10	11
Actions propres détenues		-	-
Résultat net part du Groupe		325	296
Capitaux propres (part du Groupe)	5	966	894
Participations ne donnant pas le contrôle		6	4
Capitaux propres		972	898
Dettes financières non courantes	8 et 17	1 082	1 028
Obligations locatives non courantes	9 et 17	216	222
Provisions non courantes	6 et 17	857	811
Impôts différés passifs		18	21
Passif non courant		2 173	2 082
Dettes financières courantes	8 et 17	9	11
Obligations locatives courantes		97	77
Passifs d'impôt courants		136	93
Fournisseurs et comptes rattachés		3 039	3 108
Passifs sur contrats clients		2 638	2 688
Provisions courantes	6 et 17	742	648
Autres passifs courants		1 750	1 738
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		425	493
Instruments financiers - Couverture des dettes financières		-	1
Autres passifs financiers courants		15	17
Passif courant	11 et 18	8 851	8 874
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente		-	-
Total capitaux propres et passif		11 996	11 854
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	10 et 17	3 113	3 119

(a) Le bilan au 31 décembre 2018 a été retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23.

Certains montants des comptes retraités au 31/12/2018 peuvent présenter des écarts d'arrondis par rapport à ceux publiés dans la note 23 de l'annexe des comptes consolidés 31/12/2018.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes annexe	Exercice 2019	Exercice 2018 retraité ^(a)
Chiffre d'affaires^(b)	12 et 17	13 355	12 358
Autres produits de l'activité		41	139
Achats consommés		(7 726)	(7 088)
Charges de personnel		(3 359)	(3 096)
Charges externes		(1 729)	(1 764)
Impôts et taxes		(146)	(166)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		(184)	(189)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués		(96)	(87)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées		(271)	(214)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière		(9)	(5)
Autres produits d'exploitation ^(c)		706	707
Autres charges d'exploitation		(204)	(217)
Résultat opérationnel courant	13 et 17	378	378
Autres produits opérationnels		-	-
Autres charges opérationnelles		(23)	(4)
Résultat opérationnel	13 et 17	355	374
Produits financiers		40	32
Charges financières		(20)	(15)
Coût de l'endettement financier net (-) / produit de l'excédent financier net (+)	14 et 17	20	17
Charges d'intérêts sur obligations locatives		(11)	(11)
Autres produits financiers	14 et 17	59	60
Autres charges financières	14 et 17	(48)	(21)
Impôt	15 et 17	(128)	(109)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	3 et 17	79	(2)
Résultat net des activités poursuivies	17	326	308
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente		-	-
Résultat net	17	326	308
Résultat net part du Groupe	17	325	296
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1	12
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)	16	190,24	172,90
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)	16	190,24	172,90

(a) Le compte de résultat de l'exercice 2018 a été retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16.

(b) dont chiffre d'affaires réalisé à l'international

(c) dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres

8 035

6 759

231

280

Certains montants des comptes retraités au 31/12/2018 peuvent présenter des écarts d'arrondis par rapport à ceux publiés dans la note 23 de l'annexe des comptes consolidés 31/12/2018.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

(en millions d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018 retraité ^(a)
Résultat net	326	308
Éléments non recyclables en résultat net		
Écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi	(38)	(17)
Variation nette de juste valeur sur instruments de capitaux propres	(1)	-
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net	5	2
Quote-part des produits et charges non recyclables des coentreprises et entités associées	(1)	-
Éléments recyclables en résultat net		
Variation des écarts de conversion	(2)	10
Variation nette sur juste valeur des instruments financiers de couverture	(5)	(11)
Impôts sur éléments recyclables en résultat net	-	1
Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées	6	-
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
Produits et charges nets comptabilisés	(36)	(15)
Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe	290	293
Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle	289	281
	1	12

(a) L'état des produits et charges comptabilisés de l'exercice 2018 a été retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en million d'euros)	Capital Prime d'émission	Réserves liées au capital / Report à nouveau	Réserves et Résultat consolidés	Actions propres détenues	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Situation au 31 décembre 2017 retraitée^(a)	143	372	476	-	(51)	940	25	965
Mouvements Exercice 2018 retraités								
Résultat net	-	-	296	-	-	296	12	308
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	10	10	-	10
Autres produits et charges comptabilisés	-	-	-	-	(25)	(25)	-	(25)
Résultat net et produits et charges comptabilisés^(d)	-	-	296	-	(15)	281	12	293
Opérations nettes sur capital et réserves	-	(123)	123	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution	-	-	(320)	-	-	(320)	(32)	(352)
Autres opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	1	1
Autres opérations (changements de périmètre et divers)	-	-	(7)	-	-	(7)	(2)	(9)
Situation au 31 décembre 2018 retraitée^(b)	143	249	568	-	(66)	894	4	898
Mouvements Exercice 2019								
Résultat net	-	-	325	-	-	325	1	326
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	(1) ^(c)	(1)	(c)	(1)
Autres produits et charges comptabilisés	-	-	-	-	(35)	(35)	-	(35)
Résultat net et produits et charges comptabilisés^(d)	-	-	325	-	(36)	289	1	290
Opérations nettes sur capital et réserves	-	97	(97)	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions sans perte de contrôle	-	-	9	-	-	9	1	10
Distribution	-	-	(219)	-	-	(219)	(1)	(220)
Autres opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	1	1
Autres opérations (changements de périmètre et divers)	-	-	(7)	-	-	(7)	-	(7)
Situation au 31 décembre 2019	143	346	579	-	(102)	966	6	972

(a) Les capitaux propres au 31 décembre 2017 ont été retraités des effets de l'application des normes IFRS 9, IFRS 15 et IFRS 16.

(b) Les capitaux propres au 31 décembre 2018 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16.

(c) Variation de la réserve de conversion.

	Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Sociétés contrôlées	(2)	-	(2)
Coentreprises et entités associées	1	-	1
	(1)	-	(1)

(d) Voir état des produits et charges comptabilisés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Notes annexe	Exercice 2018	Exercice 2018 retraité ^(a)
I - Flux de trésorerie des activités poursuivies			
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies		326	308
Retraitements :			
Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus		6	9
Dividendes des sociétés non consolidées		(7)	(31)
Dotations (reprises) aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes		141	168
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués		96	92
Plus et moins values de cessions d'actifs		(103)	(96)
Impôt y compris dettes sur positions fiscales incertaines		128	109
Impôts décaissés		(86)	(117)
Charges calculées diverses		(10)	(53)
CAF après coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés	17	491	389
Reclassement du coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et des charges d'intérêts sur obligations locatives		(9)	(6)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes ^(b)		(146)	286
Flux net de trésorerie généré par l'activité		336	669
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	17	(247)	(253)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		58	52
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles		(9)	11
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	17	-	(20)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés		12	54
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés		(12)	15
Prix d'acquisition des activités consolidées	17	-	(559)
Prix de cession des activités consolidées		93	229
Dettes nettes sur activités consolidées		(1)	(1)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées		(11)	(155)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées		36	32
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(81)	(595)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires		10	1
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(219)	(320)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle		(1)	(32)
Variation des dettes financières courantes et non courantes		14	538
Remboursement des obligations locatives		(98)	(86)
Coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives		9	6
Autres flux liés aux opérations de financement		-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(285)	107
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES		76	53
Variations de la trésorerie nette (A+B+C+D)		46	234
Trésorerie nette à l'ouverture	4 et 10	4 159	3 925
Flux nets		46	234
Flux non monétaires		(1)	-
Trésorerie nette à la clôture	4 et 10	4 204	4 159
II - Flux de trésorerie des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente			
Trésorerie nette à l'ouverture		-	-
Flux nets		-	-
Trésorerie nette à la clôture		-	-

(a) Les flux de trésorerie de l'exercice 2018 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16.

(b) Définition de la variation du BFR lié à l'activité : actif courant - passif courant, hors impôts sur les sociétés, hors créances et dettes sur immobilisations, hors dettes financières courantes, hors obligations locatives courantes et hors instruments financiers sur couverture de dettes.

Certains montants des comptes retraités au 31/12/2018 peuvent présenter des écarts d'arrondis par rapport à ceux publiés dans la note 23 de l'annexe des comptes consolidés 31/12/2018.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1. FAITS SIGNIFICATIFS AU 31 DÉCEMBRE 2019

1.1. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE AU 31 DÉCEMBRE 2019

Alpiq Engineering Services

À la suite de l'acquisition en 2018 d'Alpiq Engineering Services, Bouygues Construction a introduit, le 12 février 2019, une procédure d'arbitrage contre Alpiq qui faisait suite aux divergences de vue sur le montant d'ajustement final du prix d'achat payé établi dans le cadre de la vente des activités de services et d'ingénierie conclue en 2018. À ce titre, Bouygues Construction réclamait un montant de 205,1 millions de francs suisses, soit 186 millions d'euros, tandis qu'Alpiq réclamait un paiement de 12,9 millions de francs suisses, soit 12 millions d'euros.

Bouygues Construction a déposé le 20 janvier 2020 son mémoire en demande dans le cadre de la procédure d'arbitrage et a augmenté le montant initialement réclamé. Celui-ci est passé de 205 MCHF à 319 MCHF plus les intérêts. Ce montant comprend les réclamations de Bouygues Construction au titre du mécanisme d'ajustement de prix ainsi que des demandes au titre des garanties Actif / Passif consenties par Alpiq dans le cadre du contrat de cession.

Une décision du tribunal arbitral n'est pas attendue avant l'année 2022.

Aucun produit n'a été comptabilisé au titre de ces réclamations.

Par ailleurs, la période de douze mois d'allocation du prix d'acquisition à la juste valeur des actifs et passifs acquis étant terminée, le goodwill est désormais définitif et s'élève à 570 millions d'euros.

Le bilan d'acquisition et l'affectation définitive du goodwill d'Alpiq Engineering Services sont détaillés ci-dessous (en millions d'euros) :

Actif	ALPIQ ENGINEERING SERVICES
Immobilisations corporelles	117
Immobilisations incorporelles	7
Coentreprises et entités associées	-
Autres actifs financiers non courants	12
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	-
Actif non courant	136
Stocks	11
Avances et acomptes versés sur commandes	2
Clients et comptes rattachés	239
Actifs sur contrats clients	81
Actif d'impôt (exigible)	4
Autres créances courantes	51
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49
Instruments financiers – Couverture des dettes financières	-
Autres actifs financiers courants	-
Actif courant	437
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	133
Total actif acquis	706

Capitaux propres et passif	ALPIQ ENGINEERING SERVICES
Dettes financières non courantes	-
Provisions non courantes	129
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	6
Passif non courant	135
Avances et acomptes reçus sur commandes	-
Dettes financières courantes	-
Impôts courants	5
Fournisseurs et comptes rattachés	119
Passifs sur contrats clients	123
Provisions courantes	110
Autres passifs courants	344
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	1
Instruments financiers – Couverture des dettes financières	-
Autres passifs financiers courants	-
Passif courant	702
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-
Total passif acquis	837
Total des actifs nets identifiés acquis	(131)
Prix d'acquisition des titres	439
Goodwill définitif	570

Concessions aéroportuaires de Chypre et Zagreb

Dans le cadre du développement de son portefeuille de concessions aéroportuaires, Bouygues Construction a créé la société Bouygues Construction Airport Concessions Europe qui regroupe les participations du Groupe dans les aéroports de Chypre et Zagreb.

L'entrée d'un partenaire dans le capital de cette nouvelle société a généré une plus-value globale de 49 millions d'euros comptabilisée en « résultat des entités associées » ainsi qu'un résultat financier de 9 millions d'euros.

Concession autoroutière TransJamaican Highway Limited

Le 20 décembre 2019, Bouygues Construction a cédé sa participation de 48,89 % dans la concession autoroutière TransJamaican Highway Ltd. Le résultat de cession s'élève à 32 millions d'euros, comptabilisé en « résultat des entités associées ».

1.2. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2019

Le 30 janvier 2020, Bouygues Construction a été victime d'une attaque informatique de type *ransomware* causée par un logiciel malveillant. Dans un premier temps, et par mesure de précaution, Bouygues Construction a arrêté son système d'information pour éviter toute propagation et des mesures spécifiques ont été prises pour assurer la continuité des activités, tant en France qu'à l'international. Rapidement, des premières remises en service d'équipements et d'applications ont été réalisées. Au fur et à mesure de leur rétablissement, la sécurité de l'intégralité du système d'information est renforcée avec l'aide d'experts internes au Groupe et externes. L'activité commerciale et l'activité opérationnelle des chantiers sont très faiblement impactées. Les polices d'assurance ad hoc sont activées et une plainte a été déposée auprès des autorités compétentes.

NOTE 2. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

2.1. PRINCIPES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Construction au 31 décembre 2019 ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, les IAS (*International Accounting Standards*), complétées des interprétations formulées par l'ancien *International Financial Reporting Interpretations Committee* (« IFRIC »), à présent appelé *IFRS Interpretation Committee*, ou émises par l'organisme qui l'a précédé le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), approuvées par l'Union européenne et applicables à cette date. Au 31 décembre 2019, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'Union européenne.

Les comptes présentent en millions d'euros (sauf mention contraire) : le bilan, le compte de résultat, l'état des produits et charges comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2018 retraités de l'application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23.

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Construction intègrent les comptes de Bouygues Construction S.A. et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées, les coentreprises et les activités conjointes. Ils sont présentés en millions d'euros et intègrent les recommandations de présentation du CNC (devenu l'ANC) n° 2013-03 du 7 novembre 2013 et n° 2016-01 du 2 décembre 2016 en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date 18 février 2020 et seront soumis pour approbation à la prochaine assemblée générale ordinaire du 15 avril 2020.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2019 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs / passifs évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS.

• Jugements et recours à des estimations :

Lors de la préparation des comptes consolidés, conformément aux normes et interprétations, le Groupe procède à des estimations et des hypothèses. Elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des comptes consolidés et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel l'appréciation des tests de dépréciation des goodwill et des participations, de l'évaluation des actifs et des passifs identifiables dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix lors de l'acquisition, des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière, pensions, etc.), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, de la recouvrabilité des impôts différés actifs en particulier en cas d'historique de pertes fiscales sur plusieurs exercices, des provisions (litiges et contentieux, etc.), des contrats de location (durées raisonnablement certaines d'exercice et taux d'endettement marginaux, décrites respectivement en notes 2.4.1.1 et 2.4.2.1 de l'annexe), et des marges à fin d'affaires des opérations de construction (note 2.4.3.2 de l'annexe).

Enfin, en l'absence de norme ou d'interprétation applicable à une transaction spécifique, à un autre événement ou une condition, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes, donnant une image fidèle et comparable d'une période à l'autre afin que les comptes consolidés :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Dès lors, une information circonstanciée figure dans les notes annexes aux comptes consolidés.

2.2. NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS IFRS

Au 31 décembre 2019, le Groupe a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existants dans les comptes consolidés de l'exercice 2018 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2019.

- Principales normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 :

- **IFRS 16 : Contrats de location**

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location » appelée à remplacer IAS 17, ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 31 octobre 2017, est applicable au 1^{er} janvier 2019. Le Groupe n'a pas appliqué cette norme par anticipation et a retenu l'approche rétrospective avec présentation d'une année comparative pour sa première application.

Les impacts de l'application d'IFRS 16 sur les états financiers au 31 décembre 2018 sont présentés en note 23 de l'annexe.

- **IFRIC 23 : Incertitude relative aux traitements fiscaux**

Le 7 juin 2017, l'IFRS IC a publié l'interprétation IFRIC 23. Cette interprétation contient des dispositions relatives aux modalités comptables de reconnaissance des conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt. La nouvelle interprétation, adoptée par l'Union européenne le 23 octobre 2018, est applicable au 1^{er} janvier 2019 et le Groupe n'a pas appliqué l'interprétation par anticipation.

Les impacts de l'application de cette interprétation sur les états financiers au 31 décembre 2018 ne sont pas matériels et sont présentés en note 23 de l'annexe.

2.3. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

2.3.1. MODES D'INTÉGRATION ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Pour les activités contrôlées conjointement et qui confèrent à chacun des coparticipants des droits directs dans les actifs et des obligations au titre des passifs, les charges et les produits, les actifs et passifs sont comptabilisés selon les intérêts détenus dans l'activité conjointe.

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce une influence notable ainsi que les coentreprises qui confèrent des droits sur l'actif net sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Évolution du périmètre de consolidation	31/12/2019	31/12/2018
Sociétés contrôlées	261	261
Activités conjointes	128	116
Coentreprises et entités associées	33	34
Total	422	411

2.3.2. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Les états financiers des filiales consolidées dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour le bilan et au taux de change moyen annuel pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. Les différences de conversion qui en découlent sont inscrites dans la rubrique « Réserve de conversion » figurant dans les capitaux propres.

Les différences de change relatives à une dette libellée en monnaie étrangère, comptabilisée comme couverture de l'investissement net dans une entité étrangère, sont imputées dans les capitaux propres.

2.3.3. CONVERSION DES OPÉRATIONS EN DEVISES

Les transactions en devises sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en résultat net. Les actifs et passifs non-monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

2.3.4. IMPOSITIONS DIFFÉRÉES

Les impositions différées sont constatées, sur la totalité des différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif (approche bilan) ; elles résultent :

- des différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale ; elles sont, soit :
 - des sources d'impositions futures (impôts différés passifs : IDP) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée ;
 - des sources de déductions futures (impôts différés actifs : IDA) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Les IDA sont revus à chaque clôture et comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible et sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer ;
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs) ayant une forte probabilité de récupération sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date d'arrêté des comptes, selon les pays. Ainsi, au 31 décembre 2019, les différences temporelles et les reports fiscaux déficitaires des entités françaises ont été comptabilisés aux taux votés par l'Assemblée nationale selon les échéanciers de retournement suivants :

- 32,02 % pour 2020 ;
- 28,41 % pour 2021 ;
- 25,83 % pour 2022 et au-delà.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation et sont présentés en actif ou en passif non courant.

2.3.5. CONTRATS DE CONCESSIONS ET PPP (PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ)

Le Groupe détient des participations dans des sociétés titulaires de contrats de concessions/PPP (Partenariat Public Privé), qui sont traités conformément aux modalités définies par l'interprétation IFRIC 12.

2.4. PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

2.4.1. ACTIF

2.4.1.1. Actif non courant

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles sont valorisées initialement au coût de revient de l'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité ou des modes d'amortissement différents, ces dernières sont comptabilisées séparément (approche par composant).

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, et de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue ; toutes les remises et rabais commerciaux sont déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges sauf lorsqu'elles améliorent la performance de l'immobilisation définie à l'origine, augmentent sa durée de vie, ou réduisent les coûts opérationnels antérieurement établis.

Après sa comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation corporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul d'amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeur. Le Groupe applique le traitement de référence en comptabilisant les immobilisations selon la méthode du coût historique amorti.

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif.

La base amortissable correspond au coût d'achat diminué le cas échéant de la valeur résiduelle finale estimée nette des frais de sortie. La valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est le montant que l'entreprise recevrait actuellement pour l'actif si celui-ci était déjà dans les conditions d'âge et d'usure prévues à la fin de sa durée de vie utile (hors effet inflation).

Les principales durées d'utilité retenues sont :

- constructions : 10 à 40 ans ;
- installations techniques, matériels et outillages : de 3 à 15 ans ;
- autres immobilisations corporelles : de 3 à 10 ans selon la nature du bien (matériel de transport, matériel et mobilier de bureau, ...).

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

Les profits et pertes sur cession sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée. Ils sont inclus en « Autres produits et charges d'exploitation », sauf lorsqu'ils répondent aux critères de classification en « Autres produits et charges opérationnels ».

DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS

La norme IFRS 16 définit le droit d'utilisation relatif à un contrat de location comme étant un actif qui représente le droit du preneur d'utiliser le bien sous-jacent pour la durée du contrat.

Ce droit d'utilisation est reconnu par le Groupe à la date de prise d'effet du contrat de location (dès la mise à disposition de l'actif). Il est évalué à son coût et comprend :

- le montant initial de l'obligation locative (note 3.2.2 de l'annexe) ;
- les paiements d'avance faits au bailleur nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur ;
- les coûts directs initiaux significatifs encourus par le preneur pour la conclusion du contrat, correspondant aux coûts qui n'auraient pas été encourus si le contrat n'avait pas été conclu ;
- une estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat.

L'amortissement est comptabilisé en charge au compte de résultat selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location. Le droit d'utilisation fait l'objet d'une dépréciation s'il existe un indice révélant une possible perte.

La durée du contrat correspond à la période non résiliable du contrat pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser l'actif sous-jacent, après prise en compte des options de renouvellement ou de résiliation que le preneur est raisonnablement certain d'exercer.

Les droits d'utilisation chez Bouygues sont principalement relatifs à des contrats de baux immobiliers, dont les durées sont généralement de neuf ans en France.

Le Groupe évaluera, le cas échéant, les impacts de la décision de l'IFRIC du 26 novembre 2019 sur les durées retenues dans le cadre de l'application d'IFRS 16.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme un actif non monétaire identifiable, sans substance physique et contrôlé par l'entité. Il peut être :

- séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante, transféré),
- issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif lorsqu'ils satisfont aux critères d'activation (génération d'avantages économiques futurs et coût évalué de façon fiable).

Les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées, qui apprécient notamment la notion de « prise de contrôle » dans l'application faite aux opérations d'acquisition ou de cession de titres ; selon le cas, les impacts sont pris en compte de résultat consolidé, ou en capitaux propres.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la juste valeur de la contrepartie transférée est affectée aux actifs et passifs identifiables acquis. Ces derniers sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3R. Cette méthode consiste à réestimer les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur totale (et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise).

Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3R offre le choix entre une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un goodwill alloué à ces derniers, méthode dite du « goodwill complet ») ;
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans goodwill affecté aux participations ne donnant pas le contrôle, méthode dite du « goodwill partiel »).

Les goodwill déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des participations ne donnant pas le contrôle sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise ; les normes révisées laissent le choix à l'appréciation d'un goodwill complet ou partiel (acquisitions nouvelles).

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le goodwill (ou écart d'acquisition) représente tout excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition.

Le goodwill représente un paiement effectué par l'acquéreur en anticipation d'avantages économiques futurs provenant d'actifs qui ne peuvent être identifiés de manière individuelle et comptabilisés séparément.

Il est comptabilisé dans le poste « goodwill » s'il est positif et repris en résultat dès l'exercice d'acquisition s'il est négatif.

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquise, les participations ne donnant pas le contrôle, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder 12 mois.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur conformément à IAS 36 dans le cadre d'un test de dépréciation annuel (*impairment test*). En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

À ce titre, le goodwill est affecté à l'Unité Génératrice de Trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

La valeur de l'UGT est déterminée par la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie (*Discounted Cash Flow* : D.C.F.) selon les principes suivants :

- le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital ;
- les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à moyen terme élaboré par la direction de l'UGT concernée ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif après charge de loyers et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec les perspectives de développement des marchés sur lesquels opère l'UGT concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé après prise en compte des droits d'utilisation et déduction faite des obligations locatives.

Bouygues Construction a identifié 2 Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) : une UGT comprenant les activités de BTP en France et à l'International et une UGT comprenant les activités d'Energies et Services en France et à l'International.

Le plan d'affaires utilisé a été établi dans le cadre du cycle de management du Groupe.

Il repose notamment sur les hypothèses de stabilité du périmètre des activités BTP et Energies et Services et de continuité de l'exploitation sur les trois années du plan d'affaires.

Le Groupe a fixé aux activités de BTP et Energies et Services un objectif de rentabilité, décliné par année.

Cet objectif est intégré dans les hypothèses du plan d'affaires. Le plan d'affaires tient compte de l'expérience passée ainsi que des sources d'informations extérieures.

Pour l'UGT BTP :

- taux d'actualisation retenu : 5,90 % / 5,60 % selon l'hypothèse ;
- taux de croissance retenu : 1 %.

Pour l'UGT Energies et Services :

- taux d'actualisation retenu : 6,10 % / 5,70 % selon l'hypothèse ;
- taux de croissance retenu : 1 %.

ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les actifs financiers sont comptabilisés en fonction de leurs modalités de gestion et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. En fonction de ces critères, les actifs financiers sont comptabilisés :

- au coût amorti ;
- en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global ;
- en juste valeur par résultat.

● Titres de participations et autres titres

Les instruments de capitaux propres autres que les titres consolidés sont comptabilisés en juste valeur. La contrepartie des variations de cette juste valeur dépend du choix irrévocable fait lors de la comptabilisation initiale de ces instruments et peut être soit le compte de résultat (en « Autres produits et charges financiers ») ou les capitaux propres non recyclables (en « Éléments non recyclables en résultat net »). Le choix de comptabilisation est effectué titre par titre.

● Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti. Conformément à IFRS 9, une dépréciation est constatée dès la comptabilisation initiale, reflétant le risque de défaut attendu dans les 12 mois suivants. Cette dépréciation est comptabilisée en compte de résultat.

2.4.1.2. Actif courant

STOCKS

Les stocks sont évalués à leur coût de revient, ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement ; ces créances sont le plus souvent, à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine, sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre des contrats comptabilisés selon la méthode de l'avancement, les clients et comptes rattachés incluent les facturations ou situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage).

ACTIFS SUR CONTRATS CLIENTS

Les actifs sur contrats clients représentent un droit conditionnel pour le Groupe à recevoir une rémunération au titre de biens ou services déjà transférés aux clients, et dont l'exigibilité est soumise à d'autres conditions que le passage du temps. Les actifs sur contrats clients (note 4.4 de l'annexe) comprennent ainsi les actifs qui représentent le chiffre d'affaires comptabilisé à l'avancement et dont la facturation est subordonnée à la fourniture d'autres biens et services et/ou à la réalisation de jalons ou d'étapes définies au contrat.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Disponibilités et dépôts à court terme, concours bancaires courants : en raison de leur caractère court terme, leurs valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.4.2. PASSIF

2.4.2.1. Passif non courant

DETTE FINANCIÈRE NON COURANTES

À l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur (intégrant une composante de risque de contrepartie qui est non significative), les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES

Conformément à la norme IFRS 16, à la prise d'effet d'un contrat de location, le preneur comptabilise une obligation locative au passif du bilan pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers sur la durée du contrat.

● Les montants pris en compte au titre des loyers dans l'évaluation de l'obligation sont :

- les loyers fixes (y compris les loyers considérés comme fixe en substance, c'est-à-dire ceux qui, même s'ils contiennent une variabilité dans la forme, sont en substance inévitables) ;
- les loyers variables basés sur un taux ou un index en utilisant le taux ou index à la date de prise d'effet du contrat ;
- les paiements à effectuer par le preneur pour les garanties de valeur résiduelle ;
- le prix d'exercice d'une option d'achat si l'exercice de l'option est raisonnablement certain ;
- les pénalités de résiliation ou de non-renouvellement du contrat.

● Au cours de la durée du contrat, la valeur comptable de l'obligation locative est :

- augmentée des intérêts des obligations, qui sont comptabilisés en charges au compte de résultat et calculés selon le taux d'actualisation utilisé lors de l'évaluation initiale ; et
- diminuée du montant des paiements de loyer effectués.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation locative est déterminé pour chaque bien en fonction du taux marginal d'endettement à la date de signature du contrat. Ce taux est obtenu par l'addition d'un taux de marché tenant compte de la localisation, de la devise et de la durée du contrat et d'un spread sectoriel tenant compte de la nature du contrat.

Le Groupe a décidé d'utiliser les mesures de simplification prévues par la norme et de ne pas retraiter les contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois. Ces contrats de location sont comptabilisés en résultat au rythme des paiements. Le Groupe a également décidé de comptabiliser chaque composante du contrat séparément, en distinguant les composantes locatives des composantes non locatives (prestations de services).

L'option d'application d'IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles n'a pas été retenue par le Groupe.

La fraction à moins d'un an des obligations locatives est présentée en passif courant.

PROVISIONS NON COURANTES

Une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation actuelle du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont le règlement devrait se traduire pour le Groupe par une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques pouvant être estimée de façon fiable.

Elles comprennent pour l'essentiel :

• Avantages au personnel

Provisions pour indemnités de fin de carrière (IFC) :

Le Groupe provisionne les indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite, non couvertes par des polices d'assurances.

Le calcul de la provision est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'évaluation sur la base conventionnelle tient compte des éléments suivants :

- classement du personnel en groupes homogènes en fonction du statut, de l'âge et de l'ancienneté,
- salaire mensuel majoré du coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
- taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
- taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
- taux de rotation (*turn-over*) déterminé en fonction de la tranche d'âge et par catégorie socioprofessionnelle,
- espérance de vie : table de mortalité INSEE 2012-2014.

Conformément à IAS 19 révisée, l'ensemble des écarts actuariels concernant les plans relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont comptabilisés en provisions non courantes par contrepartie des capitaux propres (méthode SORIE).

Provision pour médailles du travail :

Le Groupe provisionne le coût des médailles d'ancienneté (10, 20, 30 et 40 ans) selon la « méthode rétrospective en droits projetés » à la date d'obtention des médailles.

Provisions pour pensions : régimes à prestations définies :

Le Groupe applique les principes définis par IAS 19 révisée pour calculer et comptabiliser ses obligations liées aux régimes à prestations définies (note 20).

Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice, au titre des prestations définies, reflètent la meilleure estimation des variables qui détermineront le coût final des avantages évalués ; elles sont cohérentes entre elles. Le taux d'actualisation et de rendement des actifs est déterminé par rapport au taux de marché attendu, en considérant le calendrier estimé des versements de prestations. Le taux d'actualisation de l'engagement est déterminé par référence au taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie.

• Provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe

• Garanties données aux clients (provisions SAV) :

Elles sont destinées à couvrir les risques mis à la charge de la société durant la période de garantie (essentiellement garantie décennale en France). Les provisions constituées dans le cadre des garanties biennales et décennales relatives aux marchés de travaux de construction, pour la quote-part de risques, non couverte par les assurances, restant à la charge des entreprises ; ces provisions sont constituées au fur et à mesure de la prise en compte des produits, selon des données statistiques déterminées par référence à l'expérience acquise en ce domaine sur une longue durée.

• Coûts de remise en état des sites :

Les coûts de remise en état des sites relatifs à des dégradations progressives font l'objet de provisions au passif.

2.4.2.2. Passif courant

FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

En raison de leur caractère court terme, les valeurs historiques retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

PROVISIONS COURANTES

Les provisions courantes, liées au cycle normal d'exploitation, comprennent pour l'essentiel :

- les provisions pour risque chantier, travaux et fin de chantier ;
- les provisions pour pertes à terminaison sur contrats clients. Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS

Les passifs sur contrats clients représentent l'obligation pour le Groupe de transférer des biens ou des services pour lesquels un paiement a déjà été reçu de la part du client, ou lorsque le droit inconditionnel au paiement est déjà acquis. Ils incluent les avances et acomptes reçus sur commandes et les écarts liés à l'avancement d'un contrat (note 11.1 de l'annexe).

2.4.3. COMPTE DE RÉSULTAT

2.4.3.1. Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé représente le montant cumulé des travaux, produits et prestations de services pour lesquels le client a bénéficié du transfert de contrôle de l'actif produit. Il inclut, après élimination des opérations internes, le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées et des activités conjointes.

Les produits de l'activité du groupe sont reconnus dès lors que :

- un contrat client et ses différentes obligations de performances sont identifiés,
- un prix de transaction est déterminé et affecté aux différentes obligations de performance,
- les obligations de performances distinctes du contrat sont satisfaites,
- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au groupe de manière probable,
- le montant du chiffre d'affaires peut être mesuré de manière fiable,
- à la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

La majorité des contrats ne comprennent qu'une seule obligation de performance.

2.4.3.2. Comptabilisation des contrats de construction

Le chiffre d'affaires relatif aux activités de construction correspond à l'estimation la plus récente du prix de vente total et prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client ou hautement probables.

Il est comptabilisé à la fin de chaque période selon la méthode dite à l'avancement, celui-ci étant calculé sur la base de la réalisation des travaux (*output method*) ou des coûts des travaux exécutés (*input method*).

Dès lors qu'une perte sur contrat est connue et estimable de manière fiable, elle fait l'objet d'une provision pour perte à terminaison inscrite au passif du bilan en « Provisions courante ». La perte est reconnue en totalité quel que soit le degré d'avancement.

2.4.3.3. Résultats sur opérations faites en commun

Ils correspondent à la quote-part de résultats, provenant des sociétés en participation et *joint-ventures* non consolidées. À ce titre, ces résultats font partie intégrante du résultat opérationnel et sont présentés en « Autres produits et charges d'exploitation ».

2.4.3.4. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond à l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente, et de l'impôt. Les éventuelles dépréciations de goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel.

2.4.3.5. Produit de l'excédent financier net

Le produit de l'excédent financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'excédent financier net pendant la période (voir note 10.1 variation de l'excédent financier net), y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférents.

2.4.3.6. Autres produits et charges financiers

Il s'agit des produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie de l'excédent financier net.

2.4.4. INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change et de taux d'intérêt sur leur compte de résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à termes de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ;
- swaps de taux d'intérêt, achat de caps et de tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux, font l'objet d'états de reportings réguliers et spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

• Nature des risques auxquels le Groupe est exposé et principe de gestion de ces risques financiers

RISQUE DE CHANGE

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire.

Par ailleurs, les titres de participation des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

RISQUE DE TAUX

Le risque de taux porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable.

Le compte de résultat du Groupe peut être affecté par une baisse importante des taux d'intérêts européens. Afin de sécuriser la rémunération de la trésorerie excédentaire du Groupe, des opérations de swaps de taux d'intérêts peuvent être réalisées.

• Principes et règles de comptabilisation des opérations de couverture utilisées par le Groupe

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. Lorsque le caractère de couverture n'est pas démontré, toute la variation de valeur est portée en résultat.

Tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Cette juste valeur est la valeur de marché lorsque les instruments sont cotés, ou est déterminée grâce à des modèles de calcul et d'évaluation utilisant les données de marché (courbe de taux, cours de change, etc.).

Comme requis par la norme IFRS 9, il est tenu compte pour évaluer la juste valeur des instruments financiers dérivés du risque de crédit pour les instruments dérivés actifs et du risque de crédit propre pour les instruments dérivés passifs. Ces composantes n'ont pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE (CASH FLOW HEDGE)

La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'élément couvert ou d'une opération future.

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, la variation de valeur sur la partie de l'instrument de couverture que l'on détermine être une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres.

La partie de couverture qui est estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat.

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (FAIR VALUE HEDGE)

La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, la variation de valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée immédiatement en résultat. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat.

La juste valeur des éléments couverts correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET DANS UNE ENTITÉ ÉTRANGÈRE

La couverture d'un investissement net dans une entité étrangère correspond à la couverture du risque de change sur la part d'actif net détenue par la société consolidante dans cette entité.

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de conversion entre la devise et l'euro sont directement comptabilisés dans les capitaux propres. Quand l'instrument de couverture est un instrument dérivé, la variation de valeur sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres ; la partie inefficace étant comptabilisée immédiatement en résultat.

2.4.5. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

Il est présenté selon IAS 7 amendée et la recommandation de l'ANC n°2013-03 du 7 novembre 2013 (en méthode indirecte) et N°2016-01 du 2 décembre 2016.

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence sur la trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

2.4.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan font l'objet d'une synthèse en note 19.

2.4.7. EBITDA APRÈS LOYER

L'EBITDA après Loyer correspond au résultat opérationnel courant après Loyer (résultat opérationnel courant après prise en compte des charges d'intérêts sur obligations locatives) corrigé des dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, aux provisions et dépréciations ainsi que des effets liés aux prises et aux pertes de contrôle. Ces derniers concernent l'impact lié aux réévaluations des lots antérieurement détenus ou des lots conservés.

2.4.8. ENDETTEMENT / EXCÉDENT FINANCIER NET

L'endettement/excédent financier net résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque ;
- dettes financières non courantes et courantes ;
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

L'endettement/excédent financier net n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net.

2.4.9. CASH-FLOW LIBRE APRÈS VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Le cash-flow libre après variation du besoin en fonds de roulement est égal à la capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives.

Il est calculé après variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

2.4.10. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité présentée dans le tableau des flux de trésorerie résulte de :

- la variation des stocks et encours ;
- la variation des avances et acomptes versés ;
- la variation des créances clients et comptes rattachés ;
- la variation des actifs sur contrats clients ;
- la variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés ;
- la variation des passifs sur contrats clients ;
- la variation des provisions courantes ;
- la variation des autres éléments d'actif et de passif courants (hors impôts sur les sociétés, hors trésorerie nette et dettes financières courantes, hors instruments de couverture, hors obligations locatives courantes et hors créances et dettes sur immobilisations).

2.5. AUTRES INFORMATIONS

Comparabilité des états financiers :

L'impact des changements de périmètre intervenus entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019, ne remet pas en cause la comparabilité des états financiers consolidés entre eux, tels que présentés.

Dans le cadre d'IAS 1 révisée (présentation des états financiers), le Groupe présente les composantes du résultat net global sous la forme de deux états détaillés, et ce comme autorisé par l'IASB :

- a) Le compte de résultat net ;
- b) L'état des produits et charges comptabilisés intégrant les autres éléments du résultat global tels que les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres consolidés.

Bouygues Construction entre dans le périmètre de consolidation de la société Bouygues SA pour la présentation des comptes consolidés de cette dernière.

NOTE 3. ACTIF NON COURANT

3.1. SYNTHÈSE DES INVESTISSEMENTS CONSOLIDÉS NETS DE L'EXERCICE (EXPLOITATION ET FINANCIER)

	2019	2018 retraité
Acquisitions d'immobilisations corporelles	243	240
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	4	13
Investissements bruts opérationnels	247	253
Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	-	579
Investissements bruts consolidés	247	832
Cessions d'actifs non courants	(163)	(335)
Investissements nets consolidés	84	497

3.2. ACTIF NON COURANT : ANALYSE DES VARIATIONS NETTES DE L'EXERCICE

3.2.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

746 M€

Brut	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
31/12/2017 retraité	407	966	285	23	1 681
Flux 2018					
Écarts de conversion	5	14	4	(1)	22
Changements de périmètre	85	21	129	-	235
Investissements de l'exercice	16	96	47	81	240
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(3)	(165)	(38)	(28)	(234)
31/12/2018 retraité	510	932	427	75	1 944
Flux 2019					
Écarts de conversion	5	15	7	1	28
Changements de périmètre	3	-	(1)	-	2
Investissements de l'exercice	4	105	46	88	243
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(15)	(46)	(59)	(106)	(226)
31/12/2019	507	1 006	420	58	1 991
Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
31/12/2017 retraité	(155)	(716)	(212)	-	(1 083)
Flux 2018					
Écarts de conversion	(3)	(12)	(3)	-	(18)
Changements de périmètre	(31)	(17)	(76)	-	(124)
Dotations et reprises ⁽¹⁾	(17)	(120)	(34)	-	(171)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	3	138	32	-	173
31/12/2018 retraité	(203)	(727)	(293)	-	(1 223)
Flux 2019					
Écarts de conversion	(3)	(12)	(4)	-	(19)
Changements de périmètre	-	-	-	-	-
Dotations et reprises ⁽¹⁾	(20)	(112)	(41)	-	(173)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	7	121	42	-	170
31/12/2019	(219)	(730)	(296)	-	(1 245)
Net	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
31/12/2018 retraité	307	205	134	75	721
31/12/2019	288	276	124	58	746

(1) Dont perte de valeur en 2018 : 0

Dont perte de valeur en 2019 : 0

3.2.2. DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS

262 M€

Brut	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
31/12/2017 retraité	325	30	23	378
Flux 2018				
Écarts de conversion	3	-	1	4
Changements de périmètre	45	-	1	46
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	22	(5)	1	18
31/12/2018 retraité	395	25	26	446
Flux 2019				
Écarts de conversion	6	-	1	7
Changements de périmètre	2	-	-	2
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	(11)	33	(4)	18
31/12/2019	392	58	23	473
Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
31/12/2017 retraité	(158)	(16)	(11)	(185)
Flux 2018				
Écarts de conversion	(1)	-	-	(1)
Changements de périmètre	5	-	-	5
Dotations et reprises	(56)	(21)	(10)	(87)
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	37	25	9	71
31/12/2018 retraité	(173)	(12)	(12)	(197)
Flux 2019				
Écarts de conversion	(3)	-	-	(3)
Changements de périmètre	-	-	-	-
Dotations et reprises	(63)	(25)	(8)	(96)
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	61	16	8	85
31/12/2019	(178)	(21)	(12)	(211)
Net	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
31/12/2018 retraité	222	13	14	249
31/12/2019	214	37	11	262

3.2.3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

16 M€

Brut	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31/12/2017 retraité	-	139	33	172
Flux 2018				
Écarts de conversion	-	-	-	-
Changements de périmètre	-	(9)	(16)	(25)
Investissements de l'exercice	-	5	8	13
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	-	(16)	(1)	(17)
31/12/2018 retraité	-	119	24	143
Flux 2019				
Écarts de conversion	-	1	1	2
Changements de périmètre	-	-	-	-
Investissements de l'exercice	-	3	1	4
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	-	(1)	(1)	(2)
31/12/2019	-	122	25	147

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31/12/2017 retraité	-	(115)	(13)	(128)
Flux 2018				
Écarts de conversion	-	-	-	-
Changements de périmètre	-	5	4	9
Dotations et reprises ⁽¹⁾	-	(11)	(8)	(19)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	-	16	-	16
31/12/2018 retraité	-	(105)	(17)	(122)
Flux 2019				
Écarts de conversion	-	-	(1)	(1)
Changements de périmètre	-	-	-	-
Dotations et reprises ⁽¹⁾	-	(6)	(5)	(11)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	-	2	1	3
31/12/2019	-	(109)	(22)	(131)

Net	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31/12/2018 retraité	-	14	7	21
31/12/2019	-	13	3	16

(1) Dont perte de valeur en 2018 : 0
Dont perte de valeur en 2019 : 0

3.2.4. GOODWILL

1157 M€

	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	BTP	Énergies et services
31/12/2017 retraité	526	-	526	230	296
Flux 2018					
Changements de périmètre	508	-	508	43	465
Perte de valeur	-	-	-	-	-
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	10	-	10	-	10
31/12/2018 retraité	1044	-	1044	273	771
Flux 2019					
Changements de périmètre	81	-	81	-	81
Perte de valeur	-	-	-	-	-
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	32	-	32	7	25
31/12/2019	1157	-	1157	280	877

Les impacts sur le goodwill des ajustements complémentaires en 2019 du bilan d'ouverture d'Alpiq Engineering Services sont présentés dans la ligne « Changements de périmètre ».

	Alpiq Engineering Services
Prix d'acquisition (I)	439
Actifs nets acquis hors Goodwill (II)	
Actif non courant	(136)
Actif courant	(570)
Passif non courant	135
Passif courant	702
Affectation du prix d'acquisition (III)	
Écarts d'évaluation incorporels	-
Écarts d'évaluation corporels	-
Passif écarts d'évaluation (Impôts différés et autres)	-
Part non acquise	-
Goodwill définitif (I) + (II) + (III)	570
Écarts de conversion	28
Goodwill au 31/12/2019	598

3.2.5. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

397 M€

	Coentreprises et entités associées	Participations non consolidées	Autres actifs financiers non courants	Total	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés
31/12/2017 retraité	71	81	216	368	(69)	299	93
Flux 2018							
Écarts de conversion	-	1	2	3	-	3	-
Changements de périmètre	55	3	12	70	(3)	67	(4)
Investissements et augmentations diverses	-	15	45	60	-	60	3
Dotations et reprises	-	-	-	-	16	16	-
Cessions et réductions diverses	-	(63)	(38)	(101)	-	(101)	(8)
Virements de rubriques et autres mouvements	5	-	4	9	(3)	6	(1)
31/12/2018 retraité	131	37	241	409	(59)	350	83
Amortissements et dépréciations	(28)	-	(31)	(59)	-	-	-
Valeur nette au 31/12/2018 retraité	103	37	210	350	-	-	83
	Coentreprises et entités associées ⁽¹⁾	Participations non consolidées	Autres actifs financiers non courants	Total	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés ⁽²⁾
31/12/2018 retraité	131	37	241	409	(59)	350	83
Flux 2019							
Écarts de conversion	1	-	3	4	-	4	-
Changements de périmètre	4	-	-	4	-	4	1
Investissements et augmentations diverses	1	4	44	49	-	49	4
Dotations et reprises	-	-	-	-	5	5	-
Cessions et réductions diverses	(86)	(1)	(68)	(155)	-	-	(17)
Virements de rubriques et autres mouvements	73	-	(4)	69	-	69	-
31/12/2019	124	40	216	380	(54)	481	71
Amortissements et dépréciations	(19)	-	(35)	(54)	-	-	-
Valeur nette au 31/12/2019	105	40	181	326	-	-	71

(1) Y compris goodwill sur entités associées : 73 millions d'euros au 31 décembre 2019.

(2) Cf. note 7 de l'annexe.

3.2.6. COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES

105 M€

	Quote-Part de capitaux propres	Goodwill net sur coentreprises et entités associées	Valeur nette
31/12/2017 retraité	30	-	30
Flux 2018			
Écarts de conversion	-	-	-
Changements de périmètre	-	68	68
Investissements et autres augmentations	-	-	-
Résultat de l'exercice	(2)	-	(2)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	7	-	7
Perte de valeur	-	-	-
31/12/2018 retraité	35	68	103
Flux 2019			
Écarts de conversion	1	-	1
Changements de périmètre	-	5	5
Investissements et autres augmentations	1	-	1
Résultat de l'exercice	79	-	79
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(84)	-	(84)
Perte de valeur	-	-	-
31/12/2019	32	73	105

Principales entités	31/12/2018 retraité	Flux net 2019 ⁽¹⁾	31/12/2019	Dont quote-part de résultat et pertes de valeur
Entités associées				
STADE DE FRANCE	11	(2)	9	(2)
ZAIC	7	(7)	-	21
HERMES AIRPORT	-	-	-	27
TRANSJAMAICAN	-	-	-	32
VSL JAPON	2	-	2	-
AUTRES	-	1	1	1
Coentreprises				
AXIONE	76	7	83	4
VSL CHILI	2	-	2	-
TRANSINVEST GCC	-	-	-	(6)
AUTRES	5	3	8	2
Total	103	2	105	79

(1) Incluant : acquisitions / changements de périmètre / change / dividendes distribués / augmentations de capital / goodwill.

Pertes cumulées sur les coentreprises et entités associées non prises en compte : (10) M€

Pour les principales coentreprises et entités associées, les montants globaux au titre des éléments d'Actif et de Passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Montants à 100%	31/12/2019 Axione SAS	31/12/2018 retraité Axione SAS
Actif non courant ⁽¹⁾	87	56
Actif courant	209	167
Total Actif	296	223
Capitaux propres	19	15
Passif non courant	42	25
Passif courant	235	183
Total Passif	296	223
Chiffre d'affaires	257	n.a.
Résultat opérationnel	13	n.a.
Résultat net	9	n.a.

(1) Net de subventions reçues.

3.2.7. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

3.2.7.1. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

40 M€

Participations non consolidées ⁽¹⁾	31/12/2019		Total actif ⁽²⁾	Total passif courant et non courant ⁽²⁾	Total chiffre d'affaires ⁽²⁾	Résultats nets ⁽²⁾
	Juste valeur	% de détention				
Sociétés françaises						
BOUYGUES CONSTRUCTION AIRPORT CONCESSIONS EUROPE SAS	6	51 %	-	-	-	-
OPALE DEFENSE SAS	1	19 %	1 159	1 150	132	30
Filiales et participations françaises diverses	9	-	-	-	-	-
Sous-total	16	-	-	-	-	-
Sociétés étrangères						
CROSS YARRA PARTNERSHIP (AUSTRALIE)	16	10 %	1 717	1 734	754	-
RAVINALA AIRPORT SA	2	10 %	-	-	-	-
COREE PUSAN	1	7 %	560	34	87	(46)
Filiales et participations étrangères diverses	5	-	-	-	-	-
Sous-total	24	-	-	-	-	-
Total	40	-	-	-	-	-

Participations non consolidées ⁽¹⁾	31/12/2018 retraité		Total actif ⁽²⁾	Total passif courant et non courant ⁽²⁾	Total chiffre d'affaires ⁽²⁾	Résultats nets ⁽²⁾
	Juste valeur	% de détention				
Sociétés françaises						
OPALE DEFENSE SAS	2	19 %	1 102	1 092	153	2
Filiales et participations françaises diverses	8	-	-	-	-	-
Sous-total	10	-	-	-	-	-
Sociétés étrangères						
CROSS YARRA PARTNERSHIP (AUSTRALIE)	14	10 %	774	654	556	-
LUMESA (SUISSE)	3	47 %	4	-	3	-
COREE PUSAN	1	14 %	596	35	81	(43)
Filiales et participations étrangères diverses	9	-	-	-	-	-
Sous-total	27	-	-	-	-	-
Total	37	-	-	-	-	-

(1) Non consolidées compte tenu :

- de l'absence de contrôle ou d'influence du Groupe sur ces entités ;
- d'une contribution potentielle aux états financiers consolidés non significative.

(2) Suivant informations annuelles disponibles.

3.2.7.2. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Ils incluent les rubriques principales ci-après :

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Créances rattachées à des participations	51	79
Prêts et créances immobilisés	105	89
Autres immobilisations financières	25	42
• Dépôts et cautionnements	23	27
• Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	2	15

3.2.7.3. RÉPARTITION PAR NATURE DES PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES ET DES AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

221 M€

	Instruments financiers de capitaux propres		Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers au coût amorti	Total
	À la juste valeur par OCI	À la juste valeur par résultat			
31/12/2018 retraité	4	33	15	195	247
Flux 2019	5	(2)	(13)	(16)	(26)
31/12/2019	9	31	2	179	221
Échéance à moins d'1 an	-	-	-	9	9
Échéance entre 1 et 5 ans	-	-	-	37	37
Échéance supérieure à 5 ans	9	31	2	133	175

3.2.7.4. RÉPARTITION PAR NIVEAU DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

	Niveau 1 Cours cotés	Niveau 2 Données observables	Niveau 3 Données non observables	31/12/2019
Actifs financiers à la juste valeur par OCI	-	-	9	9
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	33	33
Trésorerie nette	4 204	-	-	4 204
Instruments financiers actifs et passifs court terme	(10)	-	-	(10)

NOTE 4. ACTIF COURANT

4.1. STOCKS

286 M€

	31/12/2019			31/12/2018 retraité		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks de matières premières et produits finis	282	(25)	257	263	(19)	244
Stocks sur opérations immobilières	33	(4)	29	38	(6)	32
Total	315	(29)	286	301	(25)	276

Dépréciations de stocks	Dotations de l'exercice		Reprise de l'exercice	
	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité
Dépréciations de stocks de matières premières et produits finis	(7)	(6)	1	6
Dépréciations de stocks sur opérations immobilières	-	(1)	2	-
Total	(7)	(7)	3	6

4.2. AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES

155 M€

	31/12/2019			31/12/2018 retraité		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	155	-	155	188	-	188
Total	155	-	155	188	-	188

4.3. CLIENTS, ACTIFS D'IMPÔTS ET AUTRES CRÉANCES COURANTES

4 343 M€

	31/12/2019			31/12/2018 retraité		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients et comptes rattachés	2 384	(241)	2 143	2 562	(223)	2 339
Actifs sur contrats clients	1 078	-	1 078	862	-	862
Actifs d'impôt courants	110	-	110	125	-	125
Autres créances courantes	1 077	(65)	1 012	1 024	(85)	939
• Autres créances opérationnelles (Personnel/ Organismes sociaux/État/ Autres créances)	490	(4)	486	489	(5)	484
• Créances diverses (Comptes courants, etc.)	496	(61)	435	453	(80)	373
• Charges constatées d'avance	91	-	91	82	-	82
Total	4 649	(306)	4 343	4 573	(308)	4 265

4.4. ACTIFS SUR CONTRATS CLIENTS

1 078 M€

	31/12/2018 retraité	Flux 2019			31/12/2019
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Variations liées à l'activité	
Coût d'obtention des contrats clients	-	-	-	-	-
Coût d'exécution des contrats clients	-	-	-	-	-
Écarts liés à l'avancement des contrats	862	9	237	(30)	1 078
Actifs sur contrats clients	862	9	237	(30)	1 078

4.5. RÉPARTITION DES CRÉANCES CLIENTS NETTES ENTRE ENCOURS NON ÉCHUS ET ÉCHUS

	Encours non échus	Encours échus			Total
		0 à 6 mois	6 à 12 mois	> 12 mois	
Créances clients et comptes rattachés	1 489	445	79	371	2 384
Dépreciations des créances clients et comptes rattachés	(14)	(3)	(8)	(216)	(241)
Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2019	1 475	442	71	155	2 143
Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2018 retraité	1 666	467	77	129	2 339

4.6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

4 629 M€

	31/12/2019			31/12/2018 retraité		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Bouygues Relais	1 841	-	1 841	1 617	-	1 617
Uniservice	1 688	-	1 688	2 020	-	2 020
By Construction Relais	23	-	23	28	-	28
Autres disponibilités	1 077	-	1 077	986	-	986
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	1	-	1
Total	4 629	-	4 629	4 652	-	4 652

	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Autres devises Europe	Dollar US	Dollar canadien	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Dollar australien	Autres devises	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018 retraité
Disponibilités	2 334	425	576	29	240	16	412	37	409	151	4 629	4 651
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Total 31/12/2019	2 334	425	576	29	240	16	412	37	409	151	4 629	
Total 31/12/2018 retraité	2 182	298	543	39	321	23	711	48	309	178		4 652

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont valorisés à leur juste valeur et peuvent être facilement convertis en numéraire. La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Disponibilités	4 629	4 651
Valeurs mobilières de placement	-	1
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	4 629	4 652
Concours bancaires courants et Soldes créditeurs de banque	(425)	(493)
Total trésorerie nette	4 204	4 159

NOTE 5. CAPITAUX PROPRES

5.1. CAPITAL DE BOUYGUES CONSTRUCTION S.A.

127 967 250 €

Au 31 décembre 2019, le capital social de Bouygues Construction SA est constitué de 1 706 230 actions d'une valeur nominale de 75 €, dont l'évolution sur l'année 2019 est la suivante :

	31/12/2018 retraité	Flux 2019		31/12/2019
		Augmentation	Réduction	
Actions	1 706 230	-	-	1 706 230
Nombre de titres	1 706 230	-	-	1 706 230
Nominal en euros	75	-	-	75
Capital en euros	127 967 250	-	-	127 967 250

5.2. OPÉRATIONS AFFECTÉES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

5.2.1. ANALYSE DE LA RUBRIQUE « PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES »

(102) M€

	31/12/2018 retraité	Flux 2019	31/12/2019
Réserves des écarts actuariels (nettes d'impôts)	(68)	(33)	(101)
Réserves de variation de juste valeur sur instruments de capitaux propres (nettes d'impôts)	(1)	(1)	(2)
Réserves de conversion des filiales intégrées	11	(2)	9
Réserves de variation de juste valeur sur instruments financiers de couverture (nettes d'impôts)	(3)	(5)	(8)
Quote-part des retraitements sur mises en équivalence	(5)	5	-
Total Part Groupe	(66)	(36)	(102)

5.2.2. RÉSERVES DE CONVERSION (PART GROUPE)

10 M€

Les réserves de conversion sont générées depuis le 1^{er} janvier 2004, le Groupe ayant pris l'option de les mettre à zéro à cette date conformément à IFRS 1.

Les réserves de conversion incluent la variation de change cumulée des coentreprises et entités associées.

Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2019 déterminés sur les sociétés étrangères dont les états financiers sont exprimés en :

Devises	31/12/2018 retraité	Flux 2019	31/12/2019
Livre sterling	12	(1)	11
Franc suisse	3	(1)	2
Dollar US	(7)	-	(7)
Dollar de Hong Kong	-	2	2
Dollar de Singapour	1	1	2
Dollar Australien	8	1	9
Autres devises	(6)	(3)	(9)
Total	11	(1)	10

NOTE 6. PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

6.1. PROVISIONS NON COURANTES

857 M€

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données SAV	Risques sur participations	Risques divers étranger	Autres prov. non courantes	Total
31/12/2017 retraité	210	134	295	10	24	56	729
Flux 2018							
Écarts de conversion	-	-	1	-	-	1	2
Virements de rubriques et autres mouvements	-	(1)	(3)	8	(7)	(5)	(8)
Changements de périmètre	74	2	13	-	-	-	89
Gains et pertes actuariels	20	-	-	-	-	-	20
Dotations	14	37	83	2	13	22	171
Reprises utilisées	(21)	(13)	(56)	-	(2)	(5)	(97)
Reprises non utilisées	(1)	(39)	(32)	-	(4)	(19)	(95)
31/12/2018 retraité	296	120	301	20	24	50	811
Flux 2019							
Écarts de conversion	2	-	4	-	-	-	6
Virements de rubriques et autres mouvements	-	-	1	16	3	(2)	18
Changements de périmètre	28	(1)	2	-	-	-	29
Gains et pertes actuariels	38	-	-	-	-	-	38
Dotations	50	20	80	1	15	9	175
Reprises utilisées	(56)	(30)	(50)	-	(7)	(9)	(152)
Reprises non utilisées	(1)	(26)	(28)	(1)	(2)	(10)	(68)
31/12/2019	357	83	310	36	33	38	857

6.2. PROVISIONS COURANTES

742 M€

	Provisions risques sur chantiers terminés	Provisions charges de fin de chantier	Provisions pour pertes à terminaison	Autres provisions courantes	Total
31/12/2017 retraité	58	203	180	88	529
Flux 2018					
Écarts de conversion	1	3	(4)	2	2
Virements de rubriques et autres mouvements	2	11	(13)	3	3
Changements de périmètre	-	9	67	6	82
Dotations	12	119	125	40	296
Reprises utilisées	(5)	(63)	(73)	(26)	(167)
Reprises non utilisées	(15)	(41)	(30)	(11)	(97)
31/12/2018 retraité	53	241	252	102	648
Flux 2019					
Écarts de conversion	1	3	3	2	9
Virements de rubriques et autres mouvements	(15)	(5)	(45)	-	(65)
Changements de périmètre	-	-	28	(1)	27
Dotations	48	119	195	69	431
Reprises utilisées	(4)	(81)	(109)	(22)	(216)
Reprises non utilisées	(7)	(40)	(32)	(13)	(92)
31/12/2019	76	237	292	137	742

NOTE 7. ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

7.1. ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

71 M€

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2018 retraité	Flux 2019		31/12/2019
		Charges nettes	Autres flux	
Impôts différés Actif	83	(16)	4	71

7.2. RÉPARTITION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIF PAR ACTIVITÉ

	Actif d'impôt différé 31/12/2018 retraité	Changements de périmètre	Écart de conversion	Flux 2019		Autres mouvements	Actif d'impôt différé 31/12/2019
				Produits	Charges		
(A) Déficits fiscaux							
BTP	1	-	-	-	(1)	-	-
ÉNERGIES ET SERVICES	12	-	-	15	(5)	-	22
Sous-total	13	-	-	15	(6)	-	22
(B) Différences temporaires ⁽¹⁾							
BTP	61	-	-	3	(9)	2	57
ÉNERGIES ET SERVICES	9	1	-	6	(25)	1	(8)
Sous-total	70	1	-	9	(34)	3	49
Total IDA	83	1	-	24	(40)	3	71

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

7.3. PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

18 M€

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2018 retraité	Flux 2019		31/12/2019
		Produits nets	Autres flux	
Impôts différés Passif	21	(1)	(2)	18

7.4. RÉPARTITION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIF PAR ACTIVITÉ

	Passif d'impôt différé 31/12/2018 retraité	Changements de périmètre	Écart de conversion	Flux 2019		Autres mouvements	Passif d'impôt différé 31/12/2019
				Produits	Charges		
(A) Déficits fiscaux							
BTP	-	-	-	(2)	-	-	(2)
ÉNERGIES ET SERVICES	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	(2)	-	-	(2)
(B) Différences temporaires⁽¹⁾							
BTP	14	-	-	-	5	(1)	18
ÉNERGIES ET SERVICES	7	-	-	(5)	1	(1)	2
Sous-total	21	-	-	(5)	6	(2)	20
Total IDP	21	-	-	(7)	6	(2)	18

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

7.5. PRINCIPALES SOURCES D'IMPÔTS DIFFÉRÉS PAR NATURE

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
IDA	71	83
Avantages au personnel	40	38
Provisions fiscalement non déductibles temporairement	35	31
Déficits fiscaux	22	13
Autres sources d'IDA	(26)	1
IDP	18	21
Total	53	62

7.6. DÉLAI DE RÉCUPÉRATION ESTIMÉ DES ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

31 décembre 2019	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
IDA	43	3	25	71

7.7. ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ NON COMPTABILISÉS

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Régime d'intégration fiscale Groupe Bouygues	85	96
Autres actifs	284	157
Total	369	253

NOTE 8. DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

8.1. RÉPARTITION DES EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS PAR ÉCHÉANCE

1 091 M€

Dettes financières	Courantes		Non courantes						Total 31/12/2019	Total 31/12/2018 retraité
	0 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et +		
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	3	-	-	-	-	-	-	3	-
Emprunts et dettes financières divers	5	-	2	2	3	4	4	15	35	38
Emprunt participatif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt Uniservice	1	-	-	7	550	495	-	-	1 053	1 001
Total emprunts portant intérêt	6	3	2	9	553	499	4	15	1 091	
Total 31/12/2018 retraité	9	2	11	5	28	979	2	3		1 039

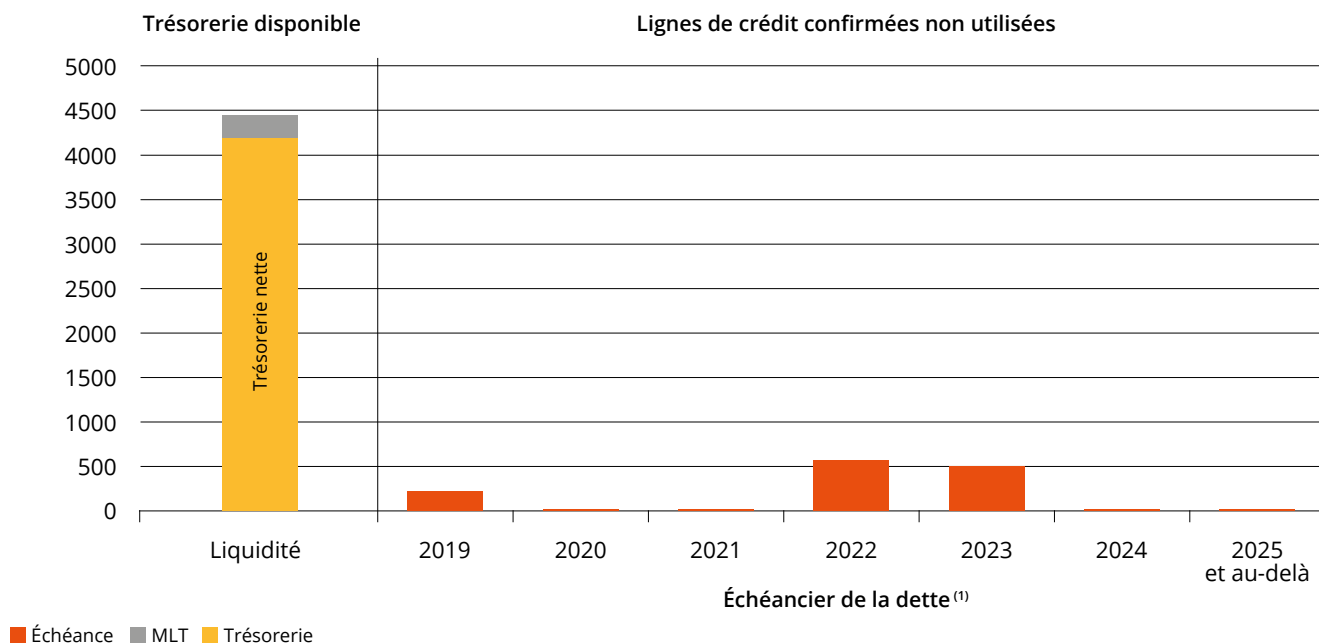
8.2. LIGNES DE CRÉDIT CONFIRMÉES/UTILISÉES

	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	- 1 an	1 à 5 ans	Au-delà	Total	- 1 an	1 à 5 ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3	-	-	3	3	-	-	3
Emprunts et dettes financières divers ⁽¹⁾	177	1 116	19	1 312	6	1 063	19	1 088
Emprunt participatif	-	-	-	-	-	-	-	-
Intra-groupe	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	180	1 116	19	1 315	9	1 063	19	1 091

(1) Lignes de crédit confirmées et non utilisées : 224 M€.

8.3. LIQUIDITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Au 31 décembre 2019, la trésorerie nette s'élève à 4 204 M€ auxquels s'ajoute un montant de 224 M€ de lignes de crédit confirmées et non utilisées à cette date.



(1) Dettes financières non courantes (1 082 M€) et dettes financières courantes (9 M€).

Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par le groupe Bouygues Construction ne comportent aucun covenant financier ni aucun trigger event.

8.4. RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE COURANTE ET NON COURANTE PAR NATURE DE TAUX

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Dettes à taux fixé ⁽¹⁾	-	-
Dettes à taux variable	100 %	100 %

(1) Dettes à taux fixé pour plus d'un an.

8.5. RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVISES

	Zone Europe										
	Euro	Livre Sterling	Franc Suisse	Autres devises Europe	Dollar US	Dollar Canadien	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Dollar Australien	Autres devises	Total
Long terme 31/12/2019	45	127	589	36	97	119	8	-	61	-	1082
Court terme 31/12/2019	2	-	-	-	-	-	1	1	-	5	9
Long terme 31/12/2018	47	121	567	35	93	112	9	-	44	-	1028
Court terme 31/12/2018	3	-	-	-	-	-	2	-	-	6	11

NOTE 9. OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES

9.1. RÉPARTITION DES OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES PAR ÉCHÉANCE

	Obligations locatives courantes			Obligations locatives non courantes						Total échéance à plus d'un an
	0 à 3 mois	3 à 12 mois	Total échéance à moins d'un an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et +	
Total 31/12/2019	24	73	97	59	40	35	26	21	35	216
Total 31/12/2018 retraité	19	58	77	54	42	35	30	20	41	222

9.2. VARIATION DES OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES

313 M€

	31/12/2018 retraité	Écarts de conversion	Changements de périmètre	Flux de Trésorerie	Nouveaux contrats de location nets de cessions	Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	31/12/2019
Obligations locatives non courantes	222	5	2	-	(13)	-	216
Obligations locatives courantes	77	1	-	(98)	117	-	97
Total obligations locatives	299	6	2	(98)	104	-	313

NOTE 10. PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

10.1. VARIATIONS DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

	31/12/2018 retraité	Flux de Trésorerie	Changements de périmètre	Écarts de conversion	Variation des justes valeurs	Autres variations	31/12/2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 652	(90)	(8)	78	-	(3)	4 629
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	(493)	71	(3)	(2)	-	2	(425)
Trésorerie nette (A)	4 159	(19)⁽¹⁾	(11)⁽¹⁾	76⁽¹⁾	-	(1)⁽¹⁾	4 204
Dettes financières non courantes	(1 028)	(15) ⁽²⁾	-	(39)	-	-	(1 082)
Dettes financières courantes	(11)	1 ⁽²⁾	(1)	-	-	2	(9)
Instruments financiers - couverture des dettes financières	(1)	-	-	-	1	-	-
Endettement financier brut (B)	(1 040)	(14)	(1)	(39)	1	2	(1 091)
Excédent financier net (A) + (B)	3 119	(33)	(12)	37	1	1	3 113

(1) Flux nets de trésorerie sur l'exercice 2019 de 46 millions d'euros analysés au tableau des flux de trésorerie.

(2) Flux nets de trésorerie lié aux dettes financières courantes et non courantes sur l'exercice 2019 de 14 millions d'euros analysés au tableau des flux de trésorerie se décomposant en une augmentation de 32 millions d'euros et en une diminution de (18) millions d'euros.

10.2. PRINCIPALES VARIATIONS DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET AU COURS DE L'EXERCICE 2019

3 113 M€

Excédent financier net au 31/12/2018 retraité	3 119
Générées par l'activité	336
Liées aux opérations d'investissement	(81)
Dividendes versés	(220)
Produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives	9
Changements de périmètre sur l'endettement financier brut	(1)
Change sur la trésorerie nette et l'endettement financier brut	37
Remboursement des obligations locatives	(98)
Cession titres sans perte de contrôle	10
Autres	2
Excédent financier net au 31/12/2019	3 113

NOTE 11. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIFS COURANTS

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Impôts courants	136	93
Fournisseurs et comptes rattachés	3 039	3 108
Passifs sur contrats clients	2 638	2 688
Autres passifs courants	1 750	1 738
Dettes personnel et organismes sociaux	490	490
État et collectivités publiques	616	622
Autres dettes courantes	644	626
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	425	493

11.1. PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS

2 638 M€

	31/12/2018 retraité	Flux 2019			31/12/2019
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Variations liées à l'activité	
Avances et acomptes reçus sur commandes	805	11	1	(123)	694
Produits constatés d'avance sur contrats clients	1 883	37	12	12	1 944
Passifs sur contrats clients	2 688	48	13	(111)	2 638

11.2. CONCOURS BANCAIRES COURANTS ET SOLDES CRÉDITEURS DE BANQUE

425 M€

	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Autres devises Europe	Dollar US	Dollar canadien	Dollar de Hong Kong	Dollar Singapour	Dollar australien	Autres devise	Total
Répartition par devises au 31/12/2019	93	29	150	2	3	24	68	1	-	55	425
Répartition par devises au 31/12/2018 retraité	108	40	137	9	2	25	117	-	6	49	493

(1) Les autres devises concernent principalement le Franc CFA pour 28 millions d'euros en 2019 et pour 29 millions d'euros en 2018.

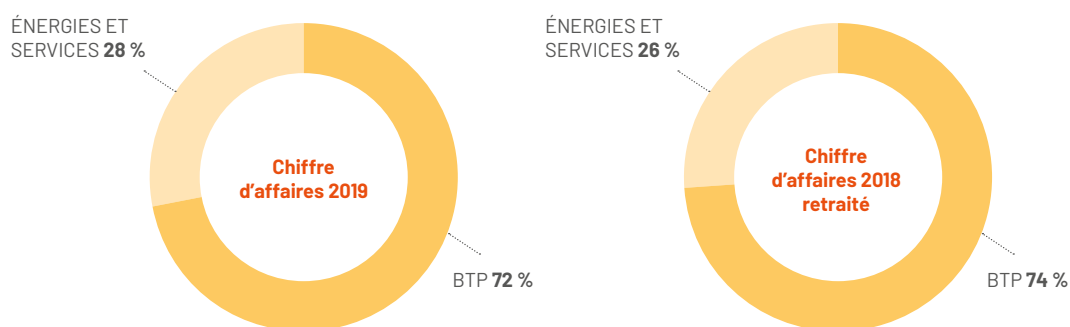
NOTE 12. CHIFFRE D'AFFAIRES

12.1. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

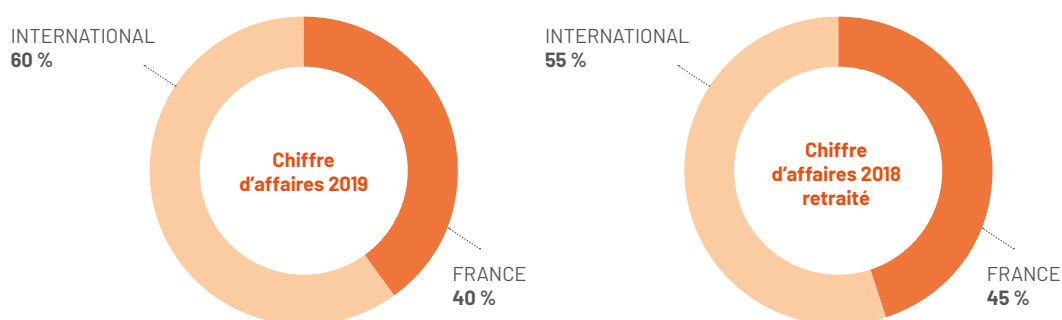
Activité	Année 2019			4 ^e trimestre 2019		
	France	International	Total	France	International	Total
BTP	4 036	5 573	9 609	1 090	1 392	2 482
Énergies et services	1 284	2 462	3 746	352	622	974
Chiffres d'affaires	5 320	8 035	13 355	1 442	2 014	3 456

Activité	Année 2018 retraitée			4 ^e trimestre 2018 retraité		
	France	International	Total	France	International	Total
BTP	4 157	5 039	9 196	1 104	1 335	2 439
Énergies et services	1 442	1 720	3 162	406	924	1 330
Chiffres d'affaires	5 599	6 759	12 358	1 510	2 259	3 769
% d'évolution 2019 / 2018	-5%	19%	8%	-	-	-

PAR ACTIVITÉ



PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



12.2. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	Chiffre d'affaires 2019		Chiffre d'affaires 2018 retraité	
	Total	%	Total	%
France	5 320	39,8%	5 599	45,3 %
Union européenne	2 050	15,4%	1 557	12,6 %
Autres pays d'Europe	1 889	14,1%	1 590	12,9 %
Afrique	474	3,5%	463	3,7 %
Moyen Orient	125	0,9%	111	0,9 %
Amériques	896	6,7%	769	6,2 %
Asie / Pacifique / Océanie	2 601	19,5%	2 269	18,4 %
Total	13 355	100,0%	12 358	100,0 %

Le chiffre d'affaires réalisé en 2019 au sein de l'Union européenne hors France est constitué pour 64 % par le Royaume-Uni. Il s'agit d'une activité réalisée localement et qui n'est pas exposée de manière significative aux aléas affectant les importations et les exportations.

12.3. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR NATURE DE MARCHÉS

Nature de marchés	2019			2018 retraité		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics ⁽¹⁾	40 %	33 %	36 %	37 %	36 %	36 %
Marchés privés	60 %	67 %	64 %	63 %	64 %	64 %

(1) Chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État, collectivités locales et entreprises publiques en France et à l'étranger.

12.4. CARNET DE COMMANDES

	31/12/2018 retraité	Flux 2019				31/12/2019
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Prises de commandes	CA comptabilisé	
Total du carnet de commandes	22 183	280	184	12 308	(13 355)	21 600
dont maturité inférieure à 1 an	9 855	-	-	-	-	10 049
dont maturité comprise entre 1 et 5 ans	9 814	-	-	-	-	9 330
dont maturité supérieure à 5 ans	2 514	-	-	-	-	2 221

Le carnet de commandes représente le volume d'activité traitée restant à réaliser pour les opérations ayant fait l'objet d'une prise de commande ferme, c'est-à-dire dont le contrat a été signé et est entré en vigueur (après l'obtention de l'ordre de service et la levée des conditions suspensives).

NOTE 13. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET EBITDA APRÈS LOYER

13.1. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

355 M€

	2019	2018 retraité
Résultat opérationnel courant	378	378
Autres produits opérationnels	-	-
Autres charges opérationnelles	(23)	(4)
Résultat opérationnel	355	374

13.2. EBITDA APRÈS LOYER

591 M€

	2019	2018 retraité
Résultat opérationnel courant	378	378
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(11)	(11)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :		
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(184)	(189)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(271)	(214)
Retraitement des autres produits d'exploitation :		
Reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres	231	280
EBITDA après Loyer	591	490

NOTE 14. PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

14.1. DÉCOMPOSITION DU PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

20 M€

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Coût de l'endettement financier brut	(13)	(9)
• Charges d'intérêt nettes sur dettes financières	(13)	(9)
• Impacts des instruments financiers sur endettement financier brut	-	-
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	33	26
• Produits d'intérêt nets sur trésorerie et équivalents de trésorerie	33	25
• Impacts des instruments financiers sur trésorerie et équivalents de trésorerie	-	1
Produit de l'excédent financier net	20	17

14.2. DÉCOMPOSITION DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

11 M€

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Dividendes sur titres non consolidés	7	31
(Dotations)/Reprises financières nettes	(5)	2
Charges d'actualisation nettes	-	-
Variation de juste valeur des autres actifs et passifs financiers	7	2
Abandons de comptes courants, plus et moins values sur cessions de titres non consolidés et autres actifs financiers, intérêts nets hors endettement et divers	2	4
Total autres produits et charges financiers	11	39

FAITS MARQUANTS

RAPPORT DE GESTION

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

COMPTES INDIVIDUELS

NOTE 15. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

15.1. DÉCOMPOSITION DE LA CHARGE NETTE D'IMPÔTS

(128) M€

	31/12/2019			31/12/2018 retraité		
	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(24)	(85)	(109)	(39)	(58)	(97)
Impositions différées passif ⁽¹⁾	(3)	4	1	(1)	-	(1)
Impositions différées actif ⁽¹⁾	(13)	(3)	(16)	(9)	1	(8)
Impôts sur distributions	-	(4)	(4)	-	(3)	(3)
Total	(40)	(88)	(128)	(49)	(60)	(109)

(1) dont impôts différés afférents aux différences temporelles
 dont impôts différés afférents aux déficits
 dont impôts différés afférents à une variation du taux d'imposition ou à de nouveaux impôts

2019	2018 retraité
(23)	(3)
12	(4)
(4)	(2)

15.2. RAPPROCHEMENT ENTRE TAUX THÉORIQUE D'IMPÔT ET TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (PREUVE D'IMPÔT)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2019	2018 retraité
Résultat net	326	308
Neutralisation		
Impôt	128	109
Résultat des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-	-
Résultat des coentreprises et entités associées	(79)	2
Résultat des activités intégrées poursuivies avant impôts	375	419
Taux d'imposition théorique en France	34,43 %	34,43 %
Différences de taux France / Étranger	(16,05 %)	(11,16 %)
Effets liés à la non reconnaissance des reports déficitaires et autres décalages temporels : création (utilisation)	13,75 %	10,17 %
Effets des différences permanentes	2,55 %	4,41 %
Impôts à taux forfaitaires et à taux réduits	(2,16 %)	(9,94 %)
Écart de taux sur plus values de cessions	1,06 %	(2,13 %)
Impôts de distribution	0,92 %	0,83 %
Autres	(0,49 %)	(0,58 %)
Taux effectif d'imposition	34,01 %	26,03 %

NOTE 16. RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat net des activités poursuivies par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2019 à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle, soit 1 706 230 actions.

	2019	2018 retraité
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe	325 M€	296 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	1 706 230	1 706 230
Résultat net des activités poursuivies par action en euros	190,24 €	172,90 €

Le résultat net des activités poursuivies dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation compte tenu de la conversion de toutes les actions potentielles pouvant avoir un effet dilutif. Le résultat est identique, il n'existe pas d'instruments dilutifs.

	2019	2018 retraité
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe	325 M€	296 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation pour la détermination du résultat net des activités poursuivies dilué par action	1 706 230	1 706 230
Résultat net des activités poursuivies dilué par action en euros	190,24 €	172,90 €

NOTE 17. INFORMATION SECTORIELLE

17.1. ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

	BTP	Énergies et Services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			
			31/12/2019
Activités de construction	9 714	-	9 714
Activités énergies et services	-	3 808	3 808
Chiffre d'affaires total	9 714	3 808	13 522
Chiffre d'affaires intersecteurs	(105)	(62)	(167)
Chiffre d'affaires net avec clients externes	9 609	3 746	13 355
Résultat opérationnel courant	297	81	378
Résultat opérationnel courant après Loyer⁽¹⁾	290	77	367
Autres produits opérationnels	-	-	-
Autres charges opérationnelles	(18)	(5)	(23)
Résultat opérationnel	279	76	355
Résultat opérationnel après Loyer⁽¹⁾	272	72	344
Coût de l'endettement financier net (-) / produit de l'excédent financier net (+)	20	-	20
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(7)	(4)	(11)
Impôts	(116)	(12)	(128)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	75	4	79
Résultat net des activités poursuivies	271	55	326
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-	-	-
Résultat net	271	55	326
Résultat net part du Groupe	270	55	325
EBITDA APRÈS LOYER			
Résultat opérationnel après Loyer⁽¹⁾	290	77	367
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :			
• Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	154	30	184
• Dotations nettes aux provisions et dépréciations	212	59	271
Retraitement des autres produits d'exploitation :			
• Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(161)	(70)	(231)
EBITDA après Loyer	495	96	591
BILAN			
Coentreprises et entités associées	22	83	105
Provisions non courantes	633	224	857
Provisions courantes	571	171	742
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 081	548	4 629
Dettes financières non courantes	808	274	1 082
Dettes financières courantes	7	2	9
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	366	59	425
Instruments financiers - Couverture des dettes financières (actif/passif)	-	-	-
Excédent/(endettement) financier net	2 900	213	3 113
AUTRES INDICATEURS FINANCIERS			
Capacité d'autofinancement après produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés (I)	372	119	491
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes (II)	(161)	15	(146)
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (III)	(191)	2	(189)
Remboursement des obligations locatives (IV)	(67)	(31)	(98)
Cash-flow libre après variation du besoin en fonds de roulement (I) + (II) + (III) + (IV)	(47)	105	58

(1) Le résultat opérationnel courant après Loyer et le résultat opérationnel après Loyer sont calculés à partir du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel pour y intégrer les charges d'intérêts sur obligations locatives calculées conformément à IFRS 16.

17.2. ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

	BTP	Énergies et Services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			31/12/2018 retraité
Activités de construction	9 299	-	9 299
Activités énergies et services	-	3 233	3 233
Chiffre d'affaires total	9 299	3 233	12 532
Chiffre d'affaires intersecteurs	(103)	(71)	(174)
Chiffre d'affaires net avec clients externes	9 196	3 162	12 358
Résultat opérationnel courant	392	(14)	378
Résultat opérationnel courant après Loyer⁽¹⁾	385	(18)	367
Autres produits opérationnels	-	-	-
Autres charges opérationnelles	(4)	-	(4)
Résultat opérationnel	388	(14)	374
Résultat opérationnel après Loyer⁽¹⁾	381	(18)	363
Coût de l'endettement financier net (-) / produit de l'excédent financier net (+)	24	(7)	17
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(7)	(4)	(11)
Impôts	(104)	(5)	(109)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	(2)	-	(2)
Résultat net des activités poursuivies	340	(32)	308
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-	-	-
Résultat net	340	(32)	308
Résultat net part du Groupe	328	(32)	296
EBITDA APRÈS LOYER			
Résultat opérationnel courant après Loyer⁽¹⁾	385	(18)	367
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :			
• Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	163	26	189
• Dotations nettes aux provisions et dépréciations	154	60	214
Retraitement des autres produits d'exploitation :			
• Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres ⁽²⁾	(215)	(65)	(280)
EBITDA après Loyer	487	3	490
BILAN			
Coentreprises et entités associées	27	76	103
Provisions non courantes	638	173	811
Provisions courantes	494	154	648
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 190	462	4 652
Dettes financières non courantes	767	261	1 028
Dettes financières courantes	10	1	11
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	404	89	493
Instruments financiers - Couverture des dettes financières (actif/passif)	(1)	-	(1)
Excédent/(endettement) financier net	3 008	111	3 119
AUTRES INDICATEURS FINANCIERS			
Capacité d'autofinancement après produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés (I)	490	(101)	389
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes (II)	382	(96)	286
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (III)	(176)	(25)	(201)
Remboursement des obligations locatives (IV)	(66)	(20)	(86)
Cash-flow libre après variation du besoin en fonds de roulement (I) + (II) + (III) + (IV)	630	(242)	388

(1) Le résultat opérationnel courant après Loyer et le résultat opérationnel après Loyer sont calculés à partir du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel pour y intégrer les charges d'intérêts sur obligations locatives calculées conformément à IFRS 16.

(2) Dont revalorisation de 54 M€ de la participation conservée dans Axione après la cession de 49 % des parts (secteur Energies & Services).

17.3. ANALYSE SECTORIELLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	France et DOM	Union européenne	Autres pays d'Europe	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
--	------------------	---------------------	-------------------------	---------	------------------------------	-----------	--------------	-------

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2019

Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	547	74	166	64	127	28	2	1 008
Immobilisations incorporelles	11	5	-	-	-	-	-	16

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE 2019

Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	92	7	16	27	98	6	1	247
---	----	---	----	----	----	---	---	-----

(1) Y compris les droits d'utilisation des actifs loués.

	France et DOM	Union européenne	Autres pays d'Europe	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
--	------------------	---------------------	-------------------------	---------	------------------------------	-----------	--------------	-------

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ

Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	532	75	197	48	82	31	5	970
Immobilisations incorporelles	11	7	3	-	-	-	-	21

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE 2018 RETRAITÉ

Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	119	6	31	33	45	18	1	253
---	-----	---	----	----	----	----	---	-----

(1) Y compris les droits d'utilisation des actifs loués.

NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent au 31 décembre 2019 la somme des encours notionnels de chaque type de produits utilisé, avec répartition par maturité résiduelle et par devise.

18.1. COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX ET DU RISQUE DE CHANGE

18.1.1. ANALYSE PAR ACTIVITÉ

(chiffres en M€)	BTP	Énergies et Services	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018 retraité
Achats à terme	421	43	464	419
Ventes à terme	406	54	460	421
Swaps de change	18	2	20	46
Swaps de taux ⁽¹⁾	-	-	-	11
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-
Total	845	99	944	897

(1) En 2018 : Bouygues Construction Relais 0,2 M€ (montant initial de 3 M€ amortissable au taux fixe payé de 0,77 %) et Bouygues Development Ltd 11 M€ au taux fixe payé de 0,81 %.
Ces couvertures ont pris fin sur l'année 2019.

18.1.2. ANALYSE PAR ÉCHÉANCE ET PAR DEVISE D'ORIGINE

(chiffres en M€)	Date d'échéance				Devise d'origine						
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	EUR	CHF	GBP	USD	HKD	AUD	Autres
Achats à terme	412	52	-	464	214	11	1	45	2	118	73
Ventes à terme	416	43	-	459	14	108	68	153	56	16	44
Swaps de change	20	1	-	21	4	-	-	12	1	-	4
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	848	96	-	944	232	119	69	210	59	134	121

18.2. VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Dérivés à l'actif (en M€)	Devise d'origine							Couv. de juste valeur	Couv. flux de trésor	Couv. inv. net à l'étranger
	EUR	CHF	GBP	USD	AUD	Autres	Total			
Achats à terme	1	-	-	-	2	-	3	-	3	-
Ventes à terme	1	-	-	1	-	-	2	-	2	-
Swaps de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total à l'actif	2	-	-	1	2	-	5	-	5	-

Dérivés au passif (en M€)	Devise d'origine							Couv. de juste valeur	Couv. flux de trésor	Couv. inv. net à l'étranger
	EUR	CHF	GBP	USD	AUD	Autres	Total			
Achats à terme	(7)	-	-	-	-	-	(7)	-	(7)	-
Ventes à terme	-	(2)	(1)	(5)	-	-	(8)	-	(8)	-
Swaps de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total au passif	(7)	(2)	(1)	(5)	-	-	(15)	-	(15)	-
Total net	(5)	(2)	(1)	(4)	2	(10)	-	-	(10)	-

En cas de translation de la courbe des taux de +1,00 % (et respectivement -1,00 %), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture diminuerait de -0,01 millions d'euros (respectivement augmenterait de +0,01 millions d'euros).

En cas de translation des cours de devises de +1,00 % de l'euro (et respectivement de -1,00 %) par rapport aux autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à -5,9 millions d'euros (respectivement de -14,6 millions d'euros).

Les calculs ont été soit effectués par le Groupe, soit obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été contractés.

NOTE 19. ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2019

19.1. ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	31/12/2019	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	4	3	-	1
Avals, cautions et garanties données ⁽¹⁾	41	24	17	-
Total Engagements de garantie donnés	45	27	17	1
Avals, cautions et garanties reçues	-	-	-	-
Total Engagements de garantie reçus	-	-	-	-
Solde net	45	27	17	1

(1) Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes des garanties pluriannuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors bilan. Dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

19.2. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS

	31/12/2019	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
Effets non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total Engagements contractuels divers donnés	-	-	-	-
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
Effets non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total Engagements contractuels divers reçus	-	-	-	-
Solde net	-	-	-	-

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

NOTE 20. EFFECTIF MOYEN ET ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

20.1. EFFECTIF MOYEN

	2019	2018 retraité
Cadres	9 695	9 696
Agents de maîtrise et employés	6 095	5 794
Compagnons	5 778	5 882
Sous-total effectif France	21 568	21 372
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	36 740	30 537
Total effectif moyen	58 308	51 909

20.2. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

20.2.1. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

	31/12/2018 retraité	Flux 2019	31/12/2019
Indemnités de fin de carrière (IFC)	186	20	206
Médailles du travail	32	1	32
Autres avantages post-emploi (pensions)	79	40	119
Total	296	61	357

Ces engagements font l'objet de provisions enregistrées en passif non courant.

20.2.2. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL, ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE (AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI) HORS MÉDAILLES DU TRAVAIL

20.2.2.1. Régimes à cotisations définies

	2019	2018 retraité
Montants comptabilisés en charges	164	221

Les cotisations définies indiquées ci-dessus sont celles versées aux caisses de retraites (régimes obligatoires et complémentaires).

20.2.2.2. Régimes à prestations définies (engagements en matière de retraite)

a. Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions		Total	
	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité
Valeur actualisée des obligations	206	186	1 093 ⁽¹⁾	104	1 299	290
Juste valeur des actifs du régime	-	-	(977) ⁽¹⁾	(25)	(977)	(25)
Passifs nets	206	186	116	79	322	265
Plafonnement des actifs (IFRIC 14)	-	-	3	-	3	-
Passifs nets comptabilisés	206	186	119	79	325	265

(1) La variation de la valeur actualisée des obligations et de la juste valeur des actifs du régime provient principalement de la comptabilisation des engagements d'Alpiq Engineering Services dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition réalisée dans les douze mois suivant l'acquisition.

b. Variations des éléments du bilan (provisions non courantes)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité
Ouverture	186	171	79	7
Coûts des services rendus	11	9	32	3
Charges d'intérêt	3	3	2	(2)
Charge totale reconnue	14	12	34	1
Reprises utilisées (prestations servies et cotisations versées)	(14)	(14)	(41)	(4)
Écarts de conversion	-	-	1	-
Changements de périmètre	-	(2)	28	77
Écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	20	19	18	(3)
Virement de rubrique et autres mouvements	-	-	-	-
Clôture	206	186	119	79

c. Répartition par zone géographique au 31 décembre 2019

	France et DOM	Union Européenne	Autres pays européens	Total
Provisions non courantes (bilan) :				
• indemnités de fin de carrière	206	-	-	206
• pensions	-	83	36	119
Provisions reconnues au passif du bilan	206	83	36	325

d. Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

	2019	2018 retraité
Taux d'actualisation		
Indemnités de fin de carrière	0,92 % (iboxx € corporate A10+)	2,10 % (iboxx € corporate A10+)
Pensions	0,20 à 6,00 %	1,84 à 4,97 %
Augmentation future des salaires		
Indemnités de fin de carrière	0,9 à 3,50 %	0,9 à 3,10 %
Pensions	0 à 3,20 %	1 à 3,45 %

Les autres hypothèses actuarielles locales (économiques et démographiques) ont été fixées selon les spécificités de chacun des pays concernés.

Un changement de plus ou moins 0,50 % du taux d'actualisation des indemnités de fin de carrière se traduirait par une variation des obligations de -11 et +12 millions d'euros respectivement.

Un changement de plus ou moins 0,20 % du taux d'actualisation des pensions se traduirait par une variation des passifs nets comptabilisés de -15 et +25 millions d'euros respectivement.

NOTE 21. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

21.1. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité
Parties liées en amont	(171)	(143)	158	250	3 569 ⁽¹⁾	3 688	1 363	1 379
Activités conjointes	(46)	(90)	115	215	233	232	292	260
Coentreprises et entités associées	(37)	(1)	101	49	57	66	43	35
Autres parties liées	(2)	(2)	57	59	49	30	35	31
Total	(256)	(236)	431	573	3 908	4 016	1 733	1 705
Échéances < 1 an	-	-	-	-	3 843	3 962	678	703
Échéances > 1 an < 5 ans	-	-	-	-	40	27	1 055	1 002
Échéances > 5 ans	-	-	-	-	25	27	-	-
Dont dépréciation de créances	-	-	-	-	65	72	-	-

(1) dont Bouygues Relais 1 841 M€ ; Uniservice 1 688 M€.

Les engagements hors bilan présentés en note 19 de la présente annexe n'incluent aucun engagement envers les parties liées.

21.2. INFORMATIONS SUR LES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES ALLOUÉS AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

La rémunération des principaux dirigeants concerne les membres du comité exécutif composé de neuf membres présents au 31 décembre 2019.

Rémunérations directes : elles s'élèvent à 8 436 K€ dont 4 933 K€ de rémunération de base et 3 503 K€ liée aux performances réalisées en 2018.

Avantages à court terme : néant.

Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du comité de direction générale du Groupe bénéficient d'un régime de retraite complémentaire de 0.92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances. La contribution versée en 2019 au fonds d'actifs constitué par la compagnie d'assurances s'est élevée à 605 K€.

Avantages à long terme : néant.

Indemnités de fin de contrat : elles concernent les indemnités de fin de carrière pour un montant de 3 518 K€ à fin 2019.

Paiement en actions : le nombre de titres attribués au 31 mai 2019 (stock-options) est de 195 500 au cours de levée de 32,59 €.

La date minimale d'exercice est le 1^{er} juin 2021.

NOTE 22. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

22.1. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE DES FILIALES ACQUISES OU CÉDÉES

Présentation nette par activité des flux de trésorerie résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées.

	BTP	Énergie et Services	Total Groupe 2019
Immobilisations corporelles	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-	-
Goodwill	-	-	-
Actifs financiers non courants	(3)	(3)	(6)
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	8	8
Dettes financières non courantes et courantes	-	-	-
Obligations locatives non courantes et courantes	-	-	-
Provisions non courantes	11	(2)	9
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	-	(1)	(1)
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	-	-	-
Besoin en fonds de roulement	(1)	(7)	(8)
Coût de cession (acquisition) total	7	(5)	2
Plus value sur cession de titres consolidés	81	10	91
Créances sur cessions/dettes sur acquisitions	-	(1)	(1)
Trésorerie des sociétés acquises ou cédées	-	(8)	(8)
Flux de trésorerie net résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées	88	(4)	84

	BTP	Énergie et Services	Total Groupe 2018 retraité
Immobilisations corporelles	(2)	(177)	(179)
Immobilisations incorporelles	-	13	13
Goodwill	(43)	(476)	(519)
Actifs financiers non courants	-	(3)	(3)
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	(1)	2	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(33)	(46)	(79)
Dettes financières non courantes et courantes	-	(20)	(20)
Obligations locatives non courantes et courantes	-	63	63
Provisions non courantes	(1)	93	92
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	-	5	5
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	-	14	14
Besoin en fonds de roulement	(41)	237	196
Coût de cession (acquisition) total	(121)	(295)	(416)
Plus value sur cession de titres consolidés	30	56	86
Créances sur cessions/dettes sur acquisitions	-	-	-
Trésorerie des sociétés acquises ou cédées	32	(187)	(155)
Flux de trésorerie net résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées	(59)	(426)	(485)

22.2. DÉTERMINATION DE LA VARIATION DE BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ

	2019	2018 retraité
ACTIF		
Stocks	(1)	(44)
Avances et acomptes versés sur commandes	35	(25)
Clients et comptes rattachés	(39)	(47)
Actifs sur contrats clients	30	(72)
Autres créances courantes et actifs financiers courants	(56)	(17)
S/total ACTIF ⁽¹⁾	(31)	(205)
PASSIF		
Fournisseurs et comptes rattachés	(53)	(113)
Passifs sur contrats clients	(112)	570
Provisions courantes	122	35
Autres dettes courantes et passifs financiers courants	(72)	(1)
S/total PASSIF ⁽²⁾	(115)	491
Variation du Besoin du Fonds de Roulement lié à l'activité	(146)	286

(1) Actif = Diminution (Augmentation).

(2) Passif = (Diminution) Augmentation.

NOTE 23. IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION » ET DE L'INTERPRÉTATION IFRIC 23 « INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette note présente les effets de la première application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23 sur les états financiers du Groupe, ainsi que sur les principaux indicateurs de performance.

La norme IFRS 16 est appliquée par le Groupe au 1^{er} janvier 2019, avec application rétrospective et présentation d'un exercice comparatif. Elle supprime, pour les preneurs, la distinction qui était précédemment faite entre les « contrats de location simple » et les « contrats de location-financement ». Les preneurs doivent comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an de manière analogue aux modalités actuellement prévues pour les contrats de location-financement par la norme IAS 17 et comptabiliser ainsi un actif et un passif au titre des droits et obligations créés par chaque contrat de location.

Le Groupe a décidé d'appliquer les exemptions prévues par la norme et de ne pas retraiter les contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois. Ces contrats de location sont comptabilisés en résultat au rythme des paiements. Le Groupe a également décidé de comptabiliser chaque composante du contrat séparément, en distinguant les composantes locatives des composantes non locatives (services) lorsque la distinction était possible.

L'option d'application d'IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles n'a pas été retenue par le Groupe.

Les impacts sur le bilan au 31 décembre 2017 (retraité d'IFRS 15 et d'IFRS 9) ainsi que sur les états financiers au 31 décembre 2018 sont présentés ci-après, et concernent principalement la constatation d'un droit d'utilisation et d'une obligation locative notamment au titre des baux immobiliers. La durée de location correspond à la période non résiliable complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice par le Groupe est raisonnablement certain. Elle est en général de neuf ans concernant les contrats portants sur des biens immobiliers en France. En l'absence de coûts directs initiaux significatifs, le droit d'utilisation correspond à la date de mise à disposition de l'actif par le bailleur à la valeur actualisée des loyers. Ce droit est amorti sur la durée du contrat et peut faire l'objet d'une dépréciation.

Les retraitements effectués en application de la norme IFRS 16 constituent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'une base d'impôt différé.

La norme IFRS 16 se traduit par une réduction des capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2017 de 13 millions d'euros nets d'impôts différés.

L'application de la norme IFRS 16 ne modifie pas les conclusions des tests de dépréciation des goodwill pratiqués aux 31 décembre 2017 retraité et 31 décembre 2018 (note 3.2.4 de l'annexe).

Les dispositions de l'interprétation IFRIC 23 sont appliquées par le Groupe au 1^{er} janvier 2019 de manière rétrospective, sans ajustement des comparatifs lors de la première application. Son application n'a aucun impact sur les capitaux propres du Groupe et entraîne le reclassement en dettes fiscales des provisions pour risques portants sur l'impôt sur les sociétés. L'impact de l'interprétation est présenté ci-après sur le bilan au 31 décembre 2018.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	31/12/2017 retraité ^(a)	Impact IFRS 16	31/12/2017 retraité ^(a)
Immobilisations corporelles	598	-	598
Droits d'utilisation des actifs loués	-	194	194
Immobilisations incorporelles	44	-	44
Goodwill	526	-	526
Coentreprises et entités associées	30	-	30
Autres actifs financiers non courants	269	-	269
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	89	4	93
Actif non courant	1 556	198	1 754
Stocks	237	-	237
Avances et acomptes versés sur commandes	161	-	161
Clients et comptes rattachés	2 213	-	2 213
Actifs sur contrats clients	637	-	637
Actif d'impôt (exigible)	95	-	95
Autres créances courantes	875	20	895
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 310	-	4 310
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-	-	-
Autres actifs financiers courants	9	-	9
Actif courant	8 537	20	8 557
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-	-	-
Total actif	10 093	218	10 311
Capitaux propres et passif	31/12/2017 retraité ^(a)	Impact IFRS 16	31/12/2017 retraité ^(a)
Capital social	128	-	128
Primes et réserves	504	(13)	491
Réserve de conversion	1	-	1
Actions propres détenues	-	-	-
Résultat net part du Groupe	320	-	320
Capitaux propres (part du Groupe)	953	(13)	940
Participations ne donnant pas le contrôle	25	-	25
Capitaux propres	978	(13)	965
Dettes financières non courantes	511	-	511
Obligations locatives non courantes	-	176	176
Provisions non courantes	729	-	729
Impôts différés passifs	17	-	17
Passif non courant	1 257	176	1 433
Dettes financières courantes	5	-	5
Obligations locatives courantes	-	65	65
Impôts courants	59	-	59
Fournisseurs et comptes rattachés	3 144	1	3 145
Passifs sur contrats clients	2 058	-	2 058
Provisions courantes	529	-	529
Autres passifs courants	1 675	(11)	1 664
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	385	-	385
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-	-	-
Autres passifs financiers courants	3	-	3
Passif courant	7 858	55	7 913
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-	-	-
Total capitaux propres et passif	10 093	218	10 311
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)^(b)	3 409	-	3 409

(a) Le bilan au 31 décembre 2017 a été retraité des effets de l'application des normes IFRS 9 et 15.

(b) L'endettement/excédent financier net est défini en note 2.4.8 de l'annexe. Il n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
Immobilisations corporelles	721	-	721
Droits d'utilisation des actifs loués	-	249	249
Immobilisations incorporelles	21	-	21
Goodwill	1 044	-	1 044
Coentreprises et entités associées	103	-	103
Autres actifs financiers non courants	247	-	247
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	80	3	83
Actif non courant	2 216	252	2 468
Stocks	276	-	276
Avances et acomptes versés sur commandes	188	-	188
Clients et comptes rattachés	2 339	-	2 339
Actifs sur contrats clients	862	-	862
Actif d'impôt (exigible)	125	-	125
Autres créances courantes	916	23	939
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 652	-	4 652
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-	-	-
Autres actifs financiers courants	5	-	5
Actif courant	9 363	23	9 386
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-	-	-
Total actif	11 579	275	11 854
Capitaux propres et passif	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
Capital social	128	-	128
Primes et réserves	472	(13)	459
Réserve de conversion	11	-	11
Actions propres détenues	-	-	-
Résultat net part du Groupe	296	-	296
Capitaux propres (part du Groupe)	907	(13)	894
Participations ne donnant pas le contrôle	4	-	4
Capitaux propres	911	(13)	898
Dettes financières non courantes	1 028	-	1 028
Obligations locatives non courantes	-	222	222
Provisions non courantes	826	-	826
Impôts différés passifs	21	-	21
Passif non courant	1 875	222	2 097
Dettes financières courantes	11	-	11
Obligations locatives courantes	-	77	77
Impôts courants	78	-	78
Fournisseurs et comptes rattachés	3 108	-	3 108
Passifs sur contrats clients	2 688	-	2 688
Provisions courantes	648	-	648
Autres passifs courants	1 749	(11)	1 738
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	493	-	493
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	1	-	1
Autres passifs financiers courants	17	-	17
Passif courant	8 793	66	8 859
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-	-	-
Total capitaux propres et passif	11 579	275	11 854
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)^(a)	3 119	-	3 119

(a) L'endettement/excédent financier net est défini en note 2.4.8 de l'annexe. Il n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
Chiffre d'affaires	12 358	-	12 358
Autres produits de l'activité	139	-	139
Achats consommés	(7 088)	-	(7 088)
Charges de personnel	(3 096)	-	(3 096)
Charges externes	(1 854)	90	(1 764)
Impôts et taxes	(166)	-	(166)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(189)	-	(189)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués	-	(87)	(87)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(214)	-	(214)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière	(5)	-	(5)
Autres produits d'exploitation ^(a)	699	8	707
Autres charges d'exploitation	(216)	(1)	(217)
Résultat opérationnel courant	368	10	378
Autres produits opérationnels	-	-	-
Autres charges opérationnelles	(4)	-	(4)
Résultat opérationnel	364	10	374
Produits financiers	32	-	32
Charges financières	(15)	-	(15)
Coût de l'endettement financier net (-)/Produit de l'excédent financier net (+)	17	-	17
Charges d'intérêts sur obligations locatives	-	(11)	(11)
Autres produits financiers	59	1	60
Autres charges financières	(21)	-	(21)
Impôt	(109)	-	(109)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	(2)	-	(2)
Résultat net des activités poursuivies	308	-	308
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-	-	-
Résultat net	308	-	308
Résultat net part du Groupe	296	-	296
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	12	-	12
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)	173,48	-	172,90
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)	173,48	-	172,90
EBITDA après loyer^(b)	491	(1)	490

(a) Dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres.

280 - 280

(b) L'EBITDA après Loyer est défini en note 2.4.7 de l'annexe. Il intègre la totalité des charges de loyers.

Certains montants des comptes retraités au 31/12/2018 peuvent présenter des écarts d'arrondis par rapport à ceux publiés dans la note 23 de l'annexe des comptes consolidés 31/12/2018.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (EN MILLIONS D'EUROS)

	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
I - Flux de trésorerie des activités poursuivies			
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies	308	-	308
Retraitements :			
• Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	9	-	9
• Dividendes des sociétés non consolidées	(31)	-	(31)
• Dotations (reprises) aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes	168	-	168
• Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués	-	92	92
• Plus et moins values de cessions d'actifs	(94)	(2)	(96)
• Impôt y compris dettes sur positions fiscales incertaines	109	-	109
• Impôts décaissés	(117)	-	(117)
• Charges calculées diverses	(53)	-	(53)
CAF après coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés	299	90	389
Reclassement du coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net et des charges d'intérêts sur obligations locatives	(17)	11	(6)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes	290	(4)	286
Flux net de trésorerie généré par l'activité	572	97	669
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(253)	-	(253)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	52	-	52
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	11	-	11
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(20)	-	(20)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	54	-	54
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés	15	-	15
Prix d'acquisition des activités consolidées	(559)	-	(559)
Prix de cession des activités consolidées	229	-	229
Dettes nettes sur activités consolidées	(1)	-	(1)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	(155)	-	(155)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	32	-	32
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(595)	-	(595)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	1	-	1
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(320)	-	(320)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	(32)	-	(32)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	538	-	538
Remboursement des obligations locatives	-	(86)	(86)
Coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net	17	(11)	6
Autres flux liés aux opérations de financement	-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	204	(97)	107
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVISES			
Variations de la trésorerie nette (A+B+C+D)	234	-	234
Trésorerie nette à l'ouverture	3 925	-	3 925
Flux nets	234	-	234
Flux non monétaires	-	-	-
Trésorerie nette à la clôture	4 159	-	4 159
Cash flow libre après BFR^(a)	388	-	388

(a) Le Cash-flow libre après variation du besoin en fonds de roulement est défini en note 2.4.9 de l'annexe.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16 ET IFRIC 23

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 Retraité	Impact IFRIC 23	31/12/2018 retraité
Immobilisations corporelles	721	-	721	-	721
Droits d'utilisation des actifs loués	-	249	249	-	249
Immobilisations incorporelles	21	-	21	-	21
Goodwill	1 044	-	1 044	-	1 044
Coentreprises et entités associées	103	-	103	-	103
Autres actifs financiers non courants	247	-	247	-	247
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	80	3	83	-	83
Actif non courant	2 216	252	2 468	-	2 468
Stocks	276	-	276	-	276
Avances et acomptes versés sur commandes	188	-	188	-	188
Clients et comptes rattachés	2 339	-	2 339	-	2 339
Actifs sur contrats clients	862	-	862	-	862
Actif d'impôt (exigible)	125	-	125	-	125
Autres créances courantes	916	23	939	-	939
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 652	-	4 652	-	4 652
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers courants	5	-	5	-	5
Actif courant	9 363	23	9 386	-	9 386
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-
Total actif	11 579	275	11 854	-	11 854
Capitaux propres et passif	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 Retraité	Impact IFRIC 23	31/12/2018 retraité
Capital social	128	-	128	-	128
Primes et réserves	472	(13)	459	-	459
Réserve de conversion	11	-	11	-	11
Actions propres détenues	-	-	-	-	-
Résultat net part du Groupe	296	-	296	-	296
Capitaux propres (part du Groupe)	907	(13)	894	-	894
Participations ne donnant pas le contrôle	4	-	4	-	4
Capitaux propres	911	(13)	898	-	898
Dettes financières non courantes	1 028	-	1 028	-	1 028
Obligations locatives non courantes	-	222	222	-	222
Provisions non courantes	826	-	826	(15)	811
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	21	-	21	-	21
Passif non courant	1 875	222	2 097	(15)	2 082
Dettes financières courantes	11	-	11	-	11
Obligations locatives courantes	-	77	77	-	77
Impôts courants	78	-	78	15	93
Fournisseurs et comptes rattachés	3 108	-	3 108	-	3 108
Passifs sur contrats clients	2 688	-	2 688	-	2 688
Provisions courantes	648	-	648	-	648
Autres passifs courants	1 749	(11)	1 738	-	1 738
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	493	-	493	-	493
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	1	-	1	-	1
Autres passifs financiers courants	17	-	17	-	17
Passif courant	8 793	66	8 859	15	8 874
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-	-	-	-	-
Total capitaux propres et passif	11 579	275	11 854	-	11 854
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)^(a)	3 119	-	3 119	-	3 119

(a) L'endettement/excédent financier net est défini en note 2.4.8 de l'annexe. Il n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

L'interprétation IFRIC 23 n'a pas d'impact sur le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2018.

NOTE 24. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues Construction et sociétés faisant l'objet d'une intégration, affectés en compte de résultat consolidé au 31 décembre 2019.

	Réseau Mazars			Réseau Ernst & Young			Autres réseaux			Total charge	
En milliers d'euros	2019	%	2018 retraité	2019	%	2018 retraité	2019	%	2018 retraité	2019	2018 retraité
A - AUDIT											
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 308	91 %	2 312	4 580	94 %	3 860	263	11 %	221	7 151	6 393
Missions accessoires	182	7 %	102	118	2 %	50	1 001	42 %	3 122	1 301	3 274
Sous-total	2 490	98 %	2 414	4 698	96 %	3 910	1 264	53 %	3 343	8 452	9 667
B - AUTRES PRESTATIONS											
Juridique, fiscal, social	49	2 %	15	194	4 %	179	1 084	45 %	809	1 327	1 003
Autres	-	-	29	-	-	-	47	2 %	147	47	176
Sous-total	49	2 %	44	194	4 %	179	1 131	47 %	956	1 374	1 179
Total charge d'honoraires	2 539	100 %	2 458	4 892	100 %	4 089	2 395	100 %	4 299	9 826	10 846

NOTE 25. LISTE DES PRINCIPALES ENTITÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2019

			% d'intérêt		% contrôle	
Sociétés	Ville	Pays	2019	2018	2019	2018
INTÉGRATION GLOBALE						
1 – Bouygues Construction						
Bouygues Construction SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
France						
Bouygues Construction Relais SNC	Guyancourt	France	99,50 %	99,50 %	99,50 %	99,50 %
Challenger Investissement SAS	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Challenger SNC	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Distrimo SNC	Cléon	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Materiel SNC	Tourville-la-Rivière	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %
GIE Bouygues Construction Purchasing	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Information Technologies	Guyancourt	France	98,98 %	98,98 %	99,00 %	99,00 %
Bouygues Construction Middle East	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
Bypar SARL	Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
2 – Bouygues Bâtiment France Europe						
Bouygues Bâtiment Ile-de-France SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
France						
Bouygues Bâtiment Ile-de-France PPP SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction France Europe	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Brezillon SA	Margny-lès-Compiègne	France	99,35 %	99,35 %	99,35 %	99,35 %
Elan SARL	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Linkcity Ile-de-France	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Linkcity Centre Sud-Ouest	Mérignac	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Nord-Est	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Sud-Est	Colombier-Saugnieu	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Grand Ouest	Rouen	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	Mérignac	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Sud-Est	Colombier-Saugnieu	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	Nantes	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Nord-Est	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
Acieroid SA	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Belgium	Bruxelles	Belgique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Karmar SA	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Poland (ex-Bypolska Property Development)	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Losinger Marazzi AG	Koniz	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Vces Holding SRO et ses filiales	Prague	République Tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Richelmi SA	Monaco	Monaco	50,00 %	100,00 %	50,00 %	100,00 %
3 – Bouygues Bâtiment International						
Bouygues Bâtiment International SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
Americaribe Inc	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Americaribe Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction India Building Projects LLP	Mumbai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcccion Cuba SA	Mariel	Cuba	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Guinée Équatoriale SA	Malabo	Guinée Équatoriale	99,96 %	99,96 %	99,96 %	99,96 %
Bouygues Bâtiment Trinidad & Tobago	Port d'Espagne	Trinité et Tobago	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcaao Brasil	Sao Paulo	Brésil	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2019	2018	2019	2018
Bouygues Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigeria	86,37 %	86,37 %	86,37 %	86,37 %
Bouygues Construction Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcciones Peru	Lima	Pérou	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Thai Ltd	Nonthaburi	Thaïlande	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Bouygues Uk Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Building Canada	Vancouver	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
By Development Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
By Thai/VSL Australia Ltd	Bankgok	Thaïlande	92,32 %	92,32 %	99,97 %	99,97 %
Bymaro	Casablanca	Maroc	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Byme Singapore Private Company Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Byme USA Inc	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages et Travaux Publics Singapore PTE Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages Engineering And Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigeria	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
A.W. Edwards PTY et ses filiales	Northbridge NSW	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Setao	Abidjan	Côte d'Ivoire	78,61 %	78,61 %	78,61 %	78,61 %

4 - Autres Filiales BI

Étranger

Byme Engineering Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
Dragages et Travaux Publics (Hong Kong) Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
IEC Investments Ltd	Hong Kong	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Dragages Construction Macau Ltd	Macau	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

5 - Bouygues Travaux Publics

Bouygues TP SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
----------------	------------	--------	----------	----------	----------	----------

France

DTP SAS	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Services Nucléaires	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
BYTP Regions France SA	Labège	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Europe Fondations	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Étranger

Bouygues Construction Australia PTY Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics MC (Monaco)	Monaco	Monaco	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics Philippines	Makati	Philippines	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Civil Works Florida	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DCW	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DTP Côte d'Ivoire Sasu	Bouake	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DTP Mining Guinée	Kaloum-Conakry	Guinée	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Goukoto Mining Services	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Kibali Minig Services (KMS) SPRL	Watsa	Rép. Démocratique Congo	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mecap	Sliema	Malte	98,99 %	98,99 %	99,99 %	99,99 %
Mining and Rehandling Services (MARS)	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Prader Losinger SA	Sion	Suisse	99,67 %	99,67 %	99,67 %	99,67 %
Société de Construction du Pont Riviera Marcory	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Tongonaise des Mines	Korhogo	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Société Ivoirienne du Métro d'Abidjan (SICMA) SA	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

			% d'intérêt		% contrôle	
Sociétés	Ville	Pays	2019	2018	2019	2018
6 - VSL						
VSL International Ltd	Koniz	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
FT Laboratories Limited	Chaiwan	Hong Kong	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Intrafor Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Construction Systems	Barcelone	Espagne	99,75 %	99,75 %	99,75 %	99,75 %
VSL Civil Works Ltd	Subingen	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Engineering (China)	Hefei	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
VSL Australia PTY Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Annahutte System AG	Rapperswil-Jona	Suisse	69,91 %	69,91 %	70,00 %	70,00 %
VSL Canada	Toronto	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Egypt LLC	Le Caire	Égypte	99,00 %	99,00 %	99,00 %	99,00 %
VSL Hong Kong	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL India	Chennai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Indonesia	Jakarta	Indonésie	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
VSL Malaysia	Kuala Lumpur	Malaisie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Mexico	Mexico D.F	Mexique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Middle East LLC	Dubai	Émirats Arabes Unis	99,00 %	80,00 %	100,00 %	80,00 %
VSL Middle East Qatar	Doha	Qatar	98,00 %	98,00 %	98,00 %	98,00 %
VSL Philippines	Mandaluyong	Philippines	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VSL Polska	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Portugal	Paco De Arcos	Portugal	99,33 %	99,33 %	99,33 %	99,33 %
VSL Saudi Arabia LLC	Riyadh	Arabie Saoudite	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Singapour	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Suisse	Subingen	Suisse	99,88 %	99,88 %	99,88 %	99,88 %
VSL Systems UK Limited	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Systems Manufacturer (Spain)	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Tchequecz	Prague	République Tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Thailand	Bangkok	Thaïlande	82,15 %	82,15 %	88,00 %	88,00 %
VSL Vietnam Ltd	Ho Chi Minh Ville	Vietnam	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
7 - Bouygues Energies & Services						
Bouygues Energies & Services SAS	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
France						
Bouygues E&SFondations	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM France	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S SPV Management	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Maintenance Industrielle	Feyzin	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
S.M.I Information Automatismes SA	Carcares Sainte Croix	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Thiais Lumiere SAS	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
By Home Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Infrastructure UK	Hatfield	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Contracting UK	East Kilbride	Écosse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Côte d'Ivoire	Abidjan	Côte d'Ivoire	93,85 %	93,85 %	93,85 %	93,85 %
Bouygues E&S FM Canada	Vancouver BC	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Ireland	Dublin	Irlande	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Europland Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM Italia	Milan	Italie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2019	2018	2019	2018
Gastier et ses filiales	Montreal	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Icel Maidstone Ltd et ses filiales	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Schweiz	Zurich	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mibag Property Managers AG (fusionnée dans Bouygues E&S Schweiz)	Zug	Suisse	-	100,00 %	-	100,00 %
Mindful Experience Inc.	Toronto	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Plan Group Inc. et ses filiales	Toronto	Canada	100,00 %	85,00 %	100,00 %	85,00 %
Abakus BYES Solar UK	Hatfield	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Japan	Tokyo	Japon	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
8 - Kraftanlagen München						
Kraftanlagen München et ses filiales	Munich	Allemagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
9 - BYES Intec						
Bouygues E&S Intec AG et ses filiales	Zürich	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
ACTIVITÉS CONJOINTES						
1 - Bouygues Bâtiment France Europe						
XXL Marseille SNC	Marseille	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
2 - Bouygues Bâtiment International						
Byma PTE	Singapour	Singapour	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Byma Myanmar Ltd	Rangoun	Myanmar	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
CMBI SNC	Antananarivo	Madagascar	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
3 - Bouygues Travaux Publics						
Société pour la réalisation du Port de Tanger Méditerranée	Tanger	Maroc	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
TMBYS SAS	Guyancourt	France	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
Oc'via Maintenance SAS	Guyancourt	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE Oc'via Construction	Nîmes	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE L2 Construction	Marseille	France	56,50 %	56,50 %	56,50 %	56,50 %
GIE Compagnie Maritime du Littoral	Rueil-Malmaison	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Prefa Réunion	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Viaduc du Littoral	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
KAS 1 Limited	Saint-Hélier	Jersey	49,90 %	49,90 %	49,90 %	49,90 %
4 - Bouygues Energies & Services						
Themis FM SAS	Versailles	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
Evesa SAS	Paris	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES						
1 - Bouygues Construction						
Consortium Stade de France SA	Saint-Denis	France	33,33 %	33,33 %	33,33 %	33,33 %
2 - Bouygues Bâtiment International						
AnfaB21 SAS	Casablanca	Maroc	15,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %
Bouygues Construction Qatar LLC	Doha	Qatar	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Bedford Riverside Regeneration	Bedford	Royaume-Uni	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
3 - Bouygues Travaux Publics						
Bina Fincom	Zagreb	Croatie	50,70 %	50,70 %	50,70 %	50,70 %
Transjamaican Highway Limited	Kingston	Jamaïque	0,00 %	48,89 %	0,00 %	48,89 %
4 - VSL						
GPN2	Rueil-Malmaison	France	48,00 %	48,00 %	48,00 %	48,00 %
VSL Japon	Tokyo	Japon	25,00 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %
VSL Sistemas Especiales de Construcción	Santiago	Chili	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
5 - Bouygues Energies & Services						
Axione	Malakoff	France	51,00 %	51,00 %	51,00 %	51,00 %
Betron	Ottawa	Canada	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %

Une liste exhaustive du périmètre est disponible auprès de la Direction des Relations Investisseurs de Bouygues SA.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2019

À l'Assemblée Générale de la société Bouygues Construction,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Bouygues Construction relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 18 février 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés concernant l'entrée en vigueur, à compter du 1^{er} janvier 2019, de l'application obligatoire de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823 9 et R. 823 7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Votre groupe constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans le paragraphe « Comptabilisation des contrats de construction » de la note 2.4.3 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces résultats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par votre groupe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier

cier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, et à évaluer les principaux contrôles mis en œuvre par votre groupe pour mesurer les résultats à terminaison. Dans le cadre de nos travaux, nous avons apprécié la pertinence des estimations retenues.

- Votre groupe constitue des provisions pour litiges et contentieux, présentées dans les notes 2.4.2, 6.1 et 6.2 de l'annexe aux comptes consolidés, destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles de ses activités. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est notamment fondée sur l'examen de la situation et des hypothèses qui sous-tendent leur évaluation.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 18 février 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823 10 1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces

risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 25 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS
Gilles Rainaut

ERNST & YOUNG Audit
Laurent Vitse

COMPTES INDIVIDUELS

BILAN DE BOUYGUES CONSTRUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2019

Actif (en millions d'euros)	31/12/2019			31/12/2018
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles	75	68	8	9
Immobilisations corporelles	40	21	19	13
Immobilisations financières				
• Participations	1 307	41	1 265	1 118
• Autres	517	-	517	482
S/Total	1 824	42	1 782	1 599
Actif immobilisé	1 939	130	1 809	1 622
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	1	-	1	-
Clients et comptes rattachés	30	-	30	33
Autres créances	308	8	300	315
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	1 876	-	1 876	1 648
Actif circulant	2 214	8	2 207	1 995
Comptes de régularisation et assimilés	101	-	101	93
Total actif	4 254	138	4 116	3 709

Passif (en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Capital social	128	128
Primes	15	15
Écart de réévaluation	-	-
Réserves	13	13
Report à nouveau	333	236
Résultat de l'exercice	310	316
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Capitaux propres	798	708
Autres fonds propres	-	-
Provisions	16	11
Dettes financières	1 246	1 214
Avances et acomptes reçus sur commandes	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39	34
Autres dettes non-financières	95	64
Dettes non financières	133	97
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	1 869	1 616
Comptes de régularisation et assimilés	53	64
Total passif	4 116	3 709

COMPTE DE RÉSULTAT DE BOUYGUES CONSTRUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2019

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Chiffre d'affaires	205	206
Autres produits d'exploitation	1	1
Achats et variations de stocks	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	(5)	(6)
Charges de personnel	(77)	(74)
Charges externes et autres charges d'exploitation	(131)	(129)
Dotations nettes aux comptes d'amortissements, de dépréciations et de provisions	(14)	(8)
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	3	3
Résultat d'exploitation	(17)	(7)
Produits et Charges Financiers	323	321
Résultat courant (avant impôts)	306	314
Produits et Charges Exceptionnels	-	2
Participation des salariés	-	-
Impôts sur les bénéfices	4	1
Résultat net	310	316

TABLEAU DE FINANCEMENT EN FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2019

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
A - OPÉRATIONS LIÉES À L'ACTIVITÉ		
Capacité d'autofinancement		
• Résultat de l'exercice	310	316
• Dotations aux amortissements	6	8
• Dotations et reprises de dépréciations et de provisions ⁽¹⁾	8	(1)
• Plus-values nettes sur cessions d'actif et divers ⁽²⁾	-	-
Sous total	324	323
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		
• Actif circulant et comptes de régularisation	10	(138)
• Avances et acomptes nets reçus, dettes non financières et divers	22	17
Trésorerie provenant de l'activité	356	203
B - OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Augmentation des actifs immobilisés :		
• Acquisitions d'Immobilisations incorporelles et corporelles	(10)	(6)
• Acquisitions de participations financières	(150)	(485)
Sous total	(160)	(491)
Cessions des actifs immobilisés :		
• Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
• Cessions de participations financières	-	-
Immobilisations financières diverses nettes	(16)	(72)
Dettes nettes sur immobilisations	2	(1)
Trésorerie affectée aux investissements	(174)	(563)
C - OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation des capitaux propres	-	-
Dividendes mis en paiement dans l'exercice	(219)	(320)
Dettes financières nettes	13	669
Trésorerie résultant du financement	(206)	350
Variations de la trésorerie (A + B + C)	(24)	(11)
Trésorerie nette au 1 ^{er} janvier ⁽³⁾	31	42
Flux nets de l'exercice hors incidence des virements de rubriques	(24)	(11)
Incidence des virements de rubriques	-	-
Trésorerie nette à la clôture ⁽³⁾	7	31

(1) Hors dépréciations sur actifs circulants.

(2) Net d'impôt société.

(3) Disponibilités + VMP - Concours bancaires courants.

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS EXERCICE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital ⁽⁴⁾	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats ⁽⁴⁾	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus	
				Brute	Nette
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS ⁽¹⁾⁽²⁾					
Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)	-	-	-	1 274	1 255
DTP	10	1	100,00 %	24	24
Bouygues Bâtiment International	25	155	100,00 %	85	85
Bouygues Bâtiment Ile-de-France	13	36	99,70 %	103	103
Bouygues Travaux Publics	191	9	98,29 %	243	243
BYTES	51	40	100,00 %	158	158
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	16	100,00 %	35	35
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	10	100,00 %	11	11
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	21	100,00 %	6	6
Fichallenge	2	(7)	100,00 %	2	-
Challenger	-	-	99,99 %	15	15
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	2	45	100,00 %	4	4
Bouygues Construction Central Europe	-	22	100,00 %	25	25
VSLI (Suisse)	2	3	100,00 %	32	32
Losinger Holding (Suisse)	15	11	99,96 %	22	22
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	197	100,00 %	6	6
Acieroid (Espagne)	1	-	93,81 %	18	1
BYTES Intec Ag (Suisse)	30	95	100,00 %	394	394
Kraftanlagen Munchen GmbH (Allemagne)	25	-	100,00 %	88	88
Participations (10 à 50 % du capital) - à détailler	-	-	-	-	-
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS NON REPRISES AU A.					
Total	-	-	-	33	10
Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	2	1
Filiales étrangères (ensemble) ⁽³⁾	-	-	-	-	-
Participations dans des sociétés françaises	-	-	-	30	9
Participations dans des sociétés étrangères	-	-	-	-	-
Total global	-	-	-	1 307	1 265

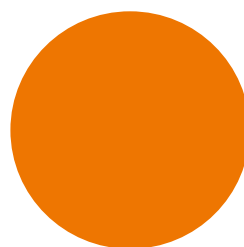
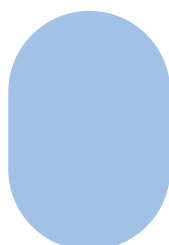
(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation.

	Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
	800	75	-	-	-	
	-	-	4	-	13	
	122	43	944	83	25	
	-	-	1 522	23	34	
	85	2	1 235	(53)	16	
	292	9	2 509	22	-	
	-	-	391	9	6	
	-	-	158	6	2	
	-	-	366	22	4	
	-	-	-	-	-	
	-	-	19	3	-	
	-	-	399	12	5	
	38	-	-	(1)	-	
	66	-	16	8	-	
	-	-	-	62	66	1 CHF = 0,921319
	69	-	57	84	150	1 HKD = 0,114321
	-	-	23	-	-	
	108	-	-	(17)	-	1 CHF = 0,921319
	20	21	363	(18)	-	
	-	-	-	-	-	
	11	-	-	-	-	
	10	-	-	-	2	
	-	-	-	-	-	
	1	-	-	-	1	
	-	-	-	-	-	
	810	-	-	-	-	



Shared **innovation**

Annexe 2 - Rapport semestriel 2020 de Bouygues

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2020

PARIS • JEUDI 27 AOÛT 2020



BOUYGUES

Donnons vie au progrès

SOMMAIRE

1. COMMUNIQUÉ DE PRESSE	4
2. GOUVERNANCE ET ACTIONNARIAT.....	17
2.1 Composition du conseil d'administration et des comités	17
2.2. Actionnariat de Bouygues au 30 juin 2020	18
3. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ.....	19
3.1. Bouygues Construction	19
3.2. Bouygues Immobilier	23
3.3. Colas	25
3.4. TF1.....	29
3.5. Bouygues Telecom.....	32
3.6. Alstom	34
3.7 Bouygues SA	36
3.8 Risques et incertitudes	36
3.9 Transactions avec les parties liées	39
3.10 Évènements récents - Principaux événements depuis le 1 ^{er} juillet 2020	40
4. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS.....	41
5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	73
6. GLOSSAIRE	74
7. DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL..	77

Le rapport semestriel d'activité et les comptes semestriels consolidés condensés figurant dans le présent document ont été arrêtés par le conseil d'administration du 26 août 2020.

1. COMMUNIQUÉ DE PRESSE

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2020

- **GROUPE :**
 - Résultat opérationnel courant positif au T2 2020, en dépit du fort impact de la crise sanitaire
 - Structure financière solide et liquidité élevée à 11,1 Md€ à fin juin 2020
- **ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION :**
 - Niveau record du carnet de commandes
 - Résultat opérationnel courant positif chez Colas au T2 2020
- **BOUYGUES TELECOM :**
 - Retour à une dynamique commerciale soutenue en sortie de confinement, forte croissance du chiffre d'affaires Services (+8 %) et progression de l'EBITDA après Loyer (+9 %) sur un an
 - Accord avec le Crédit Mutuel pour l'acquisition d'EIT¹, 1^{er} MVNO du marché français
 - Objectifs 2020 révisés

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	S1 2019	S1 2020	VARIATION
Chiffre d'affaires	17 446	14 758	-15 % ^a
Résultat opérationnel courant	453	(132)	-585 M€
Résultat opérationnel	495 ^b	(176) ^c	-671 M€
Résultat net part du Groupe	225	(244)	-469 M€
Endettement (-) / Excédent (+) financier net	(6 205)	(3 905)	+2 300 M€

(a) -15 % à périmètre et change constants

(b) Dont +42 M€ de produits et charges non courants

(c) Dont -44 M€ de produits et charges non courants

Comme attendu, les résultats du Groupe au premier semestre 2020 sont fortement impactés par les conséquences de la crise sanitaire

- Le **chiffre d'affaires** ressort à 14,8 milliards d'euros, en baisse de 15 % sur un an (-15 % à périmètre et change constants). Cette baisse de 2,7 milliards d'euros est intégralement imputable à la Covid-19 dont l'impact est estimé à -2,8 milliards d'euros. En France, le chiffre d'affaires diminue de 19 % en raison de l'entrée brutale en confinement le 17 mars puis du redémarrage progressif des trois activités ; à l'international, la baisse est de 10 %, liée au ralentissement de l'activité et au confinement dans un certain nombre de pays (Hong Kong, Italie, Suisse, Belgique, Singapour, etc.).
- Le **résultat opérationnel courant** s'établit à -132 millions d'euros, en recul de 585 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Cet écart est totalement lié à l'impact de la Covid-19 estimé

à -650 millions d'euros sur le premier semestre 2020 (perte de marge opérationnelle courante et coûts inévitables ou supplémentaires²). Après avoir atteint un point bas en avril, le résultat opérationnel courant du Groupe est redevenu positif à compter du mois de juin.

- Le **résultat opérationnel** atteint -176 millions d'euros, en repli de 671 millions d'euros sur un an. Il inclut un résultat non courant de -44 millions d'euros, essentiellement chez Colas, contre un résultat non courant de +42 millions d'euros au premier semestre 2019.
- À -244 millions d'euros, le **résultat net part du Groupe** est en repli de 469 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019.

Le Groupe affiche un résultat opérationnel courant positif de 110 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, traduisant la forte réactivité de ses Métiers et le rétablissement progressif de l'activité

- Le résultat opérationnel courant de **Bouygues Telecom** ressort à 185 millions d'euros, en progression de 46 millions d'euros sur un an, portée par la croissance du parc de clients et des ABPU ;
- À 66 millions d'euros, le résultat opérationnel courant de **Colas** reflète notamment le redémarrage rapide avant la fin du confinement dans la Route, en particulier en Métropole et au Canada ;
- Le résultat opérationnel courant de **TF1** s'élève à 26 millions d'euros intégrant des économies significatives sur le coût des programmes permettant de limiter l'impact de la baisse d'activité.

Le Groupe dispose d'un niveau de liquidité élevé et d'une structure financière particulièrement solide

- La **trésorerie disponible** s'élève à 11,1 milliards d'euros à fin juin 2020 et comprend 4,4 milliards d'euros de trésorerie et 6,7 milliards d'euros de facilités de crédit moyen et long terme non utilisées, dont 6,3 milliards d'euros sans *covenant*.
- L'**endettement financier net** s'élève à 3,9 milliards d'euros à fin juin 2020. Il s'améliore de 2,3 milliards d'euros par rapport à fin juin 2019, bénéficiant notamment de l'impact positif d'Alstom (dividendes et cession de 13 % du capital en 2019) pour 1,4 milliard d'euros. Il n'intègre pas encore le versement d'un dividende de 1,7€ par action³ qui interviendra en septembre 2020.
- Le **ratio d'endettement net**⁴ atteint 34 % (contre 59 % fin juin 2019).

PERSPECTIVES

La crise sanitaire et ses conséquences confortent les choix stratégiques du Groupe :

- **Renforcer les métiers plus résilients** : accélérer la croissance de Bouygues Telecom, développer les activités Energies & Services ;
- **Continuer le développement de Colas** vers de nouveaux territoires de croissance : étendre le réseau à l'international par croissance externe dans des pays ciblés (Amérique du Nord, Europe du Nord, etc.) et valoriser les activités industrielles (carrières et bitume) ;
- **Poursuivre la transformation de TF1 et de Bouygues Immobilier** : renforcer le positionnement de TF1 dans la chaîne de valeur pour réduire la dépendance au marché publicitaire TV, redresser l'activité et la rentabilité de Bouygues Immobilier ;
- **Accélérer la transformation digitale** : développer des produits et des solutions innovants, faire évoluer les organisations et méthodes de travail.

² Principalement : coûts salariaux des collaborateurs en chômage partiel ou non occupés (nets, le cas échéant, d'indemnisations par l'Etat), coût du matériel ou des locaux non utilisés et coût des mesures de sécurité

³ Proposé à l'assemblée générale du 4 septembre 2020

⁴ Endettement net / capitaux propres

Par ailleurs, le Groupe maintient son ambition de **mettre en œuvre une nouvelle étape de sa stratégie climat** en réduisant l'empreinte carbone de ses activités tout en renforçant son portefeuille de solutions bas-carbone. Il confirme ainsi la définition, en 2020, d'un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 compatible avec l'Accord de Paris (limitation à 1,5°C du réchauffement climatique) et l'établissement, en 2020, d'un plan d'actions pour ses cinq Métiers.

Pour rappel, les **objectifs financiers du Groupe ont été annulés** le 1^{er} avril dernier. En raison des incertitudes sur l'évolution de la crise sanitaire et ses conséquences d'ici la fin de l'année, le Groupe ne fixe **pas de nouveaux objectifs pour 2020**.

Néanmoins, grâce à la réactivité des Métiers et aux mesures prises, **le Groupe redeviendra largement profitable au deuxième semestre 2020⁵**, sans retrouver toutefois les niveaux particulièrement élevés du deuxième semestre 2019.

Bouygues Telecom, qui démontre sa résilience, poursuit sa stratégie de croissance et choisit de maintenir un niveau d'investissement élevé pour renforcer la qualité de ses réseaux dans un contexte d'augmentation continue des usages. Il revoit ainsi ses objectifs pour 2020⁵ :

- **Croissance du chiffre d'affaires Services** estimée à environ **4 %**, en dépit de la forte baisse du chiffre d'affaires *roaming* en lien avec la Covid-19 (vs environ 5 % auparavant) ;
- **Investissements bruts** pouvant atteindre **1,2 milliard d'euros** (y compris les investissements nécessaires à l'intégration d'EIT et hors fréquences 5G) ;
- **Cash-flow libre** d'environ **250 millions d'euros** (vs supérieur à 300 millions d'euros auparavant).

Commentant ces résultats, Martin Bouygues, Président-Directeur général de Bouygues, a déclaré :

« Les tendances de long terme sur lesquelles s'appuie le Groupe restent porteuses, en dépit de la crise actuelle. Après un premier semestre 2020 difficile, nos fondamentaux et notre stratégie devraient permettre de nous réinscrire dans une dynamique de croissance, et ce, dans nos trois activités.⁵ »

ANALYSE DETAILLEE PAR ACTIVITE

ACTIVITES DE CONSTRUCTION

Le carnet de commandes des **activités de construction** atteint un niveau record de 35,7 milliards d'euros à fin juin 2020, en hausse de 6 % sur un an (+5 % à change constant et hors principales cessions et acquisitions) et de 8 % par rapport à fin décembre 2019. Il offre ainsi une bonne visibilité sur l'activité à venir.

Le carnet de commandes à fin juin 2020 progresse dans tous les Métiers par rapport à fin juin 2019 :

- +8 % chez Bouygues Construction, en lien avec l'augmentation significative des prises de commandes sur la période (+18 % sur un an, dont +46 % à l'international) ;
- +4 % chez Bouygues Immobilier ;
- +1 % chez Colas.

En **France**, le carnet de commandes est en croissance de 2 % à 14,8 milliards d'euros. Cette évolution traduit :

- La hausse de 2 % du carnet de commandes de Bouygues Construction à 8,9 milliards d'euros ;

⁵ Sur la base des éléments connus à date et hors nouvelle évolution défavorable de la situation liée à la Covid-19

- L'augmentation de 4 % du carnet de commandes de Bouygues Immobilier à 2,3 milliards d'euros qui intègre la vente en bloc de 1 408 lots (logements locatifs sociaux, locatifs intermédiaires et locatifs libres) à la Caisse des Dépôts et Consignations au deuxième trimestre 2020 ;
- La légère baisse de 1 % du carnet de commandes de Colas à 3,6 milliards d'euros en lien avec la diminution des prises de commandes dans la Route Métropole (impacts de la Covid-19 et du contexte électoral).

À l'**international**, le carnet de commandes des activités de construction croît de 9 % sur un an à 20,9 milliards d'euros à fin juin 2020 (+8 % à change constant et hors principales cessions et acquisitions). Il est porté en particulier par les carnets de Bouygues Construction et de Colas, respectivement en hausse de 12 % (à 14,3 milliards d'euros), et de 3 % (à 6,5 milliards d'euros) par rapport à fin juin 2019.

Le carnet intègre, au deuxième trimestre 2020, des **prises de commandes significatives**, en France comme à l'international, chez Bouygues Construction (notamment les contrats de construction d'un tronçon de ligne à grande vitesse HS2 au Royaume-Uni pour 1,1 milliard d'euros⁶, et de réalisation du parc éolien en mer de Fécamp en France pour 552 millions d'euros⁷) et chez Colas (notamment des contrats de réfection de routes aux USA pour 160 millions d'euros).

L'international représente 63 % du carnet de commandes de Bouygues Construction et Colas à la fin du premier semestre 2020, contre 61 % à la fin du premier semestre 2019.

La pandémie de Covid-19 a fortement affecté les résultats financiers des activités de construction au premier semestre 2020. Après un point bas atteint en avril, les activités de construction sont revenues à une situation profitable à compter du mois de juin 2020.

Le chiffre d'affaires des activités de construction s'établit à 10,8 milliards d'euros au premier semestre 2020, en repli de 19 % (soit -2,6 milliards d'euros). Cette baisse s'explique par l'impact de la Covid-19 estimé à -2,5 milliards d'euros qui a particulièrement touché la France dont le chiffre d'affaires recule de 28 % sur la période (confinement strict puis redémarrage progressif des activités ainsi que décalage des élections municipales). A l'international, la baisse est plus limitée (-10 %).

Le résultat opérationnel courant des activités de construction s'élève à -437 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 72 millions d'euros un an plus tôt, en recul de 509 millions d'euros. Ce recul est intégralement lié à la Covid-19 dont l'impact est estimé à -530 millions d'euros sur la période.

Fait marquant du deuxième trimestre 2020, Colas affiche un résultat opérationnel courant positif à 66 millions d'euros en particulier grâce au redémarrage rapide dans la Route, notamment en Métropole et au Canada.

À -482 millions d'euros, le résultat opérationnel du premier semestre 2020 intègre des charges non courantes pour 45 millions d'euros chez Colas en lien avec la réorganisation des activités routières en France et la poursuite des travaux de démantèlement du site de Dunkerque.

Dans ce contexte inédit, **Bouygues a géré de manière pro-active la crise sanitaire**. Fort d'une première expérience réussie de redémarrage de ses chantiers à Hong Kong en février 2020, il a organisé le redémarrage de ses activités françaises bien avant la fin du confinement permettant une reprise progressive d'activité dès le 15 avril. Ce plan de redémarrage a été étendu aux autres pays touchés par un confinement au cours du deuxième trimestre. Dans le même temps, le Groupe s'est efforcé de limiter les impacts de cette crise sur ses activités en négociant avec ses clients le partage des surcoûts liés à la Covid-19, tout en rattrapant partiellement

⁶ Hors études et travaux préparatoires enregistrés précédemment pour 140 millions d'euros

⁷ Montant du contrat pour le groupement formé par le consortium Bouygues Travaux Publics (40,5 %), Saipem (40,5 %) et Boskalis (19 %)

l'activité non réalisée pendant le confinement et en déployant des mesures d'économies. **A mi-juillet 2020, la quasi-totalité des sites étaient rouverts en France, avec un rythme d'avancement de l'activité proche de celui d'avant crise.** Par ailleurs, **l'activité a retrouvé un niveau proche de la normale dans de nombreux autres pays** (Suisse, Hong-Kong, Canada, Royaume-Uni, etc.). Mi-août, l'activité a également repris progressivement à Singapour.

Par ailleurs, **le Groupe est bien positionné pour répondre aux enjeux des plans de relance** annoncés dans les grands pays où il est implanté (Union Européenne, France, Royaume-Uni, Canada, USA, etc.). Ces plans sont destinés notamment à favoriser les infrastructures durables, la transition énergétique ou la rénovation des bâtiments. Ils devraient constituer des opportunités intéressantes pour ses domaines d'intervention grâce au large portefeuille de solutions bas-carbone qu'il a su développer et au savoir-faire qu'il a démontré depuis de nombreuses années.

TF1

Les résultats du premier semestre de **TF1** démontrent à la fois les effets de la crise sanitaire et sa capacité à adapter rapidement sa programmation et ses coûts pour en limiter les impacts.

Dans un contexte marqué par une hausse de la durée d'écoute TV (+26 minutes en un an au premier semestre), la part d'audience sur les cibles prioritaires s'est maintenue à un haut niveau (31,9 % sur la cible des femmes de moins de 50 ans responsables des achats et 29,6 % sur celle des individus âgés de 25 à 49 ans).

Le chiffre d'affaires du premier semestre s'élève à 884 millions d'euros, en recul de 23 % sur un an, soit -261 millions d'euros. L'impact de la Covid-19 est estimé à -250 millions d'euros sur la période. Le chiffre d'affaires subit à la fois l'annulation massive ou les reports de campagnes publicitaires ainsi que l'arrêt puis le redémarrage progressif des tournages en France et à l'étranger.

Le résultat opérationnel courant du premier semestre s'élève à 68 millions, en baisse de 95 millions d'euros (dont environ 100 millions d'euros imputables à la Covid-19). Il traduit les efforts déployés pour proposer une offre de programmes optimisée qui ont permis de réaliser 107 millions d'euros d'économies sur le coût des programmes des cinq chaînes en clair.

Depuis la fin du confinement, la tendance à la baisse des revenus publicitaires ralentit progressivement avec le retour d'une partie des annonceurs. Toutefois, compte-tenu des incertitudes sur l'évolution de la pandémie et ses conséquences, TF1 a renoncé à ses objectifs 2020 et 2021.

BOUYGUES TELECOM

Au premier semestre 2020, **Bouygues Telecom** a démontré sa capacité à maintenir la qualité et la fiabilité de ses réseaux Mobile et Fixe dans un contexte de forte augmentation des usages pendant la période de confinement et à se mobiliser au service de ses clients. Bouygues Telecom a été le premier opérateur à rouvrir ses boutiques, dès le 11 mai, dans le strict respect des mesures sanitaires. Depuis cette réouverture, **le niveau des souscriptions est plus élevé qu'avant la crise**, permettant le maintien d'une **bonne performance commerciale sur le premier semestre 2020**.

Ainsi, le parc forfait Mobile hors MtoM atteint 11,8 millions de clients à fin juin 2020, en hausse de 274 000 nouveaux clients depuis fin 2019, dont 161 000 sur le seul deuxième trimestre. Au premier semestre 2020, la part du segment Premium s'est maintenue par rapport à celle du segment SIM Only/Web Only et les boutiques ont vu le retour des clients avec un fort taux de transformation en actes d'achat.

Le parc de clients FTTH atteint 1,2 million, grâce au gain de 210 000 nouveaux clients depuis fin 2019 dont 93 000 au deuxième trimestre. **Le taux de pénétration FTTH s'élève désormais à 30 %** à fin juin 2020 contre 20 % un an auparavant, permettant ainsi à Bouygues Telecom de rattraper son retard sur ses concurrents. Cette performance confirme la forte demande FTTH des clients en sortie de confinement. A fin juin, le parc total Fixe s'élève à 4 millions de clients.

Avec une croissance supérieure à 6 % du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2020 sur un an, **Bouygues Telecom affiche de manière quasi-ininterrompue la croissance trimestrielle la plus forte du marché français depuis mi-2017⁸. Cette performance est portée notamment par la hausse du chiffre d'affaires Services pour le 20^{ème} trimestre consécutif.** Ce dernier progresse de 6 % au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019, grâce à une croissance de 11 % du chiffre d'affaires Services Fixe et de 4 % du chiffre d'affaires Services Mobile. Cette croissance du chiffre d'affaires Services Mobile reflète la hausse du chiffre d'affaires hors *roaming* facturé aux clients qui a plus que compensé la baisse du chiffre d'affaires *roaming* en raison de la chute des voyages intercontinentaux et de la fermeture de certaines frontières.

Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires de Bouygues Telecom ressort à 3 042 millions d'euros, en hausse de 4 % sur un an. L'impact de la Covid-19 est estimé à -70 millions d'euros sur la période.

Le chiffre d'affaires Services progresse de 8 % à 2 404 millions d'euros. Il bénéficie de la croissance de la base clients Mobile et Fixe et des ABPU (l'ABPU Mobile retraité de l'impact *roaming* augmente de 0,3€ sur un an à 19,7€ par client par mois⁹ tandis que l'ABPU Fixe est en hausse de 1,3€ sur un an à 27,2€ par client par mois). La baisse de 7 % du chiffre d'affaires Autres au premier semestre 2020 comparé au premier semestre 2019 s'explique essentiellement par les moindres ventes de terminaux en raison de la fermeture des boutiques pendant le confinement.

À 711 millions d'euros, **l'EBITDA après Loyer progresse de 58 millions d'euros (+9 %)** par rapport au premier semestre 2019. Il intègre 20 millions d'euros de coûts non récurrents liés au repositionnement de la marque et aux campagnes de publicité au titre du premier trimestre 2020 auxquels s'ajoutent environ 20 millions d'euros de coûts liés à la Covid-19 au titre du premier semestre 2020. La marge d'EBITDA après Loyer s'établit à 29,6 %, en amélioration de 0,3 point par rapport au premier semestre 2019.

Le résultat opérationnel courant ressort à 253 millions d'euros au premier semestre 2020, en hausse de 23 millions d'euros sur un an. Il intègre 17 millions d'euros de plus-value de cession des prises FTTH en Zone Moyennement Dense à la SDAIF (co-entreprise détenue avec Vauban Infrastructure Partners dans le cadre du projet Astérix). Le résultat opérationnel est, quant à lui, en repli de 26 millions d'euros à 254 millions d'euros au premier semestre 2020. Il inclut 1 million d'euros de produits non courants contre 50 millions d'euros à fin juin 2019 (essentiellement liés à la plus-value de cession de sites Mobile).

Les investissements bruts d'exploitation ressortent à 581 millions sur le semestre, en hausse de 51 millions d'euros sur un an. Sur la même période, les cessions atteignent 194 millions d'euros, dont une très large part est liée au projet Astérix pour 185 millions d'euros.

Par ailleurs, le 26 juin 2020, Bouygues Telecom a annoncé avoir signé un protocole d'exclusivité avec Euro-Information, société du groupe Crédit Mutuel, en vue d'acquérir 100 % du capital de sa filiale Euro-Information Telecom (EIT), 1^{er} opérateur MVNO du marché français et de conclure un partenariat de distribution. Dans un contexte où le marché Mobile Grand Public arrive progressivement à maturité, ce partenariat revêt, pour Bouygues Telecom, un intérêt stratégique pour trois raisons : accélérer sa croissance dans le Mobile et le

⁸ Sur la base du chiffre d'affaires total comparé au chiffre d'affaires France des concurrents ; A l'exception du premier trimestre 2020 et sur la base des estimations de la société pour le deuxième trimestre 2020

⁹ 19,0€ hors retraitements

Fixe, bénéficier d'un réseau de distribution complémentaire et expérimenté sur tout le territoire (à travers plus de 4 200 caisses locales du Crédit Mutuel et agences bancaires CIC et 30 000 conseillers de clientèle) et enfin améliorer sa rentabilité et sécuriser son cash-flow libre dans une industrie de coûts fixes. A terme, sur la base de son scénario central, Bouygues Telecom attend de cette acquisition une contribution annuelle supérieure à 200 millions d'euros en EBITDA après Loyer et à 100 millions d'euros en cash-flow Libre. L'opération devrait être finalisée d'ici la fin d'année 2020 sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires, notamment auprès de l'Autorité française de la Concurrence, et de la consultation des instances représentatives du personnel.

Enfin, Bouygues Telecom a continué à mener ses projets d'infrastructures au premier semestre 2020. Il a finalisé le *closing* :

- du projet Saint-Malo signé avec Cellnex le 26 février 2020 et portant sur le déploiement d'une infrastructure nationale de fibres optiques en FTTA et FTTO ;
- du projet Astérix signé le 23 avril 2020 avec Vauban Infrastructure Partners et portant sur le co-financement d'un réseau FTTH en Zone Moyennement Dense.

ALSTOM

La contribution d'**Alstom** au résultat net du Groupe s'élève à 35 millions d'euros au premier semestre 2020, contre une contribution de 33 millions d'euros au premier semestre 2019.

Pour rappel, le 8 juillet 2020, lors de l'Assemblée générale d'Alstom, les actionnaires ont approuvé la non-distribution de dividendes au titre de l'exercice 2019/2020.

SITUATION FINANCIERE

Dès le début de la crise sanitaire, **Bouygues s'est employé à sécuriser et renforcer sa trésorerie** et, plus globalement, ses ressources financières.

Sur le premier semestre 2020, il a notamment :

- Émis des NEU-CP (billets de trésorerie) pour 510 millions d'euros,
- Tiré des lignes de crédit pour 1 milliard d'euros,
- Réalisé avec succès un emprunt obligataire pour 1 milliard d'euros.

Ainsi, la trésorerie du Groupe atteint 4,4 milliards d'euros à fin juin 2020, en forte hausse par rapport au 30 juin 2019 où elle s'élevait à 1,4 milliard d'euros. Les facilités de crédit moyen et long terme non utilisées s'élèvent à 6,7 milliards d'euros, dont 6,3 milliards d'euros sans covenant. Au total, la trésorerie disponible ressort à 11,1 milliards d'euros à fin juin 2020.

À 3,9 milliards d'euros au 30 juin 2020, la dette nette augmente de 1,7 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2019 en lien avec la saisonnalité habituelle de l'activité.

La dette nette à fin juin 2020 n'intègre pas le versement, en septembre 2020, d'un dividende de 1,7€ par action¹⁰ et l'acquisition d'EIT par Bouygues Telecom.

GOUVERNANCE

Le conseil d'administration, réuni le 26 août, a pris acte de la démission d'Olivier Bouygues de son mandat de directeur général délégué, avec effet au 31 août 2020.

¹⁰ Proposé à l'assemblée générale du 4 septembre 2020

Le Conseil a remercié chaleureusement Olivier Bouygues pour son engagement au service du Groupe depuis 1974 et en qualité de directeur général délégué depuis 2002, et se félicite de pouvoir encore bénéficier de ses compétences et de son expérience en qualité d'administrateur.

PROCHAINS RENDEZ-VOUS FINANCIERS

- 4 septembre 2020 : assemblée générale ordinaire (14h30 CET)
- 19 novembre 2020 : résultats des neuf premiers mois 2020 (7h30 CET)

Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes et le rapport correspondant a été émis.
Retrouvez l'intégralité des comptes et annexes sur le site www.bouygues.com/finance/resultats.

Le call de présentation des résultats aux analystes se tiendra le 27 août 2020 à partir de 11H (CET).

Les détails de connexion sont disponibles sur le site www.bouygues.com.

La présentation sera disponible avant le démarrage du call sur le site www.bouygues.com/finance/presentations.

À PROPOS DE BOUYGUES

Bouygues est un groupe de services diversifié, structuré par une forte culture d'entreprise et dont les métiers s'organisent autour de trois activités : la Construction avec Bouygues Construction (BTP et Energies & Services), Bouygues Immobilier et Colas (Routes) ; les Télécoms avec Bouygues Telecom et les Médias avec TF1.

CONTACT INVESTISSEURS ET ANALYSTES :

INVESTORS@bouygues.com • Tél. : +33 (0)1 44 20 10 79

CONTACT PRESSE :

presse@bouygues.com • Tél. : +33 (0)1 44 20 12 01

BOUYGUES SA • 32 avenue Hoche • 75378 Paris CEDEX 08 • bouygues.com    

ACTIVITÉ COMMERCIALE DU PREMIER SEMESTRE 2020

CARNET DE COMMANDES DES ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION (millions d'euros)	Fin juin		Variation
	2019	2020	
Bouygues Construction	21 511	23 246	+8 %
Bouygues Immobilier	2 304	2 386	+4 %
Colas	9 942	10 065	+1 %
Total	33 757	35 697	+6 %

BOUYGUES CONSTRUCTION PRISES DE COMMANDES (millions d'euros)	1^{er} semestre		Variation
	2019	2020	
France	2 385	2 008	-16 %
International	2 918	4 249	+46 %
Total	5 303	6 257	+18 %

BOUYGUES IMMOBILIER RÉSERVATIONS (millions d'euros)	1^{er} semestre		Variation
	2019	2020	
Logement	964	887	-8 %
Immobilier d'entreprise	25	5	Ns
Total	989	892	-10 %

COLAS CARNET DE COMMANDES (millions d'euros)	Fin juin		Variation
	2019	2020	
France métropolitaine	3 633	3 581	-1 %
International et Outre-Mer	6 309	6 484	+3 %
Total	9 942	10 065	+1 %

TF1 PART D'AUDIENCE^a	Fin juin		Variation
	2019	2020	
Total	32,7 %	31,9 %	-0,8 pt

(a) Source Médiamétrie – Femmes de moins de 50 ans responsables des achats

BOUYGUES TELECOM PARC CLIENTS (en milliers)	Fin juin		Variation
	Fin déc 2019	Fin juin 2020	
Parc Clients Mobile hors MtoM	11 958	12 169	+211
Parc Forfait Mobile hors MtoM	11 543	11 817	+274
Parc total Mobile	17 800	18 178	+378
Parc total Fixe	3 916	3 989	+73

PERFORMANCE FINANCIÈRE DU PREMIER SEMESTRE 2020

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RESUMÉ (millions d'euros)	S1 2019	S1 2020	Variation
Chiffre d'affaires	17 446	14 758	-15 %^a
Résultat opérationnel courant	453	(132)	-585 M€
Autres produits et charges opérationnels	42 ^b	(44) ^c	-86 M€
Résultat opérationnel	495	(176)	-671 M€
Coût de l'endettement financier net	(107)	(94)	+13 M€
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(29)	(25)	+4 M€
Autres produits et charges financiers	11	(13)	-24 M€
Impôt	(132)	12	+144 M€
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	59	77	+18 M€
<i>dont Alstom</i>	33	35	+2 M€
Résultat net des activités poursuivies	297	(219)	-516 M€
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(72)	(25)	+47 M€
Résultat net part du Groupe	225	(244)	-469 M€

(a) -15 % à périmètre et change constants

(b) Dont 8 M€ de charges non courantes chez Bouygues Construction et 50 M€ de produits non courants chez Bouygues Telecom principalement liés à la plus-value de cession de sites Mobile

(c) Dont 1 M€ de produits non courants chez Bouygues Telecom et 45 M€ de charges non courantes chez Colas liées à la réorganisation des activités routières en France et la poursuite des travaux de démantèlement du site de Dunkerque

CALCUL DE L'EBITDA APRÈS LOYER ^a (millions d'euros)	S1 2019	S1 2020	Variation
Résultat opérationnel courant	453	(132)	-585 M€
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(29)	(25)	+4 M€
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	812	851	+39 M€
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	98	76	-22 M€
Reprise de provisions et dépréciations non utilisées et autres	(116)	(147)	-31 M€
EBITDA après Loyer^a	1 218	623	-595 M€

(a) Voir glossaire pour les définitions

IMPACT ESTIMÉ DE LA COVID-19 AU PREMIER SEMESTRE 2020 (millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel courant
Activités de construction	-2 460	-530
<i>dont Bouygues Construction</i>	<i>-1 250</i>	<i>-290</i>
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	<i>-400</i>	<i>-50</i>
<i>dont Colas</i>	<i>-810</i>	<i>-190</i>
TF1	-250	-100
Bouygues Telecom	-70	-20

L'impact estimé par métier détaillé ci-dessus est élaboré par référence au premier semestre 2019 ou au budget 2020.

CHIFFRE D'AFFAIRES DES ACTIVITÉS (millions d'euros)	S1 2019	S1 2020	Variation	Effet change	Effet périmètre	A PCC ^c
Activités de construction^a	13 398	10 842	-19 %	-0,4%	+0,6%	-19%
<i>dont Bouygues Construction</i>	6 539	5 321	-19 %	-0,9%	0%	-19%
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	1 086	701	-35 %	0,1%	0%	-35%
<i>dont Colas</i>	5 834	4 870	-17 %	0%	+1,4%	-15%
TF1	1 145	884	-23 %	0%	+0,2%	-23%
Bouygues Telecom	2 913	3 042	+4 %	0%	-0,2%	+4%
Bouygues SA et autres	98	93	Ns	-	-	Ns
Retraitements intra-Groupe^b	(169)	(153)	Ns	-	-	Ns
Chiffre d'affaires du Groupe	17 446	14 758	-15 %	-0,3%	+0,5%	-15%
<i>dont France</i>	10 553	8 533	-19 %	0%	+1%	-18%
<i>dont international</i>	6 893	6 225	-10 %	-0,8%	-0,3%	-11%

(a) Somme des chiffres d'affaires contributifs (après retraitements internes aux activités de construction)

(b) Dont retraitements intra-groupe des activités de construction

(c) À périmètre et change constants

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS À L'EBITDA APRÈS LOYER DU GROUPE (millions d'euros)	S1 2019	S1 2020	Variation
Activités de construction	312	(232)	-544 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	267	(62)	-329 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	16	(37)	-53 M€
<i>dont Colas</i>	29	(133)	-162 M€
TF1	264	160	-104 M€
Bouygues Telecom	653	711	+58 M€
Bouygues SA et autres	(11)	(16)	-5 M€
EBITDA après Loyer du Groupe	1 218	623	-595 M€

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT DU GROUPE (millions d'euros)	S1 2019	S1 2020	Variation
Activités de construction	72	(437)	-509 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	179	(95)	-274 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	29	(38)	-67 M€
<i>dont Colas</i>	(136)	(304)	-168 M€
TF1	163	68	-95 M€
Bouygues Telecom	230	253	+23 M€
Bouygues SA et autres	(12)	(16)	-4 M€
Résultat opérationnel courant du Groupe	453	(132)	-585 M€

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DU GROUPE (millions d'euros)	S1 2019	S1 2020	Variation
Activités de construction	64	(482)	-546 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	<i>171</i>	<i>(95)</i>	<i>-266 M€</i>
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	<i>29</i>	<i>(38)</i>	<i>-67 M€</i>
<i>dont Colas</i>	<i>(136)</i>	<i>(349)</i>	<i>-213 M€</i>
TF1	163	68	-95 M€
Bouygues Telecom	280	254	-26 M€
Bouygues SA et autres	(12)	(16)	-4 M€
Résultat opérationnel du Groupe	495^a	(176)^b	-671 M€

(a) Dont 8 M€ de charges non courantes chez Bouygues Construction et 50 M€ de produits non courants chez Bouygues Telecom principalement liés à la plus-value de cession de sites Mobile

(b) Dont 1 M€ de produits non courants chez Bouygues Telecom et 45 M€ de charges non courantes chez Colas liées à la réorganisation des activités routières en France et la poursuite des travaux de démantèlement du site de Dunkerque

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE (millions d'euros)	S1 2019	S1 2020	Variation
Activités de construction	35	(384)	-419 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	<i>121</i>	<i>(66)</i>	<i>-187 M€</i>
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	<i>13</i>	<i>(33)</i>	<i>-46 M€</i>
<i>dont Colas</i>	<i>(99)</i>	<i>(285)</i>	<i>-186 M€</i>
TF1	47	17	-30 M€
Bouygues Telecom	150	142	-8 M€
Alstom	33	35	+2 M€
Bouygues SA et autres	(40)	(54)	-14 M€
Résultat net part du Groupe	225	(244)	-469 M€

ENDETTEMENT FINANCIER NET (-) / EXCÉDENT FINANCIER NET ^a (+) PAR MÉTIER (millions d'euros)	À fin déc. 2019	À fin juin 2020	Variation
Bouygues Construction	3 113	2 599	-514 M€
Bouygues Immobilier	(279)	(548)	-269 M€
Colas	(367)	(1 065)	-698 M€
TF1	(127)	(22)	+105 M€
Bouygues Telecom	(1 454)	(1 659)	-205 M€
Bouygues SA et autres	(3 108)	(3 210)	-102 M€
Endettement (-) / Excédent (+) financier net	(2 222)	(3 905)	-1 683 M€
Obligations locatives courantes et non courantes	(1 686)	(1 608)	+78 M€

(a) Voir glossaire pour les définitions

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AUX INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION NETS (millions d'euros)	S1 2019	S1 2020	Variation
Activités de construction	209	111	-98 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	106	37	-69 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	6	2	-4 M€
<i>dont Colas</i>	97	72	-25 M€
TF1	114	107	-7 M€
Bouygues Telecom	454	387	-67 M€
Bouygues SA et autres	1	2	+1 M€
Investissements d'exploitation nets du Groupe	778	607	-171 M€

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU CASH-FLOW LIBRE ^a DU GROUPE (millions d'euros)	S1 2019	S1 2020	Variation
Activités de construction	(98)	(454)	-356 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	80	(135)	-215 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	(20)	(50)	-30 M€
<i>dont Colas</i>	(158)	(269)	-111 M€
TF1	113	22	-91 M€
Bouygues Telecom	73	233	+160 M€
Bouygues SA et autres	(50)	(25)	+25 M€
Cash-flow libre^a du Groupe	38	(224)	-262 M€

(a) Voir glossaire pour les définitions

PERFORMANCE FINANCIÈRE DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2020

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	T2 2020	Variation vs. T2 2019
Chiffre d'affaires du Groupe	7 539	-21 %
Résultat opérationnel courant du Groupe	110	-401 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	(134)	-236 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	(22)	-37 M€
<i>dont Colas</i>	66	-96 M€
<i>dont TF1</i>	26	-74 M€
<i>dont Bouygues Telecom</i>	185	+46 M€
Résultat opérationnel du Groupe	64	-474 M€
Résultat net part du Groupe	(40)	-324 M€

2. GOUVERNANCE ET ACTIONNARIAT

2.1 Composition du conseil d'administration et des comités

Composition du conseil d'administration au 30 juin 2020

Dirigeants mandataires sociaux (membres du groupe SCDM^a)

Martin Bouygues

Président-directeur général

Olivier Bouygues

Administrateur et Directeur général délégué^b

Administrateurs représentant le groupe SCDM

Cyril Bouygues

Représentant permanent de SCDM Participations

Edward Bouygues

Représentant permanent de SCDM

Administrateurs indépendants

Clara Gaymard

Anne-Marie Idrac

Colette Lewiner

Benoît Maes

Rose-Marie Van Lerberghe

Autre administrateur

Alexandre de Rothschild

Administratrices représentant les salariés actionnaires

Raphaëlle Deflesselle

Michèle Vilain

Administrateurs représentant les salariés

Bernard Allain

Béatrice Besombes

(a) SCDM est une société contrôlée par Martin et Olivier Bouygues

(b) Olivier Bouygues a démissionné de son mandat de Directeur général délégué avec effet au 31 août 2020.

Les comités du Conseil

Comité d'audit

Benoît Maes (Président)
Clara Gaymard
Anne-Marie Idrac
Michèle Vilain

Comité de sélection et des rémunérations

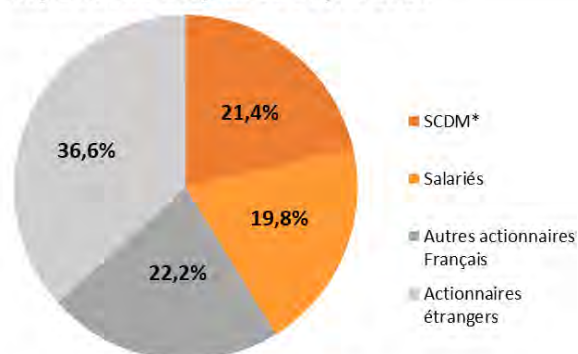
Colette Lewiner (Présidente)
Bernard Allain
Benoît Maes

Comité de l'éthique, de la RSE et du mécénat

Anne-Marie Idrac (Présidente)
Raphaëlle Deflesselle
Rose-Marie Van Lerberghe

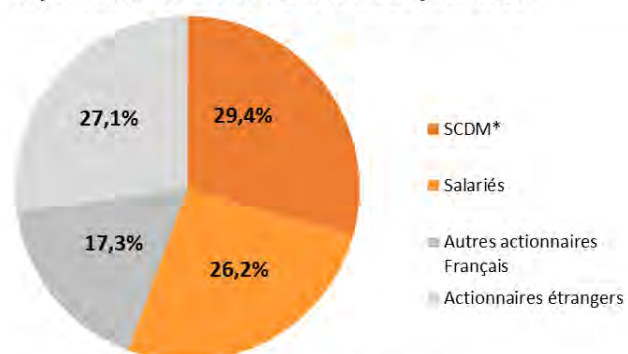
2.2 Actionnariat de Bouygues au 30 juin 2020

Répartition du capital au 30 juin 2020



* SCDM est une société contrôlée par Olivier et Martin Bouygues

Répartition des droits de vote au 30 juin 2020



* SCDM est une société contrôlée par Olivier et Martin Bouygues

3. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Pour rappel, pour tous les métiers, la définition détaillée des indicateurs clés est disponible dans le glossaire (page 74).

3.1. Bouygues Construction

Leader mondial de la construction, Bouygues Construction, présent dans plus de soixante pays, conçoit, réalise, rénove, exploite et déconstruit des ouvrages dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et de l'industrie.

3.1.1 Chiffres clés

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	1 ^{er} SEMESTRE 2019	1 ^{er} SEMESTRE 2020	VARIATION
Chiffre d'affaires	6 539	5 321	-19 %^a
<i>Dont France</i>	<i>2 564</i>	<i>1 881</i>	<i>-27 %</i>
<i>Dont international</i>	<i>3 975</i>	<i>3 440</i>	<i>-13 %</i>
Résultat opérationnel courant	179	(95)	-274 M€
Résultat opérationnel	171^b	(95)	-266 M€
Résultat net part du Groupe	121	(66)	-187 M€

(a) A périmètre et change constants

(b) Dont 8 M€ de charges non courantes correspondant à des coûts de restructuration

Estimation des impacts de la crise sanitaire sur le S1 2020

M€	Variation vs. S1 2019	Dont impact estimé de la Covid-19
Chiffre d'affaires	-1 218	-1 250
Résultat opérationnel courant	-274	-290

L'activité de Bouygues Construction au premier semestre 2020 a été significativement affectée par la pandémie mondiale de la Covid-19. Des mesures de confinement ont été décrétées dans de nombreux pays où l'entreprise est présente, impliquant l'arrêt total ou partiel des chantiers au premier semestre pendant plusieurs semaines. En France, les chantiers ont été arrêtés mi-mars ; à partir de mi-avril, la reprise de l'activité s'est organisée progressivement en lien avec les autorités publiques locales, les représentants du personnel et les sous-traitants et parties prenantes. A l'international, l'activité a été mise à l'arrêt ou ralentie dans plusieurs pays (dont Hong Kong, l'Italie, la Suisse Romande, le Royaume-Uni, les Philippines, Singapour)

À fin juin, l'activité a retrouvé un niveau proche de la normale dans de nombreux pays où Bouygues Construction est présent (France, Suisse, Hong-Kong, Royaume-Uni, etc). Quelques pays demeurent affectés. Mi-août, l'activité a repris progressivement à Singapour.

Dans ce contexte, les résultats du premier semestre 2020 de Bouygues Construction sont en recul par rapport au premier semestre 2019.

Le chiffre d'affaires s'établit à 5 321 millions d'euros au premier semestre 2020, en diminution de 1 218 millions d'euros sur un an (-19 %). Cette baisse s'explique intégralement par l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur l'activité estimé à -1 250 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires se répartit entre les activités « Bâtiment et Travaux Publics » d'une part (70 % ; soit 3 733 millions d'euros) et « Énergies et Services » d'autre part (30 % ; soit 1 588 millions d'euros).

Le chiffre d'affaires à l'international s'élève à 3 440 millions d'euros, en baisse de 535 millions d'euros (-13 %) par rapport à fin juin 2019. En France, il est en retrait de 683 millions d'euros sur la même période (-27 %), à 1 881 millions d'euros.

À périmètre et change constants, le chiffre d'affaires de Bouygues Construction est en diminution de 1 270 millions d'euros (-19 %) par rapport au premier semestre 2019.

Le résultat opérationnel courant s'établit à -95 millions d'euros, en baisse de 274 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Ce recul reflète l'impact de la Covid-19 estimé à -290 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe est de -66 millions d'euros (-187 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019).

Dans ce contexte de pandémie, Bouygues Construction a mis en place les plans d'actions nécessaires afin de revenir rapidement vers une activité et une rentabilité nominales, prévoyant notamment :

- des mesures visant à rattraper au 2^{ème} semestre une partie de l'activité non réalisée au 1^{er} semestre ;
- la négociation de la prise en charge partielle des surcoûts par les clients ;
- des plans d'économies de coûts.

Plus largement, Bouygues Construction peut s'appuyer sur :

- un carnet de commandes à fin juin 2020 qui s'établit à un niveau record de 23,2 milliards d'euros, offrant ainsi une bonne visibilité sur l'activité ;
- un excédent financier net qui s'établit à 2 599 millions d'euros à fin juin 2020, en hausse de 192 millions d'euros par rapport à la même période de l'an passé.

3.1.2 Faits marquants du semestre

En terme de prise de commandes, les six premiers mois de 2020 ont été marqués par l'obtention de contrats significatifs en France, comme à l'international. Ainsi, la prise de commandes atteint 6 257 millions d'euros à fin juin 2020, contre 5 303 millions d'euros à fin juin 2019, soit une hausse de 18 %.

- En France, la prise de commandes est en repli à 2 008 millions d'euros. En bâtiment, Bouygues Construction a remporté plusieurs affaires, notamment en région parisienne. Elle s'est ainsi vue confier la réalisation du centre d'exploitation et de maintenance des lignes 16 et 17 du Grand Paris Express (141 millions d'euros). L'entreprise a également été choisie pour la construction et l'exploitation de l'Arena Porte de la Chapelle en vue des JO 2024 à Paris (110 millions d'euros). La prise de commandes intègre aussi le contrat de réalisation des fondations gravitaires du parc éolien en mer de Fécamp. Ce contrat, d'un montant global de 552 millions d'euros, associe Bouygues Travaux Publics (pour 40,5 %) aux entreprises Saipem et Boskalis.
- À l'international, la prise de commandes du premier semestre 2020 est en forte hausse à 4 249 millions d'euros. Elle comprend notamment le lot C1 de la ligne ferroviaire à grande vitesse *High Speed 2* devant relier Londres à Birmingham au Royaume-Uni, pour un montant total d'1,3^a milliard d'euros (part Bouygues Travaux Publics), la phase 3 du projet de rénovation urbaine « Hallsville Quarter » dans le quartier de Canning Town à Londres pour 264 millions d'euros et la réalisation d'un nouvel hôpital à Abomey-Calavi au Bénin pour 175 millions d'euros. Dans le domaine des énergies, Bouygues Construction, via sa filiale Kraftanlagen, a remporté un contrat de rénovation d'une centrale énergétique à Leuna en Allemagne, pour un montant de plus de 100 millions d'euros.

Au 30 juin 2020, le carnet de commandes s'établit à un niveau record de 23,2 milliards d'euros, en hausse de 8 % par rapport à fin juin 2019. La part de l'international dans le carnet (62 %) est en légère hausse sur un an

(a) Dont le développement des études et les travaux préparatoires pour un montant de 141 M€ enregistrés précédemment en carnet

(60 % à fin juin 2019). La zone Europe (hors France) est la première zone à l'international, devant la zone Asie-Pacifique. L'activité acquise fin juin 2020 pour le reste de l'année 2020 s'établit à 6 milliards d'euros et l'activité à réaliser au-delà de 2020, à 17,2 milliards d'euros, offrant ainsi une bonne visibilité sur l'activité future.

Activité Bâtiment et Travaux Publics

Malgré la forte baisse d'activité attendue pour le secteur de la construction en 2020, les besoins en infrastructures et en bâtiments demeurent élevés, tant dans les pays émergents que dans les pays industrialisés. Par ailleurs, les plans de relance annoncés dans les grands pays d'implantation de Bouygues Construction (Union Européenne, France, Royaume-Uni, Canada) devraient constituer des opportunités intéressantes pour ses domaines d'intervention.

Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires Bâtiment et Travaux Publics de Bouygues Construction s'élève à 3 733 millions d'euros, en retrait de 935 millions d'euros (-20 %) par rapport au premier semestre 2019.

France : 1 385 millions d'euros (-28 %)

En Bâtiment et en Ile-de-France, les chantiers d'écoquartiers d'Issy Cœur de Ville à Issy-les-Moulineaux et d'Eole Evangile à Paris ont débuté. Plusieurs opérations se poursuivent, telles que la rénovation du « 17, bd Morland » à Paris IV. Le chantier de la Tour Alto est presque achevé. En région, le chantier de la salle de spectacle Co'Met à Orléans se poursuit.

Dans le secteur des Travaux Publics, l'activité est notamment portée par les chantiers du « Grand Paris », tels que le prolongement de la ligne 15 (lots T2A et T3A) et du RER E EOLE de la gare Paris-Saint-Lazare à La Défense. En région, les travaux d'extension portuaire de Calais se poursuivent et ceux de Port-la-Nouvelle ont débuté.

Europe (hors France) : 956 millions d'euros (-2 %)

Au Royaume-Uni, Bouygues Construction travaille sur des projets à forte valeur ajoutée dans les domaines de l'éducation et de la recherche, tels que la construction d'un campus « Innovation » à l'Université de Cardiff ou encore la réalisation d'une nouvelle résidence étudiante à l'Université de Brighton. Elle poursuit également la construction de la centrale nucléaire Hinkley Point C où la pose de la dalle de béton du second réacteur a été achevée en juin.

En Suisse, l'entreprise renforce son expertise dans les activités de développement immobilier, en particulier à Kriens, Zurich et Delémont, où plusieurs projets d'écoquartier ont obtenu le label « 2 000 Watts »^a.

En Croatie, le chantier de doublement à 2x2 voies d'une section de 28 kilomètres de l'autoroute d'Istrie se poursuit.

International (hors Europe) : 1 392 millions d'euros (-21 %)

En Asie-Pacifique, Bouygues Construction a su développer son expertise à travers ses filiales de Bâtiment et de Travaux Publics, notamment à Hong-Kong, Singapour et en Australie.

À Hong-Kong, les chantiers d'ouvrages souterrains pris en commande en 2019 (Trunk Road et Central Kowloon Route) ont débuté. Plusieurs autres grands ouvrages se poursuivent, tels que le tunnel routier sous-marin de Tuen Mun Chek Lap Kok et l'extension de la ligne de métro Shatin to Central Link. Ces chantiers ont repris leur activité après un arrêt de 14 jours en février 2020, au début de la pandémie.

En Australie, Bouygues Construction poursuit la réalisation d'infrastructures, telles que les tunnels autoroutiers NorthConnex et WestConnex à Sydney, ou encore le métro de Melbourne. Suite au rachat d'AW Edwards en

(a) Le concept de « Société à 2000 Watts » repose sur l'objectif de diviser par trois la consommation énergétique globale et par huit la production de gaz à effet de serre d'ici l'année 2050, grâce à un recours massif aux énergies renouvelables. Délivrée par l'association Cité de l'énergie, cette distinction récompense les sites en développement, quartiers et zones urbanisées qui adoptent un comportement conforme à ces principes.

juillet 2018, sa présence s'est étendue dans ce pays où elle réalise également des *Data Centers* et des hôpitaux, comme celui de Blacktown dans la région de Sydney.

À Singapour et en Thaïlande, l'entreprise est reconnue dans les activités de Bâtiment, notamment dans les tours de grande hauteur, à l'exemple du projet multi-produits *One City Center* à Bangkok.

Aux Philippines, Bouygues Travaux Publics et VSL ont remporté le contrat de construction d'un pont dans le cadre du nouveau réseau ferroviaire urbain North–South Commuter Railway (NSCR).

À Cuba, Bouygues Construction poursuit la construction d'hôtels pour accompagner l'essor touristique de l'île, avec de nouvelles opérations prises en commande début 2020.

Activité Énergies et Services

Le pôle Energies & Services, composé des filiales Bouygues Energies & Services, Bouygues Energies & Services InTec et Kraftanlagen, se positionne sur trois grands métiers : les infrastructures de réseaux numériques, le génie électrique et thermique et le *facility management*.

La contribution du pôle Energies & Services au chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction s'élève à 1 588 millions d'euros, en diminution de 282 millions d'euros (-15 %) par rapport au premier semestre 2019.

France : 496 millions d'euros (-21 %)

Bouygues Energies & Services est présent dans le domaine des infrastructures de réseau, en particulier dans le cadre des politiques d'aménagement numérique du territoire par les collectivités. Ces activités sont conduites en partenariat avec Axione, qui fait désormais l'objet d'une gouvernance partagée avec le fonds d'investissement Vauban Infrastructures Partners. Avec plus d'un million de prises installées, Bouygues Construction est un acteur majeur du secteur de la fibre en France, avec des projets en cours en Bretagne, dans l'Oise ou encore dans le Pas-de-Calais.

Bouygues Energies & Services développe également son expertise dans le domaine du génie électrique et thermique, à l'exemple des travaux d'électricité et de CVC (Chauffage, Ventilation et Climatisation) dans le cadre de la rénovation de l'îlot Gaité à Montparnasse ou de la Bourse de Commerce dans le centre de Paris.

Bouygues Energies & Services est aussi chargé de l'exploitation et de la maintenance de plusieurs sites publics et privés en France, tels que le Tribunal de grande instance de Paris ou encore le Ministère de la Défense. L'entreprise exécute également le contrat d'éclairage public de la Ville de Paris à travers sa filiale Evesa.

Enfin, en collaboration avec Citelum (filiale d'EDF), Suez et Capgemini, Bouygues Energies & Services a conçu et est désormais en charge de l'exploitation de la première *smart city* française à Dijon. Ce contrat, d'une durée de 12 ans, prévoit la gestion connectée de l'espace public des 250 000 habitants de l'agglomération.

International : 1 092 millions d'euros (-12 %)

Dans le domaine des grands projets d'infrastructure de réseaux électriques, Bouygues Energies & Services développe des solutions photovoltaïques clés en main, comme au Japon, où elle construit actuellement une centrale solaire d'une puissance de 102 méga watts. Kraftanlagen conçoit et rénove également des centrales thermiques, notamment à Kiel dans le nord de l'Allemagne.

L'expertise de Bouygues Energies & Services est aussi reconnue dans le domaine des *Data centers*, notamment dans la région de Londres, où elle réalise actuellement un 6^{ème} *data center* pour l'entreprise britannique de gestion de données Virtus.

Les activités de *facility management* de Bouygues Construction s'exercent notamment au Royaume-Uni, à l'exemple du contrat des bureaux du Département de Police du sud-est de Londres, et au Canada, où l'entreprise

assure le *facility management* de l'hôpital de Surrey et du quartier général de la Gendarmerie Royale. Cette activité assure à Bouygues Energies & Services une source de revenus de long terme.

3.1.3 Perspectives

Bouygues Construction dispose d'une bonne visibilité sur son niveau d'activité et de fondamentaux solides, tout en assurant en priorité la santé et la sécurité de ses collaborateurs et partenaires des projets :

- un carnet à un niveau record, comprenant une activité acquise au 30 juin 2020 de 6 milliards d'euros pour le reste de l'exercice 2020 et un carnet à moyen terme (à compter du 1^{er} janvier 2021) de 17,2 milliards d'euros ;
- une activité internationale soutenue et diversifiée, dans des pays aux fondamentaux structurels et économiques favorables (Suisse, Royaume-Uni, Australie, Canada, Allemagne, etc.), bien classés par l'organisation non gouvernementale Transparency International ;
- une structure financière saine, forte d'un excédent financier net de 2,6 milliards d'euros au 30 juin 2020 ;
- un modèle de coûts en grande partie variables et une capacité d'adaptation lui permettant de faire face aux aléas d'activité ;
- une avance dans le domaine de la construction durable à laquelle une grande partie du budget de R&D est consacrée ;
- un fort engagement dans l'innovation partagée au service de ses clients.

Après un premier semestre 2020 fortement marqué par les impacts de la crise sanitaire, Bouygues Construction a mis en place les plans d'actions nécessaires afin de revenir rapidement vers une activité et une rentabilité nominales (mesures de rattrapage d'activité au 2^{ème} semestre, négociation de la prise en charge des surcoûts par les clients, plans d'économies).

La maîtrise de l'exécution des grands chantiers, la sélectivité dans les prises de commandes et l'innovation restent au cœur des priorités de Bouygues Construction.

3.2. Bouygues Immobilier

Développeur-ensemblier urbain et acteur de référence en France, Bouygues Immobilier apporte des solutions innovantes et durables aux besoins des territoires et de ses clients pour contribuer au mieux-vivre en ville.

3.2.1 Chiffres clés

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	1 ^{er} SEMESTRE 2019	1 ^{er} SEMESTRE 2020	VARIATION
Chiffre d'affaires	1 086	701	-35 %^a
<i>Dont Logement</i>	<i>1 008</i>	<i>635</i>	<i>-37 %</i>
<i>Dont Immobilier d'Entreprise</i>	<i>78</i>	<i>66</i>	<i>-15 %</i>
Résultat opérationnel courant	29	(38)	-67 M€
Résultat opérationnel	29	(38)	-67 M€
Résultat net part du Groupe	13	(33)	-46 M€

(a) A périmètre et change constant

Estimation des impacts de la crise sanitaire sur le S1 2020

M€	Variation vs. S1 2019	Dont impact estimé de la Covid-19
Chiffre d'affaires	-385	-400
Résultat opérationnel courant	-67	-50

La crise sanitaire liée à la COVID 19 a eu un fort impact sur le chiffre d'affaires et la rentabilité de Bouygues Immobilier au premier semestre 2020.

Le chiffre d'affaires de Bouygues Immobilier s'élève ainsi à 701 millions d'euros, en baisse de 35 % par rapport au premier semestre 2019 (dont -37% en Logement et -15 % en Immobilier d'Entreprise). La crise sanitaire explique intégralement cette baisse avec un impact estimé à -400 millions d'euros.

Le résultat opérationnel atteint -38 millions d'euros, soit -67 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Cette dégradation est consécutive aux effets du confinement en France : arrêt des chantiers pendant presque deux mois combiné au gel des réservations et des ventes notaire sur la même période ainsi qu'au décalage dans la tenue du deuxième tour des élections municipales (reporté de fin mars à fin juin). Cette baisse est amplifiée par la très faible activité en Immobilier d'Entreprise. Au total, l'impact de la Covid-19 sur le résultat opérationnel courant du premier semestre 2020 est estimé à -50 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe s'établit à -33 millions d'euros au premier semestre 2020, en recul de 46 millions d'euros comparé au premier semestre 2019.

3.2.2 Faits marquants du semestre

La crise sanitaire a amplifié le mouvement de ralentissement de l'activité sur le marché immobilier français, engagé dès 2019, année pré-électorale. En 2020, la période de confinement et la tenue tardive du 2^{ème} tour des élections municipales ont quasiment stoppé l'obtention des autorisations administratives, entraînant une forte baisse du nombre de logements mis en vente. En outre, les bureaux de vente et les études notariales ayant été fermés pendant le confinement, les ventes ont été considérablement ralenties.

Au premier semestre 2020, pour les logements collectifs et individuels groupés, les dépôts de permis de construire en France sont en forte baisse (- 23 % vs S1 2019), de même que les réservations de logements (-31 % vs S1 2019) et les mises en chantier (-18 % vs S1 2019).

En Immobilier d'Entreprise, le marché de la demande placée, qui montrait déjà des signes d'essoufflement en 2019, s'est fortement dégradé au 1^{er} semestre 2020 (667 600 m² placés ; - 40 % vs S1 2019) pour atteindre un niveau historiquement bas. Grâce à la concrétisation de plusieurs transactions initiées courant 2019, les investissements en Ile-de-France, d'un montant de 7,7 milliards d'euros, affichent une moindre baisse (-25 % vs S1 2019) après une année 2019 record.

Dans ce contexte exceptionnel, l'activité commerciale de Bouygues Immobilier a été significativement impactée, tant en Logement qu'en Immobilier d'Entreprise.

RÉSERVATIONS (M€)	1 ^{er} SEMESTRE 2019	1 ^{er} SEMESTRE 2020	VARIATION
Logement ^a	964	887	-8 %
Immobilier d'Entreprise	25	5	ns
Réservations totales^b	989	892	-10 %

(a) Les réservations en Logement comprennent les terrains à bâtir

(b) Définition : en Logement, les réservations sont présentées nettes des désistements. En Immobilier d'Entreprise, les réservations sont fermes et non annulables (ventes notariées)

En Logement, les ventes à l'unité ont enregistré un fort ralentissement, partiellement compensé par la conclusion d'un accord avec la Caisse des Dépôts et Consignations pour une importante vente en bloc (logement locatifs sociaux, locatifs intermédiaires et locatifs libres) au deuxième trimestre 2020, dont 1 408 lots sont intégrés dans les réservations à fin juin 2020.

Les réservations en Immobilier d'Entreprise s'élèvent à 5 millions d'euros, constituées exclusivement de commerces en pieds d'immeubles.

Après une période de confinement marquée par un très fort ralentissement de l'activité, les livraisons de logements ont repris dès la fin du confinement, parmi lesquelles :

- La livraison de Cœur Ginko (150 logements et un centre-commerçant), dernier îlot de l'écoquartier GINKO à Bordeaux
- La résidence Premium D'une rive à l'autre à Neuilly-sur-Seine (52 appartements haut de gamme)

Les lancements commerciaux ont également repris en mai, avec par exemple :

- En Ile-de-France, l'opération Cœur Champigny (314 logements, 4 500 m² de commerces et activités)
- Dans les Hauts-de-France, Sensorium à la Madeleine (projet mixte de 135 logements, 18 000 m² de bureaux et 1 200 m² de commerces)
- À Marseille, la commercialisation de la première résidence (148 logements et 700 m² de commerces) de l'écoquartier méditerranéen Les Fabriques.

En Immobilier d'Entreprise, Bouygues Immobilier a livré en mai l'immeuble IntenCity à Grenoble (27 000 m²). Schneider Electric, l'utilisateur unique, y installera 1 500 collaborateurs à l'automne 2020.

CARNET DE COMMANDES (millions d'euros)	FIN JUIN 2019	FIN JUIN 2020	VARIATION
Carnet de commandes	2 304	2 386	+4 %
<i>Dont Logement</i>	<i>2 095</i>	<i>2 201</i>	<i>+5 %</i>
<i>Dont Immobilier d'Entreprise</i>	<i>209</i>	<i>185</i>	<i>-11 %</i>

A fin juin 2020, Bouygues Immobilier affiche un carnet de commandes de 2 386 millions d'euros représentant 12 mois d'activité, en augmentation de 4 % vs S1 2019.

3.2.3 Perspectives

Le marché de l'immobilier en France devrait être durablement affecté par les conséquences de la crise sanitaire mondiale. Les fondamentaux en logement restent toutefois favorables : demande forte, taux d'intérêt bas, et maintien des dispositifs fiscaux Pinel, PTZ+ et Censi Bouvard jusqu'en 2021. En Immobilier d'Entreprise, l'utilisation plus massive du télétravail par les entreprises pourrait entraîner une évolution de la répartition du marché autour de 3 axes : le travail à la maison, le travail au bureau et le travail nomade dans des tiers-lieux.

Dans ce contexte, Bouygues Immobilier anticipe une baisse de son chiffre d'affaires et de sa rentabilité en 2020 par rapport à 2019. Il continuera à s'appuyer sur ses savoir-faire et atouts pour adapter ses offres aux nouvelles conditions de marché : immeubles bas carbone, réhabilitation de friches industrielles ou commerciales, logements permettant de travailler à domicile et solutions tertiaires offrant flexibilité et sécurité en combinant bureaux et coworking grâce à Wojo, sa filiale conjointe avec Accor.

Par ailleurs, Bouygues Immobilier poursuit la mise en œuvre de son projet stratégique #BI2025 pour redresser son activité et sa rentabilité et retrouver ainsi son leadership d'ici 5 ans.

3.3. Colas

Implanté dans plus de cinquante pays sur les cinq continents, Colas est un leader mondial de la construction et de la maintenance des infrastructures de transport. Sa mission est de promouvoir des solutions d'infrastructure pour une mobilité responsable. Il exerce une importante activité de production et de recyclage de matériaux de construction ainsi que de distribution de bitume.

3.3.1 Chiffres clés

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	1 ^{ER} SEMESTRE 2019	1 ^{ER} SEMESTRE 2020	VARIATION
Chiffre d'affaires	5 834	4 870	-17 %^a
<i>Dont France</i>	<i>3 071</i>	<i>2 236</i>	<i>-27 %</i>
<i>Dont international</i>	<i>2 763</i>	<i>2 634</i>	<i>-5 %</i>
Résultat opérationnel courant	(136)	(304)	-168 M€
Résultat opérationnel	(136)	(349)^b	-213 M€
Résultat net part du Groupe	(102)	(295)	-193 M€

(a) -15 % à périmètre et changes constants

(b) Dont 45 M€ de charges non courantes liées à la réorganisation des activités routières en France et à la poursuite des travaux de démantèlement du site de Dunkerque.

Estimation des impacts de la crise sanitaire sur le S1 2020

M€	Variation vs. S1 2019	Dont impact estimé de la Covid-19
Chiffre d'affaires	-964	-810
Résultat opérationnel courant	-168	-190

3.3.2 Faits marquants du semestre

- Nouvelle organisation à partir du 1^{er} janvier 2020
- Acquisition des actifs de la société Granite Contracting LLC (production d'enrobés et travaux routiers) opérant en Caroline du Nord et Caroline du Sud, aux Etats-Unis (CA annuel : 50 millions de dollars)
- Principales prises de commandes :
 - Réfection de deux sections de l'Interstate 80 en Pennsylvanie, aux Etats-Unis, pour un montant de 58 millions d'euros
 - Remplacement de l'alimentation électrique de la ligne de métro léger (LRT) de Bukit-Panjang à Singapour (1^{er} contrat dans ce pays pour Colas Rail), pour un montant de 41 millions d'euros
 - Aménagement de la promenade urbaine Samuel de Champlain (phase 3) à Québec, au Canada, pour un montant de 39 millions d'euros
 - Réfection d'une section de Dalton Highway en Alaska, aux Etats-Unis, pour un montant de 35 millions d'euros
 - Extension Sud de la ligne 14 du métro du Grand Paris, en France, pour un montant de 35 millions d'euros
 - Travaux routiers et de génie civil sur Highway 404 en Ontario, au Canada, pour un montant de 32 millions d'euros

Incidence de l'épidémie de la Covid-19

Comme prévu, l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur l'activité et les résultats de Colas s'est accentué au 2^{ème} trimestre 2020.

Ainsi, à périmètre et change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en baisse de 18 % au 2^{ème} trimestre (-29 % en France) contre -10 % au 1^{er} trimestre (-17 % en France).

Après un fort recul au mois d'avril, le redémarrage progressif de l'activité a permis de retrouver un niveau normal au mois de juin. Cette reprise d'activité a été favorisée par l'amélioration ou la stabilisation de la situation sanitaire, à l'exception des États-Unis, des Départements et Régions d'Outre-mer et de l'Océan Indien.

Ainsi, le résultat opérationnel courant du 2^{ème} trimestre 2020 est positif à 66 M€. Il s'inscrit néanmoins en recul de 96 millions d'euros par rapport au 2^{ème} trimestre 2019, contre -72 millions d'euros au 1^{er} trimestre.

Enfin, la crise sanitaire a ralenti la consommation du carnet de commandes.

Saisonnalité de l'activité

La plupart des activités du Groupe se caractérisent par une forte saisonnalité, ce qui se traduit par une perte opérationnelle au premier semestre de chaque année.

L'activité par secteur opérationnel

Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2020 s'élève à 4,9 milliards d'euros, en baisse de 17 % par rapport au 1^{er} semestre 2019 (-15 % à périmètre et change constants). Le chiffre d'affaires ressort à 2,3 milliards d'euros en France (-27 % et -24 % à périmètre et change constants) et 2,6 milliards d'euros à l'international (-5 % à périmètre et change constants).

Au 1^{er} semestre 2020, la réduction du chiffre d'affaires due aux conséquences de l'épidémie de la Covid-19 est estimée à 810 millions d'euros.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL (en millions d'euros)	1^{ER} SEMESTRE 2019	1^{ER} SEMESTRE 2020	VARIATION	VARIATION A PCC^a
Chiffre d'affaires	5 834	4 870	-17 %	-15%
<i>Dont Route Métropole / DOM-OI</i>	<i>2 766</i>	<i>2 101</i>	<i>-24 %</i>	<i>-24 %</i>
<i>Dont Route EMEA</i>	<i>921</i>	<i>916</i>	<i>-1 %</i>	<i>+1 %</i>
<i>Dont Route Amérique du Nord</i>	<i>1 169</i>	<i>1 130</i>	<i>-3 %</i>	<i>-8 %</i>
<i>Dont Route Asie Pacifique</i>	<i>202</i>	<i>184</i>	<i>-9 %</i>	<i>-11 %</i>
Total Route	5 058	4 331	-14 %	-15 %
Ferroviaire et autres Activités	762	534	-30 %	-14 %
Holding	14	5	ns	ns

(a) A périmètre et change constants

Routes

- Le chiffre d'affaires de l'activité routière s'élève à 4,3 milliards d'euros au 1^{er} semestre 2020, en baisse de 14 % (-15 % à périmètre et changes constants).
- Dans la zone Métropole / DOM-OI, la plus fortement impactée par les conséquences de l'épidémie de la Covid-19, l'activité est en baisse de 24 % par rapport au 1^{er} semestre 2019.
- A périmètre et changes constants, l'activité est pratiquement stable dans la zone EMEA (+1 %), alors qu'elle est en retrait de 7 % aux Etats-Unis, de 8 % au Canada et de 11 % en Asie-Pacifique.

Ferroviaire et autres Activités

Par rapport au 1^{er} semestre 2019, le chiffre d'affaire du Ferroviaire et autres Activités est en baisse de 14 % à périmètre et change constants. La contribution de Smac, déconsolidée au 2^{ème} trimestre 2019, s'élevait à 141 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2019.

Production de matériaux

En France comme à l'international, l'activité de Colas comprend une importante production (incluant valorisation et recyclage) de matériaux de construction, notamment de granulats, à partir d'un réseau international de 449 carrières et gravières exploitées, 151 usines d'émulsion, 526 centrales d'enrobage et 192 centrales à béton. Au premier semestre 2020, les ventes en quote-part s'élèvent à 43 millions de tonnes de granulats (-17 % par rapport au premier semestre 2019), 606 000 tonnes de liants et d'émulsions (-40 %), 14 millions de tonnes d'enrobés (-11 %) et 1,2 million de mètres cubes de béton prêt à l'emploi (-15 %). L'importante activité de distribution de bitume de Colas s'appuie sur 69 terminaux de bitume.

Performance financière

Le résultat opérationnel courant du 1^{er} semestre 2020 ressort à -304 millions d'euros, en retrait de 168 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2019. Au 1^{er} semestre 2020, l'impact de la crise sanitaire sur le résultat opérationnel courant est estimé à environ -190 millions d'euros (perte de marge opérationnelle courante et coûts inévitables).

Le résultat opérationnel du 1^{er} semestre 2020, égal à -349 millions d'euros, intègre des charges non courantes à hauteur de 45 millions d'euros. Ces charges sont liées à la réorganisation des activités routières en France et à la poursuite des travaux de démantèlement du site de Dunkerque.

La quote-part du résultat des coentreprises et entités associées s'élève à 4 millions d'euros à fin juin 2020 contre 25 millions d'euros à fin juin 2019, en partie du fait du retrait des résultats de Tipco Asphalt.

Le résultat net part du Groupe ressort à -295 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020, en baisse de 193 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2019.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes à fin juin 2020 se maintient au niveau élevé de 10,1 milliards d'euros, en hausse de 1 % retraité des principales acquisitions et cessions et à change constants.

Le carnet en France métropolitaine (3,6 milliards d'euros) est en baisse de 1 %, en lien avec la diminution des prises de commandes de la Route Métropole (impacts de la Covid-19 et du contexte électoral).

Le carnet à l'international et Outre-mer (6,5 milliards d'euros) est en hausse de 2 % retraité des principales acquisitions et cessions et à change constants.

3.3.3 Perspectives

Malgré l'annonce généralisée de plans de soutien de l'activité ou de relance par les infrastructures, la vigilance reste de mise au regard de l'évolution de l'épidémie de Covid-19 et de ses impacts sur les marchés et zones d'implantation de Colas.

Sur la base des éléments connus à date et hors nouvelle évolution défavorable de la situation sanitaire, la baisse de chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant au 2^{ème} semestre 2020 par rapport à 2019 devrait être sensiblement plus faible qu'au 1^{er} semestre.

3.4. TF1

TF1 a l'ambition d'inspirer positivement la société en informant et en divertissant un large public. Groupe média leader de la télévision en France, il propose une offre étendue de contenus et de services associés. Il est également un acteur reconnu de la production audiovisuelle et du digital.

3.4.1 Chiffres clés

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	1 ^{er} SEMESTRE 2019	1 ^{er} SEMESTRE 2020	VARIATION
Chiffre d'affaires	1 145	884	-23 %
<i>Dont CA publicité groupe TF1</i>	<i>836</i>	<i>617</i>	<i>-26 %</i>
<i>Dont CA autres activités</i>	<i>309</i>	<i>267</i>	<i>-14 %</i>
Résultat opérationnel courant	163	68	-95 M€
Résultat opérationnel	163	68	-95 M€
Résultat net part du Groupe	107	38	-69 M€

Estimation des impacts de la crise sanitaire sur le S1 2020

M€	Variation vs. S1 2019	Dont impact estimé de la Covid-19
Chiffre d'affaires	-261	-250
Résultat opérationnel courant	-95	-100

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2020 du groupe TF1 s'élève à 884 millions d'euros, en recul de 261 millions d'euros (-23 %) par rapport au premier semestre 2019. Cette baisse traduit l'effet de la pandémie de la Covid-19 sur l'activité estimé à -250 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires publicitaire s'établit à 617 millions d'euros, en recul de 26 % sur un an. Le premier semestre est fortement impacté par les effets de la crise liée à la Covid-19 se traduisant par l'annulation massive ou les reports de campagnes publicitaires, notamment pendant la période du confinement.

Les revenus des autres activités s'élèvent à 267 millions d'euros, en recul de 42 millions d'euros, soit -14% par rapport à fin juin 2019. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des revenus sur Studios et Divertissements en lien avec la déconsolidation de Téléshopping cédée début avril 2019 et la baisse des revenus de TF1 Entertainment dont les activités musicales et spectacles sont à l'arrêt depuis la période de confinement.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 68 millions d'euros, en recul de 95 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Cette baisse, liée à l'impact de la Covid-19, est limitée sur la période grâce à un effort important déployé pour réaliser 107 millions d'euros d'économies sur le coût des programmes des cinq chaînes en clair.

Le résultat net part du Groupe du premier semestre 2020 s'établit à 38 millions d'euros, en recul de 69 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019.

3.4.2 Faits marquants du semestre

- Le 12 février, Newen annonce la création de la société de production Ringside Studios qui développera des fictions anglaises et internationales de grande qualité, potentiellement distribuées par Newen.
- Pendant la crise liée à la Covid-19, TF1 se mobilise aux côtés des associations en ouvrant plus largement ses espaces publicitaires pour soutenir les grandes causes et en déployant un dispositif unique pour la

Fondation Hôpitaux de Paris - Hôpitaux de France avec la production gracieuse d'un spot vidéo d'appel aux dons relayé massivement sur tous les supports. Fin avril, TF1 lance une nouvelle offre de podcasts, accessible gratuitement sur l'ensemble des plateformes de diffusion. Cette nouvelle offre se compose de 5 thématiques autour de marques phares des antennes et incarnées par des personnalités emblématiques : people, aventure, musique, faits divers et histoire.

- Début juin, Mediapro, nouvel acteur clé du football français, et TF1 annoncent la signature d'un partenariat sur quatre ans, renouvelable, reposant principalement sur une licence de marque pour une nouvelle chaîne baptisée Téléfoot, nom de la marque historique du magazine de TF1.

Audiences^a

L'intérêt des français pour la télévision n'a jamais été aussi élevé comme le prouve la très forte consommation de télévision sur le premier semestre à 3h56 (+26 minutes sur un an), avec 4h34 pendant le confinement (+1h09 sur un an). Depuis le déconfinement, la durée d'écoute individuelle reste à un haut niveau et atteint 3h41 en moyenne au mois de juin (+20 minutes sur un an).

La part d'audience du groupe TF1 sur la cible publicitaire des Individus âgés de 25 à 49 ans se maintient à un haut niveau au premier semestre à 29,6 %, stable sur un an. Pour accompagner les Français pendant la période de crise, TF1 a adapté son offre de contenus afin de répondre au mieux à leur besoin d'information et de continuer à les divertir à travers :

- Une offre d'information référente reposant sur des journaux télévisés rallongés et l'intervention d'experts et de figures politiques de premier rang ;
- Une offre cinéma renforcée autour de comédies populaires cultes et des franchises internationales familiales ;
- Des programmes emblématiques de divertissement qui ont accompagné les téléspectateurs sur plusieurs semaines grâce à une augmentation du nombre de soirées de diffusion ;
- Une offre de contenus non linéaire sur MYTF1 qui enregistre une croissance de 16 % du nombre de vidéos vues sur le premier semestre.

Antennes

Le chiffre d'affaires des Antennes s'établit à 683 millions d'euros, en recul de 208 millions d'euros sur un an.

- Le chiffre d'affaires publicitaire des Antennes s'élève, au premier semestre 2020, à 586 millions d'euros, en baisse de 205 millions d'euros (-26 %). Dès le mois de mars, les annonceurs ont annulé ou reporté leurs campagnes publicitaires, ce phénomène s'étant accéléré en avril et mai pendant la période de confinement.
- Le chiffre d'affaires des autres activités du segment Antennes est en baisse de 3 millions d'euros sur un an. Hors impact de la revente des droits sportifs de la Coupe du Monde de Football féminin au deuxième trimestre 2019, le chiffre d'affaires est en progression sur un an grâce aux bonnes performances de l'interactivité.

Le coût des programmes des cinq chaînes en clair du groupe TF1 s'élève à 339 millions d'euros, traduisant des économies réalisées à hauteur de 107 millions d'euros sur le semestre. Les mesures adoptées incluent notamment une offre d'information renforcée sans coût supplémentaire, l'achat de programmes à coûts optimisés et l'augmentation du nombre de rediffusions.

Le résultat opérationnel courant du pôle Antennes s'établit à 76 millions d'euros, en baisse de 67 millions d'euros sur un an. Les économies réalisées sur le coût de la grille ont permis d'absorber plus de la moitié de la baisse des revenus publicitaires des Antennes.

(a) Source : Médiamétrie-Médiamat

Studios et Divertissements

Les revenus du pôle Studios et Divertissements s'établissent à 132 millions d'euros au premier semestre 2020, en recul de 37 millions d'euros sur un an. Hors impact de la déconsolidation de Téléshopping intervenue au deuxième trimestre 2019, le segment enregistre une baisse de 17 millions d'euros sur la période.

Au premier semestre, l'impact de la baisse d'activité de Newen liée à l'arrêt des tournages en France et à l'étranger pendant la période de confinement est partiellement compensé par l'entrée dans le périmètre de la société canadienne Reel One acquise au quatrième trimestre 2019. Newen a été l'un des premiers producteurs à reprendre l'activité de production de ses deux séries quotidiennes phares (*Demain Nous Appartient* et *Plus Belle La Vie*) dès mi-mai. Le carnet de commandes à fin juin reste élevé à plus de 1 500 heures, traduisant des reports de livraisons des productions commandées.

L'activité de TF1 Entertainment enregistre, quant à elle, une forte baisse de son chiffre d'affaires liée au report ou annulation de projets par le label musical Play Two et à la fermeture de la Seine Musicale à compter du mois de mars.

Le résultat opérationnel courant de ce pôle est égal à zéro au premier semestre. La baisse enregistrée s'explique par le recul de l'activité en lien avec la crise sanitaire.

Unify

Les revenus du pôle Unify s'établissent à 68 millions d'euros, en recul de 17 millions d'euros sur un an.

Depuis le début du mois de mars, les activités de publicité digitale, de programmation et de services aux annonceurs, en France comme à l'étranger, ont été fortement impactées par les annulations ou reports de campagnes et d'événements.

L'activité de e-commerce communautaire a résisté sur le premier semestre, portée par les campagnes publicitaires TV pour My Little Box et Gambettes Box sur les chaînes du groupe TF1 qui ont permis de soutenir les ventes de box et de recruter de nouveaux abonnés.

Le résultat opérationnel courant s'élève à -8 millions d'euros, en diminution de 11 millions d'euros.

3.4.3 Perspectives

Les résultats du premier semestre 2020 traduisent la capacité d'adaptation rapide de TF1 en termes de programmation et de gestion des coûts dans un contexte de forte baisse des revenus de l'ensemble de ses activités.

Depuis la fin du confinement, la tendance à la baisse des revenus publicitaires ralentit progressivement avec le retour d'une partie des annonceurs qui investissent de nouveau afin d'accompagner une reprise lente de la consommation. Dès la rentrée, TF1 proposera une programmation riche et variée avec le retour de franchises phares, la diffusion de films inédits et le lancement de nouveautés.

En parallèle, le redémarrage des tournages en France et à l'étranger permet à Newen d'envisager la reprise d'une activité soutenue jusqu'à la fin de l'année, celle-ci restant néanmoins dépendante de l'évolution de la crise. Enfin, certaines activités telles que les spectacles ou événements musicaux restent toujours à l'arrêt sans visibilité de reprise.

Concernant ses prévisions, TF1 a déjà annoncé, le 1^{er} avril, renoncer à ses objectifs 2020. Compte tenu des impacts de la crise liée à la Covid-19 enregistrés au premier semestre et des incertitudes persistantes quant à l'évolution de la propagation du virus et de ses conséquences, TF1 renonce également à ses objectifs pour l'année 2021.

3.5. Bouygues Telecom

Acteur majeur du marché français des télécommunications, Bouygues Telecom apporte des solutions de connectivité aux particuliers et entreprises. Depuis plus de vingt ans, les équipes de Bouygues Telecom déploient toute leur énergie pour que la technologie permette à chacun de se connecter à ses proches et de renforcer les liens.

3.5.1 Chiffres clés

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	1 ^{er} SEMESTRE 2019	1 ^{er} SEMESTRE 2020	VARIATION
Chiffre d'affaires	2 913	3 042	+4 %^a
<i>Dont chiffre d'affaires Services</i>	<i>2 226</i>	<i>2 404</i>	<i>+8 %</i>
<i>Dont chiffre d'affaires Autres</i>	<i>687</i>	<i>638</i>	<i>-7 %</i>
EBITDA après Loyer	653	711	+58 M€
<i>EBITDA après Loyer/Chiffre d'affaires Services</i>	<i>29,3 %</i>	<i>29,6 %</i>	<i>+0,3 pt</i>
Résultat opérationnel courant	230	253	+23 M€
Résultat opérationnel	280^b	254^c	-26 M€
Résultat net part du Groupe	165	157	-8 M€
Investissement d'exploitation bruts	530	581	+51 M€
Cessions	76	194^d	+118 M€

(a) +4 % à périmètre constant

(b) Dont 50 M€ de produits non courants essentiellement liés à la plus-value de cession de sites Mobile

(c) Dont 1 M€ de produits non courants

(d) Dont 185 M€ de cessions liées à Astérix

Estimation des impacts de la crise sanitaire sur le S1 2020

M€	Variation vs. S1 2019	Dont impact estimé de la Covid-19
Chiffre d'affaires	+ 129	-70
Résultat opérationnel courant	+ 23	-20

Dans un contexte de crise liée à la pandémie de la Covid-19, Bouygues Telecom réalise au premier semestre 2020 un chiffre d'affaires de 3 042 millions d'euros, en croissance de 4 % par rapport au premier semestre 2019 (+4 % à périmètre constant).

Le chiffre d'affaires Services ressort à 2 404 millions d'euros, en hausse de 8 % sur un an, bénéficiant de la croissance des parcs clients Mobile et Fixe et de l'amélioration des ABPU Mobile (hors impact *roaming*) et Fixe sur un an.

Le chiffre d'affaires Services Mobile progresse de 6 % sur le premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019. Cette hausse reflète la progression du chiffre d'affaires facturé aux clients (hors *roaming*), ainsi que les effets du confinement avec, d'une part, une légère augmentation du chiffre d'affaires des appels entrants Voix et SMS en corrélation avec l'augmentation des usages et, d'autre part, la baisse attendue du chiffre d'affaires *roaming* en raison de la chute des voyages intercontinentaux et de la fermeture de certaines frontières.

Le chiffre d'affaires Services Fixe augmente, quant à lui, de 12 % sur la même période.

Enfin, le chiffre d'affaires Autres recule de 7 % sur la période en raison de moindres ventes de terminaux en lien avec le confinement.

L'impact de la Covid-19 sur le chiffre d'affaires total du premier semestre 2020 est estimé à -70 millions d'euros.

L'EBITDA après Loyer du premier semestre 2020 s'élève à 711 millions d'euros, en augmentation de 58 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Il intègre des dépenses non récurrentes pour 20 M€ au premier trimestre 2020 (repositionnement de la marque et campagnes de publicité), un impact estimé de la Covid-19 d'environ -20 M€ sur le premier semestre.

Le taux de marge d'EBITDA après Loyer^a du premier semestre 2020 est en légère hausse à 29,6 %.

Le résultat opérationnel courant ressort à 253 millions d'euros, en hausse de 23 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Il intègre une plus-value de 17 millions d'euros liée à la cession des prises FTTH existantes en zones moyennement denses à la co-entreprise créée dans le cadre du projet Astérix.

Le résultat opérationnel s'établit à 254 millions d'euros au premier semestre 2020.

Les investissements d'exploitation bruts s'élèvent à 581 millions d'euros, en hausse de 51 millions d'euros sur un an. Les cessions atteignent 194 millions, dont une très large part est liée au projet Astérix pour 185 millions d'euros.

À 157 millions d'euros, le résultat net part du Groupe est quasi stable au premier semestre 2020 comparé au premier semestre 2019.

3.5.2. Faits marquants du semestre

- Le 28 mai, lancement de la Bbox Smart TV, une offre 3P où le décodeur TV disparaît, remplacé par l'application B.TV+ intégrée dans une Smart TV Samsung ;
- Le 10 juin, lancement de l'option Onoff pour proposer un second numéro de téléphone mobile sans changer de téléphone ni de forfait ;
- Le 22 juin, enrichissement de la gamme Forfait Mobile, avec les premières offres compatibles 5G ;
- Le 25 juin, signature d'un protocole d'exclusivité avec le Crédit Mutuel en vue d'acquérir Euro-Information Telecom et de conclure un partenariat de distribution ;
- Fin juin, Bouygues Telecom lance le programme de décarbonation de ses activités.

Au premier semestre 2020, dans un contexte exceptionnel de pandémie, Bouygues Telecom a démontré sa capacité à maintenir la qualité et la fiabilité de ses réseaux Mobile et Fixe qui ont absorbé les hausses considérables de trafic pendant la période de confinement. Dans les zones rurales, Bouygues Telecom tient ses engagements de déploiement de sites 4G dans le cadre du *New Deal* malgré la suspension des travaux pendant le confinement. Au 1^{er} juillet 2020, Bouygues Telecom a livré 102 sites 4G, dépassant son objectif.

La qualité de son service clients et la forte mobilisation de ses collaborateurs lui ont permis de satisfaire au mieux les besoins de ses clients. Bouygues Telecom a été le premier opérateur à rouvrir massivement ses boutiques, dès le 11 mai, dans le strict respect des mesures sanitaires. Depuis cette réouverture, le niveau des souscriptions est plus élevé qu'avant la crise, permettant le maintien d'une bonne performance commerciale sur le premier semestre 2020.

Au 30 juin 2020, Bouygues Telecom compte 18,2 millions de clients Mobile dont 11,8 millions de clients Forfait Mobile hors MtoM^b (+274 000 nouveaux clients Forfaits Mobile hors MtoM recrutés sur le premier semestre 2020 dont +161 000 clients sur le deuxième trimestre). Le parc de clients FTTH^c s'élève à 1,2 million de clients et affiche une croissance nette de 210 000 clients sur le premier semestre 2020, dont +93 000 au deuxième trimestre. Cette performance confirme la forte demande FTTH des clients en sortie de confinement. La part du FTTH représente désormais 30 % du parc Fixe de Bouygues Telecom rattrapant ainsi l'écart avec ses concurrents. Le parc total Fixe s'élève à 4 millions de clients à fin juin 2020. L'opérateur dispose d'un potentiel

(a) EBITDA après Loyer / Chiffre d'affaires Services

(b) Machine to Machine

(c) Fiber To The Home

de croissance grâce à l'accélération de la fibre. Il est désormais présent dans 87 départements et plus de 5 222 communes et compte 14,3 millions de prises commercialisées à fin juin 2020 (+5,2 millions sur un an).

En dépit de la crise sanitaire, la part du segment Premium, qui voit le retour des clients Mobile en boutiques avec un fort niveau de transformation (souscription de forfait, SAV, renouvellement, etc), s'est maintenue par rapport à celle du segment SIM Only/Web Only.

Par ailleurs, le 26 juin dernier, Bouygues Telecom a annoncé la signature d'un protocole d'exclusivité avec le groupe Crédit Mutuel en vue d'acquérir Euro-Information Telecom, premier MVNO du marché français, et de conclure un partenariat de distribution.

Cette opération stratégique pour Bouygues Telecom, lui permet d'accroître sa base de clients Mobile de 2 millions de clients supplémentaires et de bénéficier d'un réseau de distribution complémentaire et expérimenté sur tout le territoire (plus de 4 200 caisses locales du Crédit Mutuel et agences bancaires CIC et 30 000 conseillers de clientèle). De plus, cette opération contribuera à améliorer la rentabilité de Bouygues Telecom et sécuriser son cash-flow libre dans une industrie de coûts fixes.

Enfin, Bouygues Telecom a continué à mener ses projets d'infrastructures dans un contexte inédit de pandémie. Il a conclu un accord avec Phoenix Tower International le 19 mars 2020 pour le déploiement de 4 000 sites en zone non dense, et finalisé le closing:

- du projet Saint-Malo signé avec Cellnex le 26 février 2020 et portant sur le déploiement d'une infrastructure nationale de fibres optiques en FTTA et FTTO ;
- du projet Astérix signé le 23 avril 2020 avec Vauban Infrastructure Partners et portant sur le co-financement d'un réseau FTTH en zone moyennement dense.

3.5.3 Perspectives

Bouygues Telecom poursuit sa stratégie de croissance et choisit de maintenir un niveau d'investissement élevé pour renforcer la qualité de ses réseaux. Il revoit ainsi ses objectifs pour 2020^a

- Croissance du chiffre d'affaires Services estimée à environ 4 %, en dépit de la forte baisse du chiffre d'affaires *roaming* en lien avec la Covid-19 (vs 5 % auparavant)
- Investissements bruts pouvant atteindre 1,2 milliard d'euros (y compris les investissements nécessaires à l'intégration d'EIT et hors fréquences 5G)
- Cash-flow libre^b d'environ 250 millions d'euros (vs supérieur à 300 millions d'euros auparavant)

3.6. Alstom

Au 30 juin 2020, Bouygues détenait 14,52 % du capital d'Alstom.

Alstom, engagé pour une mobilité plus propre et plus intelligente, propose une gamme complète d'équipements et de services, des trains à grande vitesse, métros, tramways et « e-bus » aux systèmes intégrés, services sur mesure, infrastructure, signalisation et solutions de mobilité digitales.

L'ambition d'Alstom est d'être l'acteur mondial le plus innovant du marché pour une mobilité durable et intelligente d'ici 2025. Le plan stratégique du groupe, *Alstom in Motion*, annoncé le 24 juin 2019, s'articule autour des axes suivants :

(a) Sur la base des éléments connus à date et hors nouvelle évolution défavorable de la situation liée à la Covid-19

(b) capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives. Il est calculé avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité et hors fréquences 5G.

- Croître en offrant une plus grande valeur ajoutée à ses clients
- Innover en devenant pionnier des solutions de mobilité plus durables et plus intelligentes
- Concevoir, produire et livrer efficacement en s'appuyant sur le digital
- Une équipe Alstom : une culture agile, inclusive et responsable

3.6.1 Exercice 2019/20

Le 12 mai 2020, Alstom a publié ses résultats de l'exercice 2019/20, clos le 31 mars 2020.

Entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020, Alstom a enregistré 9,9 milliards d'euros de commandes, consolidant le carnet de commandes le plus important du secteur à 40,9 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires atteint 8,2 milliards d'euros. Le ratio commandes sur chiffre d'affaires est solide à 1,2. Le résultat d'exploitation ajusté s'élève à 630 millions d'euros, soit une marge de 7,7 %. Le résultat net (des activités poursuivies, part du groupe) s'établit à 446 millions d'euros. Les résultats de l'exercice 2019/20 sont conformes aux perspectives définies lors du *Capital Markets Day* d'Alstom en juin 2019, bien qu'impactés par la pandémie de la Covid-19 en fin d'exercice.

Alstom dispose d'un bilan très solide. Au cours de l'exercice 2019/20, le cash-flow libre s'est élevé à 206 millions d'euros et la trésorerie nette atteint 1 178 millions d'euros au 31 mars 2020. Les capitaux propres s'établissent, pour leur part, à 3 328 millions d'euros à cette même date.

Dans le contexte de la crise actuelle, et dans un souci de responsabilité vis-à-vis de l'ensemble de ses parties prenantes, le conseil d'administration, dans sa séance du 11 mai 2020, a décidé exceptionnellement de ne pas proposer de distribution de dividende à l'assemblée générale du 8 juillet 2020.

3.6.2 Chiffres au 30 juin 2020 (1^{er} trimestre 2020/21)

Au cours du 1^{er} trimestre 2020/21 (du 1^{er} avril au 30 juin 2020), Alstom a enregistré 1,7 milliard d'euros de commandes, contre 1,6 milliard d'euros sur la même période l'année précédente. Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à 1,5 milliard d'euros, en baisse de 27 % (-25 % à périmètre et taux de change constants) comparé aux 2,1 milliards d'euros du premier trimestre 2019/20. Le ratio commandes sur chiffre d'affaires est de 1,1. A 41,2 milliards d'euros au 30 juin 2020, le carnet de commandes actuel offre une bonne visibilité sur le chiffre d'affaires à venir.

3.6.3 Projet d'acquisition de Bombardier Transportation

Le 17 février 2020, Alstom a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec Bombardier Inc. et la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») pour l'acquisition de Bombardier Transport.

L'acquisition de Bombardier Transport est une opportunité unique qui se présente à un moment opportun pour Alstom, dont le profil opérationnel et financier s'est fortement amélioré depuis 4 ans, dans le but d'accélérer sa feuille de route stratégique, en s'appuyant sur une complémentarité en matière de plateformes commerciales et industrielles.

La clôture de l'acquisition de Bombardier Transport est prévue au premier semestre de l'année calendaire 2021.

3.6.4 Perspectives

Les perspectives d'Alstom sont établies à périmètre et taux de change constants, en accord avec les normes IFRS 15 et 16.

Pendant l'exercice fiscal 2019/20, Alstom a totalement déployé son plan stratégique Alstom in Motion (AiM) afin de livrer progressivement une croissance des ventes et de la marge en ligne avec les objectifs fixés dans ce cadre en 2022/23.

La crise de la Covid-19 aura probablement un impact négatif sur la performance financière de l'exercice 2020/21, et notamment sur les prises de commandes, le résultat net, le cash-flow libre et le chiffre d'affaires, même s'il est difficile aujourd'hui de déterminer avec précision l'ampleur de cet impact. Après la crise actuelle, Alstom anticipe une reprise rapide du marché ferroviaire, soutenu par de solides fondamentaux et une demande croissante en mobilité durable.

Dans ce contexte, l'objectif de taux de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires de 5 % sur la période 2019/20-2022/23 devrait être légèrement impacté par le ralentissement temporaire de l'activité d'appel d'offres. Toutefois les objectifs 2022/23 de marge d'exploitation ajustée à 9 % et de conversion du résultat net en cash-flow libre supérieur à 80 % sont confirmés^a.

Avec une trésorerie solide, une capacité avérée à exécuter les projets et à générer de la rentabilité, et le lancement rapide d'un plan d'atténuation des coûts et des risques de liquidités, Alstom est confiant en sa capacité à surmonter la crise mais également à saisir les opportunités sur un marché ferroviaire robuste tout en contribuant à la transition vers des systèmes de transports durables.

3.7 Bouygues SA

Au titre du premier semestre 2020, la perte de Bouygues SA en normes françaises est de 74 millions d'euros, soit une baisse de 1 026 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Cette variation s'explique principalement par une reprise de provision pour dépréciation des titres Alstom de 243 millions d'euros au premier semestre 2019 et par une baisse des dividendes perçus de 782 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019, en lien principalement avec la décision de décaler à juillet 2020 l'étude de l'opportunité d'une distribution de dividendes au sein du Groupe.

3.8 Risques et incertitudes

La section « Facteurs de risques » (Chapitre 4) du Document d'enregistrement universel 2019 contient une description des facteurs de risque auxquels le Groupe est exposé.

Les résultats du Groupe au premier semestre 2020 ont été impactés par la pandémie de la COVID-19. Les incidences de cette crise sur la situation au 30 juin 2020 et sur les perspectives de chaque métier sont présentées dans le présent rapport semestriel d'activité.

Les diverses mesures sanitaires prises par les autorités publiques et les entreprises pour contenir la pandémie ont eu un impact sur l'activité économique mondiale qui est aujourd'hui en récession, les investissements, la production, les chaînes d'approvisionnement et les dépenses de consommation étant affectés à des degrés divers. Les incertitudes sur la durée, l'ampleur et l'évolution de la pandémie (éventuelles vagues ultérieures d'infection, mutations du virus, disponibilité des vaccins, etc.) ainsi que l'imposition éventuelle de mesures sanitaires restrictives rendent difficiles la prévision de l'impact global sur les divers métiers du Groupe, leurs clients et leurs contreparties.

Tous les métiers du Groupe sont mobilisés pour mettre en œuvre des plans d'action visant à préserver la santé et la sécurité des collaborateurs et des partenaires et à réduire l'impact de cette crise sur la rentabilité du Groupe.

Il n'y a pas eu d'évolution significative des autres facteurs de risques au cours du premier semestre 2020.

S'agissant des différends et litiges, les évolutions significatives portent sur les dossiers suivants :

^a Objectifs AiM assignés à Alstom sur une base autonome

3.8.1 BOUYGUES CONSTRUCTION

France – EPR de Flamanville

Le 20 mars 2017, la Cour d’appel de Caen a déclaré Bouygues Travaux Publics coupable de travail dissimulé et prêt illicite de main d’œuvre, et l’a condamnée au paiement d’une amende de 29 950 €. Bouygues Bâtiment Grand Ouest (ex-Quille Construction) a été relaxée pour l’ensemble des infractions à la législation du travail pour lesquelles elle comparaissait devant la même Cour d’appel.

Bouygues Travaux Publics s’est pourvu en cassation. La date d’audience est fixée au 17 novembre 2020.

Irlande – Gemini Data Centre

Fin 2016, St Stephen’s Green Funds ICAV (« **ICAV** ») a confié à Bouygues E&S Ireland Limited (« **BYES** ») un marché (le « **Marché** ») portant sur la conception et la construction d’un Data Centre (le « **Projet** »).

Le Projet comportait trois (3) phases. L’alimentation en énergie du chantier dépendait de l’installation d’une sous-station de production d’électricité, notamment pour les tests de mise en service de la première phase et l’exécution des deux dernières phases.

L’installation de cette sous-station, confiée par ICAV à un tiers, a connu des retards.

Cette situation a eu un impact sur l’exécution du Marché et a conduit ICAV à appliquer des pénalités, à résilier le Marché et à réclamer à BYES l’indemnisation d’un préjudice allégué.

Dans ce contexte, trois (3) *adjudications* ont été menées, reconnaissant *in fine* le droit d’ICAV à appliquer des pénalités de retard à BYES.

BYES a initié un arbitrage (LCIA, *Arbitration Rules* 2014) en vue de contester l’application des pénalités et de formuler une demande indemnitaire.

Le 24 janvier 2020, le tribunal arbitral a été constitué. La procédure est en cours.

Hong Kong – Shenzhen Western Corridor

Une joint-venture composée de VSL Hong Kong et de Gammon Management Services Ltd (« **VSL SWC** ») est titulaire de deux contrats de sous-traitance, confiés par la joint-venture Gammon – Skanska – MBEC (le « **Titulaire** »), relatifs au projet Shenzhen Western Corridor (le « **Projet** »), initié par le Département des autoroutes de Hong Kong (le « **Client** »). Les contrats de sous-traitance portaient respectivement sur (i) le montage de segments de pont en béton préfabriqué, d’appui de pont, de joints de mouvement et de travaux de post-tension et sur (ii) la fourniture de matériaux de précontrainte post-tension.

Le 15 février 2019, à l’occasion d’un contrôle de routine, le Client a constaté la rupture d’un câble de précontrainte externe. Le 18 juin 2019, le Client a rendu un rapport d’investigation.

Dans ce contexte, un différend est né entre le Client et VSL SWC portant sur l’imputabilité de la rupture du câble de précontrainte externe concerné et sur les éventuels défauts susceptibles d’affecter l’ensemble des autres câbles de précontraintes externes.

Ce différend fait l’objet d’un arbitrage initié par le Titulaire le 15 mai 2020. La procédure de désignation de l’arbitre unique est en cours.

Monaco – Extension en Mer

Dans le cadre du projet d’extension en mer de Monaco, la SAM Bouygues TP MC S.A.M (« **BYTP** ») a confié, le 9 janvier 2017, à Jan de Nul, un contrat de sous-traitance portant sur des prestations de dragage et de remblais d’assise technique et hydraulique.

Jan de Nul n’ayant pas livré des matériaux conformes au cahier des charges contractuel, BYTP a procédé à la substitution de Jan De Nul pour cette tâche. Le 20 décembre 2019, Jan De Nul, contestant cette démarche, a résilié le contrat aux torts de BYTP.

En conséquence, un litige est né entre les parties, chacune réclamant à l’autre l’indemnisation des préjudices qu’elle a subis. Ce différend fait l’objet d’un arbitrage selon les règles de la Chambre de commerce internationale, pour lequel un tribunal arbitral a été constitué le 13 mai 2020.

3.8.2 BOUYGUES TELECOM

Concurrence

En réponse à l’assignation de Free Mobile d’octobre 2019 devant le tribunal de commerce de Paris, visant certaines de ses offres de téléphonie mobile associant un forfait téléphonique et l’acquisition d’un téléphone mobile, Bouygues Telecom a déposé des conclusions en défense en juin 2020, par lesquelles elle conteste la recevabilité de l’action de Free Mobile et sollicite la condamnation de Free Mobile à des dommages-intérêts de 1 euro pour abus de droit et de 1 576 000 euros pour dénigrement de ses offres. La procédure se poursuit.

Réglementaire

- En mai 2020, un groupe de 500 personnes physiques a assigné les quatre opérateurs de réseaux mobiles (Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free Mobile) en référé devant le tribunal judiciaire de Paris, pour demander la désignation d’un expert judiciaire afin d’évaluer les impacts de la 5G sur la santé, l’environnement et les libertés fondamentales. Bouygues Telecom a conclu et l’affaire a été renvoyée à une nouvelle audience le 1er octobre 2020.
- Le 17 juillet 2020, Bouygues Telecom a déposé auprès du Conseil d’Etat des recours pour excès de pouvoir à l’encontre de l’arrêté du 30 décembre 2019 qui organise les conditions d’attribution des fréquences 3,5 GHz ainsi que du décret redevance du 31 décembre 2019 qui détermine la part fixe et variable de la redevance, en vue d’obtenir l’annulation de ces actes réglementaires.

Le recours dirigé à l’encontre de l’arrêté a également fait l’objet d’un référé suspension, lequel a été rejeté par une ordonnance du juge des référés du Conseil d’Etat le 21 juillet 2020.

Les deux recours pour excès de pouvoir se poursuivent.

- Bouygues Telecom a déposé, le 23 juillet 2020, auprès du Conseil d’Etat un recours pour excès de pouvoir à l’encontre du décret et de l’arrêté d’application de la loi n° 2019-810 du 1er août 2019 visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l’exploitation des réseaux radioélectriques mobiles.

3.8.3 TF1

Plainte de Molotov C / TF1 devant l’Autorité de la Concurrence

Le 12 juillet 2019, la société Molotov a saisi l’Autorité de la Concurrence d’une demande de mesures conservatoires relative à des pratiques des sociétés TF1 et M6 dans le secteur de l’édition et de la commercialisation de chaînes de télévision.

Cette plainte intervient après que TF1 a assigné Molotov en raison de la reprise de la diffusion des chaînes du Groupe TF1 sans autorisation.

Le 30 avril 2020, l'Autorité de la concurrence a rejeté la plainte de Molotov pour absence d'éléments probants. Molotov a fait appel de cette décision.

Plainte et réclamation auprès de la CNIL

L'ONG " Privacy International » a saisi la CNIL, le 26 juin 2020, d'une demande d'enquête sur la conformité du site Doctissimo avec le Règlement Général de Protection des Données (RGPD).

En réponse à ces allégations, Doctissimo a adressé un courrier à la CNIL, afin de clarifier certains points de la demande d'enquête et d'informer la CNIL de l'état de déploiement du RGPD.

D'autre part, TF1 a reçu le 8 juin 2020 de la CNIL une plainte relative aux modalités de dépôt de cookies sur le service MyTF1 édité par la société e-TF1.

TF1 étudie ces différentes actions et veille au déploiement du RGPD et des lignes directrices de la CNIL.

3.9 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2020, aucune transaction entre parties liées de nature à influencer significativement sur la situation financière ou les résultats de Bouygues n'a été conclue à l'exception des opérations réalisées dans le cadre de la constitution de la société SDAIF avec Vauban Infrastructures Partners ; de même, aucune modification des transactions entre parties liées, de nature à influencer significativement sur la situation financière ou les résultats de Bouygues, n'est intervenue au cours de cette période. Conformément aux dispositions des conventions autorisées par le conseil d'administration et approuvées par l'assemblée générale des actionnaires, Bouygues a fourni des prestations de services aux différents sous-groupes, principalement dans le domaine du management, des ressources humaines, de l'informatique et de la finance.

Les données chiffrées relatives aux transactions entre parties liées figurent dans la note 14 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés.

3.10 Évènements récents - Principaux événements depuis le 1^{er} juillet 2020

Le 3 juillet, le groupe TF1 est fier d'être le 1^{er} groupe média et de figurer à la 22^{ème} place dans le Palmarès Ethics and Boards 2019 de la Féminisation des Instances Dirigeantes, parmi les 120 grandes entreprises françaises du SBF 120.

Le 7 juillet, Bouygues Construction signe un accord avec ses partenaires pour la réalisation de la troisième phase de Hallsville Quarter, important programme de régénération à Canning Town, entrepris avec la municipalité londonienne de Newham. Le montant global du projet est de 240 M£ (264 M€).

Le 15 juillet, Bouygues Telecom annonce avoir rempli avec succès ses objectifs de couverture dans le cadre du « New Deal Mobile » signé en janvier 2018 entre l'Etat et les opérateurs visant à compléter et accélérer la couverture du territoire rural en 4G en échange d'une réduction sur le prix des fréquences.

Le 15 juillet, Colas annonce avoir conclu le 5 juin 2020 un contrat avec Singapore Land Transport Authority (LTA), autorité des transports de Singapour, pour le remplacement de l'alimentation électrique de la ligne de métro léger (LRT) de Bukit-Panjang. Ce contrat est le premier remporté par Colas à Singapour.

Le 17 juillet, Bouygues Immobilier et le Groupe CMA CGM, un leader mondial du transport maritime et de la logistique, annoncent le coup d'envoi de la construction de la nouvelle Tour « Le Mirabeau ». « Le Mirabeau » sera livré en 2023 pour accueillir de nouvelles entreprises au coeur de la Skyline de Marseille. Cette Tour répond aux plus hautes exigences environnementales et de qualité de vie au travail, selon les standards internationaux.

Le 23 juillet, Bouygues Construction et Dassault Systèmes annoncent la prochaine étape de leur engagement de long terme en vue de réinventer le secteur de la construction pour le rendre plus efficient et plus durable. Bouygues Construction a choisi la plateforme 3DEXPERIENCE sur le cloud de Dassault Systèmes pour mener sa transformation métier et accroître la productivité de ses projets de construction.

Le 24 juillet, Bouygues Telecom et FranceTV Publicité signent un accord sur la TV segmentée en linéaire. Dans la perspective de l'arrivée de la TV adressée en France, qui devrait être autorisée dans le cadre de la modification prochaine du décret du 27 mars 1992, Bouygues Telecom ambitionne de devenir un acteur de ce nouvel écosystème.

Le 28 juillet, Colas annonce que son Conseil d'administration s'est réuni le 27 juillet 2020 et a décidé de convoquer une Assemblée Générale Ordinaire le 3 septembre 2020 pour proposer un dividende de 6,40 euros par action au titre de l'exercice 2019.

Le 28 juillet, Bouygues annonce que son conseil d'administration s'est réuni le 28 juillet 2020 et a décidé de convoquer une Assemblée Générale Ordinaire le 4 septembre 2020 pour proposer un dividende ramené à 1,70 euro par action au titre de l'exercice 2019.

Le 29 juillet, TF1 annonce que son Conseil d'Administration, qui s'est tenu le 28 juillet, renonce définitivement au versement d'un dividende au titre de l'exercice 2019.

Le 31 juillet 2020, la Commission européenne approuve l'acquisition de Bombardier Transport par Alstom. Alstom et Bombardier se réjouissent de la décision de la Commission européenne qui autorise, sous conditions, le projet d'acquisition de Bombardier Transport par Alstom.

Le 14 Août 2020, Bouygues Telecom annonce avoir conclu un accord avec le groupe Mediapro pour la distribution de la chaîne Téléfoot auprès de l'ensemble des clients ADSL, FTTH et Mobile de l'opérateur.

4. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES

BILAN CONSOLIDÉ (en millions d'euros)

ACTIF	Note Annexe	30/06/2020 net	31/12/2019 net	30/06/2019 net
Immobilisations corporelles		7 366	7 502	7 478
Droits d'utilisation des actifs loués		1 548	1 634	1 571
Immobilisations incorporelles		2 121	2 177	2 186
Goodwill	3.1	6 555	6 541	6 471
Coentreprises et entités associées	3.2	1 837	1 556	2 680
Autres actifs financiers non courants		483	487	535
Impôts différés actifs		461	342	374
ACTIF NON COURANT		20 371	20 239	21 295
Stocks		3 257	3 239	3 383
Avances et acomptes versés sur commandes		455	434	476
Clients et comptes rattachés		6 434	6 288	7 102
Actifs sur contrats clients		2 669	2 426	2 930
Actifs d'impôt courants		304	307	364
Autres créances courantes		3 276	2 828	3 102
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	4 676	3 574	1 813
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	7	11	12	11
Autres actifs financiers courants		9	7	12
ACTIF COURANT		21 091	19 115	19 193
Actifs ou activités détenus en vue de la vente				
TOTAL ACTIF		41 462	39 354	40 488
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF				
	Note Annexe	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Capital social	4	380	380	372
Primes et réserves		9 956	8 803	8 646
Réserve de conversion		(42)	38	(47)
Actions propres détenues				
Résultat net part du Groupe	11	(244)	1 184	225
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		10 050	10 405	9 196
Participations ne donnant pas le contrôle		1 401	1 395	1 367
CAPITAUX PROPRES		11 451	11 800	10 563
Dettes financières non courantes	6.1 / 7	6 346	4 236	6 258
Obligations locatives non courantes		1 282	1 344	1 331
Provisions non courantes	5.1	2 196	2 167	2 031
Impôts différés passifs		346	361	340
PASSIF NON COURANT		10 170	8 108	9 960
Dettes financières courantes	6.1 / 7	2 006	1 295	1 276
Obligations locatives courantes		326	342	319
Passifs d'impôt courants		166	230	176
Fournisseurs et comptes rattachés		6 842	7 394	7 615
Passifs sur contrats clients		3 973	3 854	4 045
Provisions courantes	5.2	1 094	1 136	1 031
Autres passifs courants		5 173	4 895	4 987
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	7	228	220	438
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	7	12	57	57
Autres passifs financiers courants		21	23	21
PASSIF COURANT		19 841	19 446	19 965
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente				
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		41 462	39 354	40 488
ENDETTEMENT FINANCIER NET (-)/EXCÉDENT FINANCIER NET (+)	7 / 11	(3 905)	(2 222)	(6 205)

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (en millions d'euros)

	Note Annexe	1 ^{er} semestre		2 ^{ème} trimestre		Exercice
		2020	2019	2020	2019	2019
CHIFFRE D'AFFAIRES ^a	8 / 11	14 758	17 446	7 539	9 513	37 929
Autres produits de l'activité		36	78	16	27	81
Achats consommés		(6 322)	(8 043)	(3 224)	(4 501)	(17 473)
Charges de personnel		(3 925)	(4 174)	(1 979)	(2 126)	(8 376)
Charges externes		(3 528)	(3 814)	(1 707)	(1 962)	(7 950)
Impôts et taxes		(344)	(368)	(106)	(132)	(629)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		(851)	(812)	(448)	(435)	(1 782)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués		(184)	(159)	(96)	(77)	(338)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées		(76)	(98)	(81)	(89)	(511)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière		(44)	41	(24)	59	(250)
Autres produits d'exploitation ^b		709	685	406	432	1 760
Autres charges d'exploitation		(361)	(329)	(186)	(198)	(785)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	9 / 11	(132)	453	110	511	1 676
Autres produits opérationnels		7	54	4	37	71
Autres charges opérationnelles		(51)	(12)	(50)	(10)	(51)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	9 / 11	(176)	495	64	538	1 696
Produits financiers		15	17	2	7	39
Charges financières		(109)	(124)	(53)	(60)	(246)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (-) / PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET (+)		(94)	(107)	(51)	(53)	(207)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	11	(25)	(29)	(11)	(14)	(57)
Autres produits financiers		25	34	23	14	84
Autres charges financières		(38)	(23)	(26)	(14)	(94)
Impôt	10	12	(132)	(73)	(157)	(452)
Quote-part de résultat net des coentreprises et entités associées	3.2 / 11	77	59	52	22	350
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		(219)	297	(22)	336	1 320
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente						
RÉSULTAT NET		(219)	297	(22)	336	1 320
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	11	(244)	225	(40)	284	1 184
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		25	72	18	52	136
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (EN EUROS)		(0,64)	0,60	(0,10)	0,76	3,18
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)		(0,64)	0,60	(0,10)	0,76	3,17

(a) dont chiffre d'affaires réalisé à l'international

(b) dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres

6 225	6 893	3 405	3 955	15 483
147	116	79	68	364

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES

ÉTAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS (en millions d'euros)

	1er semestre		Exercice
	2020	2019	2019
RÉSULTAT NET	(219)	297	1 320
Éléments non recyclables en résultat net			
Écarts actuariels au titre des avantages du personnel	(32)	(39)	(97)
Réévaluation des placements en instruments de capitaux propres	(10)	(7)	(28)
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net	3	11	22
Quote-part des produits et charges non recyclables des coentreprises et entités associées ^a	9	(18)	(97)
Éléments recyclables en résultat net			
Écarts de conversion	(47)	38	55
Réévaluation des actifs de couverture	(2)	(33)	(32)
Impôts sur éléments recyclables en résultat net		9	6
Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées ^a	(35)	18	93
PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(114)	(21)	(78)
PRODUITS ET CHARGES NETS COMPTABILISÉS	(333)	276	1 242
Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe	(351)	209	1 125
Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle	18	67	117

(a) concerne Alstom pour l'essentiel

(b) dont produits et charges comptabilisés au 2^{ème} trimestre 2020 = (71)

(c) dont produits et charges comptabilisés au 2^{ème} trimestre 2019 = (34)

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (en millions d'euros)

	Capital Prime d'émission	Réserves liées au capital et Report à nouveau	Réserves et Résultat consolidés	Actions propres détenues	Opérations affectées directement en capitaux propres	TOTAL GROUPE	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉE ^a	2 574	2 481	4 704		(112)	9 647	1 385	11 032
Mouvements 1er semestre 2019								
Résultat net			225			225	72	297
Écarts de conversion					56	56	2	58
Autres produits et charges comptabilisés					(72)	(72)	(7)	(79)
Résultat net et produits et charges comptabilisés ^c			225		(16)	209	67	276
Opérations nettes sur capital et réserves	(28)	255	(255)			(28)		(28)
Acquisitions et cessions d'actions propres			4			4		4
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle			(5)			(5)	(9)	(14)
Distribution			(631)			(631)	(77)	(708)
Palements fondés sur des actions			4			4		4
Autres opérations (changements de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)	1		(5)			(4)	1	(3)
SITUATION AU 30 JUIN 2019	2 547	2 736	4 041		(128)	9 196	1 367	10 563
Mouvements 2ème semestre 2019								
Résultat net			959			959	64	1 023
Écarts de conversion					85	85	1	86
Autres produits et charges comptabilisés					(128)	(128)	(15)	(143)
Résultat net et produits et charges comptabilisés ^c			959		(43)	916	50	966
Opérations nettes sur capital et réserves	203					203		203
Acquisitions et cessions d'actions propres			5			5		5
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle			8			8	7	15
Distribution							(2)	(2)
Palements fondés sur des actions			12			12	2	14
Autres opérations (changements de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)	(1)		66			65	(29)	36
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2019	2 749	2 736	5 091		(171)	10 405	1 395	11 800
Mouvements 1er semestre 2020								
Résultat net			(244)			(244)	25	(219)
Écarts de conversion					(80) ^b	(80)	(2) ^b	(82)
Autres produits et charges comptabilisés					(27)	(27)	(5)	(32)
Résultat net et produits et charges comptabilisés ^c			(244)		(107)	(351)	18	(333)
Opérations nettes sur capital et réserves	3	1 166	(1 166)			3		3
Acquisitions et cessions d'actions propres			(2)			(2)		(2)
Acquisitions et cessions sans changement de contrôle			(5)			(5)		(5)
Distribution							(5)	(5)
Palements fondés sur des actions			2			2		2
Autres opérations (changements de périmètre, autres opérations avec les actionnaires et divers)			(2)			(2)	(7)	(9)
SITUATION AU 30 JUIN 2020	2 752	3 902	3 674		(278)	10 050	1 401 ^d	11 451

(a) Les capitaux propres au 31 décembre 2018 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16.

(b) variation de la réserve de conversion

	Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Sociétés contrôlées	(45)	(2)	(47)
Coentreprises et entités associées	(35)		(35)
	(80)	(2)	(82)

(c) voir état consolidé des produits et charges comptabilisés

(d) dont TF1 : 899 millions d'euros et Bouygues Telecom : 378 millions d'euros

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (en millions d'euros)

	Note Annexe	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES				
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ				
Résultat net des activités poursuivies		(219)	297	1 320
Retraitements :				
Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus		(48)	(40)	101
Dividendes des sociétés non consolidées		(1)	(5)	(10)
Dotations (reprises) aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes		845	759	1 753
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués		185	166	342
Plus et moins values de cessions d'actifs		(50)	(92)	(222)
Impôt y compris dettes sur positions fiscales incertaines		(12)	132	452
Impôts décaissés		(129)	(213)	(422)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		2	(23)	18
CAF après coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés	11	573	981	3 332
Reclassement du coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et des charges d'intérêts sur obligations locatives		119	136	264
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes ^a	11	(1 037)	(1 629)	(223)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ		(345)	(512)	3 373
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT				
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	11	(857)	(901)	(1 853)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	11	250	123	251
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles		(381)	(117)	(26)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés		(2)	(6)	(6)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés		1	6	13
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés				(10)
Prix d'acquisition des activités consolidées		(59)	(172)	(225)
Prix de cession des activités consolidées		59	24	1 183
Dettes nettes sur activités consolidées			(2)	(1)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	7	4	4	8
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées		(10)	18	64
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(995)	(1 023)	(602)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT				
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires		(12)	(31)	170
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			(631)	(631)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle		(5)	(77)	(79)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	7	2 825	1 210	(1 041)
Remboursement des obligations locatives	11	(190)	(165)	(351)
Coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives		(119)	(136)	(264)
Autres flux liés aux opérations de financement		(38)	17	1
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		2 461	187	(2 195)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES				
	7	(27)	33	88
VARIATIONS DE LA TRÉSORERIE NETTE (A+B+C+D)		1 094	(1 315)	664
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE				
	7	3 354	2 690	2 690
Flux nets	7	1 094	(1 315)	664
Flux non monétaires				
Activité détenue en vue de la vente				
TRÉSORERIE NETTE À LA CLOTURE	7	4 448	1 375	3 354
II - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS ARRÊTÉES OU DÉTENUES EN VUE DE LA VENTE				
TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE				
			(1)	(1)
Flux nets			1	1
TRÉSORERIE NETTE À LA CLOTURE				

(a) définition de la variation du BFR lié à l'activité : actif courant - passif courant, hors impôts sur les sociétés, hors créances et dettes sur immobilisations, hors dettes financières courantes, hors obligations locatives courantes et hors instruments financiers sur couverture de dettes

SOMMAIRE

NOTE 1	FAITS SIGNIFICATIFS
NOTE 2	PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE.....
NOTE 3	ACTIF NON COURANT
NOTE 4	INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
NOTE 5	PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES.....
NOTE 6	DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES
NOTE 7	VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET
NOTE 8	CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MÉTIER.....
NOTE 9	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL
NOTE 10	IMPÔT
NOTE 11	INFORMATION SECTORIELLE
NOTE 12	ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL
NOTE 13	ENGAGEMENTS HORS BILAN
NOTE 14	INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

NOTE 1 FAITS SIGNIFICATIFS

1.1 Faits significatifs du premier semestre 2020

Les principales opérations et acquisitions du premier semestre 2020 sont présentées ci-après :

- Le 20 janvier 2020, Bouygues Construction a étendu sa procédure d'arbitrage à l'encontre d'Alpiq (note 1.2 de l'annexe) en augmentant le montant initialement réclamé. Celui-ci est passé de 205 millions de francs suisses à 319 millions de francs suisses (299 millions d'euros au cours du 30 juin 2020) plus les intérêts. Une décision du tribunal arbitral n'est pas attendue avant l'année 2022. Aucun produit n'a été comptabilisé au titre de ces réclamations.
- Le 30 janvier 2020, Bouygues Construction a été victime d'une attaque informatique de type *ransomware* causée par un logiciel malveillant. Dans un premier temps, et par mesure de précaution, Bouygues Construction a arrêté son système d'information pour éviter toute propagation et des mesures spécifiques ont été prises pour assurer la continuité des activités, tant en France qu'à l'international. Les mesures nécessaires ont été immédiatement prises pour assurer la continuité de l'activité et reconstruire le système d'information. Aucun chantier n'a été arrêté. La mobilisation exceptionnelle de toute l'entreprise et d'experts internes et externes au groupe Bouygues a permis à Bouygues Construction de tenir ses engagements. À ce jour, la quasi-totalité des services et applications ont été restaurés et fonctionnent normalement. Quelques applications mineures font l'objet d'une sécurisation complémentaire. Les polices d'assurance ad hoc ont été activées et une plainte a été déposée auprès des autorités compétentes.
- Le 17 février 2020, Alstom a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec Bombardier Inc. et la Caisse de dépôt et placement du Québec pour l'acquisition de Bombardier Transport. Le prix pour l'acquisition de 100% des actions de Bombardier Transport sera payé pour partie en numéraire et pour partie en actions nouvellement émises par Alstom. La réalisation de l'opération, approuvée par la Commission européenne fin juillet 2020, est attendue pour le 1^{er} semestre 2021. Bouygues a apporté son soutien à l'opération et s'est engagé à voter en faveur de l'ensemble des résolutions relatives à la transaction lors de l'assemblée générale extraordinaire qui devrait se tenir d'ici au 31 octobre 2020. Bouygues s'est également engagé à rester actionnaire jusqu'à cette assemblée ou au plus tard jusqu'au 31 octobre 2020. À l'issue de l'opération, Bouygues serait détenteur d'environ 10% du capital.
- Le 26 février 2020, Bouygues Telecom et Cellnex ont conclu un accord stratégique pour la création d'une société chargée du déploiement et de la commercialisation d'une infrastructure nationale de fibres optiques (FTTA et FTTO) et de la gestion de son exploitation. L'opération effective a eu lieu le 29 mai 2020. Bouygues Telecom signera avec la société contrôlée par Cellnex un contrat de service à long terme. Le projet, d'une valeur d'environ 1 milliard d'euros sur 7 ans (horizon 2027), permettra à Bouygues Telecom de relier en fibre ses équipements réseau (antennes Mobile et NRO) afin de répondre à la croissance des usages data sur les réseaux et accroître son empreinte sur les marchés Entreprises et *Wholesale* Fixe. A fin juin 2020, Bouygues Telecom a réalisé un investissement de 15 millions d'euros et détient 49% de la société sur laquelle elle exerce une influence notable. Elle dispose d'une option d'achat des titres restants exerçable entre le 15 janvier et le 15 juin 2040, puis tous les 5 ans jusqu'en 2050, qui lui permettrait ainsi de prendre le contrôle de la société.
- Le 19 mars 2020, Bouygues Telecom et Phoenix Tower International (société américaine au portefeuille de Blackstone spécialisée dans la construction d'infrastructures mobiles) ont mis en œuvre un accord pour la création d'une société destinée à déployer jusqu'à environ 4 000 nouveaux sites Mobile sur 12 ans à travers la France en dehors des Zones Très Denses.
Cette société, contrôlée par Phoenix Tower International, sera propriétaire des sites et gèrera leurs exploitations.
Certains sites seront déployés dans le cadre des obligations réglementaires du "New Deal Mobile" de Bouygues Telecom, portant sur l'amélioration ciblée de la couverture du réseau de radiotéléphonie Mobile

et l'accélération du déploiement du réseau Mobile le long des axes de transport. Grâce à sa taille et sa couverture attractives, la société se positionne comme un opérateur d'infrastructures à fort potentiel sur le marché français.

A fin juin 2020, Bouygues Telecom a réalisé un investissement de 3 millions d'euros et détient 40% de la société sur laquelle elle exerce une influence notable. Elle dispose d'une option d'achat de titres restants exerçable entre le 15 janvier et le 15 juillet 2034, puis tous les 5 ans jusqu'en 2049, qui lui permettrait ainsi de prendre le contrôle de la société.

- Le 7 avril 2020, Bouygues a émis un emprunt obligataire de 1 000 millions d'euros à échéance 24 juillet 2028. Le coupon de cet emprunt est de 1,125%.
- Le 23 avril 2020, Bouygues Telecom et Vauban Infrastructures Partners (Groupe BPCE) ont signé un accord stratégique destiné à accélérer le déploiement des lignes FTTH dans les zones moyennement denses faisant l'objet d'un investissement privé et déployées par Orange (zone AMII et AMEL, soit environ 13 millions de prises). L'opération effective a eu lieu le 29 juin 2020. Bouygues Telecom a créé une société dédiée, la SDAIF, et avait lancé, à la fin de l'année 2019, un appel d'offres à l'issue duquel Vauban Infrastructure Partners, agissant pour le compte de ses fonds, a été retenu comme actionnaire majoritaire de ladite société. Cette société sur laquelle Bouygues Telecom exerce une influence notable a notamment pour objet d'acquérir des droits d'accès de long terme auprès d'Orange, contribuant de cette manière au co-financement de la fibre optique aux côtés des principaux opérateurs français. Plus d'un milliard d'euros seront ainsi apportés dans les quatre prochaines années.

Lors de la création de la SDAIF, Vauban Infrastructure Partners et Bouygues Telecom se sont engagés à souscrire au capital de la société. Bouygues Telecom a également apporté un contrat de services avec un engagement de se fournir pendant trente ans uniquement auprès de la SDAIF pour les prises FTTH en zones moyennement denses à un tarif fixé à l'avance et un contrat d'approvisionnement permettant à la SDAIF d'acheter auprès d'Orange des prises FTTH. La SDAIF a également la faculté de proposer les mêmes services d'accès à des opérateurs tiers. Cette opération valorise la quote-part de 49% détenue par Bouygues Telecom dans la SDAIF à 295 millions d'euros dont 272 millions au titre des deux contrats apportés qui seront reconnus en résultat opérationnel courant sur la durée du contrat et 23 millions d'euros au titre de l'augmentation de capital qui sera réalisée par Bouygues Telecom.

Bouygues Telecom dispose d'une option pour prendre le contrôle de la société chaque année entre le 15 mars et le 15 juin de 2024 à 2027, puis tous les 5 ans de 2030 à 2050.

Bouygues Telecom a également cédé à la SDAIF ses droits d'accès déjà acquis auprès d'Orange enregistrant ainsi au second trimestre 2020 un produit de cession de 185 M€ et une plus-value de cession en résultat opérationnel courant de 17 millions d'euros pour la part de 51% non détenue par Bouygues Telecom. Le produit de cession a été encaissé au troisième trimestre 2020.

- Le 17 juin 2020, la cour d'appel de Paris a condamné Orange à payer 250 millions d'euros de dommages et intérêts à Digicel, société à laquelle Bouygues Telecom avait vendu ses activités antillaises en 2006. L'accord de rachat par Digicel des activités antillaises de Bouygues Telecom prévoyait un partage des dommages réclamés. A ce stade de la procédure, aucun produit n'a été enregistré dans les résultats du premier semestre 2020.
- Le 25 juin 2020, Bouygues Telecom et Euro-Information (filiale du groupe Crédit Mutuel) ont signé un protocole d'exclusivité en vue d'acquérir 100 % du capital de sa filiale Euro-Information Telecom (EIT), 1^{er} opérateur alternatif du marché, et de conclure un partenariat de distribution exclusif associant le Crédit Mutuel, le CIC et Bouygues Telecom. EIT compte plus de 2 millions de clients et a réalisé un chiffre d'affaires de 518 millions d'euros en 2018. Le prix d'acquisition comprend une part fixe de 530 millions d'euros payable au *closing* et une part complémentaire comprise entre 140 et 325 millions d'euros, conditionnée à l'atteinte de critères de performance économique et payable sur plusieurs années. L'opération devrait être finalisée d'ici la fin d'année 2020 sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires,

notamment auprès de l'Autorité française de la concurrence, et de l'avis des instances représentatives du personnel.

- Conséquences de la pandémie de Covid-19

Impacts sur les activités du Groupe

La pandémie de Covid-19 et les mesures de confinement en France et dans d'autres pays ont entraîné une forte diminution de l'activité des métiers du Groupe au premier semestre 2020.

Les activités de construction ont été impactées par le quasi-arrêt des chantiers dès la deuxième quinzaine du mois de mars 2020 en lien avec le confinement, puis par le redémarrage progressif de l'activité et le report du second tour des élections municipales en France. Dans une moindre mesure, le ralentissement voire l'arrêt des activités dans un certain nombre d'autres pays (dont Hong-Kong, Italie, Suisse, Belgique, Singapour) a pu être observé. À mi-juillet 2020, la quasi-totalité des sites ont rouvert en France et l'activité est revenue proche de la normale dans de nombreux autres pays. Mi-août, l'activité a également repris progressivement à Singapour.

TF1 a été impacté par le report ou l'annulation massive des campagnes publicitaires à partir du mois de mars, et plus fortement sur le deuxième trimestre, et par l'arrêt des tournages des activités de production pendant le confinement. Les tournages ont repris progressivement dès mi-mai. Toutefois les résultats du premier semestre montrent que le groupe TF1 a su s'adapter en termes de programmation et de gestion des coûts. Enfin, Bouygues Telecom a été plus faiblement affectée par la Covid-19 (fermeture des boutiques pendant le confinement et baisse du chiffre d'affaires *roaming* en raison de la chute des voyages intercontinentaux et de la fermeture de certaines frontières).

Tout en gardant comme priorité la santé et la sécurité des salariés, sous-traitants et clients, tous les métiers de Bouygues ont redémarré progressivement leurs activités dès que cela a été possible et ont mis en place les actions nécessaires afin de limiter les impacts de la crise sur leur rentabilité (négociations avec les clients pour un partage des surcoûts Covid-19 et mesures d'économies dans les métiers).

Estimation des impacts de la crise sanitaire liée à la Covid-19 sur les comptes du premier semestre 2020

La pandémie de Covid-19 a entraîné une réduction du chiffre d'affaires. Le résultat opérationnel courant a été affecté par la perte de marge opérationnelle courante des métiers en lien avec cette baisse de chiffre d'affaires et avec les coûts inévitables dans les trois activités et cela malgré les mesures de flexibilité mises en place. Ces coûts concernent principalement des coûts fixes de personnel (collaborateurs en activité partielle ou non occupés, nets le cas échéant d'indemnisations par l'Etat), des locaux ou matériels non utilisés, des mesures prises par le Groupe pour assurer la sécurité des collaborateurs sur site face aux risques sanitaires.

L'estimation de l'impact de la crise sanitaire au niveau du Groupe est de 2 780 millions d'euros sur le chiffre d'affaires et de 650 millions d'euros sur le résultat opérationnel courant. L'impact estimé par métier détaillé ci-dessous est élaboré par référence au premier semestre 2019 ou au budget 2020.

<i>Estimation en millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel courant
Bouygues Construction	-1 250	-290
Bouygues Immobilier	-400	-50
Colas	-810	-190
Activités de construction	-2 460	-530
TF1	-250	-100
Bouygues Telecom	-70	-20

Les résultats du deuxième trimestre 2020 du Groupe sont plus impactés par la Covid-19 que ceux du premier trimestre de l'année, en raison de la poursuite du confinement puis du redémarrage progressif des activités en France et des mesures de restriction étendues à de nouveaux pays.

Par ailleurs, face à cette crise sanitaire et au regard des incertitudes économiques qu'elle engendre, Bouygues a entendu démontrer sa responsabilité et sa solidarité face aux efforts importants qui sont demandés aux parties prenantes du Groupe, en particulier ses collaborateurs. À cet effet, le conseil d'administration a renoncé à proposer une distribution de dividende lors de l'assemblée générale qui s'est tenue le 23 avril 2020 et a décidé de réexaminer la situation lors du conseil d'administration du 28 juillet 2020 (voir note 1.3). Le Groupe a également décidé de ne pas reporter le paiement des acomptes d'impôts sur les sociétés ni les cotisations aux organismes sociaux.

1.2 Faits significatifs du premier semestre 2019

Les principales opérations et acquisitions du premier semestre 2019 sont présentées ci-après :

- Le 18 janvier 2019, Bouygues Telecom a finalisé l'acquisition de 43,6 % du capital de Keyyo au prix de 34 euros par action, soit un investissement de 29 millions d'euros. À l'issue de deux offres publiques d'achat volontaires au même prix unitaire sur l'ensemble du capital restant, Bouygues Telecom détient désormais 100 % du capital (y compris autocontrôle) pour un investissement financier de 61 millions d'euros. À la date de prise de contrôle, dans l'attente de l'allocation du prix, un *goodwill* provisoire avait été comptabilisé pour 51 millions d'euros et l'impact sur l'endettement net était de 61 millions d'euros. À l'issue de la période d'allocation de douze mois, le *goodwill* provisoire est devenu définitif et s'élève à 36 millions d'euros au 31 décembre 2019.
- Le 6 février 2019, la Commission européenne a rejeté le rapprochement entre Alstom et Siemens, qui ont décidé de ne pas contester cette décision. Le projet de fusion est ainsi abandonné.
- Le 12 février 2019, Bouygues Construction a introduit une procédure d'arbitrage contre Alpiq qui fait suite aux divergences de vue sur le montant d'ajustement final du prix d'achat payé établi dans le cadre de la vente des activités de services et d'ingénierie conclue en 2018. À ce titre, Bouygues Construction réclame un montant de 205,1 millions de francs suisses, soit 189 millions d'euros, tandis qu'Alpiq réclame un paiement de 12,9 millions de francs suisses, soit 12 millions d'euros.
- Le 14 février 2019, Colas a annoncé avoir signé un accord pour la cession de Smac à une filiale d'OpenGate Capital. L'opération effective a eu lieu le 20 mai 2019, après levée de l'ensemble des conditions suspensives et notamment obtention de l'accord des autorités de concurrence. Cette cession réduit le chiffre d'affaires d'environ 600 millions d'euros en base annuelle et n'a pas d'impact significatif sur le résultat opérationnel de l'exercice 2019.
- Le 21 février 2019, Bouygues Telecom et Dzeta Partners ont annoncé avoir signé un accord relatif à l'acquisition par Bouygues Telecom de 100% du capital et des droits de vote de Nerim. La réalisation de cette opération est intervenue le 13 mars 2019, au prix de 55 millions d'euros. À la date de prise de contrôle, dans l'attente de l'allocation du prix, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé pour 45 millions d'euros et l'impact sur l'endettement net était de 54 millions d'euros. À l'issue de la période d'allocation de douze mois, le *goodwill* provisoire est devenu définitif et s'élève à 39 millions d'euros au 30 juin 2020.
- Le 28 février 2019, Newen a annoncé l'acquisition de 60% du capital de De Mensen, au prix de 19 millions d'euros. À la date de prise de contrôle, dans l'attente de l'allocation du prix, un *goodwill* provisoire a été comptabilisé pour 14 millions d'euros et l'impact sur l'endettement net était de 29 millions d'euros, y compris l'acquisition des 40% du capital restant, qui s'effectuera en plusieurs étapes entre 2022 et 2028. À l'issue de la période d'allocation de douze mois, le *goodwill* provisoire est devenu définitif et s'élève à 14 millions d'euros au 30 juin 2020.

- Le 7 mai 2019, Alstom a annoncé qu'un dividende de 5,50 euros par action serait proposé à son assemblée générale qui s'est réuni le 10 juillet 2019. Le vote de cette résolution s'est traduit par l'encaissement de 341 millions d'euros par Bouygues le 17 juillet 2019.

1.3 Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 30 juin 2020

- Le 28 juillet 2020, le conseil d'administration de Bouygues a décidé de convoquer une assemblée générale ordinaire le 4 septembre 2020 pour proposer un dividende ramené à 1,70 euro par action au titre de l'exercice 2019. En effet, la situation financière particulièrement solide et le niveau élevé de trésorerie disponible du Groupe permettent d'assurer cette distribution tout en conservant un niveau suffisant de liquidités pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire, développer les activités existantes de Bouygues, et maintenir un faible niveau d'endettement. Sur la base du nombre d'actions au 30 juin 2020, le dividende est estimé à 646 millions d'euros.

NOTE 2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

2.1 Déclaration de conformité

Les comptes consolidés intermédiaires condensés de Bouygues et de ses filiales (« le Groupe ») au 30 juin 2020 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les comptes consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 présentés dans le document d'enregistrement universel déposé le 23 mars 2020 auprès de l'AMF.

Ils ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, les IAS (*International Accounting Standards*), complétées des interprétations formulées par l'ancien *International Financial Reporting Interpretations Committee* (« IFRIC »), à présent appelé *IFRS Interpretation Committee*, ou émises par l'organisme qui l'a précédé, le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), approuvées par l'Union européenne et applicables à cette date. Au 30 juin 2020, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'Union européenne.

Les comptes sont présentés en millions d'euros (sauf mention contraire), devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe, et intègrent le bilan, le compte de résultat, l'état des produits et charges comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, l'état des flux de trésorerie et l'annexe.

2.2 Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues SA et de ses cinq métiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 26 août 2020.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2020 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états financiers au 31 décembre 2019 et au 30 juin 2019.

La Direction du Groupe a établi les comptes consolidés intermédiaires condensés en prenant en compte des estimations et hypothèses telles que décrites en note 2.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2019. La crise sanitaire a conduit à examiner en particulier la valeur recouvrable des *goodwill* résultant des tests de valeur, le montant des impôts différés actifs activés et les avantages du personnel.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- Lors des clôtures intermédiaires, l'imposition des sociétés consolidées est déterminée selon les principes définis par la norme IAS 34. La charge d'impôt de chacune est prise en compte au titre de la période sur la base de la meilleure estimation du taux d'imposition annuel moyen attendu pour l'ensemble de l'exercice (sauf pour les sociétés holding appréciées selon une imposition réelle à la fin de période).
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des avantages du personnel correspondent au prorata des charges estimées sur l'année, calculées sur la base des hypothèses actuarielles et des prévisions réalisées au 31 décembre 2019, à l'exception des taux d'actualisation et de la valeur des actifs de régime qui ont été remis à jour au 30 juin 2020. Au titre des variations des avantages du personnel, une charge nette de 32 millions d'euros a été enregistrée dans l'état des charges et produits comptabilisés (note 12 de l'annexe).

2.3 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Au 30 juin 2020, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les comptes consolidés de l'exercice 2019 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables en 2020.

- Principaux amendements en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2020
 - Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7

Le 26 septembre 2019, l'IASB a publié des amendements à IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7 (phase 1) dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence. Le texte, adopté par l'Union européenne le 16 janvier 2020, est applicable au 1^{er} janvier 2020 de manière rétrospective. L'impact de ces amendements n'est pas significatif pour le Groupe.
 - Amendements à IFRS 3

Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à IFRS 3 afin de clarifier la définition d'activité dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Le texte, adopté par l'Union européenne le 21 avril 2020 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. L'impact de ces amendements n'est pas significatif pour le Groupe.
- Interprétation publiée par l'IASB, non adoptée par l'Union européenne
 - Amendement à IFRS 16

Le 28 mai 2020, l'IASB a publié un amendement à IFRS 16 sur les allègements de loyers liés à la pandémie de Covid-19, entrant en vigueur le 1^{er} juin 2020. L'impact de cet amendement, qui donne aux locataires la possibilité de comptabiliser les allègements de loyer liés à la pandémie comme s'il ne s'agissait pas de modifications de contrats de location, n'est pas significatif pour le Groupe.

Concernant la décision définitive de l'IFRIC du 26 novembre 2019 relative aux durées des contrats IFRS 16, l'étude des impacts est en cours et le Groupe continue d'appliquer les principes et méthodes comptables relatives aux contrats IFRS 16 décrits dans la note 2.7.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2019.

2.4 Cash-flow libre

Le cash-flow libre est égal à la capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives. Il est calculé avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

2.5 Saisonnalité de l'activité

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à une faible activité du premier semestre, principalement chez Colas en raison des conditions climatiques. Ce phénomène est d'amplitude variable selon les années et a par ailleurs été amplifié en 2020 par l'impact de la pandémie de Covid-19 (note 1.1 de l'annexe). Conformément aux principes IFRS, le chiffre d'affaires intermédiaire est reconnu dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle.

NOTE 3 ACTIF NON COURANT

3.1 Goodwill et tests de dépréciations

3.1.1 Évolution de la valeur nette au premier semestre 2020

	Valeur nette
31/12/2019	6 541
Changements de périmètre	24
Pertes de valeur	
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	(10)
30/06/2020	6 555

Les changements de périmètre au 1^{er} semestre 2020 concernent essentiellement les acquisitions par Colas des activités de Granite Contracting LLC aux Etats-Unis pour 10 millions d'euros, d'activités en République Tchèque pour 8 millions d'euros et en Afrique pour 3 millions d'euros. Les autres mouvements concernent des écarts de conversion pour (10) millions d'euros.

Au 30 juin 2020, les *goodwill* relatifs aux acquisitions significatives pour lesquelles la période d'allocation du prix était toujours en cours au 31 décembre 2019 sont déterminés de la manière suivante. Il n'y a pas eu de changement significatif depuis le 31 décembre 2019.

UGT	Reel One TF1	De Mensen TF1	Nerim Bouygues Telecom
Prix d'acquisition (I)	32	19	55
Actifs nets acquis hors Goodwill : (II)			
Actif non courant	(20)	(10)	(13)
Actif courant	(55)	(20)	(6)
Passif non courant		2	
Passif courant	50	22	9
Affectation du prix d'acquisition : (III)			
Écarts d'évaluation incorporels	(13)	(4)	(9)
Écarts d'évaluation corporels			
Passif écarts d'évaluation (Impôts différés et autres)	3	1	3
Part non acquise	17	4	
Goodwill (I)+(II)+(III)	14	14^a	39^a
Écarts de conversion			
Goodwill au 30/06/2020	14	14	39

(a) Ces *goodwill* provisoires sont devenus définitifs au cours du premier semestre 2020.

3.1.2 Répartition du *goodwill* par unité génératrice de trésorerie (UGT)

UGT	30/06/2020		31/12/2019	
	Total	Bouygues ou filiales (%)	Total	Bouygues ou filiales (%)
Bouygues Construction ^a	1 087	99,97%	1 088	99,97%
Colas ^b	1 331	96,87%	1 316	96,66%
TF1 ^b	1 414	43,70%	1 414	43,73%
Bouygues Telecom ^b	2 723	90,53%	2 723	90,53%
TOTAL	6 555		6 541	

(a) *goodwill* sur filiales acquises par le métier uniquement

(b) *goodwill* sur acquisitions par le métier et sur acquisitions réalisées au niveau de Bouygues SA sur l'UGT

3.1.3 Tests de dépréciation des *goodwill*

Au 31 décembre 2019, les tests de dépréciations des *goodwill* ont été réalisés en déterminant les valeurs recouvrables sur la base de projections des flux de trésorerie sur une période de trois ans correspondant au plan d'affaires de chacune des quatre filiales (Bouygues Construction, Colas, TF1 et Bouygues Telecom) présenté au conseil d'administration de l'entité et de Bouygues SA :

- Les flux de trésorerie appréciés au-delà de l'horizon de la prévision (cash flows normatifs) ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini,
- Les taux d'actualisation (coût moyen pondéré du capital) et de croissance retenus à fin 2019 étaient les suivants :

	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini
	H1 ^a	H2 ^a	
Bouygues Construction	5,7 %	5,4 %	2,0 %
Colas	5,7 %	5,4 %	2,0 %
TF1	6,4 %	6,0 %	1,4 %
Bouygues Telecom	4,0 %	3,9 %	2,0 %

(a) selon hypothèse de structure d'endettement : 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2)

La crise sanitaire liée à la Covid-19 s'est traduite au premier semestre 2020 par un recul de la production du Groupe (arrêt de chantiers, recul des recettes publicitaires) qui a pesé sur la performance opérationnelle du Groupe. Conjugués à la chute des cours de bourse, ces éléments constituent un indice de perte de valeur pour les activités de construction et les médias.

Dans la mesure où les informations connues au 31 mars 2020 ne permettaient pas d'estimer les conséquences sur les projections de cash-flow normatifs, les valeurs des *goodwill* de Bouygues Construction, Colas et TF1 avaient été appréciées à partir i) des travaux réalisés lors de l'exercice clos au 31 décembre 2019, ii) des analyses de sensibilité décrites dans la note 3.2.4.2 de l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2019, et iii) d'une mise à jour des hypothèses pour lesquelles les valeurs recouvrables seraient égales à la valeur comptable des actifs testés après prise en compte des taux d'actualisation au 31 mars 2020.

Dans le contexte de la poursuite de la pandémie au second trimestre 2020, des simulations des effets de la crise sanitaire liée à la Covid-19 ont été réalisées à partir des plans d'affaires établis à fin 2019. Au 30 juin 2020, les tests de dépréciation ont été réalisés à partir de ces simulations de flux de trésorerie et des taux d'actualisation mis à jour au 30 juin 2020. Sur la base de ces hypothèses, les tests conduits au 30 juin 2020 ne mettent pas en évidence de dépréciation du *goodwill*.

Au 30 juin 2020, comme au 31 décembre 2019, pour Bouygues Construction et Colas, aucun scénario raisonnablement possible ne fait passer la valeur recouvrable sous la valeur comptable des actifs.

TF1 a quant à lui fait l'objet au 30 juin 2020 d'analyses de sensibilité du calcul aux hypothèses clés (taux d'actualisation, taux de croissance, flux de trésorerie normatif). Les taux d'actualisation retenus au 30 juin 2020 pour TF1 sont les suivants :

	Taux d'actualisation	
	H1 ^a	H2 ^a
TF1	7,6 %	7,1 %

(a) selon hypothèse de structure d'endettement : 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2)

Les valeurs recouvrables seraient égales à la valeur comptable des actifs testés en retenant les deux hypothèses suivantes (H1, H2), prises individuellement, avec les données suivantes :

	Taux d'actualisation	Variation du flux normatif		Taux de croissance à l'infini	
	H1 / H2 ^a	H1 ^a	H2 ^a	H1 ^a	H2 ^a
TF1	8,1%	(9) %	(17) %	0,8 %	0,3 %

(a) selon hypothèse de structure d'endettement : 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2)

3.2 Coentreprises et entités associées

La quote-part de résultat dans les coentreprises et entités associées est détaillée par métier en note 11 de l'annexe.

	Valeur nette
31/12/2019	1 556
Quote-part de résultat net de la période	77
Écarts de conversion	(35)
Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	9
Résultat net et produits et charges nets comptabilisés	51
Autres mouvements (dividendes, changements de périmètres, virements de rubriques et autres mouvements)	230
30/06/2020	1 837

La valeur des coentreprises et entités associées augmente de 281 millions d'euros. Les autres mouvements correspondent principalement à la valorisation de la SDAIF chez Bouygues Telecom (note 1.1 de l'annexe).

La quote-part de résultat d'Alstom dans les comptes du premier semestre 2020 de Bouygues a été calculée sur la base de la publication par Alstom le 12 mai 2020 de ses résultats annuels de l'exercice 2019/2020. Du fait du décalage des dates de clôture des exercices annuels d'Alstom (31 mars) et de Bouygues (31 décembre), la quote-part de résultat au titre du premier semestre d'Alstom pour l'exercice 2019/2020 avait été comptabilisée dans les comptes de Bouygues au 30 septembre 2019.

La contribution d'Alstom au résultat net du premier semestre 2020 s'élève à 35 millions d'euros contre 33 millions d'euros au premier semestre 2019.

La valeur d'Alstom au bilan au 30 juin 2020 dans les comptes de Bouygues s'élève à 998 millions d'euros. Elle s'élevait à 974 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Au 30 juin 2020, malgré la baisse des cours de bourse liée à la Covid-19, le cours d'Alstom de 41,41 euros reste supérieur de 37% à la valeur comptable consolidée de 30,29 euros, confirmant l'absence de dépréciation à

comptabiliser. Cette conclusion est confortée par le consensus en date du 25 août 2020 d'un objectif de cours médian à trois mois d'Alstom de 48,19 euros.

NOTE 4 INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Capital de Bouygues SA

Au 30 juin 2020, le capital social de Bouygues SA est constitué de 379 942 244 actions d'une valeur nominale d'un euro, dont l'évolution sur le 1^{er} semestre 2020 a été la suivante :

	31/12/2019	Flux 2020		30/06/2020
		Augmentation	Réduction	
Actions	379 828 120	114 124 ^a		379 942 244
NOMBRE DE TITRES	379 828 120	114 124		379 942 244
Nominal	1 €			1 €
CAPITAL EN EUROS	379 828 120	114 124		379 942 244

(a) L'augmentation de 114 124 actions a été réalisée par exercice d'options de souscription.

Le solde de l'augmentation de capital de 150 millions d'euros réalisée dans le cadre de Bouygues Confiance n°11 en décembre 2019 a été encaissé en janvier 2020 pour 15 millions d'euros.

NOTE 5 PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

5.1 Provisions non courantes

	Avantages du personnel ^a	Litiges, contentieux, réclamations, travaux ^b	Garanties données ^c	Autres provisions non courantes ^d	Total
31/12/2019	940	252	391	584	2 167
Écarts de conversion	(3)	(2)	(3)	(1)	(9)
Changements de périmètre					
Dotations	44	15	19	41	119
Reprises de provisions (utilisées ou non)	(42)	(18)	(28)	(24)	(112) ^e
Gains et pertes actuariels	36 ^f				36
Virements de rubriques et autres mouvements		1	2	(8)	(5)
30/06/2020	975	248	381	592	2 196
(a) Avantages du personnel	975	dont principaux métiers concernés :			
Indemnités de fin de carrière (IFC)	579	Bouygues Construction			360
Médailles du travail	136	Colas			432
Pensions	260	TF1			50
		Bouygues Telecom			91
(b) Litiges, contentieux, réclamations, travaux	248	Bouygues Construction			83
Provisions sur litiges clients	85	Bouygues Immobilier			18
Réclamations sous-traitants	43	Colas			86
Autres litiges de personnel et divers	120	Bouygues Telecom			55
(c) Garanties données	381	Bouygues Construction			300
Provisions garanties décennales	257	Bouygues Immobilier			22
Provisions garanties complémentaires bâtiment génie civil/travaux publics	124	Colas			58
(d) Autres provisions non courantes	592	Bouygues Construction			117
Provisions risques divers étranger	44	Colas			317
Provisions risques sociétés non contrôlées	83	Bouygues Telecom			123
Démantèlement et remise en état des sites	303				
Provisions contrôle organismes sociaux	109				
Autres provisions non courantes	53				
(e) dont reprises de provisions non utilisées sur le premier semestre 2020	26				
(f) cf. note 12 de l'annexe					

5.2 Provisions courantes

Provisions liées au cycle d'exploitation	Provisions garanties données aux clients	Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers ^a	Provisions pour pertes à terminaison chantiers ^a	Autres provisions courantes ^b	Total
31/12/2019	38	394	404	300	1 136
Écarts de conversion	(1)	(3)	(4)	(1)	(9)
Changements de périmètre					
Dotations	1	41	193	89	324
Reprises de provisions (utilisées ou non)	(3)	(102)	(164)	(83)	(352) ^c
Virements de rubriques et autres mouvements	(1)	(3)		(1)	(5)
30/06/2020	34	327	429	304	1 094

(a) Bouygues Construction et Colas pour l'essentiel

L'indication de provisions individualisées par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci.

(b) Autres provisions courantes :	304	dont principaux métiers concernés :	
Provisions pour réassurance	8	Bouygues Construction	122
Provisions pour restructuration	54	Bouygues Immobilier	21
Provisions pour remise en état des sites (courant)	12	Colas	125
Provisions courantes diverses	230	TF1	15

(c) dont reprises de provisions non utilisées sur le premier semestre 2020 pour 75 millions d'euros

NOTE 6 DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

6.1 Répartition des emprunts

	Dettes financières courantes		Dettes financières non courantes	
	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires	1 095	1 095	3 817	2 824
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	840	137	2 373	1 271
Emprunts et dettes financières divers	71	63	156	141
TOTAL DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES	2 006	1 295	6 346	4 236

Les dettes financières non courantes augmentent de 2 110 millions d'euros principalement chez Bouygues SA par émission d'un emprunt obligataire pour 1 000 millions d'euros et par tirage de lignes de crédit pour 873 millions d'euros et chez Colas pour 151 millions d'euros.

Les dettes financières courantes augmentent de 711 millions d'euros principalement chez Bouygues SA par tirage de lignes de crédit pour 130 millions d'euros et par émission de Negotiable European Commercial Paper (Billets de Trésorerie) pour 510 millions d'euros.

6.2 Covenants et trigger events

Les emprunts obligataires, à l'exception de celui à échéance 2020, comportent une clause de *change of control* (clause de changement de contrôle de Bouygues SA).

Les crédits bancaires contractés par Bouygues SA ne comportent ni *covenant* financier ni *trigger event*. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA, à l'exception du financement de Colas au Canada (299 millions d'euros) qui comporte temporairement un *covenant* de levier en dette sur EBITDA, tels que définis au contrat.

6.3 Lignes de crédit confirmées et utilisées

Au 31 décembre 2019, le montant des lignes confirmées s'élevait à 13 781 millions d'euros, dont 5 531 millions d'euros concernaient des lignes utilisées. Au cours du premier semestre 2020, Bouygues a tiré des lignes de crédit pour un montant de 1 003 millions d'euros et a émis des Negotiable European Commercial Paper (Billets de Trésorerie) pour 510 millions d'euros. Ainsi au 30 juin 2020, le tableau des lignes de crédit confirmées et utilisées se détaille comme suit :

Description	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	Moins d'un an	D'un an à cinq ans	Au-delà	Total	Moins d'un an	D'un an à cinq ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires (Bouygues SA pour l'essentiel)	1 095	1 496	2 321	4 912	1 095	1 496	2 321	4 912
Autres emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	544	8 624	713	9 881	840	2 305	68	3 213 ^b
Emprunts et dettes financières divers	71	137	19	227	71	137	19	227
TOTAL DES LIGNES DE CREDIT^a	1 710	10 257	3 053	15 020	2 006	3 938	2 408	8 352

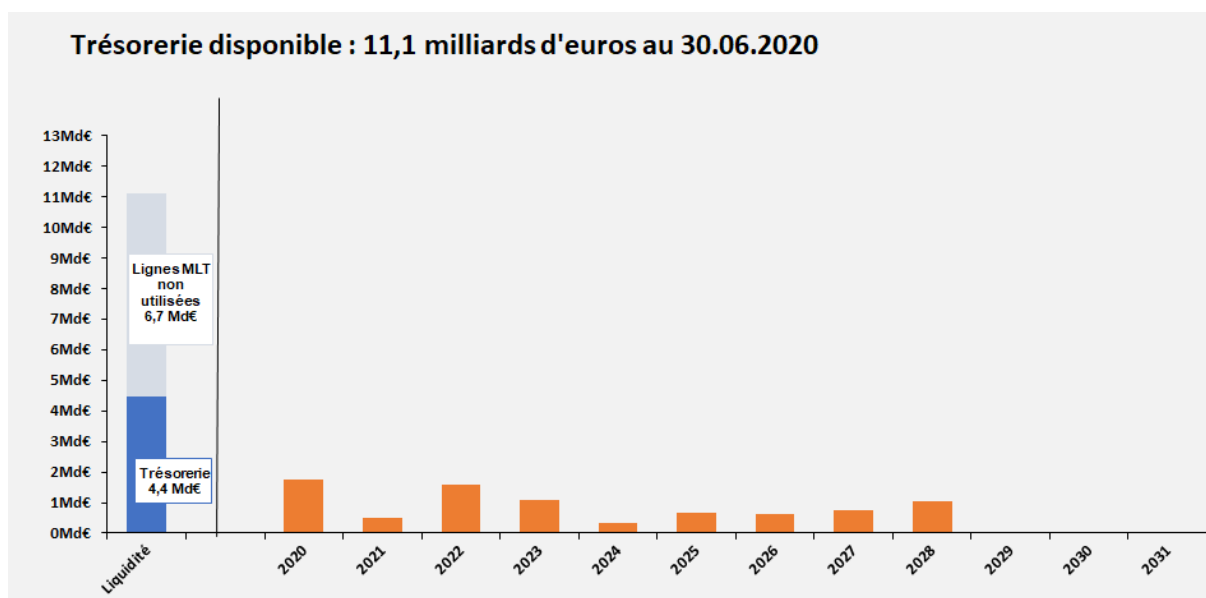
(a) lignes de crédit confirmées et non utilisées : 6 668 millions d'euros

(b) y compris Negotiable European Commercial Paper (Billets de trésorerie) : 510 millions d'euros

6.4 Liquidités au 30 juin 2020

Au 30 juin 2020, la trésorerie disponible s'élève à 4 447 millions d'euros (y compris un impact négatif de 1 million d'euros d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net) auxquels s'ajoute un montant de 6 668 millions d'euros de lignes de crédit confirmées et non utilisées.

Echéancier de la dette à fin juin 2020



NOTE 7 VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	31/12/2019	Écarts de conversion	Changements de périmètre	Flux de trésorerie	Variations des justes valeurs	Autres mouvements	30/06/2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 574	(26)	12	1 102		14	4 676
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(220)	(1)	(8)	15		(14)	(228)
TRESORERIE NETTE (A)	3 354	(27) ^a	4 ^a	1 117 ^a			4 448
Dettes financières non courantes	4 236	(16)		2 120 ^b	(5)	11	6 346
Dettes financières courantes	1 295	(3)		704 ^b		10	2 006
Instruments financiers nets	45			1 ^b	(45)		1
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT (B)	5 576	(19)		2 825	(50)	21	8 353
ENDETTEMENT FINANCIER NET (A) - (B)	(2 222)	(8)	4	(1 708)	50 ^c	(21)	(3 905)

(a) hausse de la trésorerie nette sur le premier semestre 2020 de 1 094 millions d'euros analysée dans l'état des flux de trésorerie

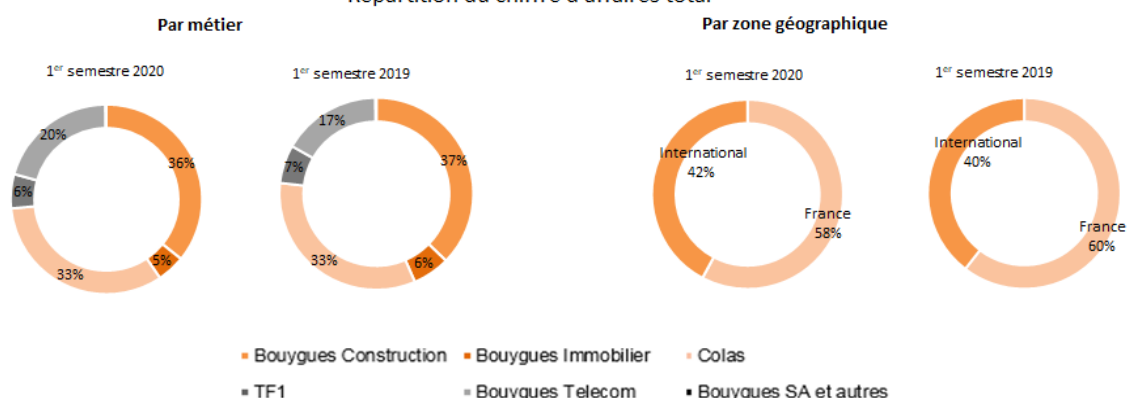
(b) flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement sur le premier semestre 2020 de 2 825 millions d'euros analysés dans l'état des flux de trésorerie se décomposant en augmentation de 3 279 millions d'euros et en diminution de 454 millions d'euros

(c) variation essentiellement liée au dénouement du swap de couverture de l'emprunt obligataire d'avril 2020 (note 1.1 de l'annexe) dont le paiement figure en flux de trésorerie en « Autres flux liés aux opérations de financement »

NOTE 8 CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MÉTIER

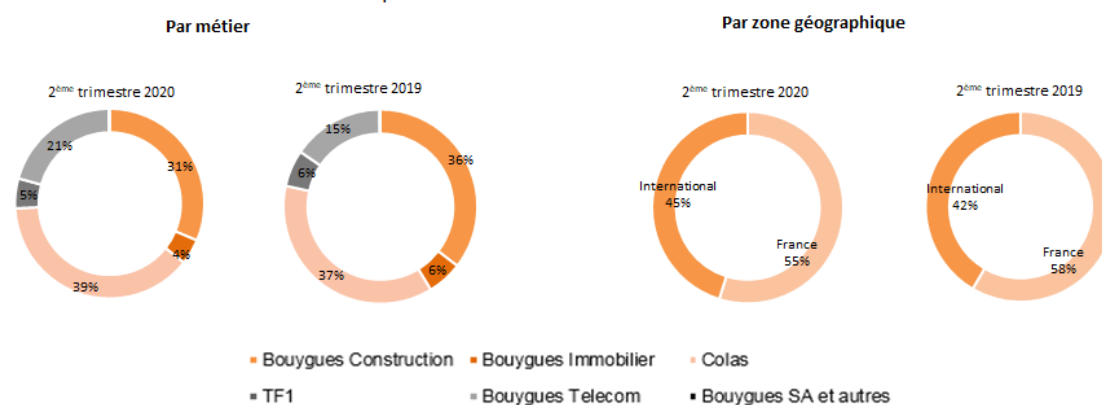
	1 ^{er} semestre 2020				1 ^{er} semestre 2019			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
Bouygues Construction	1 847	3 439	5 286	36	2 531	3 974	6 505	37
Bouygues Immobilier	646	55	701	5	1 015	71	1 086	6
Colas	2 223	2 632	4 855	33	3 045	2 762	5 807	33
TF1	779	83	862	6	1 053	70	1 123	7
Bouygues Telecom	3 032	0	3 032	20	2 901	0	2 901	17
Bouygues SA et autres	6	16	22		8	16	24	
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	8 533	6 225	14 758	100	10 553	6 893	17 446	100

Répartition du chiffre d'affaires total



	2 ^{ème} trimestre 2020				2 ^{ème} trimestre 2019			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
Bouygues Construction	735	1 628	2 363	31	1 320	2 052	3 372	36
Bouygues Immobilier	302	26	328	4	532	27	559	6
Colas	1 205	1 698	2 903	39	1 704	1 829	3 533	37
TF1	341	43	384	5	540	39	579	6
Bouygues Telecom	1 550	0	1 550	21	1 456	0	1 456	15
Bouygues SA et autres	1	10	11		6	8	14	
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	4 134	3 405	7 539	100	5 558	3 955	9 513	100

Répartition du chiffre d'affaires total



NOTE 9 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

	1 ^{er} semestre		2 ^{ème} trimestre	
	2020	2019	2020	2019
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(132)	453	110	511
Autres produits opérationnels	7	54	4	37
Autres charges opérationnelles	(51)	(12)	(50)	(10)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(176)	495	64	538

La répartition par métier du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel est présentée en note 1.1 de l'annexe.

L'estimation des impacts de la crise de la Covid-19 sur le résultat opérationnel courant est détaillée en note 1.1 de l'annexe.

Les autres produits et charges opérationnels concernent principalement :

1^{er} semestre 2020

Au premier semestre 2020, les autres charges opérationnelles nettes concernent Bouygues Telecom et Colas. Les charges nettes de 44 millions d'euros se composent de :

- 6 millions d'euros de plus-value de cession d'actifs (sites et pylônes à Cellnex), 1 million d'euros d'autres produits opérationnels partiellement compensés par 6 millions d'euros de coûts de mise en œuvre du partage de réseau,
- 45 millions d'euros de provisions enregistrées pour couvrir les coûts additionnels de démantèlement de la raffinerie de Dunkerque ainsi que les conséquences de la réorganisation des activités routières de Colas en France.

1^{er} semestre 2019

Au premier semestre 2019, les autres produits opérationnels nets concernaient Bouygues Telecom et Bouygues Construction. Les produits nets de 42 millions d'euros se composaient de :

- 47 millions d'euros de plus-value de cession d'actifs (sites et pylônes à Cellnex), 7 millions d'euros d'autres produits opérationnels, partiellement compensés par 4 millions d'euros de coûts de mise en œuvre du partage de réseau chez Bouygues Telecom,
- 8 millions d'euros de charges de restructuration chez Bouygues Construction.

NOTE 10 IMPÔT

Le produit d'impôt s'élève à 12 millions d'euros au premier semestre 2020.

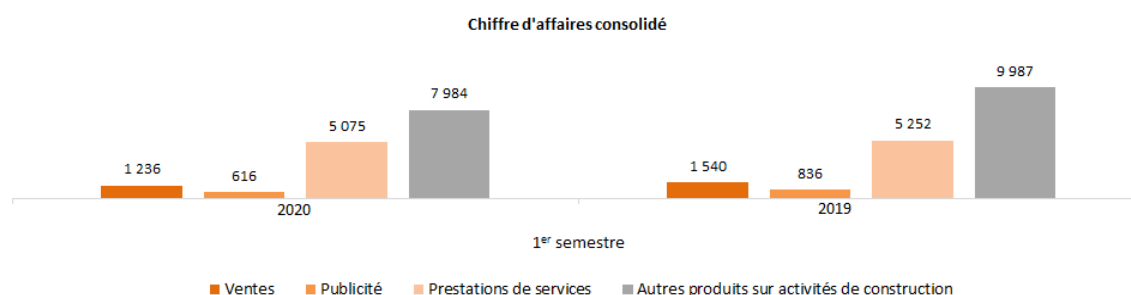
	1 ^{er} semestre		2 ^{ème} trimestre	
	2020	2019	2020	2019
PRODUIT / (CHARGE) D'IMPÔT	12	(132)	(73)	(157)

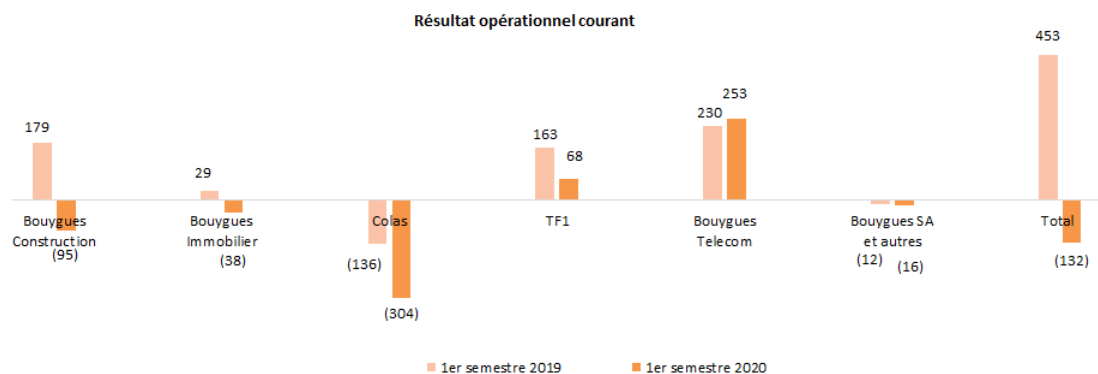
Le taux effectif d'impôt est de 4% au premier semestre 2020, contre 36% au premier semestre 2019. La baisse du taux effectif s'explique principalement par des déficits à l'étranger n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'impôts différés actif ainsi que par le fait que les impôts différés au titre des pertes comptabilisées au premier semestre 2020 par les filiales intégrées fiscalement en France par Bouygues SA ont été reconnus à un taux de 25,83% (contre 32,02% applicable en 2020) dans la mesure où ces pertes ne seront consommées qu'à partir de 2023.

NOTE 11 INFORMATION SECTORIELLE

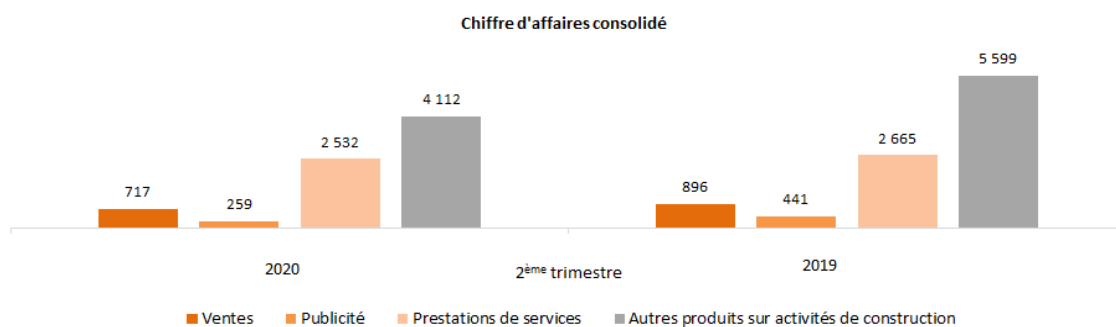
Les contributions par métier aux principaux agrégats du Groupe sont les suivantes :

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
COMPTE DE RÉSULTAT 1^{er} SEMESTRE 2020							
Ventes	38		868	33	297		1 236
Publicité				616			616
Prestations de services	1 819	19	164	235	2 745	93	5 075
Autres produits sur activités de construction	3 464	682	3 838				7 984
Chiffres d'affaires total	5 321	701	4 870	884	3 042	93	14 911
Chiffre d'affaires inter-activités	(35)		(15)	(22)	(10)	(71)	(153)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	5 286	701	4 855	862	3 032	22	14 758
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(95)	(38)	(304)	68	253	(16)	(132)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(95)	(38)	(349)	68	254	(16)	(176)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	39		4	(1)		35	77
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(66)	(33)	(285)	17	142	(19)	(244)
COMPTE DE RÉSULTAT 1^{er} SEMESTRE 2019							
Ventes	53		1 078	58	351		1 540
Publicité				836			836
Prestations de services	2 117	29	195	251	2 562	98	5 252
Autres produits sur activités de construction	4 369	1 057	4 561				9 987
Chiffres d'affaires total	6 539	1 086	5 834	1 145	2 913	98	17 615
Chiffre d'affaires inter-activités	(34)		(27)	(22)	(12)	(74)	(169)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	6 505	1 086	5 807	1 123	2 901	24	17 446
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	179	29	(136)	163	230	(12)	453
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	171	29	(136)	163	280	(12)	495
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	4	(2)	25			32	59
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	121	13	(99)	47	150	(7)	225

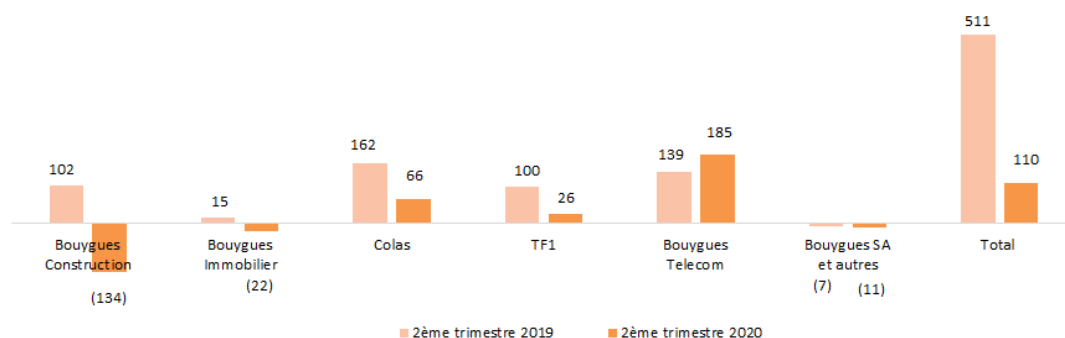




	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
COMPTE DE RÉSULTAT 2^{ème} TRIMESTRE 2020							
Ventes	16		541	16	144		717
Publicité				259			259
Prestations de services	872	7	81	115	1 411	46	2 532
Autres produits sur activités de construction	1 502	321	2 289				4 112
Chiffres d'affaires total	2 390	328	2 911	390	1 555	46	7 620
Chiffre d'affaires inter-activités	(27)		(8)	(6)	(5)	(35)	(81)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	2 363	328	2 903	384	1 550	11	7 539
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	(134)	(22)	66	26	185	(11)	110
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(134)	(22)	21	26	184	(11)	64
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	39	1	13			(1)	52
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	(88)	(18)	5	6	106	(51)	(40)
COMPTE DE RÉSULTAT 2^{ème} TRIMESTRE 2019							
Ventes	26		680	21	169		896
Publicité				441			441
Prestations de services	1 078	18	96	129	1 293	51	2 665
Autres produits sur activités de construction	2 287	541	2 771				5 599
Chiffres d'affaires total	3 391	559	3 547	591	1 462	51	9 601
Chiffre d'affaires inter-activités	(19)		(14)	(12)	(6)	(37)	(88)
CHIFFRE D'AFFAIRES NET AVEC CLIENTS EXTERNES	3 372	559	3 533	579	1 456	14	9 513
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	102	15	162	100	139	(7)	511
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	94	15	162	100	174	(7)	538
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	6		17			(1)	22
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	66	7	120	29	97	(35)	284



Résultat opérationnel courant

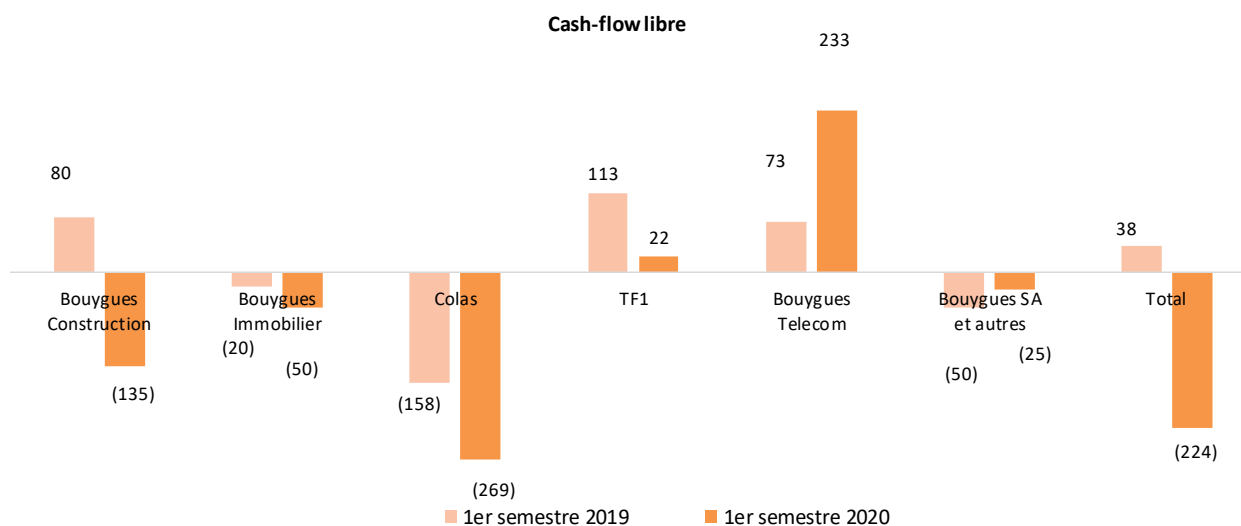


	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Résultat opérationnel courant	(95)	(38)	(304)	68	253	(16)	(132)
* Charges d'intérêts sur obligations locatives	(5)	(1)	(7)	(2)	(11)	1	(25)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations							
* Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	99	5	186	111	446	4	851
* Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	40	4	17	(11)	30	(4)	76
Retraitement des autres produits d'exploitation							
* Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(101)	(7)	(25)	(6)	(7)	(1)	(147)
EBITDA APRÈS LOYER 1^{er} SEMESTRE 2020	(62)	(37)	(133)	160	711	(16)	623
Résultat opérationnel courant	179	29	(136)	163	230	(12)	453
* Charges d'intérêts sur obligations locatives	(6)	(1)	(8)	(2)	(13)	1	(29)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations							
* Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	86	5	195	105	417	4	812
* Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	69	(8)	19		22	(4)	98
Retraitement des autres produits d'exploitation							
* Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(61)	(9)	(41)	(2)	(3)		(116)
EBITDA APRÈS LOYER 1^{er} SEMESTRE 2019	267	16	29	264	653	(11)	1 218

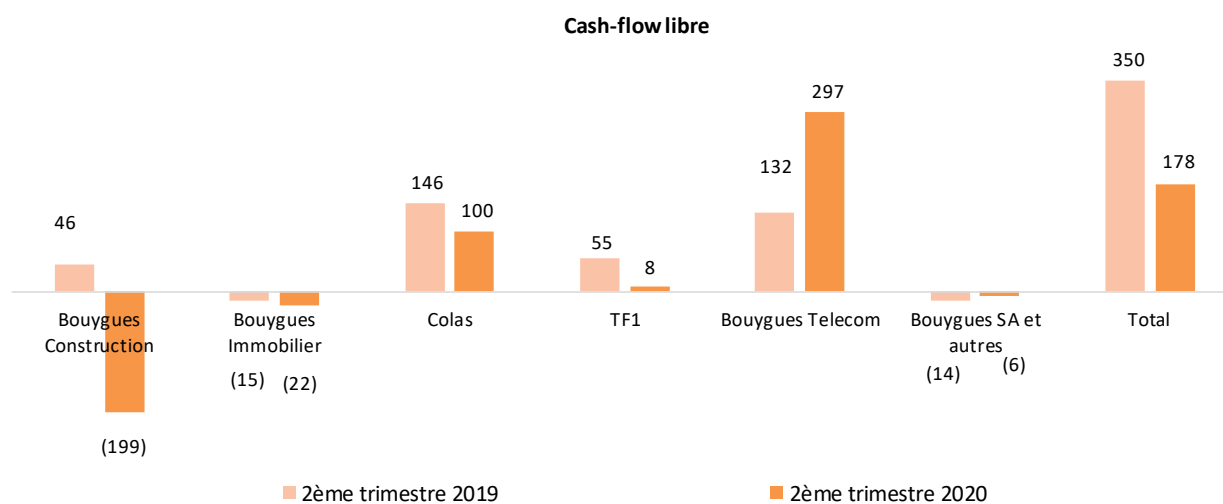
	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Résultat opérationnel courant	(134)	(22)	66	26	185	(11)	110
* Charges d'intérêts sur obligations locatives	(3)	(1)	(3)	(1)	(5)	2	(11)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations							
* Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	51	3	116	55	222	1	448
* Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	49	11	12	(4)	10	3	81
Retraitement des autres produits d'exploitation							
* Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(62)	(2)	(10)	(4)		(1)	(79)
EBITDA APRÈS LOYER 2^{ème} TRIMESTRE 2020	(99)	(11)	181	72	412	(6)	549
Résultat opérationnel courant	102	15	162	100	139	(7)	511
* Charges d'intérêts sur obligations locatives	(3)	(1)	(5)	(1)	(6)	2	(14)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations							
* Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	43	3	125	50	212	2	435
* Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	55	7	19		10	(2)	89
Retraitement des autres produits d'exploitation							
* Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(35)	(2)	(28)	(1)	(2)		(68)
EBITDA APRÈS LOYER 2^{ème} TRIMESTRE 2019	162	22	273	148	353	(5)	953

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Indicateurs financiers bilan 30 juin 2020							
ENDETTEMENT FINANCIER NET/ EXCÉDENT FINANCIER NET	2 599	(548)	(1 065)	(22)	(1 659)	(3 210)	(3 905)
Indicateurs financiers bilan 31 décembre 2019							
ENDETTEMENT FINANCIER NET/ EXCÉDENT FINANCIER NET	3 113	(279)	(367)	(127)	(1 454)	(3 108)	(2 222)

	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Autres indicateurs financiers 1^{er} semestre 2020							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	(45)	(44)	(150)	139	695	(22)	573
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(37)	(2)	(72)	(107)	(387)	(2)	(607)
Remboursement des obligations locatives (III)	(53)	(4)	(47)	(10)	(75)	(1)	(190)
CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III)	(135)	(50)	(269)	22	233	(25)	(224)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES							
	(405)	(217)	(334)	105	(104)	(82)	(1 037)
Autres indicateurs financiers 1^{er} semestre 2019							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	232	(10)	(20)	236	591	(48)	981
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(106)	(6)	(97)	(114)	(454)	(1)	(778)
Remboursement des obligations locatives (III)	(46)	(4)	(41)	(9)	(64)	(1)	(165)
CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III)	80	(20)	(158)	113	73	(50)	38
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES							
	(594)	(145)	(595)	10	(199)	(106)	(1 629)



	Bouygues Construction	Bouygues Immobilier	Colas	TF1	Bouygues Telecom	Bouygues SA et autres	Total
Autres indicateurs financiers 2^{ème} trimestre 2020							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	(148)	(20)	161	57	380	(2)	428
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(23)		(37)	(44)	(43)	(3)	(150)
Remboursement des obligations locatives (III)	(28)	(2)	(24)	(5)	(40)	(1)	(100)
CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III)	(199)	(22)	100	8	297	(6)	178
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES							
	149	(119)	(194)	14	48	(65)	(167)
Autres indicateurs financiers 2^{ème} trimestre 2019							
CAF après coût de l'endettement financier net, charges d'intérêts des obligations locatives et impôts décaissés (I)	119	(9)	237	128	313	(14)	774
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (II)	(49)	(4)	(70)	(69)	(151)	1	(342)
Remboursement des obligations locatives (III)	(24)	(2)	(21)	(4)	(30)	(1)	(82)
CASH-FLOW LIBRE (I) + (II) + (III)	46	(15)	146	55	132	(14)	350
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ Y COMPRIS DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS COURANTES							
	13	(69)	(412)	(26)	(108)	(90)	(692)



NOTE 12 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

12.1 Provisions pour indemnités de fin de carrière et pensions

	Indemnités de fin de carrière	Pensions	Total
31/12/2019	595	210	805
Charge totale reconnue	28	11	39
Reprises utilisées (prestations servies et cotisations versées)	(18)	(18)	(36)
Écarts de conversion		(4)	(4)
Changement de périmètre			
Écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	(25)	61	36
Virement de rubriques et autres mouvements	(1)		(1)
30/06/2020	579	260	839

La hausse des avantages du personnel liée aux écarts actuariels est de 32 millions d'euros. Cette charge nette enregistrée dans l'état des produits et charges comptabilisées comprend un produit lié à la hausse des actifs nets de régime pour 4 millions d'euros et une charge au titre des provisions pour avantages du personnel pour 36 millions d'euros, qui se décompose comme suit :

- En France, le taux d'actualisation retenu pour calculer les indemnités de fin de carrière est passé de 0,92% au 31 décembre 2019 à 1,29% au 30 juin 2020, ce qui a entraîné une baisse de la provision de 25 millions d'euros.
- À l'international, la variation des taux d'actualisation et la baisse des actifs de régime ont entraîné une augmentation de 61 millions d'euros des provisions.

12.2 Analyse de la sensibilité

Une hausse complémentaire de 50 points de base du taux d'actualisation en France se traduirait par une diminution de la provision pour indemnités de fin de carrière de 36 millions d'euros.

Une hausse complémentaire des taux à l'International de 20 points de base se traduirait par une diminution de la provision pour pensions de 33 millions d'euros.

Ces impacts seraient également appréhendés dans l'état des charges et produits comptabilisés.

NOTE 13 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2019, à l'exception des engagements du premier semestre 2020 détaillés en note 1.1 de l'annexe qui portent sur :

- la conservation des titres Alstom au plus tard jusqu'au 31 octobre 2020,
- les options d'achat de titres sur les trois sociétés créées par Bouygues Telecom avec Cellnex, Phoenix Tower International et Vauban Infrastructures Partners,
- l'engagement de Bouygues Telecom de se fournir pendant trente ans auprès de la SDAIF pour les prises FTTH en zones moyennement denses Orange à un tarif fixé à l'avance.

NOTE 14 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

Transactions	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	1 ^{er} semestre 2020	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2020	1 ^{er} semestre 2019	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2019
Parties liées en amont	3	3						
Activités conjointes	20	112	71	130	307	304	353	344
Coentreprises et entités associées	194	33	262	89	459	178	68	70
Autres parties liées	24	27	33	61	72	79	38	42
Total	241	175	366	280	838	561	459	456
Échéances								
moins d'un an					783	495	459	453
de 1 à 5 ans						39		3
plus de 5 ans					55	27		
. Dont dépréciations pour créances douteuses (sociétés non consolidées pour l'essentiel)					56	65		

Identité des parties liées :

- parties liées en amont : Le groupe Bouygues est consolidé dans les comptes de SCDM (société contrôlée par Martin et Olivier Bouygues) qui réalise des prestations de conseil en stratégie de développement, d'études et analyses portant principalement sur les évolutions stratégiques et le développement du groupe Bouygues, investissements et désinvestissements majeurs, plans pluriannuels.
- activités conjointes : les transactions concernent principalement des comptes courants avec des sociétés en participation de travaux.
- coentreprises et entités associées : les transactions concernent principalement des comptes courants avec des sociétés concessionnaires, des sociétés de carrières et Alstom.
La variation des charges, produits et créances par rapport au 31 décembre 2019 s'explique principalement par la cession d'actifs à la société SDAIF (Bouygues Telecom) détaillée en note 1.1 de l'annexe. Le produit de cession a été encaissé au troisième trimestre 2020.
- autres parties liées : les transactions concernent principalement des comptes courants avec des sociétés non consolidées détenues par le Groupe.

5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Bouygues, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration le 26 août 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 26 août 2020 commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense, le 26 août 2020

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG Audit

Gilles Rainaut

Nicolas Pfeuty

6. GLOSSAIRE

Activités de construction : Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

ABPU (Average Billing Per User):

- Dans le Mobile, il est égal à la somme des chiffres d'affaires Mobile facturés au client pour les clients Grand Public et Entreprise divisée par le nombre de clients moyen sur la période. Il ne prend pas en compte les cartes SIM MtoM et SIM gratuites.
- Pour le Fixe, il est égal à la somme des chiffres d'affaires Fixe facturés au client pour les clients Grand Public (hors Entreprises) divisée par le nombre de clients moyen sur la période

BtoB (business to business) : décrit les activités d'échanges entre les entreprises.

Carnet de commandes (Bouygues Construction, Colas) : représente le volume d'activité traitée restant à réaliser pour les opérations ayant fait l'objet d'une prise de commande ferme, c'est-à-dire dont le contrat a été signé et est entré en vigueur (après l'obtention de l'ordre de service et la levée des conditions suspensives).

Carnet de commandes (Bouygues Immobilier) : il est composé du chiffre d'affaires des ventes notariées restant à réaliser et du montant du chiffre d'affaires total des réservations signées restant à notarié.

En application de la norme IFRS 11, Bouygues Immobilier exclut de son carnet de commandes le chiffre d'affaires des réservations réalisées à travers des sociétés mises en équivalence (société en co-promotion en cas de contrôle conjoint).

Cash-flow libre : capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives. Il est calculé avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité et hors fréquences 5G.

Cash-flow libre après BFR : capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives.

Il est calculé après variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité et hors fréquences 5G.

Chiffre d'affaires Autres (Bouygues Telecom) : différence entre le chiffre d'affaires total de Bouygues Telecom et le chiffre d'affaires Services. Il comprend en particulier :

- Les ventes de terminaux, d'accessoires, d'assurances ou autres
- Les revenus d'itinérance
- Les prestations de services autres que Telecom (construction de sites ou installation de lignes FTTH)
- Le cofinancement publicitaire

Chiffre d'affaires Services (Bouygues Telecom) : il comprend :

- Le chiffre d'affaires facturé au client qui intègre :
 - Dans le Mobile :
 - o Pour les clients Grand Publics : le chiffre d'affaires des appels sortants (voix, SMS et données), des frais de mise en service, des services à valeur ajoutée
 - o Pour les clients Entreprise : le chiffre d'affaires des appels sortants (voix, SMS et données), des frais de mise en service, des services à valeur ajoutée, ainsi que le chiffre d'affaires des services rendus aux Entreprises
 - o Le chiffre d'affaires du Machine-To-Machine (MtoM)
 - o Le chiffre d'affaires de l'itinérance (*roaming* visiteurs)
 - o Le chiffre d'affaires réalisé avec les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO);
 - Dans le Fixe :

- Pour les clients Grand Public, le chiffre d'affaires des appels sortants, des services fixes haut débit, des services de télévision (notamment Video On Demand et TV Replay) et le chiffre d'affaires relatif aux frais de mise en service et à la location d'équipements
 - Pour les clients Entreprise, le chiffre d'affaires des appels sortants, des services fixes haut débit, des services de télévision (notamment Video On Demand et TV Replay) et le chiffre d'affaires relatif aux frais de mise en service et à la location d'équipements, ainsi que le chiffre d'affaires des services rendus aux Entreprises
 - Le chiffre d'affaires de vente en gros réalisé avec d'autres opérateurs de réseaux fixes ;
- Le revenu des appels entrants Voix et SMS
 - L'étalement de la subvention sur la durée de vie prévisionnelle du client, conséquence d'IFRS 15
 - L'activation, puis l'étalement sur la durée de vie prévisionnelle du client des chiffres d'affaires liées aux mises en services

Consommation 4G : données consommées sur les réseaux cellulaires 4G, hors Wi-Fi

EBITDA après Loyer : correspond au résultat opérationnel courant, après prise en compte des charges d'intérêts sur obligations locatives, corrigé des dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, aux provisions et dépréciations ainsi que des effets liés aux prises et aux pertes de contrôle. Ces derniers concernent l'impact lié aux réévaluations des lots antérieurement détenus ou des lots conservés.

Excédent / Endettement financier net : la position de trésorerie du Groupe se calcule en tenant en compte la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes créditeurs de banque, les dettes financières non courantes et courantes et les instruments financiers. L'endettement/excédent financier n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes. Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net. Les principaux éléments de variation de l'endettement net sont présentés en note 7 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2020 disponible sur le site internet du Groupe Bouygues.

Evolution du chiffre d'affaires à périmètre et change constants :

- A change constant : évolution après conversion du chiffre d'affaires en devises de la période en cours aux taux de change de la période de comparaison
- A périmètre constant : évolution du chiffre d'affaires des périodes à comparer, recalculé de la façon suivante:
 - En cas d'acquisition, est déduit de la période en cours le chiffre d'affaires de la société acquise qui n'a pas de correspondance dans la période de comparaison
 - En cas de cession, est déduit de la période de comparaison le chiffre d'affaires de la société cédée qui n'a pas de correspondance dans la période en cours

FTTH (Fiber to the Home - Fibre jusqu'à l'abonné) : correspond au déploiement de la fibre optique depuis le nœud de raccordement optique (lieu d'implantation des équipements de transmission de l'opérateur) jusque dans les logements ou locaux à usage professionnel (définition Arcep)

Marge d'EBITDA après Loyer (Bouygues Telecom) : EBITDA après Loyer sur chiffre d'affaires Services

MtoM : les communications « machine à machine » ou « MtoM » consistent en la mise en relation de machines ou d'objets intelligents, ou entre un objet intelligent et une personne, avec un système d'information via des réseaux de communications mobiles généralement sans intervention humaine

Prises FTTH sécurisées : horizontal déployé ou en cours de déploiement ou commandé et ce, jusqu'au point de mutualisation

Prises FTTH commercialisées : prises pour lesquelles l'horizontal et la verticale sont déployés et connectés via le point de mutualisation

Prise de commandes (Bouygues Construction, Colas) : une affaire est enregistrée dans la prise de commandes dès lors que le contrat est signé et entré en vigueur (obtention de l'ordre de service et levée de l'ensemble des conditions suspensives) et que le financement est mis en place. Le montant enregistré correspond au chiffre d'affaires à réaliser sur cette affaire.

Réservations en valeur (Bouygues Immobilier) : montant exprimé en euro de la valeur des biens immobiliers réservés sur une période donnée.

- Logement : somme des valeurs des contrats de réservation, unité et bloc, signés par les clients et validés en interne, nettes des désistements enregistrés.
- Immobilier d'Entreprise : ils sont enregistrés dans les réservations à la vente notaire

Pour les opérations immobilières réalisées en co-promotion :

- Si Bouygues Immobilier détient le contrôle exclusif de la société de co-promotion (intégration globale), alors 100 % des montants sont intégrés dans les réservations
- S'il y a contrôle conjoint (société mise en équivalence), alors l'activité commerciale est enregistrée à hauteur de la quote-part détenue dans la société de co-promotion

RIP : Réseau d'Initiative Publique

Taux de churn Fixe : ensemble des résiliations du mois couru, divisé par le parc fin du mois précédent

Taux de churn Mobile : ensemble des résiliations du mois couru, divisé par le parc fin du mois précédent

Taux de pénétration FTTH : part du parc client Fixe en FTTH (nombre de clients FTTH divisé par le nombre de clients Fixe total)

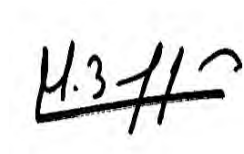
Très Haut Débit : abonnements avec un débit crête descendant supérieur ou égal à 30 Mbits/s. Comprend les abonnements FTTH, FTTLA, box 4G et VDSL2 (définition Arcep)

Utilisateurs 4G : clients ayant utilisé le réseau 4G au cours des trois derniers mois (définition Arcep)

7. DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 26 août 2020,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Bouygues', with a stylized flourish at the end.

Martin Bouygues,
Président-directeur général



Société Anonyme au capital de 379 828 120 euros
Siège social : 32 avenue Hoche - 75008 PARIS
572 015 246 RCS PARIS - APE : 7010Z

Photo : Rungkit Chaorenwat
Architecte : Plan Associates Co.,Ltd.

Annexe 3 - Communiqué des neuf premiers mois 2020 de Bouygues en date du 19 novembre 2020



Donnons vie au progrès



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris

19/11/2020



Certifié avec **wiztrust**

RÉSULTATS DES NEUF PREMIERS MOIS 2020

- **GROUPE :**
 - Très bon T3 2020
 - Résultat opérationnel courant : 813 M€ (+22% vs. T3 2019)
 - Marge opérationnelle courante : 8% (+1,5 pt vs. T3 2019)
 - Structure financière solide et liquidité élevée
 - Perspectives revues à la hausse pour le S2 2020
- **ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION :**
 - Très haut niveau du carnet de commandes
 - Retour à un niveau normal d'activité dans presque tous les pays
 - Résultat opérationnel courant largement positif au T3 2020 : 570 M€ (-437 M€ au S1 2020)
- **TF1 :**
 - Très bonne performance des Antennes au T3 2020
- **BOUYGUES TELECOM :**
 - Bonne performance commerciale
 - Chiffre d'affaires Services et EBITDA après Loyer : +7% aux 9M 2020 sur un an
 - Objectif de *cash-flow* libre d'environ 250 M€ confirmé pour 2020

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	9M 2019	9M 2020	Variation	T3 2019	T3 2020	Variation
Chiffre d'affaires	27 601	24 948	-10% ^a	10 155	10 190	0%
Résultat opérationnel courant	1 118	681	-437 M€	665	813	+148 M€
Marge opérationnelle courante	4,1%	2,7%	-1,4 pt	6,5%	8%	+1,5 pt
Résultat opérationnel	1 168 ^b	636 ^c	-532 M€	673	812	+139 M€
Résultat net part du Groupe	848	283	-565 M€	623	527	-96 M€
Endettement (-) / Excédent (+) financier net	(4 643)	(3 661)	+982 M€			

(a) -9 % à périmètre et change constants

(b) Dont +50 M€ de produits et charges non courants

(c) Dont -45 M€ de produits et charges non courants



Les résultats du Groupe sur les neuf premiers mois 2020 reflètent une amélioration significative de l'activité et de la profitabilité au troisième trimestre, après un premier semestre fortement impacté par la crise liée à la Covid-19

- Le **chiffre d'affaires** ressort à 24,9 milliards d'euros, en baisse de 10% par rapport aux neuf premiers mois 2019. Il est en forte amélioration au troisième trimestre (+1%¹ après -8%¹ au premier trimestre et -21%¹ au deuxième trimestre 2020 sur un an). Cette performance traduit le rattrapage d'activité dans les activités de construction et des investissements publicitaires chez TF1 ainsi que la croissance soutenue du chiffre d'affaires Services chez Bouygues Telecom.
- Le **résultat opérationnel courant** s'établit à 681 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020 contre une perte de 132 millions d'euros au premier semestre et la marge opérationnelle courante atteint 2,7% (versus -0,9% au premier semestre).
- Le **résultat net part du Groupe** redevient largement **positif** à 283 millions d'euros aux neuf premiers mois 2020 (contre -244 millions d'euros au premier semestre). Il inclut une contribution d'Alstom de 51 millions d'euros (contre 238 millions d'euros aux neuf premiers mois 2019).

La profitabilité du Groupe est en forte hausse au troisième trimestre 2020 et ressort meilleure qu'attendue

Le résultat opérationnel courant du Groupe atteint 813 millions d'euros, en croissance de 148 millions d'euros (+22%) par rapport au troisième trimestre 2019. La marge opérationnelle courante s'élève à 8%, en amélioration de 1,5 point sur la période. Cette performance reflète :

- Dans les **activités de construction**, le rattrapage d'activité principalement en France, les mesures d'économies mises en place et des indemnités consécutives à l'arrêt des chantiers au deuxième trimestre 2020 ;
- Chez **TF1**, le rattrapage des investissements publicitaires de la part des annonceurs combiné aux économies réalisées sur le coût des programmes ;
- Chez **Bouygues Telecom**, la solide croissance des revenus et de l'EBITDA après Loyer.

Le Groupe dispose d'un niveau de liquidité élevé et d'une structure financière particulièrement solide

- La **trésorerie disponible** s'élève à 10,1 milliards d'euros à fin septembre 2020 et comprend 2,4 milliards d'euros de trésorerie et 7,7 milliards d'euros de facilités de crédit moyen et long terme non utilisées, dont 7,1 milliards d'euros sans *covenant*.
- L'**endettement financier net** s'élève à 3,7 milliards d'euros à fin septembre 2020, en baisse de 982 millions d'euros par rapport à fin septembre 2019. Il n'intègre pas encore la cession partielle des 11 millions de titres Alstom pour 450 millions d'euros, l'acquisition d'EIT dont le *closing* est attendu d'ici début 2021 et le premier paiement des fréquences 5G pour un montant de 90 millions d'euros².
- Le **ratio d'endettement net**³ atteint 32% (contre 41% fin septembre 2019).

PERSPECTIVES

Dans certains pays où le Groupe est présent, des nouvelles mesures de confinement ont été récemment mises en place dans un contexte de détérioration de la situation sanitaire liée à la Covid-19 qui rendent nécessaires

¹ À périmètre et change constants

² Y compris les frais de libération des fréquences

³ Endettement net / capitaux propres



des ajustements réguliers. Néanmoins, à date, les Métiers poursuivent leurs activités opérationnelles. Les perspectives ci-dessous s'entendent hors nouvelle évolution défavorable de la situation sanitaire.

Les très bons résultats du troisième trimestre 2020 confirment le retour à une large profitabilité du Groupe et le conduisent à revoir ses perspectives à la hausse pour le second semestre 2020.

Le Groupe attend désormais une **marge opérationnelle courante au second semestre 2020 très légèrement supérieure à celle du second semestre 2019**. Pour rappel, le Groupe attendait une large profitabilité au deuxième semestre 2020, sans toutefois retrouver les niveaux particulièrement élevés du deuxième semestre 2019.

Bouygues Telecom révisé à la hausse sa *guidance* de chiffre d'affaires Services et maintient son objectif de *cash-flow* libre annuel, confirmant ainsi son choix de maintenir un haut niveau d'investissement afin de renforcer la qualité de ses réseaux.

Ses objectifs pour 2020 sont :

- **Croissance du chiffre d'affaires Services** estimée entre **5%** et **6%** (contre environ **4%** auparavant), en dépit de la forte baisse du chiffre d'affaires *roaming* due à la Covid-19 ;
- **Investissements bruts de 1,25 milliard d'euros** (y compris les investissements nécessaires à l'intégration d'EIT et hors fréquences 5G) ;
- **Cash-flow libre d'environ 250 millions d'euros.**

Compte tenu des incertitudes actuelles liées à l'évolution de la crise sanitaire, **TF1** n'a pas fixé de nouveaux objectifs pour 2020.

Par ailleurs, le Groupe tiendra le **16 décembre 2020** son **Climate Markets Day**, au cours duquel il communiquera, pour chacun de ses Métiers, un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 compatible avec l'Accord de Paris (limitation à 1,5°C du réchauffement climatique), assorti de plans d'actions.

ANALYSE DÉTAILLÉE PAR ACTIVITÉ

ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION

Le carnet de commandes des **activités de construction** atteint le niveau très élevé de 33,5 milliards d'euros à fin septembre 2020, en hausse de 3%⁴ sur un an et proche du niveau record de septembre 2018 (33,8 milliards d'euros). Il offre une bonne visibilité sur l'activité à venir.

En **France**, le carnet de commandes est en léger repli de 1%⁵ à 13,9 milliards d'euros, impacté par la crise sanitaire et les élections municipales.

- Le carnet de commandes de Bouygues Construction est stable à 8,5 milliards d'euros ;
- La légère baisse de 1% du carnet de commandes de Colas traduit une croissance soutenue dans le Rail qui compense presque intégralement la baisse de 8% dans la Route Métropole. Cette baisse s'inscrit dans un contexte de lent redémarrage de la commande publique, malgré les mesures de soutien prises par le Gouvernement en faveur des collectivités locales ;
- La diminution de 3% du carnet de commandes de Bouygues Immobilier s'explique par la baisse des réservations en lien avec un moindre stock à l'offre, compte tenu d'une reprise plus lente que

⁴ +3% à change constant et hors principales cessions et acquisitions

⁵ -1% à change constant et hors principales cessions et acquisitions



prévu des attributions des permis de construire. En outre, les particuliers sont impactés par le durcissement des conditions d'octroi de crédits immobiliers. Cette baisse est atténuée par la vente en bloc de 1 749 lots à CDC Habitat (341 lots sur le troisième trimestre 2020).

À l'**international**, le carnet de commandes des activités de construction croît de 6%⁶ sur un an à 19,6 milliards d'euros à fin septembre 2020, grâce à la hausse respective de 7% et 4% des carnets de Bouygues Construction et de Colas par rapport à fin septembre 2019. Cette bonne performance commerciale est portée par les segments Travaux Publics (compléments de contrats en Australie et au Royaume-Uni notamment), Energies & Services et Rail (dont le 1^{er} contrat de voies ferrées urbaines au Canada remporté par Colas). **L'international représente désormais 62% du carnet de commandes** de Bouygues Construction et Colas au 30 septembre 2020, contre 61% fin septembre 2019.

Après un premier semestre 2020 fortement marqué par la pandémie de Covid-19, **les activités de construction sont revenues à une situation profitable sur les neuf premiers mois de l'année.**

Le chiffre d'affaires s'établit à 18,9 milliards d'euros sur les neuf premiers mois 2020, en repli de 12% par rapport aux neuf premiers mois 2019. **Au troisième trimestre, l'activité a fortement rebondi** par rapport au premier semestre (-1% au troisième trimestre 2020 comparé au troisième trimestre 2019 contre -19% au premier semestre 2020 comparé au premier semestre 2019), portée à la fois par un rattrapage d'activité au cours de l'été en France et un retour à un niveau d'activité normal dans presque tous les pays.

Le résultat opérationnel courant des activités de construction est positif et s'élève à 133 millions d'euros aux neuf premiers mois 2020 contre une perte de 437 millions d'euros au premier semestre 2020. La marge opérationnelle des activités de construction redevient positive à 0,7% (contre -4% au premier semestre). Cette amélioration résulte de la forte activité au troisième trimestre entraînant une meilleure couverture des coûts fixes, des mesures d'économies de coûts mises en œuvre par les Métiers et des indemnisations liées aux interruptions de chantiers au deuxième trimestre 2020.

À 72 millions d'euros, le **résultat opérationnel** des neuf premiers mois 2020 intègre 61 millions d'euros de charges non courantes (réorganisation des activités routières en France et poursuite des travaux de démantèlement du site de Dunkerque chez Colas), contre 10 millions d'euros de charges non courantes aux neuf premiers mois 2019.

TF1

Les résultats des neuf premiers mois de l'année démontrent à la fois les effets de la crise sanitaire sur le premier semestre et le fort rebond de l'activité des Antennes au troisième trimestre.

Sur les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires s'établit à 1 361 millions d'euros, en baisse de 16% par rapport à la même période l'an dernier. Les revenus publicitaires affichent au troisième trimestre une hausse de 7,5% par rapport au troisième trimestre 2019, dans un contexte marqué par une augmentation de la consommation de télévision (+16 minutes⁷ sur un an) et par le retour des investissements publicitaires de la part des annonceurs dans plusieurs secteurs d'activité.

Le résultat opérationnel courant des neuf premiers mois de 2020 s'élève à 126 millions d'euros, en repli de 58 millions d'euros sur un an contre un repli de 95 millions au premier semestre 2020 comparé au premier

⁶ +6% à change constant et hors principales cessions et acquisitions

⁷ Chez les Individus âgés de 4 ans et plus (soit 3h18)



semestre 2019. Cette amélioration reflète la hausse du chiffre d'affaires au troisième trimestre et les économies supplémentaires réalisées notamment sur le coût des programmes (138 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020 dont 31 millions d'euros au troisième trimestre).

BOUYGUES TELECOM

Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, **Bouygues Telecom** poursuit sa croissance.

Le parc forfait Mobile hors MtoM atteint 12 millions de clients à fin septembre 2020, en hausse de 455 000 nouveaux clients depuis fin 2019, dont 181 000 sur le seul troisième trimestre. À fin septembre 2020, le parc de clients FTTH atteint 1,4 million, grâce au gain de 378 000 nouveaux clients depuis fin 2019 dont 169 000 au troisième trimestre. Le taux de pénétration FTTH poursuit sa progression à 34% contre 22% un an auparavant. À fin septembre 2020, le parc Fixe total s'élève à 4,1 millions de clients.

Le déploiement du réseau FTTH de Bouygues Telecom s'accélère. À fin septembre 2020, l'opérateur dispose de 15,8 millions de prises FTTH commercialisées, comparé à 11,8 millions fin 2019. Il bénéficie de ses partenariats avec CityFast en ZTD et avec Vauban Infrastructure Partners en ZMD. En zone RIP, il a décidé d'augmenter fortement son nombre de prises commercialisées. En conséquence, Bouygues Telecom relève son objectif de prises commercialisées fin 2022 à 27 millions contre 22 millions auparavant.

Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois 2020 ressort à 4 675 millions d'euros, en hausse de 6%, porté par la croissance de 7% du chiffre d'affaires Services, et ce malgré l'impact de la chute du *roaming* sur la période (-63 millions d'euros⁸). Il bénéficie de l'augmentation de la base clients Mobile et Fixe et des ABPU (l'ABPU Mobile retraité de l'impact *roaming* augmente de 0,4€ sur un an à 20,3€ par client par mois⁹ et l'ABPU Fixe est en hausse de 1,5€ sur un an à 28,1€ par client par mois). Le chiffre d'affaires Autres est en légère progression de 1% sur les neuf premiers mois 2020 par rapport aux neuf premiers mois 2019, grâce à la reprise des travaux et des ventes de terminaux dès la fin du premier confinement.

Sur le seul troisième trimestre 2020, le chiffre d'affaires Services croît de 5% par rapport au troisième trimestre 2019, soutenu par la forte progression du chiffre d'affaires Services Fixe (+10%) et la hausse du chiffre d'affaires Services Mobile (+3% en dépit de l'impact négatif lié au *roaming*).

À 1 123 millions d'euros, l'EBITDA après Loyer progresse de 73 millions d'euros (+7%) par rapport aux neuf premiers mois 2019. Il intègre 20 millions d'euros de coûts non récurrents liés au repositionnement de la marque et aux campagnes de publicité associées au titre du premier trimestre 2020 et 20 millions d'euros de coûts liés à la Covid-19 au titre du premier semestre 2020. La marge d'EBITDA après Loyer est stable par rapport aux neuf premiers mois 2019, malgré la chute du *roaming*, et s'établit à 30,9%. Retraitée de l'impact du *roaming*, la marge d'EBITDA après Loyer s'élève à 31,9%⁸.

Le résultat opérationnel courant ressort à 444 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2020, en hausse de 39 millions d'euros sur un an. À 460 millions d'euros, le résultat opérationnel est, quant à lui, en léger repli de 5 millions d'euros sur la période, en raison d'une baisse des produits non courants (16 millions d'euros aux neuf premiers mois 2020 contre 60 millions d'euros un an auparavant, essentiellement liés aux moindres cessions de sites Mobile).

Les investissements bruts d'exploitation ressortent à 837 millions sur les neuf premiers mois 2020, en hausse de 103 millions d'euros sur un an, en lien avec la stratégie de renforcement de la qualité des réseaux. Sur la

⁸ Estimations de la société

⁹ 19,5€ hors retraitement



même période, les cessions atteignent 222 millions d’euros, dont une très large part est liée à la cession de prises FTTH à la SDAIF au premier semestre 2020 (185 millions d’euros).

En septembre 2020, Bouygues Telecom a participé aux enchères 5G et a obtenu 70 MHz dans la bande de fréquences 3,5 GHz lui permettant de doubler son spectre disponible à un prix raisonnable de 602 millions d’euros. Bouygues Telecom détient ainsi près du quart du spectre français disponible.

Fidèle à son approche pragmatique, Bouygues Telecom déploiera son réseau 5G de manière progressive en lien avec les bénéfices pour les clients qui se matérialiseront en deux grandes étapes. La première étape apportera de la capacité pour maintenir une bonne qualité de service dans les zones très denses où la consommation de données est très forte (+40% par an⁸). Dans un second temps, la 5G favorisera de nouveaux usages, pour les individus et surtout pour les entreprises grâce à ses nouvelles fonctionnalités (faible latence, meilleur débit, capacité à connecter de nombreux objets, etc.).

Pour déployer son réseau 5G, Bouygues Telecom a décidé à la fois d’installer de nouvelles antennes pour utiliser la bande de fréquence 3,5 GHz nouvellement acquise et de migrer progressivement les bandes de fréquences existantes 4G en 5G.

En parallèle, Bouygues Telecom poursuivra la densification de son réseau en termes de capacité et de couverture, notamment dans les zones très denses, nécessaire tant pour la 5G que pour la 4G. Il se donne pour objectif d’avoir plus de 28 000 sites d’ici 2023.

Bouygues Telecom ouvrira commercialement son réseau 5G le 1er décembre 2020, avec un objectif de couverture nationale d’ici un an.

Concernant l’acquisition d’EIT, les instances représentatives du personnel ont été consultées et la notification remise à l’Autorité de la Concurrence. Bouygues Telecom est confiant pour finaliser, d’ici début 2021, le *closing* de l’opération.

ALSTOM

La contribution d’**Alstom** au résultat net du Groupe s’élève à 51 millions d’euros sur les neuf premiers mois 2020, contre une contribution de 238 millions d’euros sur les neuf premiers mois 2019. Pour rappel, la contribution des neuf premiers mois 2019 intégrait 172 millions d’euros de plus-value nette liée à la vente, par Bouygues, de 13% du capital social d’Alstom le 12 septembre 2019.

La plus-value nette de 87 millions d’euros liée à la cession partielle par Bouygues de 11 millions d’actions Alstom (représentant 4,8% du capital social), à la suite du dénouement le 3 novembre de la vente à terme conclue avec BNP Paribas, n’est pas enregistrée dans les comptes des neuf premiers mois 2020. Cette plus-value sera comptabilisée au quatrième trimestre de cette année.

Par ailleurs, Bouygues a annoncé le 17 novembre avoir cédé une partie de ses droits préférentiels de souscription à l’augmentation de capital d’Alstom lancée le 16 novembre 2020.

Le produit de cette cession sera intégralement réinvesti par Bouygues pour financer l’exercice du solde de ses droits préférentiels de souscription, limitant ainsi sa dilution. Cette opération confirme le soutien de Bouygues à la stratégie d’Alstom et au projet d’acquisition de Bombardier Transport, sans engager de capitaux supplémentaires.

Elle donnera lieu à la constatation d’un profit de dilution net d’environ 30 millions d’euros qui sera comptabilisé dans les comptes de Bouygues au quatrième trimestre 2020. Au titre de cette opération, Bouygues s’est engagé à conserver ses titres Alstom jusqu’au 7 mars 2021.

A l’issue de cette augmentation de capital, Bouygues détiendra une participation d’environ 8% du capital social d’Alstom.



SITUATION FINANCIÈRE

Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, **Bouygues s'est employé à sécuriser et renforcer sa trésorerie** et, plus globalement, ses ressources financières.

Il a renouvelé, sans *covenant*, ses lignes de crédit moyen et long terme au fur et à mesure de leurs échéances. Il a par ailleurs réalisé avec succès un emprunt obligataire pour 1 milliard d'euros en avril, et remboursé, en juillet, un emprunt obligataire du même montant arrivé à échéance. Au 30 septembre 2020, la maturité moyenne des émissions obligataires du Groupe est de 5,4 ans et le taux d'intérêt moyen du coupon de ces obligations s'élève à 2,93%. L'échéancier de la dette est bien réparti dans le temps.

La trésorerie du Groupe atteint 2,4 milliards d'euros à fin septembre 2020. Les facilités de crédit moyen et long terme non utilisées s'élèvent à 7,7 milliards d'euros, dont 7,1 milliards d'euros sans *covenant*.

Ainsi, la trésorerie disponible ressort à 10,1 milliards d'euros à fin septembre 2020 contre 9,9 milliards d'euros à fin septembre 2019.

L'endettement financier net s'établit à 3,7 milliards d'euros à fin septembre 2020 contre 4,6 milliards d'euros à fin septembre 2019 et contre 2,2 milliards d'euros à fin décembre 2019. Sur les neuf premiers mois de l'année, la très forte mobilisation des Métiers dans la crise sanitaire a permis de :

- limiter à 106 millions d'euros la baisse du *cash-flow* libre du Groupe qui atteint 541 millions d'euros à fin septembre 2020 (contre 647 millions d'euros hors dividendes d'Alstom aux neuf premiers mois 2019), dans un contexte où, sur la même période, le résultat opérationnel courant a baissé de 437 millions d'euros ;
- diminuer d'environ 1 milliard d'euros sa consommation de BFR lié à l'activité.

L'endettement financier net n'intègre pas, au 30 septembre 2020, l'acquisition d'EIT par Bouygues Telecom, le premier paiement lié aux enchères 5G (90 millions d'euros), et le produit issu de la cession partielle de 11 millions d'actions Alstom (450 millions d'euros).

GOUVERNANCE

Le Groupe a décidé de procéder à de nouvelles nominations à la tête de **Bouygues Immobilier** et de **Bouygues Construction**.

À compter du 7 décembre 2020, Bernard Mounier, actuel directeur général délégué de Bouygues Construction en charge de Bouygues Bâtiment France Europe, rejoindra Bouygues Immobilier aux côtés de Pascal Minault, président de Bouygues Immobilier, afin de se préparer à lui succéder. Le Conseil de Bouygues Immobilier se réunira le moment venu pour le nommer président à compter du 1er mars 2021.

Le 1^{er} avril, Pascal Minault rejoindra Bouygues Construction aux côtés de Philippe Bonnavé afin de se préparer à lui succéder au poste de président-directeur général. Il sera soumis au Conseil d'administration de Bouygues Construction la nomination de Pascal Minault comme directeur général de Bouygues Construction au 1er juillet 2021, puis, comme président-directeur général au conseil d'administration du mois d'août. Philippe Bonnavé exercera les fonctions de président de Bouygues Construction entre le 1^{er} juillet et ce dernier conseil d'administration.

Ces périodes de transitions permettront de préparer dans les meilleures conditions les nouvelles prises de fonction de Bernard Mounier et Pascal Minault.



PROCHAINS RENDEZ-VOUS FINANCIERS

- 16 décembre 2020 : *Climate Markets Day* (14h30 CET)
- 18 février 2021 : résultats annuels de l'année 2020 (7h30 CET)

Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes et le rapport correspondant a été émis.
Retrouvez l'intégralité des comptes et annexes sur le site www.bouygues.com/finance/resultats.

Le call de présentation des résultats aux analystes se tiendra le 19 novembre 2020 à partir de 9H (CET).

Les détails de connexion sont disponibles sur le site www.bouygues.com.

La présentation sera disponible avant le démarrage du call sur le site www.bouygues.com/finance/presentations.

À PROPOS DE BOUYGUES

Bouygues est un groupe de services diversifié présent dans plus de 90 pays et riche de 130 500 collaborateurs au service du progrès humain dans la vie quotidienne. Porteuses de croissance, ses activités répondent à des besoins essentiels et en constante évolution : **activités de construction** (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas) ; **médias** (TF1) et **télécoms** (Bouygues Telecom).

CONTACT INVESTISSEURS ET ANALYSTES :

INVESTORS@bouygues.com • Tél. : +33 (0)1 44 20 10 79

CONTACT PRESSE :

presse@bouygues.com • Tél. : +33 (0)1 44 20 12 01

BOUYGUES SA • 32 avenue Hoche • 75378 Paris CEDEX 08 • bouygues.com    



ACTIVITÉ COMMERCIALE DES NEUF PREMIERS MOIS 2020

CARNET DE COMMANDES DES ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION (millions d'euros)	Fin septembre		Variation
	2019	2020	
Bouygues Construction	21 160	22 063	+4%
Bouygues Immobilier	2 245	2 192	-2%
Colas	9 084	9 274	+2%
Total	32 489	33 529	+3%

BOUYGUES CONSTRUCTION PRISES DE COMMANDES (millions d'euros)	9 premiers mois		Variation
	2019	2020	
France	3 550	3 185	-10%
International	4 512	5 756	+28%
Total	8 062	8 941	+11%

BOUYGUES IMMOBILIER RÉSERVATIONS (millions d'euros)	9 premiers mois		Variation
	2019	2020	
Logement	1 408	1 177	-16%
Immobilier d'entreprise	44	121	Ns
Total	1 452	1 298	-11%

COLAS CARNET DE COMMANDES (millions d'euros)	Fin septembre		Variation
	2019	2020	
France métropolitaine	3 292	3 260	-1%
International et Outre-Mer	5 792	6 014	+4%
Total	9 084	9 274	+2%

TF1 PART D'AUDIENCE ^a	Fin septembre		Variation
	2019	2020	
Total	32,1%	31,8%	-0,3 pt

(a) Source Médiamétrie – Femmes de moins de 50 ans responsables des achats

BOUYGUES TELECOM PARC CLIENTS (en milliers)	Fin déc 2019	Fin sept 2020	Variation
Parc Clients Mobile hors MtoM	11 958	12 336	+378
Parc Forfait Mobile hors MtoM	11 543	11 999	+455
Parc total Mobile	17 800	18 450	+650
Parc total Fixe	3 916	4 053	+137



PERFORMANCE FINANCIÈRE DES NEUF PREMIERS MOIS 2020

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RESUMÉ (millions d'euros)	9M 2019	9M 2020	Variation
Chiffre d'affaires	27 601	24 948	-10%^a
Résultat opérationnel courant	1 118	681	-437 M€
Autres produits et charges opérationnels	50 ^b	(45) ^c	-95 M€
Résultat opérationnel	1 168	636	-532 M€
Coût de l'endettement financier net	(162)	(132)	+30 M€
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(42)	(40)	+2 M€
Autres produits et charges financiers	19	(19)	-38 M€
Impôt	(325)	(203)	+122 M€
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	286	109	-177 M€
<i>dont Alstom</i>	238	51	-187 M€
Résultat net des activités poursuivies	944	351	-593 M€
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(96)	(68)	+28 M€
Résultat net part du Groupe	848	283	-565 M€

(a) -9 % à périmètre et change constants

(b) Dont 10 M€ de charges non courantes chez Bouygues Construction correspondant à des coûts de restructuration et 60 M€ de produits non courants chez Bouygues Telecom principalement liés à la plus-value de cession de sites Mobile

(c) Dont 61 M€ de charges non courantes chez Colas liées à la réorganisation des activités routières en France et la poursuite des travaux de démantèlement du site de Dunkerque et 16 M€ de produits non courants chez Bouygues Telecom principalement liés à la plus-value de cession de sites Mobile

CALCUL DE L'EBITDA APRÈS LOYER ^a (millions d'euros)	9M 2019	9M 2020	Variation
Résultat opérationnel courant	1 118	681	-437 M€
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(42)	(40)	+2 M€
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 278	1 342	+64 M€
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	171	119	-52 M€
Reprise de provisions et dépréciations non utilisées et autres	(173)	(194)	-21 M€
EBITDA après Loyer^a	2 352	1 908	-444 M€

(a) Voir glossaire pour les définitions



CHIFFRE D'AFFAIRES DES ACTIVITÉS (millions d'euros)	9M 2019	9M 2020	Variation	Effet change	Effet périmètre	A PCC ^c
Activités de construction^a	21 583	18 928	-12%	+0,1%	+0,4%	-12%
<i>dont Bouygues Construction</i>	<i>9 899</i>	<i>8 611</i>	<i>-13%</i>	<i>-0,4%</i>	<i>0,0%</i>	<i>-13%</i>
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	<i>1 610</i>	<i>1 323</i>	<i>-18%</i>	<i>+0,1%</i>	<i>0,0%</i>	<i>-18%</i>
<i>dont Colas</i>	<i>10 182</i>	<i>9 085</i>	<i>-11%</i>	<i>+0,5%</i>	<i>+0,8%</i>	<i>-9%</i>
TF1	1 615	1 361	-16%	0,0%	-0,1%	-16%
Bouygues Telecom	4 426	4 675	+6%	0,0%	-0,2%	+6%
Bouygues SA et autres	145	137	Ns	-	-	Ns
Retraitements intra-Groupe^b	(276)	(244)	Ns	-	-	Ns
Chiffre d'affaires du Groupe	27 601	24 948	-10%	0,0%	+0,3%	-9%
<i>dont France</i>	<i>16 043</i>	<i>14 306</i>	<i>-11%</i>	<i>0,0%</i>	<i>+0,7%</i>	<i>-10%</i>
<i>dont international</i>	<i>11 558</i>	<i>10 642</i>	<i>-8%</i>	<i>+0,1%</i>	<i>-0,2%</i>	<i>-8%</i>

(a) Somme des chiffres d'affaires contributifs (après retraitements internes aux activités de construction)

(b) Dont retraitements intra-groupe des activités de construction

(c) À périmètre et change constants

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS À L'EBITDA APRÈS LOYER DU GROUPE (millions d'euros)	9M 2019	9M 2020	Variation
Activités de construction	980	546	-434 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	<i>395</i>	<i>79</i>	<i>-316 M€</i>
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	<i>32</i>	<i>(5)</i>	<i>-37 M€</i>
<i>dont Colas</i>	<i>553</i>	<i>472</i>	<i>-81 M€</i>
TF1	328	253	-75 M€
Bouygues Telecom	1 050	1 123	+73 M€
Bouygues SA et autres	(6)	(14)	-8 M€
EBITDA après Loyer du Groupe	2 352	1 908	-444 M€

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT DU GROUPE (millions d'euros)	9M 2019	9M 2020	Variation
Activités de construction	545	133	-412 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	<i>280</i>	<i>19</i>	<i>-261 M€</i>
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	<i>42</i>	<i>(10)</i>	<i>-52 M€</i>
<i>dont Colas</i>	<i>223</i>	<i>124</i>	<i>-99 M€</i>
TF1	184	126	-58 M€
Bouygues Telecom	405	444	+39 M€
Bouygues SA et autres	(16)	(22)	-6 M€
Résultat opérationnel courant du Groupe	1 118	681	-437 M€



CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DU GROUPE (millions d'euros)	9M 2019	9M 2020	Variation
Activités de construction	535	72	-463 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	<i>270</i>	<i>19</i>	<i>-251 M€</i>
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	<i>42</i>	<i>(10)</i>	<i>-52 M€</i>
<i>dont Colas</i>	<i>223</i>	<i>63</i>	<i>-160 M€</i>
TF1	184	126	-58 M€
Bouygues Telecom	465	460	-5 M€
Bouygues SA et autres	(16)	(22)	-6 M€
Résultat opérationnel du Groupe	1 168^a	636^b	-532 M€

(a) Dont 10 M€ de charges non courantes chez Bouygues Construction correspondant à de coûts de restructuration et 60 M€ de produits non courants chez Bouygues Telecom principalement liés à la plus-value de cession de sites Mobile

(b) Dont 61 M€ de charges non courantes chez Colas liées à la réorganisation des activités routières en France et la poursuite des travaux de démantèlement du site de Dunkerque et 16 M€ de produits non courants chez Bouygues Telecom principalement liés à la plus-value de cession de sites Mobile

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE (millions d'euros)	9M 2019	9M 2020	Variation
Activités de construction	381	6	-375 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	<i>226</i>	<i>5</i>	<i>-221 M€</i>
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	<i>20</i>	<i>(18)</i>	<i>-38 M€</i>
<i>dont Colas</i>	<i>135</i>	<i>19</i>	<i>-116 M€</i>
TF1	52	34	-18 M€
Bouygues Telecom	251	253	+2 M€
Alstom	238	51	-187 M€
Bouygues SA et autres	(74)	(61)	+13 M€
Résultat net part du Groupe	848	283	-565 M€

ENDETTEMENT FINANCIER NET (-) / EXCÉDENT FINANCIER NET ^a (+) PAR MÉTIER (millions d'euros)	À fin déc. 2019	À fin sept 2020	Variation
Bouygues Construction	3 113	2 297	-816 M€
Bouygues Immobilier	(279)	(434)	-155 M€
Colas	(367)	(838)	-471 M€
TF1	(127)	(71)	+56 M€
Bouygues Telecom	(1 454)	(1 659)	-205 M€
Bouygues SA et autres	(3 108)	(2 956)	+152 M€
Endettement (-) / Excédent (+) financier net	(2 222)	(3 661)	-1 439 M€
Obligations locatives courantes et non courantes	(1 686)	(1 592)	+94 M€

(a) Voir glossaire pour les définitions



CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AUX INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION NETS (millions d'euros)	9M 2019	9M 2020	Variation
Activités de construction	304	177	-127 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	149	67	-82 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	7	3	-4 M€
<i>dont Colas</i>	148	107	-41 M€
TF1	161	169	+8 M€
Bouygues Telecom	638	615	-23 M€
Bouygues SA et autres	2	2	0 M€
Investissements d'exploitation nets du Groupe	1 105	963	-142 M€

CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS AU CASH-FLOW LIBRE ^a DU GROUPE (millions d'euros)	9M 2019	9M 2020	Variation
Activités de construction	400	172	-228 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	147	(24)	-171 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	(20)	(18)	+2 M€
<i>dont Colas</i>	273	214	-59 M€
TF1	117	47	-70 M€
Bouygues Telecom	205	377	+172 M€
Bouygues SA et autres	266^b	(55)	-321 M€
Cash-flow libre^a du Groupe	988	541	-447 M€
<i>Hors dividendes de 341 M€ d'Alstom</i>	647	541	-106 M€

(a) Voir glossaire pour les définitions

(b) Dont 341 M€ de dividendes Alstom

PERFORMANCE FINANCIÈRE DU TROISIÈME TRIMESTRE 2020

CHIFFRES CLÉS (millions d'euros)	T3 2020	Variation vs. T3 2019
Chiffre d'affaires du Groupe	10 190	0%
Résultat opérationnel courant du Groupe	813	+148 M€
<i>Dont Activités de construction</i>	570	+97 M€
<i>dont Bouygues Construction</i>	114	+13 M€
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	28	+15 M€
<i>dont Colas</i>	428	+69 M€
<i>Dont TF1</i>	58	+37 M€
<i>Dont Bouygues Telecom</i>	191	+16 M€
Marge opérationnelle courante	8%	+1,5 pt
Résultat opérationnel du Groupe	812	+139 M€
Résultat net part du Groupe	527	-96 M€



POUR RAPPEL, IMPACT ESTIME DE LA COVID-19 AU PREMIER SEMESTRE 2020

IMPACT ESTIMÉ DE LA COVID-19 AU PREMIER SEMESTRE 2020 (millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel courant
Activités de construction	-2 460	-530
<i>dont Bouygues Construction</i>	<i>-1 250</i>	<i>-290</i>
<i>dont Bouygues Immobilier</i>	<i>-400</i>	<i>-50</i>
<i>dont Colas</i>	<i>-810</i>	<i>-190</i>
TF1	-250	-100
Bouygues Telecom	-70	-20

L'impact estimé par métier détaillé ci-dessus est élaboré par référence au premier semestre 2019 ou au budget 2020.

Compte tenu de la reprise des activités, il n'est plus possible au troisième trimestre d'isoler dans la variation de la performance la part qui serait imputable à la Covid-19.



GLOSSAIRE

Activités de construction : Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas

ABPU (Average Billing Per User):

- Dans le Mobile, il est égal à la somme des chiffres d'affaires Mobile facturés au client pour les clients Grand Public et Entreprise divisée par le nombre de clients moyen sur la période. Il ne prend pas en compte les cartes SIM MtoM et SIM gratuites.
- Pour le Fixe, il est égal à la somme des chiffres d'affaires Fixe facturés au client pour les clients Grand Public (hors Entreprises) divisée par le nombre de clients moyen sur la période

BtoB (business to business) : décrit les activités d'échanges entre les entreprises.

Carnet de commandes (Bouygues Construction, Colas) : représente le volume d'activité traitée restant à réaliser pour les opérations ayant fait l'objet d'une prise de commande ferme, c'est-à-dire dont le contrat a été signé et est entré en vigueur (après l'obtention de l'ordre de service et la levée des conditions suspensives).

Carnet de commandes (Bouygues Immobilier) : il est composé du chiffre d'affaires des ventes notariées restant à réaliser et du montant du chiffre d'affaires total des réservations signées restant à notarié. En application de la norme IFRS 11, Bouygues Immobilier exclut de son carnet de commandes le chiffre d'affaires des réservations réalisées à travers des sociétés mises en équivalence (société en co-promotion en cas de contrôle conjoint).

Cash-flow libre : capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives. Il est calculé avant variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité et hors fréquences 5G.

Cash-flow libre après BFR : capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives. Il est calculé après variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité et hors fréquences 5G.

Chiffre d'affaires Autres (Bouygues Telecom) : différence entre le chiffre d'affaires total de Bouygues Telecom et le chiffre d'affaires Services. Il comprend en particulier :

- Les ventes de terminaux, d'accessoires, d'assurances ou autres
- Les revenus d'itinérance
- Les prestations de services autres que Telecom (construction de sites ou installation de lignes FTTH)
- Le cofinancement publicitaire

Chiffre d'affaires Services (Bouygues Telecom) : il comprend :

- Le chiffre d'affaires facturé au client qui intègre :
 - Dans le Mobile :
 - Pour les clients Grand Publics : le chiffre d'affaires des appels sortants (voix, SMS et données), des frais de mise en service, des services à valeur ajoutée
 - Pour les clients Entreprise : le chiffre d'affaires des appels sortants (voix, SMS et données), des frais de mise en service, des services à valeur ajoutée, ainsi que le chiffre d'affaires des services rendus aux Entreprises
 - Le chiffre d'affaires du Machine-To-Machine (MtoM)
 - Le chiffre d'affaires de l'itinérance (*roaming* visiteurs)



- Le chiffre d'affaires réalisé avec les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO);
- Dans le Fixe :
 - Pour les clients Grand Public, le chiffre d'affaires des appels sortants, des services fixes haut débit, des services de télévision (notamment Video On Demand et TV Replay) et le chiffre d'affaires relatif aux frais de mise en service et à la location d'équipements
 - Pour les clients Entreprise, le chiffre d'affaires des appels sortants, des services fixes haut débit, des services de télévision (notamment Video On Demand et TV Replay) et le chiffre d'affaires relatif aux frais de mise en service et à la location d'équipements, ainsi que le chiffre d'affaires des services rendus aux Entreprises
 - Le chiffre d'affaires de vente en gros réalisé avec d'autres opérateurs de réseaux fixes ;
- Le revenu des appels entrants Voix et SMS
- L'étalement de la subvention sur la durée de vie prévisionnelle du client, conséquence d'IFRS 15
- L'activation, puis l'étalement sur la durée de vie prévisionnelle du client des chiffres d'affaires liées aux mises en services

Consommation 4G : données consommées sur les réseaux cellulaires 4G, hors Wi-Fi

EBITDA après Loyer : correspond au résultat opérationnel courant, après prise en compte des charges d'intérêts sur obligations locatives, corrigé des dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, aux provisions et dépréciations ainsi que des effets liés aux prises et aux pertes de contrôle. Ces derniers concernent l'impact lié aux réévaluations des lots antérieurement détenus ou des lots conservés.

Excédent / Endettement financier net : la position de trésorerie du Groupe se calcule en tenant en compte la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes créditeurs de banque, les dettes financières non courantes et courantes et les instruments financiers. L'endettement/excédent financier n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes. Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net. Les principaux éléments de variation de l'endettement net sont présentés en note 7 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 septembre 2020 disponible sur le site internet du Groupe Bouygues.

Evolution du chiffre d'affaires à périmètre et change constants :

- A change constant : évolution après conversion du chiffre d'affaires en devises de la période en cours aux taux de change de la période de comparaison
- A périmètre constant : évolution du chiffre d'affaires des périodes à comparer, recalculé de la façon suivante:
 - En cas d'acquisition, est déduit de la période en cours le chiffre d'affaires de la société acquise qui n'a pas de correspondance dans la période de comparaison
 - En cas de cession, est déduit de la période de comparaison le chiffre d'affaires de la société cédée qui n'a pas de correspondance dans la période en cours

FTTH (*Fiber to the Home* - Fibre jusqu'à l'abonné) : correspond au déploiement de la fibre optique depuis le nœud de raccordement optique (lieu d'implantation des équipements de transmission de l'opérateur) jusque dans les logements ou locaux à usage professionnel (définition Arcep)

Marge d'EBITDA après Loyer (Bouygues Telecom) : EBITDA après Loyer sur chiffre d'affaires Services

MtoM : les communications « machine à machine » ou « MtoM » consistent en la mise en relation de machines ou d'objets intelligents, ou entre un objet intelligent et une personne, avec un système d'information via des réseaux de communications mobiles généralement sans intervention humaine



Prises FTTH sécurisées : horizontal déployé ou en cours de déploiement ou commandé et ce, jusqu'au point de mutualisation

Prises FTTH commercialisées : prises pour lesquelles l'horizontal et la verticale sont déployés et connectés via le point de mutualisation

Prise de commandes (Bouygues Construction, Colas) : une affaire est enregistrée dans la prise de commandes dès lors que le contrat est signé et entré en vigueur (obtention de l'ordre de service et levée de l'ensemble des conditions suspensives) et que le financement est mis en place. Le montant enregistré correspond au chiffre d'affaires à réaliser sur cette affaire.

Réservations en valeur (Bouygues Immobilier) : montant exprimé en euro de la valeur des biens immobiliers réservés sur une période donnée.

- Logements : somme des valeurs des contrats de réservation, unité et bloc, signés par les clients et validés en interne, nettes des désistements enregistrés.

- Immeubles de bureaux : ils sont enregistrés dans les réservations à la vente notaire

Pour les opérations immobilières réalisées en co-promotion :

- Si Bouygues Immobilier détient le contrôle exclusif de la société de co-promotion (intégration globale), alors 100 % des montants sont intégrés dans les réservations
- S'il y a contrôle conjoint (société mise en équivalence), alors l'activité commerciale est enregistrée à hauteur de la quote-part détenue dans la société de co-promotion

RIP : Réseau d'Initiative Publique

Taux de churn Fixe : ensemble des résiliations du mois couru, divisé par le parc fin du mois précédent

Taux de churn Mobile : ensemble des résiliations du mois couru, divisé par le parc fin du mois précédent

Taux de pénétration FTTH : part du parc client Fixe en FTTH (nombre de clients FTTH divisé par le nombre de clients Fixe total)

Très Haut Débit : abonnements avec un débit crête descendant supérieur ou égal à 30 Mbits/s. Comprend les abonnements FTTH, FTTLA, box 4G et VDSL2 (définition Arcep)

Utilisateurs 4G : clients ayant utilisé le réseau 4G au cours des trois derniers mois (définition Arcep)